



# CRÉER DES EMPLOIS ET STIMULER L'ÉCONOMIE

# 2013

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES  
ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



*L'honorable* **CHARLES SOUSA**  
*Ministre des Finances*

**DOCUMENTS  
D'INFORMATION**







# CRÉER DES EMPLOIS ET STIMULER L'ÉCONOMIE

---

# 2013

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES  
ET REVUE FINANCIÈRE DE L'ONTARIO



*L'honorable* **CHARLES SOUSA**  
*Ministre des Finances*

**DOCUMENTS  
D'INFORMATION**

Pour de plus amples renseignements au sujet de *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2013, Documents d'information*, appeler (sans frais d'interurbain) au :

Demandes en français et en anglais : 1 800 337-7222

Téléimprimeur (ATS) : 1 800 263-7776

Pour avoir la version électronique du document, visiter le site Web du ministère à : [www.fin.gov.on.ca](http://www.fin.gov.on.ca)

© Imprimeur de la Reine pour l'Ontario, 2013

ISSN 1483-5983 (Imprimé)

ISSN 1496-2837 (PDF/HTML)

This document is available in English under the title:

*2013 Ontario Economic Outlook and Fiscal Review, Background Papers*

## Table des matières

### Avant-propos

Gérer de façon responsable .....	xiv
Stimuler l'économie et réformer les services publics .....	xv
Investir dans les gens.....	xvi
Régime de pensions du Canada .....	xvii
Aider nos jeunes .....	xviii
Une société juste.....	xviii
Investissement dans une infrastructure moderne.....	xix
Un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation .....	xxi
Les emplois de l'avenir .....	xxi
Des entreprises plus concurrentielles.....	xxii
L'importance d'un partenariat solide avec le gouvernement fédéral .....	xxiii
Conclusion .....	xxiv

### Chapitre I : Créer des emplois et stimuler l'économie

Points saillants .....	3
------------------------	---

#### Section A : Emplois et croissance

Introduction .....	7
Gestion responsable des charges de programmes.....	7
Reprise économique.....	8
1. Investir dans les gens .....	10
Tracer la voie à un système de revenu de retraite sûr .....	10
Relier les gens aux emplois de demain.....	11
L'apprentissage au XXI <sup>e</sup> siècle .....	14
Accroître l'accès aux soins de santé.....	18
Aider les personnes âgées à rester actives .....	19
Protéger les consommateurs .....	19
Réduire les taux de l'assurance-automobile .....	22

2. Investir dans une infrastructure moderne.....	25
L'infrastructure publique profite à l'économie de l'Ontario .....	26
Le Plan énergétique à long terme et l'énergie propre.....	35
3. Soutenir un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation.....	39
Les entreprises de l'Ontario pourraient investir davantage .....	39
Encourager les entreprises à investir davantage .....	43
Former des partenariats pour la réussite .....	45
Stratégie d'expansion commerciale Visées mondiales .....	56
Investir dans l'entrepreneuriat et l'innovation .....	58
Soutenir les collectivités .....	59

## **Section B : Gestion responsable**

La voie choisie par l'Ontario pour atteindre l'équilibre .....	61
Un gouvernement efficient et responsable .....	63
Donner suite aux recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario .....	65
Rémunération dans le secteur public .....	68
Rémunération des cadres et des députés provinciaux.....	70
Modifications du système de santé .....	70
Efficience et modernisation des conseils scolaires .....	72
Gérer la taille de la fonction publique de l'Ontario.....	72
Accroître la responsabilisation .....	74
Des choix équilibrés.....	76

## **Chapitre II : Perspectives économiques**

Points saillants.....	79
Aperçu .....	81
Évolution récente de l'économie .....	83
Rendement économique de l'Ontario depuis la récession .....	84

Évolution et perspectives de l'économie mondiale .....	87
L'économie américaine .....	88
Le prix du pétrole .....	90
Le dollar canadien .....	91
Marchés des capitaux .....	92
Perspectives de croissance économique en Ontario .....	95
Détails des perspectives économiques de l'Ontario .....	103
Prévisions du secteur privé .....	104
Changement dans les perspectives économiques .....	105
Comparaison avec le budget de l'Ontario de 2013 .....	106
 <b>Chapitre III : Perspectives financières</b>	
Points saillants .....	109
 <b>Section A : Aperçu</b> .....	 111
 <b>Section B : Rendement financier de 2013-2014</b>	
Variations des revenus en 2013-2014 depuis la publication du budget de 2013 .....	114
Variations des charges en 2013-2014 depuis la publication du budget de 2013 .....	116
 <b>Section C : Détails des finances de l'Ontario</b>	
Tableaux et graphiques financiers .....	119
 <b>Chapitre IV : Importance d'un partenariat solide avec le                                   gouvernement fédéral</b>	
Points saillants .....	131
Les mérites d'un solide partenariat .....	133
Un partenaire fédéral déterminé à collaborer pour renforcer l'économie .....	134
Investissement à long terme dans l'infrastructure publique .....	134
Investissement dans les transports en commun .....	134
Formation et marché du travail .....	135
Appuyer les secteurs de pointe de l'Ontario .....	136
Un partenaire fédéral déterminé à renforcer le système de revenu de retraite ....	139

Un partenaire fédéral déterminé à investir dans la santé des collectivités de l'Ontario .....	140
Investissement dans le logement social et le logement abordable .....	140
Immigrants et réfugiés .....	140
Communautés des Premières Nations .....	141
Investir dans la santé de la population ontarienne .....	142
Un partenaire fédéral déterminé à établir un régime fiscal équitable .....	143
Conséquences des mesures prises unilatéralement par le gouvernement fédéral .....	146
Mesures fédérales ayant une incidence sur les collectivités de l'Ontario.....	146
Mesures fédérales ayant une incidence sur les finances et les services publics de l'Ontario .....	147
Gestion des risques découlant des mesures fédérales.....	149

## **Chapitre V : Sécurité du revenu de retraite**

Points saillants.....	153
Renforcer le système de revenu de retraite de l'Ontario .....	155
Motifs pour passer à l'action .....	157
Tracer la voie de la réforme du système de revenu de retraite.....	160
Une stratégie visant à accroître l'épargne-retraite .....	161
1. Pour les Ontariennes et Ontariens n'ayant pas de régime de retraite d'employeur .....	162
2. Pour les Ontariennes et Ontariens ayant des régimes de retraite autogérés .....	166
3. Pour les Ontariennes et Ontariens ayant des régimes de retraite à prestations déterminées .....	168

## **Chapitre VI : Fiscalité**

Points saillants.....	177
Introduction .....	179
Aperçu .....	179
Soutien pour les gens .....	180
Prestation Trillium de l'Ontario.....	180
Crédit d'impôt pour les dons d'aliments frais.....	180
Crédits d'impôt pour dividendes .....	181



Soutien aux entreprises .....	184
Dédution pour amortissement accéléré pour les machines et le matériel de fabrication et de transformation .....	184
Examen des programmes de soutien aux entreprises .....	184
Un régime fiscal efficient et équitable.....	185
Impôt foncier .....	186
Réforme de l'impôt foncier provincial .....	186
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires .....	187
Impôt scolaire applicable aux biens résidentiels .....	188
Impôt scolaire applicable aux entreprises .....	188
Autres mesures .....	189
Exonération de l'impôt-santé des employeurs .....	189
Crédit d'impôt pour la formation en apprentissage.....	190
Mesures favorisant l'intégrité du revenu.....	191
Stratégie antitabac de l'Ontario .....	192

## **Chapitre VII : Emprunts et gestion de la dette**

Points saillants .....	195
Emprunts à long terme sur les marchés publics .....	197
Dette .....	202
Mise à jour sur le reliquat de la dette insurmontable .....	203
Composition de la dette totale .....	205
Rapports dette-PIB.....	206
Coût de la dette.....	208
Exposition aux risques .....	209

## **Chapitre VIII : Consultations préalables au budget**

Comment participer aux consultations préalables au budget de 2014.....	213
Observations en ligne.....	213
Observations écrites .....	214



## Liste des tableaux

### Chapitre I : Créer des emplois et stimuler l'économie

Tableau 1.1	Stratégie ontarienne d'emploi pour les jeunes – 295 millions de dollars sur deux ans.....	12
-------------	-------------------------------------------------------------------------------------------	----

### Chapitre II : Perspectives économiques

Tableau 2.1	Perspectives économiques de l'Ontario.....	81
Tableau 2.2	Perspectives liées aux facteurs externes.....	93
Tableau 2.3	Répercussions de modifications durables aux principaux facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario ....	94
Tableau 2.4	Économie de l'Ontario, de 2011 à 2016 .....	103
Tableau 2.5	Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario.....	104
Tableau 2.6	Changements aux principales hypothèses économiques du ministère des Finances : comparaison entre le budget de 2013 et l'exposé économique d'automne (EEA) de 2013 ..	106

### Chapitre III : Perspectives financières

Tableau 3.1	Résultats financiers en cours d'exercice 2013-2014.....	113
Tableau 3.2	Sommaire des variations de revenus depuis la publication du budget de 2013.....	114
Tableau 3.3	Sommaire des variations de charges depuis la publication du budget de 2013.....	116
Tableau 3.4	Résumé financier .....	119
Tableau 3.5	Revenus .....	120
Tableau 3.6	Total des charges.....	121
Tableau 3.7	Autres charges .....	122
Tableau 3.8	Dépenses liées à l'infrastructure en 2013-2014 .....	123
Tableau 3.9	Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices .....	124

## **Chapitre VII : Emprunts et gestion de la dette**

Tableau 7.1	Plan d'emprunt 2013-2014.....	199
Tableau 7.2	Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme .....	201

## Liste des graphiques

### Chapitre I : Créer des emplois et stimuler l'économie

Graphique 1.1	La reprise de l'emploi en Ontario devance celle des principaux concurrents .....	8
Graphique 1.2	La Stratégie de réduction de la pauvreté contribue à atténuer la pauvreté chez les enfants .....	13
Graphique 1.3	Les bilans des entreprises canadiennes sont supérieurs à la moyenne à long terme.....	41
Graphique 1.4	Les investissements des entreprises ontariennes à la traîne par rapport à ceux des entreprises canadiennes et américaines ....	42
Graphique 1.5	Les dépenses des entreprises ontariennes en R-D sont inférieures à celles des entreprises américaines.....	44
Graphique 1.6	Plan de l'Ontario de 2013 visant à éliminer le déficit.....	62
Graphique 1.7	Variation des charges de programmes d'une année à l'autre ..	63
Graphique 1.8	Règlements salariaux en Ontario .....	69
Graphique 1.9	Niveaux de dotation de la fonction publique de l'Ontario .....	73

### Chapitre II : Perspectives économiques

Graphique 2.1	PIB réel de l'Ontario depuis la récession de 2008-2009.....	84
Graphique 2.2	Les emplois créés sont surtout des emplois à temps plein dans le secteur privé offrant un salaire supérieur à la moyenne.....	85
Graphique 2.3	La reprise de l'emploi en Ontario devance celle aux É.-U. et la moyenne des pays de l'OCDE.....	86
Graphique 2.4	La croissance de l'économie mondiale reprendra.....	88
Graphique 2.5	Raffermissement de la reprise aux É.-U.....	89
Graphique 2.6	Le prix du pétrole devrait rester élevé.....	90
Graphique 2.7	Le dollar canadien devrait demeurer près de la parité.....	91
Graphique 2.8	Les taux d'intérêt devraient augmenter graduellement .....	92
Graphique 2.9	Les dépenses des ménages, les investissements des entreprises et les échanges commerciaux stimuleront la croissance économique.....	95
Graphique 2.10	L'emploi devrait s'accroître à moyen terme .....	96

Graphique 2.11	Le logement devrait demeurer abordable en Ontario .....	97
Graphique 2.12	L'endettement des ménages canadiens demeure élevé.....	98
Graphique 2.13	Hausse de la valeur nette des ménages .....	99
Graphique 2.14	Les entreprises ontariennes sont en retard sur les entreprises américaines au chapitre des investissements dans les machines et le matériel .....	100
Graphique 2.15	Les exportations devraient augmenter .....	102
Graphique 2.16	Révision à la baisse des perspectives de croissance du secteur privé en 2013 et 2014 .....	105

### **Chapitre III : Perspectives financières**

Graphique 3.1	Composition des revenus, 2013-2014 .....	126
Graphique 3.2	Composition des charges totales, 2013-2014 .....	127
Graphique 3.3	Composition des charges de programmes, 2013-2014.....	128

### **Chapitre IV : Importance d'un partenariat solide avec le gouvernement fédéral**

Graphique 4.1	En 2013-2014, l'Ontario est au 5 <sup>e</sup> rang pour la capacité fiscale mais au dernier rang après les transferts fédéraux ....	143
Graphique 4.2	Contribution nette au programme de péréquation par province, en 2013-2014 .....	145

### **Chapitre V : Sécurité du revenu de retraite**

Graphique 5.1	Cibles de revenu de retraite et écarts possibles (personne seule) .....	158
---------------	----------------------------------------------------------------------------	-----

### **Chapitre VI : Fiscalité**

Graphique 6.1	Pourcentage des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires consacré au financement de l'éducation élémentaire et secondaire .....	187
---------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----

## **Chapitre VII : Emprunts et gestion de la dette**

Graphique 7.1	Emprunts de 2013-2014 .....	198
Graphique 7.2	Reliquat de la dette insurmontable depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1999 ...	203
Graphique 7.3	Composition de la dette totale au 30 septembre 2013 .....	205
Graphique 7.4	Rapport dette nette-PIB .....	206
Graphique 7.5	Rapport déficit accumulé-PIB .....	207
Graphique 7.6	Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette totale .....	208
Graphique 7.7	Exposition aux risques associés aux changements de taux d'intérêt .....	209
Graphique 7.8	Exposition aux risques de change .....	210

## Avant-propos

Le gouvernement de l'Ontario propose un nouveau plan en trois volets pour stimuler l'économie et favoriser la création d'emplois. Ce plan investit dans les gens, investit dans l'édification d'une infrastructure moderne et favorise un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation.

Nous prenons ces mesures au moment où la reprise, qui fait suite à la récession mondiale, demeure incertaine et crée un sentiment d'insécurité chez bien des familles face à leur emploi et à leur avenir financier. Nous devons nous employer à accroître les possibilités pour les familles ontariennes et, pour ce faire, nous devons réorienter nos choix et nos décisions.

La première ministre Kathleen Wynne et notre équipe ont créé un nouveau plan pour activer la croissance, créer des emplois et consolider les services qui aident les familles.

Ce plan comporte trois grandes priorités :

- ♦ investir dans les gens;
- ♦ investir dans l'édification d'une infrastructure moderne;
- ♦ favoriser un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation.

Le plan du gouvernement est ciblé et stratégique.

En investissant dans les Ontariennes et Ontariens, nous les préparons à évoluer dans l'économie d'aujourd'hui et de demain. En investissant dans la modernisation de notre infrastructure, nous créons des emplois dans le présent et accroissons notre compétitivité à long terme. Et en favorisant un climat d'affaires dynamique, nous aidons les petites et moyennes entreprises à se développer et nous encourageons les sociétés de plus grande envergure à investir et à créer de bons emplois dans la province.

Et cette croissance nous procurera les revenus nécessaires pour équilibrer notre budget.

Grâce à leur ardeur au travail et à leur discipline, les familles ontariennes aident notre province à sortir de la récession qui a sévi à l'échelle mondiale. Or, des incertitudes demeurent, tant pour les particuliers que les entreprises. Nous devons maintenant prendre des décisions importantes sur notre avenir qui mettront à l'épreuve nos priorités et nos valeurs.

D'un côté, il y a ceux qui croient que nous devons faire d'importantes compressions, au risque de freiner la croissance et de nuire aux services publics essentiels, afin d'éliminer le déficit encore plus rapidement que prévu. De l'autre côté, il y a ceux qui augmenteraient les impôts et les taxes de façon irresponsable, ce qui aurait pour effet de desservir les entreprises créatrices d'emplois et les familles de l'Ontario. Aucune de ces approches n'est sensée. Toutes deux nuiraient aux entreprises et compromettraient les services publics sur lesquels les familles ontariennes comptent.

Notre plan préconise une approche équitable et responsable.

Il propose de nouveaux investissements stratégiques pour stimuler la croissance, créer des emplois, consolider les services et aider les familles. Nous demeurons en voie d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018.

Toutefois, si la conjoncture économique mondiale devait chanceler, entraînant une croissance encore plus faible des revenus, notre priorité est claire : le gouvernement continuera à protéger les investissements dans les emplois, la croissance et les familles avant de s'attaquer à des objectifs à court terme.

La consolidation de la croissance et la création d'emplois sont les moyens les plus sûrs et les plus équitables d'accroître les revenus et d'équilibrer le budget.

Notre plan en trois volets sera véritablement déterminant pour stimuler la création d'emplois et la croissance nécessaires afin de soutenir les familles de l'Ontario et de générer les revenus qui nous permettront d'éliminer le déficit.

## **Gérer de façon responsable**

L'incertitude qui persiste dans l'économie mondiale ralentit la croissance en Ontario et réduit les revenus. En raison de ces forces externes, depuis le budget de 2010, les revenus ont été inférieurs de 5 milliards de dollars à ceux qui avaient été prévus.

Le gouvernement a toutefois pris des mesures décisives et efficaces pour réduire la croissance des dépenses, ce qui a permis de dépasser les objectifs de réduction du déficit pendant quatre années de suite, ce qu'aucun autre gouvernement au Canada n'est parvenu à accomplir.

Le gouvernement continuera à faire des investissements stratégiques pour stimuler l'économie en vue d'éliminer le déficit et de protéger les services publics sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens.

Il s'agit d'une approche équilibrée, financièrement responsable et équitable pour les familles de l'Ontario.



## **Stimuler l'économie et réformer les services publics**

Soucieux de faire preuve d'équité et de discipline budgétaire, le gouvernement de l'Ontario a entrepris d'importantes réformes pour maîtriser les dépenses tout en maintenant, voire en améliorant, la qualité des services publics. L'Ontario a les dépenses de programmes par habitant les plus basses au Canada. Depuis deux années consécutives, la croissance des dépenses de programmes a été contenue dans l'ensemble à moins de 1 %. Et l'année dernière, les dépenses totales du gouvernement ont diminué pour la première fois depuis plus d'une décennie.

Forts de cette discipline, nous devons envisager d'autres réformes des services publics en portant une attention particulière aux répercussions que cela pourrait avoir sur les familles ontariennes. Nous continuerons à contenir fermement les dépenses. Par contre, vu l'importance capitale que revêtent les services publics pour le bien-être des familles de l'Ontario, la réduction du financement de la santé et de l'éducation – comme cela s'est fait par le passé et comme cela est de nouveau proposé par certains – compromettraient les écoles, les hôpitaux et les emplois dans la province.

Nous maintiendrons plutôt une approche rigoureuse pour contenir les dépenses de programmes pour réduire le rapport dette nette-PIB de l'Ontario et le ramener à son niveau d'avant la récession, soit 27 %.

Pour ce faire, nous mettons en oeuvre 60 % des recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, notamment en vue d'accroître le recours aux infirmières et infirmiers praticiens, d'offrir le renouvellement du permis de conduire en ligne et d'accroître l'accès des jeunes à des consultations en santé mentale par l'entremise de services de vidéoconférence. La prochaine étape consistera à analyser toutes les autres recommandations, sauf celles qui ont été rejetées parce qu'elles ne concordaient pas avec les priorités des familles de l'Ontario.

## **Investir dans les gens**

Le plan du gouvernement de l'Ontario accordera tout d'abord la priorité aux nouveaux investissements dans les gens. Dans une conjoncture économique difficile comme celle que nous connaissons, le rôle du gouvernement est de fournir aux familles la possibilité de réaliser leur plein potentiel et de veiller à ce qu'elles aient accès aux services publics essentiels. Une population hautement instruite et en santé est porteuse d'une économie plus solide.

L'éducation et la santé seront donc les premiers secteurs visés par ces investissements. Nous continuerons à investir dans l'apprentissage des jeunes enfants afin de leur donner le meilleur départ qui soit. Nos écoles doivent être sûres et bien équipées. Nos hôpitaux et soins à domicile doivent être efficaces et répondre aux besoins des patients, plus particulièrement ceux des aînés et des personnes les plus vulnérables.

Le gouvernement continue à améliorer les soins prodigués dans les hôpitaux de la province. Plus de cent projets hospitaliers ont été achevés ou sont en cours de réalisation en Ontario, notamment à Thunder Bay, London et Cornwall. Afin de faciliter la transition critique de l'hôpital à la maison, nous faisons également des investissements substantiels dans les soins communautaires et à domicile, et plus particulièrement ceux destinés aux personnes âgées.

Le gouvernement aide les personnes âgées à rester actives, en bonne santé et en contact avec la collectivité. À cette fin, nous créons le tout premier programme de subventions en Ontario qui vise spécialement les personnes âgées et les aidera à participer à un plus grand nombre d'activités communautaires et à poursuivre leur apprentissage dans des domaines comme la technologie et la littératie financière.

## Régime de pensions du Canada

La sécurité du revenu au moment de la retraite, en particulier celle de la classe moyenne, est une priorité pour le gouvernement. Les placements et les économies à long terme jouent un rôle crucial. Les gouvernements doivent donc veiller à ce qu'il y ait un système de revenu de retraite fiable et responsable, qui évolue et s'adapte aux réalités de notre époque.

Le Régime de pensions du Canada (RPC) est le fondement du système de revenu de retraite au pays. Ce régime a bien servi des générations d'Ontariennes et d'Ontariens. Depuis près d'un demi-siècle, le RPC réunit les gouvernements fédéral et provinciaux dans le but commun de soutenir nos personnes âgées. Pour qu'il puisse mieux répondre aux besoins des Ontariennes et des Ontariens, et plus particulièrement ceux de la classe moyenne, nous devons y apporter des améliorations maintenant.

Cependant, le gouvernement fédéral résiste aux demandes d'amélioration des provinces, de notre première ministre, Kathleen Wynne, et d'experts indépendants.

Le gouvernement trace la voie et tente de conclure une nouvelle entente avec les autres provinces, les territoires et le gouvernement fédéral pour bonifier le RPC et accroître les prestations qu'il fournit. Si aucune entente ne peut être conclue, nous entreprendrons des démarches pour trouver une solution propre à l'Ontario.

Les efforts du gouvernement pour assurer un revenu de retraite ne s'arrêtent pas à la réforme du RPC. Nous sommes conscients que pour mettre en place un système de revenu de retraite solide et stable, il nous faut recourir à une stratégie exhaustive à long terme et à un éventail d'outils. Nous continuerons à travailler en concertation avec les Ontariennes et Ontariens pour leur offrir un plus grand nombre d'options d'épargne-retraite, telles que les régimes de pension agréés collectifs (RPAC). Nous nous emploierons également à aider les personnes qui participent à un régime de retraite d'employeur pour assurer la viabilité et la fiabilité de ces régimes à long terme. En outre, nous nous montrerons vigilants dans nos efforts pour réduire les coûts associés à l'investissement pour les personnes qui épargnent pour leur retraite par leurs propres moyens, et nous envisagerons d'autres options, dont l'amélioration de la surveillance des conseillers financiers.

## **Aider nos jeunes**

Pour que notre économie demeure vigoureuse et qu'elle soit concurrentielle à l'échelle mondiale, nous devons continuer à appuyer les efforts déployés par nos jeunes pour obtenir l'éducation dont ils ont besoin, les compétences qu'ils recherchent et les possibilités qu'ils méritent. Un tel appui bénéficiera à toutes les familles ontariennes à court et à long terme. Le gouvernement prend des mesures particulières pour apporter son soutien aux jeunes.

Ensemble, nous aidons les familles ontariennes à assumer les coûts des études postsecondaires. De nombreuses familles travaillent sans relâche pour que leurs enfants puissent fréquenter le collège ou l'université. Le programme de la Réduction de 30 % des frais de scolarité en Ontario aide les familles à assumer ces coûts et aide les jeunes à poursuivre des études qui leur assureront un avenir meilleur. Chaque année plus de 200 000 étudiants reçoivent cette subvention pour payer leurs études.

De plus, dans le cadre du plan du gouvernement pour créer des emplois et stimuler l'économie, nous avons annoncé, dans le budget de 2013, une Stratégie ontarienne d'emploi pour les jeunes afin d'aider les jeunes à se tailler une place sur le marché du travail. Au cours des deux prochaines années, cette stratégie profitera à 30 000 jeunes en leur offrant une formation en milieu de travail, en établissant des contacts avec des employeurs et en leur assurant un début prometteur dans leur carrière future.

## **Une société juste**

L'économie de l'Ontario est renforcée lorsque tous les citoyens ont la possibilité de réaliser tout leur potentiel. Des investissements stratégiques dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du soutien du revenu contribuent à réduire le recours aux services sociaux, à bâtir la main-d'oeuvre et à renforcer l'économie de l'Ontario. En 2003, le salaire minimum n'avait pas augmenté depuis 9 ans. Depuis, le gouvernement l'a augmenté de 50 %, le faisant passer à 10,25 \$ l'heure. Nous attendons actuellement des recommandations sur le moment opportun et le montant préconisé des prochaines augmentations du salaire minimum. Le gouvernement aidera également les Ontariennes et Ontariens à retourner sur le marché du travail en éliminant les obstacles auxquels font face les bénéficiaires des programmes d'aide sociale.

Le gouvernement a récemment élargi l'accès aux programmes et services d'éducation postsecondaire en français pour aider les étudiants ontariens à se préparer aux emplois de l'avenir.

De plus, pour réduire les coûts pour les consommateurs, le gouvernement envisagera de modifier le programme Air pur Ontario pour en assurer la neutralité financière pour toute sa durée.

## Investissement dans une infrastructure moderne

Le deuxième volet de notre plan consiste à construire une infrastructure plus moderne favorable à la prospérité et à la croissance économique. Une telle approche attire les investissements du secteur privé et stimule la création de bons emplois en Ontario.

En investissant dans les routes, les ponts et les réseaux de transport en commun, nous contribuons à accroître la sécurité, la compétitivité et la productivité de la province. Qui plus est, nous améliorons la qualité de vie dont peuvent jouir les familles lorsqu'elles passent moins de temps immobilisées dans des embouteillages.

Nous devons investir l'argent nécessaire pour aider les gens à intégrer le marché du travail et pour moderniser les transports en commun, les routes, les ponts, les écoles, les hôpitaux de la province ainsi que d'autres éléments importants de l'infrastructure.

Pour orienter de telles initiatives, le gouvernement entend créer un fonds spécial destiné à appuyer les projets d'infrastructure les plus pressants et les plus importants. Le Fonds Trillium de l'Ontario recevrait les gains provenant de la vente d'actifs, comme la vente de nos intérêts dans les actions de GM, et mettrait cet argent à contribution pour créer des emplois et édifier un Ontario encore plus vigoureux.

L'aménagement de transports en commun constitue une priorité économique, puisque nous savons que la congestion routière coûte 6 milliards de dollars à l'économie ontarienne chaque année. Cet élément de l'infrastructure mérite donc une attention particulière et constitue déjà une pierre angulaire du plan du gouvernement pour créer des emplois et stimuler la croissance économique. Cependant, il nous faut envisager des approches novatrices pour faire face à de nouveaux défis.

En plus des travaux accomplis par Metrolinx pour constituer de nouveaux instruments de financement, l'Ontario serait la première province canadienne à créer et à vendre des « obligations vertes ». Les produits de ces instruments financiers seraient investis directement dans les projets d'infrastructure aux quatre coins de la province — dans des collectivités de toute sorte et de toute taille. En outre, cette initiative offrirait aux Ontariennes et aux Ontariens une façon novatrice de contribuer à l'avenir de la province tout en faisant fructifier leur argent. Ces nouvelles obligations miseraient sur la capacité de la province d'obtenir des capitaux à des taux d'intérêt concurrentiels et constitueraient un outil servant à répondre à des besoins essentiels d'infrastructure, à créer des emplois et à renforcer l'économie.



Le gouvernement investira également plus de 35 milliards de dollars au cours des trois prochaines années dans des projets d'immobilisations qui amélioreront la compétitivité et la productivité de l'Ontario. Ces investissements aideront à créer et à maintenir plus de 100 000 emplois et à raffermir l'économie de l'Ontario pendant de nombreuses années.

Partout dans la province, des collectivités bénéficieront des travaux de construction et d'amélioration des routes, des ponts et des réseaux de transports en commun ainsi que des écoles et des hôpitaux. Elles auront ainsi des installations modernes construites et aménagées en tenant compte des réalités futures comme le changement climatique et les conditions météorologiques exceptionnelles.

Toutes les régions tireront des avantages de la priorité accordée à la modernisation de l'infrastructure. Un fonds spécial a été instauré pour continuer à répondre aux besoins particuliers des petites municipalités rurales et du Nord. Le gouvernement examine actuellement les modalités d'un fonds permanent.

Le gouvernement travaillera également à faire en sorte que ces projets d'infrastructure soient ciblés et achevés dans les délais et les limites budgétaires prévus. Grâce à la diversification des modes de financement et de l'approvisionnement (DMFA), Infrastructure Ontario a déjà aidé à réduire les coûts et les risques pour l'Ontario dans le cadre de nombreux grands projets. Parmi les nouveaux projets qui seront entrepris suivant le modèle DMFA, mentionnons le projet de transport en commun rapide d'Eglinton Crosstown, l'Hôpital Joseph Brant de Burlington, l'Hôpital Memorial de Cambridge et l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa.

Ce modèle a porté des fruits. Nous miserons désormais sur ses points forts et l'améliorerons en adoptant des mesures pour accroître le nombre d'entreprises ontariennes qui peuvent participer à la réalisation de projets suivant le modèle DMFA.

Au cours des huit dernières années, les compagnies ontariennes ont acquis une expertise de calibre mondial à l'égard de la DMFA. De plus en plus de pays reconnaissant les mérites d'une telle approche, Infrastructure Ontario entend collaborer avec les bureaux ontariens de commerce international partout dans le monde pour exporter l'expertise des compagnies de construction, des ingénieurs, des experts des services financiers et des architectes de l'Ontario.

## **Un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation**

La troisième priorité de notre plan consiste à soutenir un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation. Malgré l'incertitude qui règne dans l'économie mondiale, les fondamentaux de l'Ontario sont solides et ses industries sont bien placées pour profiter des possibilités de croissance qui se présentent.

Pour attirer plus d'investissements, le gouvernement a créé un climat d'affaires stable et concurrentiel en stimulant l'investissement au moyen de politiques fiscales favorables, comme l'élimination de l'impôt sur le capital et la réduction du taux d'imposition du revenu des sociétés. De telles mesures favorisent la prospérité, les dépenses et l'embauche. Le gouvernement a également proposé des mesures législatives pour alléger l'impôt-santé des employeurs pour 60 000 petites entreprises. Grâce aux modifications proposées, près de 90 % des entreprises ontariennes n'auraient plus à payer cet impôt. Cette mesure aiderait les petites entreprises à faire face à la concurrence et à prospérer partout dans la province. C'est pourquoi nous sollicitons le concours des députés de tous les partis pour adopter ce projet de loi dès que possible.

### **Les emplois de l'avenir**

La concurrence s'intensifie parmi les territoires de compétence qui cherchent à attirer les emplois et les industries de l'avenir. L'Ontario est bien déterminé à gagner la course au nom des multiples familles qui comptent sur ces bons emplois bien rémunérés à l'avenir.

À mesure que le gouvernement travaille à élaborer d'importantes stratégies sectorielles pour les industries ontariennes, il prendra des mesures ciblées pour attirer de nouveaux investissements des sociétés mondiales de technologie de l'information et des communications (TIC).

L'aérospatiale est un autre exemple de secteur qui accroît sa présence en Ontario, créant ainsi de bons emplois bien rémunérés. Pour accélérer cette réussite, le gouvernement collaborera avec ses partenaires pour intensifier la formation offerte dans ce secteur. Par exemple, le Collège Centennial s'associera à Bombardier, le chef de file de la fabrication en aérospatiale au Canada, pour établir une nouvelle installation au parc Downsview.

En outre, le Collège Niagara élargira son programme actuel de fabrication de pointe afin de répondre aux besoins d'un plus grand nombre d'entreprises.

Ces initiatives contribueront à jeter les bases de la nouvelle génération d'entreprises manufacturières de la province.



Il y a deux mois, l'Ontario a inauguré ses premiers programmes d'enseignement en droit et en architecture depuis plus de 40 ans, tous les deux dans le Nord de l'Ontario. L'Université Lakehead, à Thunder Bay, a ouvert sa faculté de droit et l'Université Laurentienne, à Sudbury, a ouvert son École d'architecture, ce qui aidera les jeunes à accéder à ces carrières.

L'Ontario possède également une industrie agroalimentaire qui compte plus de 740 000 emplois à l'échelle de la province. Nous avons récemment déposé un projet de loi, la *Loi de 2013 sur les aliments locaux*, qui, si elle était adoptée, célébrerait et soutiendrait les bons produits cultivés, récoltés et préparés en Ontario.

Pour encourager l'entrepreneuriat, nous investissons à nouveau dans Communitech, le carrefour d'innovation d'un regroupement technologique dynamique dans la région de Waterloo. En offrant des services ciblés de mentorat et un accès à des capitaux de démarrage, Communitech aidera les sociétés de technologie ontariennes à se tailler une place sur les marchés internationaux.

### **Des entreprises plus concurrentielles**

Le gouvernement veut aider les entreprises à être encore plus concurrentielles, en les encourageant à investir dans le renouvellement des machines et du matériel. Des études récentes indiquent que de nombreuses sociétés ne mettent pas à profit les possibilités d'innover, d'améliorer la productivité et de prendre de l'expansion.

Nous envisagerons des mesures, dont certaines ont déjà été adoptées ailleurs dans le monde, pour promouvoir l'investissement de capitaux, notamment des modifications aux crédits d'impôt pour la recherche et développement (R-D) afin de récompenser l'augmentation des dépenses en R-D, ainsi qu'un nouvel incitatif permettant aux sociétés d'éliminer ou de réduire un impôt spécial sur le revenu des sociétés en fonction des investissements faits dans du nouveau matériel ou de nouvelles activités de R-D ou de formation.

Le gouvernement entend également collaborer avec ses partenaires des divers secteurs pour mesurer les investissements des entreprises dans l'innovation, la formation et la technologie et pour en rendre compte ainsi que pour mettre en valeur les sociétés qui se distinguent par leur excellence à la lumière de critères internationaux.

Le gouvernement prendra des mesures ciblées pour encourager de nouveaux investissements de sociétés internationales axées sur les technologies de l'information, la fabrication et la R-D. Il continuera à mettre à profit les possibilités émergentes de croissance sur les marchés intérieurs et mondiaux.

Le gouvernement aide également les collectivités par l'entremise de ses fonds de développement économique.

Par exemple :

- ◆ À North Bay, le Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario a investi dans Cementation, ce qui a permis de créer 10 emplois.
- ◆ À Kingston, le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario a investi dans MetalCraft Marine, ce qui a permis de créer près de 40 emplois.
- ◆ À Woodstock, le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario a investi dans la société North American Stamping Group, ce qui a permis de créer 50 emplois et d'en protéger 210.

## **L'importance d'un partenariat solide avec le gouvernement fédéral**

L'édification d'une société juste et prospère exige la collaboration de tous les ordres de gouvernement. La création de partenariats efficaces donne des résultats positifs pour la population ontarienne.

Malheureusement, le gouvernement fédéral, dans le but d'équilibrer son budget, a récemment procédé à une série de modifications aux programmes et au financement qui ont des conséquences néfastes pour l'Ontario et d'autres provinces.

Ces décisions entraînent souvent une réduction du soutien financier et le transfert de nombreuses responsabilités aux provinces et aux territoires, sans les consulter ni les compenser de manière adéquate, notamment en ce qui concerne les transports en commun, la formation de la main-d'oeuvre et le soutien au secteur minier dans le Nord et dans le Cercle de feu.

Le gouvernement fédéral est sur le point d'annoncer le nombre de candidats à l'immigration auxquels les provinces ont droit dans le cadre du Programme des candidats des provinces. Une augmentation serait sans contredit une mesure positive. Le nombre qui nous a été accordé par le passé n'est pas assez élevé et nous n'avons pas joui de la même latitude que les autres provinces dans le cadre de ce programme pour nous adapter aux besoins changeants du marché du travail.

L'Ontario a besoin d'un partenaire fédéral déterminé qui est prêt à collaborer pour améliorer la qualité de vie de toute la population ontarienne ainsi que la compétitivité des entreprises de l'Ontario.

## Conclusion

Cette province et sa population sont plus fortes lorsque nous travaillons tous ensemble au sein d'un Ontario solidaire — pour stimuler la croissance économique, créer des emplois, renforcer les services publics et aider nos familles.

Notre gouvernement agit de manière équitable et responsable pour avancer résolument dans cette voie. En investissant dans la population, en renouvelant et en modernisant notre infrastructure et en favorisant un climat d'affaires dynamique, nous pouvons accroître encore davantage la prospérité de l'Ontario.

Nous sommes toujours en bonne voie d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018, mais nous avons toujours comme priorité absolue de stimuler l'économie et de protéger les services publics essentiels.

Nous ne pouvons pas nous frayer un chemin vers la prospérité en sabrant dans les dépenses, pas plus que nous pouvons arriver à la croissance à coups d'impôts.

En tant qu'Ontariennes et Ontariens, nous ne créerons pas de fausses divisions entre employeurs et employés, régions rurales et centres urbains, le Nord et le Sud.

Nous travaillerons tous ensemble dans la solidarité.

Le gouvernement sait qu'il doit investir de manière stratégique dans la population et dans l'infrastructure, et favoriser un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation, surtout si l'on tient compte de l'incertitude de l'économie mondiale, afin de favoriser la croissance qui contribuera à appuyer les familles ontariennes et à équilibrer le budget de la province.

Tel est notre plan pour l'emploi et la croissance.

Nous prenons des mesures pratiques et constructives pour stimuler l'économie et créer des emplois, pour édifier un Ontario plus fort, un Ontario solidaire.

Original signé par

L'honorable Charles Sousa  
Ministre des Finances

# CHAPITRE I

## CRÉER DES EMPLOIS ET STIMULER L'ÉCONOMIE





## Points saillants

### Section A : Emplois et croissance

#### *Investir dans les gens*

- ☒ Le gouvernement s'engage à aider les Ontariennes et Ontariens à épargner en vue d'une retraite solide et sûre et trace la voie en s'employant à conclure une entente avec les autres provinces et le gouvernement fédéral sur la bonification du Régime de pensions du Canada, à défaut de quoi, il entreprendra des démarches en vue d'instaurer une solution propre à l'Ontario.
- ☒ La mise en oeuvre de la Stratégie ontarienne d'emploi pour les jeunes fera profiter à 30 000 jeunes d'une expérience professionnelle en milieu de travail, les mettra en relation avec des employeurs et les aidera à commencer leur carrière du bon pied.
- ☒ Des changements contribueront à protéger les consommateurs en rendant plus abordables certains services. Ces changements touchent les contrats de services de téléphonie cellulaire et de transmission sans fil, le programme Air pur Ontario et l'assurance-automobile.
- ☒ Le gouvernement appuiera les Ontariennes et Ontariens qui en ont le plus besoin et fera en sorte qu'ils puissent participer pleinement à l'économie en oeuvrant à mieux jumeler les travailleurs spécialisés aux employeurs. Il lancera également le deuxième volet quinquennal de sa Stratégie de réduction de la pauvreté qui mettra l'accent sur des mesures pour soutenir la participation au marché du travail.

#### *Investir dans une infrastructure moderne*

- ☒ La création d'obligations vertes et du nouveau Fonds Trillium de l'Ontario ainsi que des changements permettant aux régimes de retraite d'investir davantage dans des projets d'infrastructure publique contribueraient à régler les problèmes de congestion routière, à accroître la productivité du secteur privé et à améliorer la qualité de vie de la population ontarienne.
- ☒ Le gouvernement proposera un projet de loi qui exigerait que la province dépose à l'Assemblée législative un plan d'infrastructure sur 10 ans, ce qui soutiendrait la création d'emplois, les occasions de formation et la croissance économique.

- ☑ Faisant fond sur le statut de chef de file mondial que détient l'Ontario en matière de diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DFMA), le gouvernement améliorera son approche relative à la DFMA pour bonifier l'exécution de grands projets infrastructurels complexes et accroître le nombre d'entreprises ontariennes qui participent aux projets assujettis à la DFMA.

### **Soutenir un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation**

- ☑ Le gouvernement s'appuiera sur les fondamentaux économiques de l'Ontario et encouragera les investissements grâce à une collaboration avec les intervenants de l'industrie et des instituts de recherche afin d'aider les entreprises ontariennes à devenir plus concurrentielles et plus productives. Cela favorisera la création d'emplois, l'innovation et l'exportation.
- ☑ La création de partenariats entre les collèges, les universités et les chefs de file de l'industrie permettra de jumeler la main-d'oeuvre ontarienne hautement qualifiée avec des entreprises innovantes, de favoriser l'apprentissage et la formation et d'encourager de nouveaux investissements. Elle soutiendra également la croissance dans des secteurs clés dont l'aérospatiale et les technologies de l'information et des communications.
- ☑ Le gouvernement propose d'appuyer les petites entreprises en réduisant le montant de l'impôt-santé des employeurs, ce qui ferait économiser de l'argent à 60 000 petites entreprises, dont 12 000 n'auraient plus à régler cet impôt.

### **Section B : Gestion responsable**

- ☑ L'incertitude mondiale qui continue à régner ralentit la croissance de l'économie et des revenus de l'Ontario, mais le gouvernement continuera à protéger les investissements dans les emplois, la croissance et les familles, et ce, avant de s'attaquer aux objectifs à court terme.
- ☑ Le gouvernement a pris des mesures fermes et efficaces en vue de réduire la croissance des dépenses, ce qui a permis à la province de dépasser ses objectifs de réduction du déficit et de demeurer en voie d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018.
- ☑ C'est en Ontario que les charges de programmes par habitant sont les plus basses au Canada et, depuis deux ans, l'Ontario contient la croissance des dépenses globales de programmes à moins de 1 %. Selon les *Comptes publics de l'Ontario* de 2012-2013, les dépenses de programmes ont diminué en 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent pour la première fois en plus de 10 ans.



- ☑ Pour maintenir son approche à l'égard de la gestion de la croissance des dépenses de programmes, le gouvernement met en oeuvre 60 % des recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario et analysera le reste des recommandations.
- ☑ Le gouvernement a pris des mesures pour rendre la fonction publique de l'Ontario plus efficiente et pour en réduire la taille, par attrition ou d'autres moyens. Au 31 mars 2012, le gouvernement avait atteint l'objectif annoncé dans le budget de 2009, à savoir la réduction de 5 % des équivalents temps plein. Par ailleurs, il est en bonne voie de réaliser une autre réduction de 1 500 équivalents temps plein d'ici le 31 mars 2014.
- ☑ Puisque plus de la moitié des dépenses gouvernementales est consacrée aux salaires et avantages sociaux, le gouvernement a pris des mesures pour gérer les coûts liés à la rémunération dans le secteur public. Les règlements conclus dans le secteur public de l'Ontario sont inférieurs à ceux conclus dans le secteur privé, au palier municipal et dans le secteur public fédéral. Le gouvernement examine aussi la rémunération des cadres pratiquée dans le secteur parapublic.
- ☑ Le gouvernement a pris des mesures pour renforcer la responsabilisation des organismes publics en affermissant la supervision et en améliorant la gouvernance des organismes réglementés. En outre, il commencera à établir des points de référence pour les entreprises publiques comme la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), Ontario Power Generation, Hydro One et d'autres organismes.
- ☑ Par la création du poste de directeur de la responsabilité financière, l'Assemblée législative et la population ontarienne disposeront des renseignements nécessaires pour comprendre la situation financière de la province.



## **Section A : Emplois et croissance**

### **Introduction**

Les familles de l'Ontario ont surmonté la récession économique mondiale avec force et détermination. Par conséquent, l'Ontario en ressort plus fort que jamais. La récession a montré que le gouvernement a un rôle essentiel à jouer dans la création d'un climat favorisant la croissance économique et des conditions qui aideront la population ontarienne au quotidien. Afin de créer des emplois et de préserver les services publics essentiels sur lesquels comptent les Ontariennes et Ontariens, le gouvernement met en oeuvre un plan d'action qui comprend les mesures suivantes afin de stimuler la croissance économique :

- ♦ investir dans les gens;
- ♦ investir dans une infrastructure moderne;
- ♦ soutenir un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation.

Le plan de l'Ontario s'appuiera sur les avantages compétitifs de la province. Il stimulera la création d'emplois dans des secteurs qui présentent de grandes possibilités de croissance, tout en appuyant les secteurs arrivés à maturité pour qu'ils puissent continuer à s'imposer face à leurs concurrents. Il aidera aussi les entrepreneurs à accéder aux outils dont ils ont besoin pour réussir afin de créer davantage d'entreprises innovantes et à accéder aux marchés émergents.

### **Gestion responsable des charges de programmes**

Le gouvernement demeure sur la bonne voie en vue d'équilibrer le budget de façon équitable et responsable d'ici 2017-2018. Cela exigera de nouveaux investissements stratégiques qui stimuleront la croissance économique, créeront des emplois, renforceront les services et aideront les familles. La discipline budgétaire est un élément fondamental de l'approche adoptée par le gouvernement. Ce dernier fait des choix responsables qui sont en phase avec le contexte mondial actuel. Des compressions générales nuiraient aux familles ontariennes, auraient une incidence néfaste sur la croissance économique, et donneraient lieu à une dégradation de services publics essentiels et à de nombreuses pertes d'emplois. Par ailleurs, les hausses d'impôt irresponsables nuiraient aux entreprises créatrices d'emplois et, par extension, aux familles de l'Ontario. Le gouvernement demeure plutôt déterminé à contenir les dépenses en transformant la prestation des services.

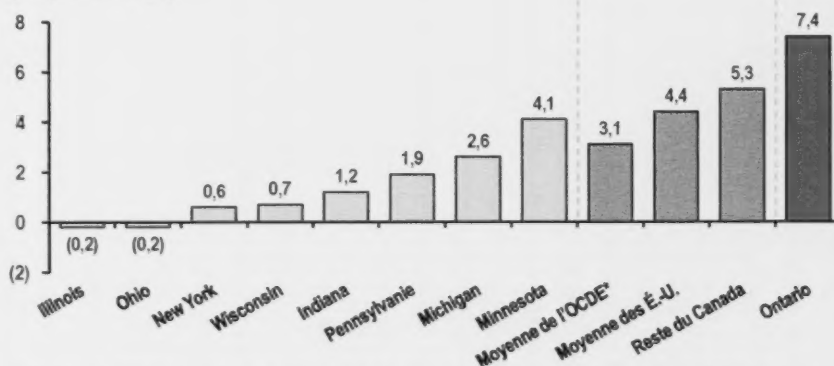
## Reprise économique

Les fondamentaux de l'économie ontarienne demeurent solides. L'économie continue à croître et à générer des emplois, et ce, malgré un contexte économique mondial difficile. L'Ontario a recouvré tous les emplois qu'il avait perdus pendant la récession et le taux d'emploi se situe maintenant au-dessus du sommet atteint avant la récession. Plus de 475 000 emplois ont été créés depuis les pires moments de la récession, en juin 2009, et il y a actuellement plus de 200 000 emplois de plus que lors du sommet atteint avant la récession. La création d'emplois en Ontario a été plus rapide que dans le reste du Canada, qu'aux États-Unis et que dans tous les États des Grands Lacs.

**GRAPHIQUE 1.1**

### La reprise de l'emploi en Ontario devance celle des principaux concurrents

Croissance de l'emploi depuis juin 2009  
(en pourcentage)



\* La moyenne de l'OCDE repose sur les données trimestrielles et représente la croissance depuis le deuxième trimestre de 2009.

Nota : Les données sur l'emploi total aux É.-U. proviennent du Current Employment Statistics Survey, tandis que celles sur l'emploi dans les États proviennent des statistiques locales sur le chômage.

Sources : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et OCDE.

Le produit intérieur brut (PIB) réel, mesure importante d'une croissance économique, a augmenté de 8,9 % depuis la fin de la récession, et son taux actuel représente une augmentation de plus de 3 % par rapport à son niveau d'avant la récession. Cependant, dans ce contexte de reprise fragile à l'échelle mondiale, nombre d'entreprises, de collectivités et de particuliers continuent de se sentir vulnérables aux changements économiques et ne sont pas nécessairement confiants dans l'avenir.

C'est pourquoi le gouvernement a élaboré un plan audacieux visant à créer des emplois et à stimuler l'économie dans l'ensemble de la province. Grâce à cette approche, il pourra veiller à ce que les Ontariennes et Ontariens puissent contribuer à un Ontario plus fort, à un Ontario solidaire.

---

L'Ontario jouit de solides fondamentaux économiques :

**Une main-d'oeuvre instruite et hautement qualifiée** – 65 % des Ontariennes et des Ontariens ont fait des études postsecondaires. Ce taux figure parmi les plus élevés au monde.

**Un système financier stable** – Le secteur financier de l'Ontario est l'un des plus solides au monde.

**Un régime fiscal compétitif** – Depuis 2009, le taux effectif marginal d'imposition ontarien sur les nouveaux investissements des entreprises a été réduit de moitié.

**Un environnement qui favorise l'innovation** – De grandes universités et des centres de recherche de renom appuient la commercialisation de l'innovation.

**Des services publics efficaces** – Des systèmes de santé et d'éducation élémentaire et secondaire forts et universels.

---

## **1. Investir dans les gens**

### **Tracer la voie à un système de revenu de retraite sûr**

L'épargne et les placements à long terme sont essentiels pour aider les Ontariennes et Ontariens à se préparer financièrement à leur retraite. Beaucoup d'Ontariennes et d'Ontariens ont de la difficulté à économiser suffisamment pour leur retraite et s'inquiètent de leur sécurité financière future.

Le gouvernement est déterminé à aider les Ontariennes et Ontariens à épargner en vue d'une retraite solide et sûre pour qu'ils puissent profiter pleinement de leurs années de retraite. Il aidera les travailleurs ontariens à planifier leur retraite, qu'ils comptent sur les revenus fournis par l'entremise du Régime de pensions du Canada (RPC), qu'ils mettent de l'argent de côté indépendamment pour leur retraite ou qu'ils aient accès à un régime de retraite d'employeur. Cet engagement allégera les pressions financières qui s'exerceront sur leurs enfants et leurs petits-enfants.

Le RPC est à la base du système de revenu de retraite du Canada. Il est essentiel de le bonifier pour faire en sorte que les Ontariennes et Ontariens, particulièrement les personnes à revenu moyen, jouissent d'une plus grande sécurité financière à leur retraite.

Le gouvernement trace la voie en s'employant à conclure une entente avec les autres provinces et le gouvernement fédéral relativement à la bonification du RPC, à défaut de quoi il entreprendra des démarches en vue d'instaurer une solution propre à l'Ontario.

Le gouvernement mettra également en oeuvre des modèles novateurs d'épargne-retraite tels que les régimes de pension agréés collectifs (RPAC) pour favoriser l'épargne-retraite dans la province. Avant de déposer des mesures législatives, il mènera des consultations sur un cadre ontarien régissant les RPAC afin de fournir aux travailleurs, et en particulier à ceux des petites et moyennes entreprises, un véhicule d'épargne-retraite simplifié et peu coûteux.

Pour les Ontariennes et Ontariens ayant un régime de retraite autogéré, comme le régime enregistré d'épargne-retraite (REER), l'Ontario s'emploiera à réduire le coût des investissements tout en fournissant aux particuliers l'aide dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées sur les épargnes. Le gouvernement examinera les recommandations de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), qui se penche sur la structure des frais liés aux fonds communs de placement, et envisagera de prendre, au besoin, des règlements régissant plus spécifiquement les conseillers et planificateurs financiers.



Reconnaissant les difficultés récentes de capitalisation, le gouvernement aidera également les participants aux régimes de retraite à prestations déterminées. Il mettra en oeuvre de nouvelles règles ou révisera les règles existantes pour faire en sorte que les régimes à prestations déterminées du secteur privé demeurent financièrement solides et que ceux du secteur public demeurent abordables et durables. (Voir le chapitre V, *Sécurité du revenu de retraite*, pour de plus amples détails.)

### **Relier les gens aux emplois de demain**

Pour faire en sorte que tous les Ontariens et Ontariennes puissent participer pleinement à l'économie, la province continue à aider les jeunes et les travailleurs qui ont besoin de soutien et de formation supplémentaires, et à apporter un soutien additionnel aux personnes qui en ont le plus besoin.

#### ***Mise en oeuvre de la Stratégie ontarienne d'emploi pour les jeunes***

Le gouvernement a créé la Stratégie ontarienne d'emploi pour les jeunes afin d'aider les jeunes à trouver un emploi, à lancer leur propre entreprise et à acquérir de précieuses compétences. Le Fonds ontarien d'aide à l'emploi pour les jeunes, l'un des éléments essentiels de la stratégie, a été lancé partout en Ontario au mois de septembre 2013 par l'entremise du réseau provincial de services d'emploi. Ce programme offre des incitatifs aux employeurs, les encourageant à proposer à des jeunes des emplois et des stages de quatre à six mois. Les incitatifs peuvent atteindre 6 800 \$ pour aider à couvrir les salaires et les frais de formation, et jusqu'à 1 000 \$ pour aider les jeunes travailleurs à assumer certains coûts liés à l'emploi comme l'achat d'outils et le transport au travail. Cette initiative a déjà permis la création de 2 000 emplois.

Cette initiative s'ajoute aux investissements de l'Ontario en matière de services d'emploi et de formation fournis dans le cadre d'Emploi Ontario, qui totalisent plus de 1 milliard de dollars par an. Les jeunes âgés de 15 à 29 ans représentaient 35 % des personnes ayant reçu des services d'Emploi Ontario en 2012.



**TABLEAU 1.1** Stratégie ontarienne d'emploi pour les jeunes – 295 millions de dollars sur deux ans

Aide à l'emploi	<b>Fonds ontarien d'aide à l'emploi pour les jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lancé en septembre, ce fonds donnera des possibilités d'emploi à environ 25 000 jeunes dans l'ensemble de la province.</li> <li>• Il aide les employeurs à offrir à des jeunes des stages de formation de quatre à six mois.</li> </ul>
	<b>Fonds de formation ciblée pour les jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce fonds jumellera environ 3 000 jeunes avec des entreprises, des organismes sans but lucratif et des chefs de file des milieux universitaires pour les aider à acquérir des compétences professionnelles et à trouver un emploi.</li> </ul>
Entrepreneuriat chez les jeunes	<b>Fonds ontarien d'innovation pour les jeunes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce fonds permettra de fournir environ 2 000 possibilités de stages et d'emploi à des étudiants des cycles supérieurs. Il aidera aussi plus de 1 000 étudiants de niveau postsecondaire à mettre sur pied des entreprises grâce au financement d'incubateurs d'entreprises reliés aux campus.</li> </ul>
	<b>Fonds ontarien d'aide aux jeunes entrepreneurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ce fonds générera environ 6 000 possibilités d'emploi et de mentorat en augmentant le financement de programmes existants, tels que le programme Entreprise d'été, et de nouveaux programmes visant à favoriser la croissance de compagnies dirigées par des jeunes à l'aide de formation, de mentorat et de capitaux de démarrage.</li> </ul>

**Relier les entreprises aux travailleurs**

À l'heure actuelle, les Services de formation pour un réemploi rapide (SFRR) du ministère de la Formation et des Collèges et Universités interviennent immédiatement dans le cas de mises à pied annoncées en mettant en contact les personnes touchées avec les services d'Emploi Ontario les plus appropriés pour les aider à retrouver un emploi. Cette intervention est toujours adaptée aux circonstances particulières de la situation.

On accroîtra la capacité afin de mieux jumeler les travailleurs spécialisés qui cherchent un emploi avec les employeurs en expansion ou les nouvelles entreprises qui investissent en Ontario. Cette mesure s'inscrit dans le cadre de l'orientation renouvelée de l'Ontario en vue de mobiliser les employeurs dans toutes les régions de la province.

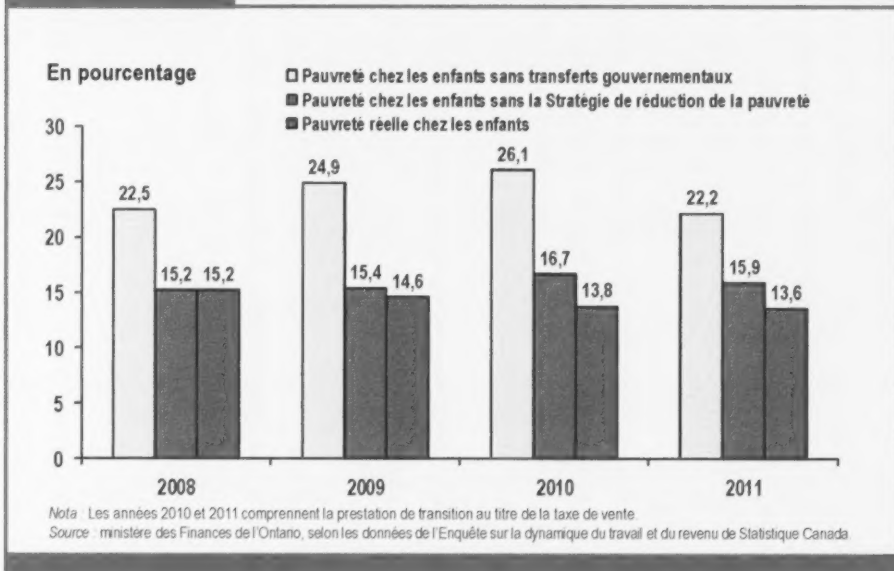
### Réduire la pauvreté contribue à renforcer l'économie

L'économie de l'Ontario est renforcée lorsque tous les citoyens ont l'occasion de réaliser leur plein potentiel. Des investissements stratégiques dans les secteurs de l'éducation, de la santé et du soutien du revenu contribuent à réduire le recours aux services sociaux, à bâtir la main-d'oeuvre et à renforcer l'économie de l'Ontario. C'est pourquoi le gouvernement a mis en oeuvre en 2008 la première Stratégie de réduction de la pauvreté, *Rompre le cycle*.

L'Ontario fait des progrès dans le cadre de sa Stratégie de réduction de la pauvreté. Le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté a diminué de 47 000 depuis 2008, soit une baisse de 11,4 %. Cette réduction est survenue alors que l'économie de la province faisait face à la crise financière mondiale et à la récession qui s'en est suivi. Sans la Stratégie de réduction de la pauvreté, on estime que 15,9 % des enfants ontariens auraient vécu au sein de familles à faible revenu en 2011. Grâce à la Stratégie, le taux de pauvreté chez les enfants s'est chiffré à 13,6 %.

GRAPHIQUE 1.2

### La Stratégie de réduction de la pauvreté contribue à atténuer la pauvreté chez les enfants



S'appuyant sur son bilan positif, l'Ontario lancera au cours des prochains mois son deuxième plan quinquennal, qui mettra l'accent sur les mesures pour soutenir la participation au marché du travail.

Avant 2003, le salaire minimum n'avait pas augmenté depuis neuf ans. Depuis, le gouvernement l'a augmenté de 50 %, le faisant passer à 10,25 \$ l'heure. En outre, la province a établi un comité consultatif qui fournira des recommandations sur le moment opportun et le montant préconisé des prochaines augmentations du salaire minimum.

Une réforme de l'aide sociale qui vise à éliminer les obstacles à l'emploi peut améliorer le bien-être économique de façon durable. Dans le budget de 2013, on annonçait une nouvelle exemption de gains s'élevant à 200 \$ par mois offerte aux bénéficiaires du programme Ontario au travail et du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH). De plus, les bénéficiaires du programme Ontario au travail et du POSPH peuvent maintenant garder 50 cents de chaque dollar provenant d'un revenu d'emploi supérieur à 200 \$.

Le gouvernement continuera d'aider les Ontariennes et Ontariens à retourner sur le marché du travail en éliminant les obstacles auxquels font face les bénéficiaires des programmes d'aide sociale.

## **L'apprentissage au XXI<sup>e</sup> siècle**

### ***Apprentissage axé sur la créativité, l'innovation et l'entrepreneuriat***

Les élèves de l'Ontario continuent de faire preuve d'excellence dans leurs études, soutenus par des écoles de calibre mondial. Les investissements en éducation continueront à renforcer la réussite des élèves, à soutenir des pratiques d'enseignement et d'apprentissage innovantes qui font appel à la technologie, et à intégrer les compétences de plus haut niveau, telles que la pensée critique, la communication, la collaboration et l'entrepreneuriat, dont les jeunes auront besoin pour réussir sur le marché du travail mondial du XXI<sup>e</sup> siècle.

---

### **Pour McKinsey & Company, le système d'éducation de l'Ontario est l'un des meilleurs au monde**

Dans le rapport de la firme McKinsey publié en 2010 et intitulé *How The World's Most Improved School Systems Keep Getting Better*, le système d'éducation de l'Ontario se classait dans les premiers de classe parmi les 20 systèmes scolaires qui ont enregistré de façon soutenue des gains considérables et généralisés sur le plan du rendement scolaire. Il a été qualifié de « très bon » et en voie de devenir « excellent ». Dans un rapport ultérieur publié par la même firme et intitulé *Capturing the Leadership Premium* (2010), l'Ontario se classait parmi les huit systèmes choisis pour faire l'objet de l'étude en raison de ses excellents résultats aux évaluations internationales et de ses « pratiques efficaces en matière de leadership dans les écoles ».

---

L'Ontario demeure déterminé à préparer les plus jeunes élèves ontariens à un avenir productif. Le Programme d'apprentissage des jeunes enfants à temps plein (PAJETP) de l'Ontario donne aux enfants un meilleur départ scolaire et les prépare au succès dès la 1<sup>re</sup> année.

Pendant l'année scolaire en cours, l'Ontario offre la maternelle et le jardin d'enfants à temps plein à près de 184 000 enfants âgés de quatre et cinq ans dans quelque 2 600 écoles. Lorsqu'il aura été entièrement mis en oeuvre en septembre 2014, le programme sera offert à tous les enfants âgés de quatre et cinq ans. Il profitera à environ 265 000 enfants et fera économiser aux familles environ 6 500 \$ par enfant chaque année en frais de services de garde d'enfants.

En octobre 2013, le ministère de l'Éducation a publié les conclusions d'une étude effectuée en collaboration avec l'Université Queen's et l'Université McMaster. Cette évaluation fournit des données probantes préliminaires selon lesquelles le Programme d'apprentissage des jeunes enfants à temps plein a une incidence positive sur les jeunes de quatre et de cinq ans en Ontario. L'étude montre que dans les domaines des compétences sociales, des habiletés cognitives, du développement du langage, des connaissances générales et des habiletés de communication, les enfants ayant bénéficié de deux ans de maternelle et de jardin d'enfants à temps plein présentent moins de risques que les enfants n'ayant pas suivi le programme.

Pour que la province reste concurrentielle au sein d'une économie mondiale, l'engagement et les investissements du gouvernement doivent continuer de soutenir l'innovation dans le secteur de l'éducation afin de favoriser des niveaux de rendement encore plus élevés. Le gouvernement continue de mener des consultations auprès du public sur les mesures à prendre pour que le système d'éducation ontarien continue de faire « de mieux en mieux ». Cette vision orientera la prochaine étape de la stratégie d'éducation de l'Ontario.

L'Ontario continue de contribuer considérablement au rendement des élèves :

- Le taux d'obtention du diplôme d'études secondaires s'élevait en 2011-2012 à 83 %, soit une augmentation de 15 points de pourcentage depuis 2003-2004, où ce taux s'élevait à 68 %. Cela représente une hausse de 115 500 du nombre de diplômés comparativement à celui qui aurait été enregistré si le taux était resté au niveau de 2003-2004.
  - En 2002-2003, seulement 54 % des élèves de 3<sup>e</sup> et de 6<sup>e</sup> année atteignaient la norme provinciale en littératie et en numératie. Aujourd'hui, ce taux s'élève à 71 %, une hausse de 17 points de pourcentage. Cela représente une hausse de 150 000 du nombre d'élèves du palier élémentaire qui atteignent les normes provinciales comparativement à celui qui avait été enregistré en 2002-2003.
  - Le gouvernement compte achever en novembre 2013 les consultations officielles sur *l'Élaboration de la prochaine étape de la stratégie d'éducation de l'Ontario* et présenter une vision renouvelée en 2014.
- 

### **Transformation de l'éducation postsecondaire et services de formation**

L'éducation est la pierre d'assise du plan économique du gouvernement. Les collèges et les universités de l'Ontario préparent la prochaine génération à obtenir de bons emplois. Conscient de ces avantages, l'Ontario a lancé un certain nombre d'initiatives qui ont grandement contribué à stimuler les études supérieures.

Le gouvernement a amélioré l'accès aux études des familles à revenu faible ou moyen grâce au lancement du programme de la Réduction de 30 % des frais de scolarité en Ontario, en 2011-2012. Environ 230 000 étudiants ont bénéficié de ce programme en 2012-2013, une hausse depuis l'année précédente où ce nombre s'élevait à 207 000.

Le gouvernement propose, entre autres améliorations, d'établir une meilleure synchronisation des échéances de paiement des droits de scolarité et des versements du Régime d'aide financière aux étudiants de l'Ontario (RAFEO), pour éviter aux étudiants d'avoir à payer des frais de retard pendant qu'ils attendent l'aide financière du RAFEO.

Dans le budget de l'Ontario de 2013, le gouvernement réitérait son engagement envers l'intégration de tous ses services d'emploi et de formation à Emploi Ontario. Cela permettra d'améliorer l'accès des particuliers et des employeurs aux services dont ils ont besoin, que ce soit des cours pour perfectionner leurs compétences, des stages pour acquérir de l'expérience ou des outils et stratégies pour recruter des talents locaux.



Le ministère de la Formation et des Collèges et Universités continue à examiner les options qui seraient les plus efficaces pour mettre en oeuvre cette initiative. Le gouvernement sollicite aussi la participation des principales parties concernées afin de mieux intégrer les programmes.

Aujourd'hui, plus de 120 000 apprentis apprennent un métier en Ontario, soit un nombre supérieur au double de ce qu'il était en 2002-2003. Le gouvernement de l'Ontario continue d'investir dans le système d'apprentissage, y compris les soutiens et les incitatifs à l'achèvement de la formation en apprentissage, pour que la province puisse être dotée de la main-d'oeuvre qualifiée dont elle a besoin.

Le gouvernement de l'Ontario collabore avec les collèges, les universités, les étudiants et d'autres intervenants pour bâtir un système d'éducation postsecondaire durable qui soutient la création d'emplois, une productivité accrue et une meilleure collaboration avec les collectivités régionales.

Afin de créer un système d'éducation postsecondaire durable, les priorités du gouvernement comprennent :

- ♦ une collaboration accrue avec l'industrie au sujet de l'élaboration de programmes et de la recherche appliquée;
- ♦ l'élaboration d'un système d'éducation postsecondaire différencié qui mettra l'accent sur la collaboration entre les établissements afin d'appuyer la vision et les priorités du gouvernement en matière d'éducation postsecondaire, et encouragera les établissements à tirer parti de leurs forces respectives;
- ♦ une amélioration du processus de transferts de crédits entre les établissements, ce qui donnera plus de flexibilité aux étudiants.

### ***Développer l'éducation postsecondaire en français***

L'Ontario a récemment annoncé qu'il offrira aux étudiants plus d'occasions d'étudier en français et de se préparer aux emplois de l'avenir. Le Plan d'action pour l'éducation postsecondaire en langue française accroîtra l'accès aux services et aux programmes d'éducation postsecondaire en langue française dans le Centre et le Sud-Ouest de l'Ontario. La province octroie 16,5 millions de dollars pour aider les universités et les collèges à élargir leurs programmes et services en français, y compris les projets d'élargissement déjà en cours au Collège universitaire Glendon de l'Université York, au Collège Boréal et à la Cité collégiale dans la région du grand Toronto. Le gouvernement a augmenté le financement de l'éducation en langue française de plus de 62 % depuis 2003-2004.



### **Soutenir les étudiants du Nord de l'Ontario**

L'Ontario est déterminé à faire des investissements judicieux qui contribueront à stimuler la croissance économique et la création d'emplois dans le Nord de la province. Le gouvernement de l'Ontario a investi 1,5 million de dollars pour l'aménagement de la nouvelle faculté de droit de l'Université Lakehead et 21 millions de dollars dans la nouvelle École d'architecture de l'Université Laurentienne, qui sont les premières faculté de droit et école d'architecture dans le Nord de l'Ontario. La nouvelle faculté de droit de l'Université Lakehead a accueilli sa première cohorte en septembre 2013. La première phase de la construction de la nouvelle École d'architecture de l'Université Laurentienne a été achevée en 2013.

Ces programmes d'enseignement aideront les étudiants du Nord de l'Ontario à accéder aux professions du droit et de l'architecture et à étudier près de leur famille et de leur collectivité d'origine.

### **Accroître l'accès aux soins de santé**

Une population hautement scolarisée et en santé est porteuse d'une économie plus solide. Un plus grand nombre de médecins, d'infirmières et d'infirmiers permet à plus d'Ontariennes et d'Ontariens d'accéder à des soins de santé familiale quand ils en ont besoin. Le gouvernement a réalisé d'importants investissements afin d'augmenter le nombre de fournisseurs de soins primaires de la province et d'améliorer l'accès à leurs services. Ces investissements comprennent des initiatives visant à appuyer la formation et l'embauche de médecins et de personnel infirmier, parmi lesquelles :

- ♦ la création de quatre nouveaux campus d'enseignement en médecine à St. Catharines, Kitchener-Waterloo, Windsor et Mississauga, où la formation dispensée donne de bons résultats;
- ♦ l'ouverture, en 2005, de l'École de médecine du Nord de l'Ontario (EMNO), la première nouvelle école de médecine depuis plus de 30 ans au Canada. En 2012, elle comptait 249 étudiants de premier cycle en médecine;
- ♦ un plus grand nombre d'occasions d'emploi pour des diplômés internationaux en médecine. L'Ontario offre actuellement plus de formation et d'évaluation des diplômés internationaux en médecine que toutes les autres provinces réunies. Ces professionnels représentent environ 25 % de l'effectif des médecins de la province;
- ♦ le maintien du soutien aux infirmières et aux infirmiers afin qu'ils puissent mettre à contribution l'ensemble des fonctions de leur champ d'activité, et ainsi faire en sorte que les patients reçoivent les services dont ils ont besoin;
- ♦ la création de l'initiative Orientation de carrière pour les infirmières et infirmiers formés à l'étranger afin d'offrir du soutien à ces professionnels pour qu'ils puissent commencer à exercer à temps plein dans la province.

### **Aider les personnes âgées à rester actives**

Les personnes âgées ont aidé à bâtir notre province. Grâce au Plan d'action de l'Ontario pour les personnes âgées, lancé plus tôt cette année, le gouvernement aide les personnes âgées à rester actives, en bonne santé et en contact avec la collectivité. Il fait fond sur cet engagement en annonçant le tout premier programme de subventions visant spécialement les personnes âgées. Ce programme de 500 000 \$ aidera les personnes âgées à participer à un plus grand nombre d'activités communautaires, à poursuivre leur apprentissage dans des domaines comme la technologie et la littératie financière, à faire partie du tissu social et à prendre part aux activités de la collectivité. Ce programme de subventions constitue une nouvelle étape dans le projet de faire de l'Ontario le meilleur milieu de vie pour les personnes âgées, où vieillissement rime avec épanouissement.

### **Protéger les consommateurs**

Le gouvernement a récemment apporté des changements qui contribueront à protéger les consommateurs et rendront certains services plus abordables.

#### ***Renforcer les droits des consommateurs de services sans fil***

Les services de téléphonie cellulaire sont les nouveaux services publics. Ils ne sont pas des produits de luxe, mais des nécessités de la vie moderne. Les coûts des services sans fil sont trop élevés en Ontario. L'Ontario est déterminé à offrir des renseignements clairs aux consommateurs lorsqu'ils signent un contrat pour obtenir des services de téléphonie cellulaire et de transmission sans fil afin de leur éviter de désagréables surprises.

L'Ontario va de l'avant afin de protéger les consommateurs de services de transmission sans fil accessibles au moyen d'un téléphone cellulaire avec l'adoption de la *Loi de 2013 sur les conventions de services sans fil*. Cette nouvelle loi profitera aux consommateurs de maintes façons :

- ♦ en limitant les frais liés à la résiliation d'un contrat;
- ♦ en exigeant que les contrats soient rédigés en termes clairs et faciles à comprendre;
- ♦ en exigeant que les contrats indiquent clairement les services qui sont compris dans le tarif de base et ceux qui entraîneraient des frais supplémentaires;
- ♦ en montrant le prix global dans la structure tarifaire des services de transmission sans fil et dans les annonces publicitaires.

Ces réformes protégeront les consommateurs tout en aidant le gouvernement à réaliser son engagement d'édifier une économie vigoureuse dans un marché équitable, sûr et informé.

### **Renforcer les droits et la protection des consommateurs**

La sensibilisation et la protection des consommateurs de l'Ontario font partie du plan du gouvernement visant à favoriser la mise en place d'un marché équitable et à aider les gens dans leur vie quotidienne. S'il est adopté, le projet de loi 55, *Loi de 2013 renforçant la protection du consommateur ontarien* :

- ♦ mettrait un frein aux techniques de porte-à-porte agressives pour la vente de chauffe-eau;
- ♦ protégerait les consommateurs endettés et vulnérables contre les pratiques abusives de certaines entreprises offrant des services de règlement de dette;
- ♦ contribuerait à protéger les vendeurs et les acheteurs dans le cadre des offres d'achat de propriétés;
- ♦ donnerait aux vendeurs et aux acheteurs de logements plus de pouvoir pour négocier les frais et les commissions des professionnels immobiliers avec lesquels ils traitent.

### **Protéger les consommateurs et les investisseurs ontariens**

Les marchés financiers de l'Ontario sont bien réglementés et favorisent des possibilités d'investissement sûres, stables et attrayantes. Le gouvernement demeure résolu à moderniser le cadre législatif et réglementaire régissant les valeurs mobilières afin d'assurer la solidité et l'efficacité des marchés et d'aider ainsi les investisseurs et les épargnants à atteindre leurs objectifs financiers.

La littératie financière aide les Ontariennes et Ontariens à prendre des décisions éclairées en matière d'investissement. Le gouvernement encourage les particuliers, quel que soit leur âge, à planifier leur avenir économique et continuera à travailler avec ses partenaires, y compris la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), pour promouvoir la littératie financière de toute la population ontarienne. Le Fonds pour l'éducation des investisseurs (FEI), qui est financé par les amendes et les sommes résultant de règlements de différends à la suite d'instances relevant de la CVMO, a créé et maintient un site Web qui présente les ressources de littératie financière les plus consultées au Canada.

La CVMO procède actuellement à un certain nombre de consultations très en vue touchant les investisseurs et les marchés financiers. L'une de ces consultations porte sur l'examen de la structure de frais des fonds communs de placement (y compris les commissions de suivi) au Canada afin de voir s'il existe des problèmes d'équité ou de protection des investisseurs et, le cas échéant, de déterminer s'il y a lieu d'y apporter une solution réglementaire.

Les conseillers financiers, y compris les planificateurs financiers, jouent également un rôle important pour aider les particuliers à prendre des décisions concernant les épargnes et les placements et ils offrent un vaste éventail de services de planification financière. Les personnes qui font appel à des conseillers financiers s'attendent à recevoir des avis professionnels judicieux en matière de planification financière afin de s'assurer que les placements qu'ils décideront de faire correspondent le mieux possible à leurs objectifs financiers. Le gouvernement étudiera les avantages qu'il y aurait à établir une réglementation s'appliquant plus précisément aux planificateurs financiers. Il envisagera le cadre réglementaire le mieux adapté à cette fin, y compris les possibilités de réforme proposées par divers organismes de ce secteur.

### ***Renouveler le programme Air pur***

Dans les mois à venir, le ministère de l'Environnement annoncera une réduction des frais payés par les consommateurs dans le cadre du programme Air pur afin d'assurer la neutralité fiscale du programme. Le programme Air pur protège la santé publique en réduisant chaque année les émissions génératrices de smog de plus du tiers, ce qui a permis de retirer 335 000 tonnes de polluants à l'origine du smog depuis 1999.

## **Réduire les taux de l'assurance-automobile**

Dans le cadre de l'objectif du gouvernement visant à rendre la vie de tous les jours plus abordable, le gouvernement a annoncé en août 2013 un plan à multiples volets en vue de réduire les taux de l'assurance-automobile en Ontario de 15 % en moyenne sur deux ans, à commencer par une cible de réduction globale moyenne de 8 % d'ici août 2014.

### ***Stratégie de réduction des coûts et des taux de l'assurance-automobile***

Pour pouvoir atteindre cette réduction moyenne des taux, le gouvernement a conféré à la Commission des services financiers de l'Ontario (CSFO) le pouvoir d'obliger les assureurs à redéposer de nouveaux taux aux fins d'approbation par la CSFO, ce que plusieurs assureurs ont déjà fait. De plus, le gouvernement a rendu exécutoires les directives du surintendant de la CSFO pour contribuer à réduire les coûts imprévus.

Le gouvernement s'attend à ce que le rapport de janvier 2014 de la CSFO sur les taux approuvés fournisse les premiers résultats probants démontrant l'efficacité de sa stratégie qui vise à réduire les coûts et les taux.

La réforme du système de règlement de différends dans le secteur de l'assurance-automobile est un autre élément clé de la Stratégie de réduction des coûts et des taux de l'assurance-automobile. Le gouvernement a nommé l'ancien juge en chef adjoint de la Cour supérieure de justice, l'honorable J. Douglas Cunningham, pour présider à un examen du système et faire des recommandations sur la façon de le rendre plus efficient et plus efficace. Un rapport provisoire devrait être déposé cet automne. L'honorable M. Cunningham y fera des recommandations préliminaires et tracera les grandes lignes de mesures législatives possibles qui ouvriraient la voie à un nouveau système de règlement des différends. Des consultations avec les intervenants au sujet de l'orientation législative recommandée auront lieu au cours des prochains mois en prévision du rapport final.

Le gouvernement est résolu à protéger les consommateurs en continuant de faire en sorte que les demandes de taux comprennent des taux récompensant les bons conducteurs et en faisant en sorte que les réductions de coûts soient réparties de manière équitable entre toutes les régions de l'Ontario.

### **S'attaquer à la fraude**

Le gouvernement continuera également de s'attaquer énergiquement à la fraude afin de protéger les consommateurs. Il a déjà pris des mesures pour répondre aux principales recommandations du Groupe de travail antifraude de l'assurance-automobile, notamment l'établissement d'un cadre pour délivrer des permis aux cliniques de santé dans le système d'assurance-automobile et pour étendre les pouvoirs d'enquête et d'application de la loi de l'organisme de réglementation.

Le groupe de travail a déterminé que la participation et l'éducation des consommateurs sont des facteurs importants dans la lutte contre la fraude. La CSFO a donc lancé une ligne téléphonique Fraude-alerte à 1 855 5TIP-NOW qui permettra au public de jouer un plus grand rôle dans la lutte contre la fraude. L'Ontario a ajouté des renseignements importants au *Guide officiel de l'automobiliste* publié par le ministère des Transports de l'Ontario, afin d'aider les nouveaux conducteurs à comprendre et à prévenir la fraude en matière d'assurance-automobile.

Le gouvernement travaille également à élaborer un système provincial pour régir l'industrie du remorquage. Au cours de l'hiver 2014, il travaillera en étroite collaboration avec les membres de ce secteur, l'Association des municipalités de l'Ontario, la ville de Toronto et d'autres acteurs de premier plan sur l'élaboration du modèle proposé. Dans le cadre de ces efforts, le gouvernement examinera aussi les questions liées aux pratiques relatives à l'entreposage de véhicules et à la réparation de voitures accidentées.

En outre, le secteur de l'assurance déploie des efforts pour combattre la fraude. Il a récemment annoncé la création du Canadian National Insurance Crime Services (CANATICS), un nouvel organisme à but non lucratif qui se fondera sur l'analytique pour repérer les réclamations douteuses. Le groupe de travail a appuyé le recours à l'analytique pour combattre la fraude dans l'assurance-automobile et avait recommandé la création d'un tel organisme dans son rapport final.



**Accroître la transparence et la responsabilité**

Pour accroître la transparence et la responsabilité du système, le gouvernement présentera chaque année un rapport public indépendant qui fera état des progrès réalisés au chapitre de la Stratégie de réduction des coûts et des taux de l'assurance-automobile.

Le gouvernement prend des mesures énergiques afin que l'assurance-automobile soit plus abordable pour les quelque neuf millions de conducteurs ontariens. Cependant, le secteur de l'assurance doit aussi redoubler d'efforts. Par exemple, l'industrie doit réexaminer régulièrement ses pratiques de gestion des réclamations afin d'en assurer l'efficacité et l'efficience dans toute la mesure du possible.

Il sera essentiel de favoriser la concurrence au sein du système d'assurance-automobile afin d'éviter l'augmentation des taux de l'assurance-automobile.

Le gouvernement continuera de consulter les parties concernées sur toute nouvelle mesure qui pourrait réduire les coûts et les taux d'assurance-automobile pour les consommateurs.

## 2. Investir dans une infrastructure moderne

La construction d'une infrastructure publique moderne est un moteur clé de la croissance économique, de la prospérité et de la création d'emplois.

Les investissements dans l'infrastructure contribuent à régler les problèmes de congestion routière, augmentent la productivité du secteur privé et améliorent la qualité de vie de la population ontarienne. Les transports en commun et les réseaux de transport intégrés soutiennent la croissance économique en permettant aux Ontariennes et aux Ontariens d'avoir un meilleur accès aux emplois, en attirant les investissements dans les entreprises, en prévenant les bouchons et en offrant un meilleur accès aux fournisseurs, aux acheteurs et à la main-d'oeuvre qualifiée. Les investissements réalisés dans l'infrastructure de la santé, dans les écoles et dans les établissements d'enseignement postsecondaire soutiennent l'offre de soins de santé de grande qualité et offre aux Ontariennes et aux Ontariens des milieux plus propices à l'apprentissage.

Le gouvernement propose trois nouvelles initiatives afin de continuer d'investir dans les priorités en matière d'infrastructure telles que les transports en commun, les routes, les hôpitaux et les écoles :

- ♦ **Nouveau Fonds Trillium de l'Ontario** : Le gouvernement propose la création du Fonds Trillium, où les gains provenant de la vente d'actifs seraient placés dans une fiducie consolidée et affectés au financement de priorités clés en matière d'infrastructure publique.
- ♦ **Obligations vertes** : Le gouvernement ferait de l'Ontario la première province canadienne à créer et à vendre des obligations vertes. Ces obligations sont un outil qui permet d'obtenir des capitaux pour financer des projets ayant des avantages spécifiques sur le plan environnemental. Le produit de ces obligations serait investi dans des projets de transport en commun et autres projets d'infrastructure écologiques dans toute la province et elles permettraient aux Ontariennes et aux Ontariens d'investir dans l'avenir de leur province.
- ♦ **Investissements des régimes de retraite dans l'infrastructure de l'Ontario** : Le gouvernement va proposer des règlements qui permettraient aux régimes de retraite d'investir davantage dans les projets locaux d'infrastructure en soustrayant à l'application de la « règle des 30 % » les investissements des régimes de retraite dans certains projets. Cette règle interdit aux régimes de retraite ontariens de détenir plus de 30 % des actions avec droit de vote d'une personne morale, ce qui les empêche de jouer un rôle actif dans l'infrastructure et dans d'autres types d'investissements. Le gouvernement propose d'éliminer cet obstacle aux investissements dans les projets d'infrastructure publique ontariens, ce qui pourrait se traduire par une

nouvelle source de capitaux considérable qui permettrait de soutenir la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

## **L'infrastructure publique profite à l'économie de l'Ontario**

---

### **Retombées économiques de l'infrastructure publique en Ontario**

De plus en plus de recherches démontrent les avantages économiques importants de l'infrastructure publique.

- Un rapport de 2013 du Conference Board du Canada s'est prononcé sur les investissements récents et prévus dans l'infrastructure ontarienne de 2006 à 2014 et a conclu ce qui suit :
    - Chaque tranche de 100 millions de dollars d'investissement dans l'infrastructure publique en Ontario fait augmenter le produit intérieur brut de 114 millions de dollars, en particulier dans l'industrie de la construction et le secteur manufacturier.
    - Les investissements dans l'infrastructure publique auront pour effet d'ajouter plus de 1 000 \$ au revenu annuel moyen des Ontariennes et des Ontariens d'ici 2014 et de réduire le taux de chômage d'environ un point de pourcentage par rapport à ce qu'il aurait été sans ces investissements.
  - Un rapport de 2009 de Statistique Canada estimait qu'environ 50 % de la croissance du Canada en matière de productivité réalisée de 1962 à 2006 était due aux investissements réalisés dans l'infrastructure publique.
  - Un rapport de 2008 de Statistique Canada indiquait que les dépenses en infrastructure publique réduisent les coûts des entreprises de 11 cents par dollar dépensé et réduisent ceux du secteur manufacturier de 27 cents en moyenne par dollar dépensé.
-

La province a investi plus de 85 milliards de dollars dans l'infrastructure publique depuis 2003 en vue d'annuler les effets de plusieurs décennies de sous-investissement. Toutes les régions de l'Ontario ont bénéficié de ces investissements, qui ont conduit aux réalisations suivantes :

- ♦ la construction ou la réparation de plus de 7 900 kilomètres de routes provinciales en Ontario, dont plus de 4 000 kilomètres dans le Nord de l'Ontario;
- ♦ la construction ou la réparation de plus de 950 ponts situés sur des routes provinciales;
- ♦ la mise en chantier de plus de 100 grands projets hospitaliers, dont 40 sont en cours ou prévus;
- ♦ l'ouverture, la planification ou la construction de 610 écoles.

La province continuera de faire d'importants investissements dans l'infrastructure à raison de plus de 35 milliards de dollars au cours des trois prochaines années, dont environ 13,5 milliards de dollars en 2013-2014. Au cours des trois prochaines années, les investissements prévus dans l'infrastructure soutiendront en moyenne plus de 100 000 emplois par an dans le secteur de la construction et dans des secteurs connexes dans l'ensemble de la province.

Étant donné l'importance de l'économie ontarienne pour le Canada, l'Ontario estime que le gouvernement fédéral doit être un partenaire à part entière dans les investissements stratégiques en matière d'infrastructure, grâce à un financement approprié et prévisible qui est le fruit d'un effort concerté et qui est en harmonie avec les plans d'infrastructure de la province. (Voir le chapitre IV, *Importance d'un partenariat solide avec le gouvernement fédéral*, pour de plus amples détails.)

### ***Dépôt du premier projet de loi relatif à l'infrastructure à long terme***

Dans le cadre d'un engagement soutenu en matière d'investissements dans l'infrastructure afin de soutenir l'économie, le gouvernement va proposer un projet de loi qui, s'il est adopté, exigera que le gouvernement dépose à l'Assemblée législative un plan d'infrastructure sur 10 ans. Cela soutiendrait la création d'emplois, les occasions de formation et la croissance économique en plus de favoriser la protection de l'environnement.

### ***Faire des investissements stratégiques dans l'infrastructure***

#### **Investir dans les transports en commun**

Les investissements dans les transports en commun aident à réguler la congestion routière, à réduire les coûts de transports, et à améliorer la qualité de vie en ville. En 2013-2014, le gouvernement investira plus de 3 milliards de dollars dans l'infrastructure des transports en commun.

Cette année, le gouvernement a adopté des mesures législatives pour rendre permanent le Programme de financement par la taxe sur l'essence. Ce programme affecte 2 cents par litre de la taxe perçue sur l'essence pour aider les municipalités à améliorer leurs réseaux de transport en commun. Ces revenus appuieront 96 systèmes de transport en commun municipaux qui desservent 130 collectivités et représentent un investissement de 2,6 milliards de dollars depuis 2004. Ces fonds aident les municipalités à étendre et à améliorer les infrastructures de transport en commun, à accroître l'accessibilité, à faire l'achat de plus de véhicules de transport traditionnels et spécialisés, à ajouter plus de parcours et à prolonger les heures de service.

Dans le budget de 2013, le gouvernement a également annoncé l'augmentation des investissements dans GO Transit au cours des 10 prochaines années afin de s'attaquer au problème des régions insuffisamment desservies, de satisfaire à la demande prévue aux heures de pointe et de jeter les bases de grandes initiatives comprises dans « Le grand projet », le plan régional de transport de Metrolinx. En juin, le gouvernement a annoncé qu'il y aurait des trains GO toutes les 30 minutes sur la ligne Lakeshore, entre Aldershot et Oshawa, sept jours sur sept. Au total, cela représente l'addition sur cette ligne de 263 trajets par semaine. Cela offrira plus de choix aux navetteurs de la région du grand Toronto et de Hamilton.

En mai 2013, Metrolinx a fait des recommandations pour appuyer le financement et la mise en oeuvre d'initiatives comprises dans « Le grand projet », estimés à un coût en capital de 50 milliards de dollars. À ce montant s'ajouteront des frais de financement connexes et, après la mise en service des réseaux, des frais d'entretien et de fonctionnement tout au long de leur durée de vie.

Étant donné l'importance du financement des projets de transport en commun en Ontario, le gouvernement provincial a créé un comité consultatif composé de 13 membres qui auront la tâche d'identifier des sources de revenus qui permettront de financer de futurs investissements dans l'infrastructure des transports en commun. Ces experts consulteront le public en novembre au sujet des recommandations de Metrolinx et sur d'autres façons possibles de soutenir des investissements à long terme dans l'infrastructure de transport.

De son côté, le gouvernement est déterminé à créer des voies réservées aux véhicules multioccupants à accès spécial tarifé (VMO-AST) dans la région du grand Toronto et de Hamilton, qui demeureront gratuites pour les conducteurs de VMO, mais que les véhicules à un seul occupant pourraient emprunter moyennant des frais. Toutes les routes dotées de voies VMO-AST offriront des options d'accès gratuit.

---

### **L'engorgement routier nuit à l'économie de l'Ontario**

« Dans la région du grand Toronto et de Hamilton, on estime que l'engorgement routier coûte à l'économie environ 6 milliards de dollars par an. [...] Ce rapport estime les coûts connexes [en sus des 6 milliards de dollars] à plus de 1,5 milliard de dollars, et la perte de salaire entraînée, quant à elle, à 5 milliards par an. »

Institut C.D. Howe. *Cars, Congestion and Costs: A New Approach to Evaluating Government Infrastructure Investment*, juillet 2013, p.1.

---

### **Investir dans les routes**

Bien que les transports en commun soient très importants, un réseau routier moderne et efficace joue un rôle essentiel dans la régulation de la congestion routière. Les investissements dans le réseau routier provincial soutiennent le transport des produits vers les marchés et des travailleurs entre leur domicile et leur lieu de travail. L'Ontario fait des investissements stratégiques afin d'étendre son réseau routier, parmi lesquels figurent l'élargissement de l'autoroute 417 à Ottawa et de l'autoroute 11/17 entre Thunder Bay et Nipigon, ainsi que le prolongement de l'autoroute 407 vers l'est dans la région de Durham.



### **Investir dans l'infrastructure municipale**

Pour édifier des collectivités plus fortes, soutenir les emplois et développer des entreprises à l'échelle locale, la province a annoncé lors de la publication du budget de 2013 la création d'un fonds d'infrastructure doté de 100 millions de dollars afin d'aider les petites municipalités rurales et du Nord à entreprendre des projets essentiels d'infrastructure.

Au cours de l'été, la province a reçu de la part de plus de 500 délégués municipaux des commentaires sur la conception du programme. Formé à partir de ces consultations, le nouveau Fonds d'infrastructure pour les petites municipalités rurales et du Nord (FDMRN) est composé de trois volets :

- ◆ 71 millions de dollars sont destinés aux projets d'aménagement de routes et de ponts, et aux projets d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux usées qui sont jugés prioritaires dans les plans de gestion des actifs municipaux;
- ◆ 25 millions de dollars consacrés au financement de 20 propositions de projets essentiels qui ont déjà été présentées;
- ◆ 4 millions de dollars pour aider les municipalités qui comptent moins de 5 000 habitants à élaborer des plans de gestion des actifs pour faire en sorte que les projets prioritaires soient effectivement exécutés.

La province continue à prendre en compte les commentaires formulés à la suite des consultations, étant donné qu'elle envisage de rendre ce fonds permanent lorsqu'elle présentera le budget de 2014.

### **Investir dans l'infrastructure de la santé**

La province continue à faire des progrès considérables pour ce qui est d'appuyer un système de santé capable de dispenser les soins appropriés, au bon moment, au bon endroit. Cela comprend plus de 100 grands projets d'hôpitaux qui sont achevés ou en cours d'exécution. Par exemple, une fois terminé, l'Hôpital régional Humber River aura une plus grande capacité en matière d'accueil des patients et de services d'urgence pour mieux desservir les collectivités au nord de Toronto. Un autre exemple de projet est l'investissement visant à agrandir le service de dialyse à l'Hôpital Victoria de Renfrew. Une fois ce projet terminé, moins de patients auront besoin de se rendre à Ottawa pour subir des dialyses.

À Cornwall, la province soutient la construction d'un nouvel hôpital qui regrouperait dans un seul emplacement tous les soins actifs et de réadaptation qui étaient auparavant offerts à deux endroits. Le projet de réaménagement de l'Hôpital général d'Atikokan offrira aux familles un accès à des soins de santé de qualité dans des installations ultramodernes.

Par ailleurs, le ministère de la Santé et des Soins de longue durée est en train de mettre au point une solution à long terme qui répondrait aux besoins du secteur de la santé communautaire en matière d'investissements dans les immobilisations.

### **Investir dans l'infrastructure de l'éducation et des établissements d'enseignement postsecondaire**

Les investissements dans les écoles et les établissements d'enseignement postsecondaire produisent des milieux plus propices à l'apprentissage et à la formation de la main-d'œuvre fortement scolarisée dont a besoin l'économie ontarienne. D'un bout à l'autre de l'Ontario, 610 nouvelles écoles ont été ouvertes, sont prévues ou sont en construction. En janvier 2013, la province a également annoncé des travaux de réaménagement dans 48 autres écoles pour répondre aux besoins des collectivités en croissance de la province, revitaliser les écoles anciennes et améliorer l'efficacité de l'infrastructure de l'éducation.

La hausse des inscriptions aux collèges et universités de l'Ontario ces dix dernières années a exercé des pressions sur l'infrastructure de l'éducation postsecondaire. Le gouvernement investit dans 20 projets d'immobilisations dans diverses régions de la province afin d'appuyer l'éducation postsecondaire.

Par ailleurs, la province reconnaît que, malgré l'augmentation récente de la capacité d'accueil des établissements d'enseignement, bon nombre de collectivités importantes qui enregistrent la plus forte croissance en Ontario ne possèdent pas de campus d'éducation postsecondaire ou en possèdent un qui n'offre localement que des choix limités aux étudiantes et aux étudiants. Le gouvernement reste déterminé à améliorer l'harmonisation entre la future capacité d'accueil et la croissance de la demande à long terme afin de permettre à plus d'étudiantes et d'étudiants de suivre des cours de qualité près de chez eux. Cet automne, le gouvernement rendra public un cadre stratégique visant à régir la future expansion du secteur postsecondaire soit par l'établissement de trois nouveaux campus, soit par l'agrandissement à grande échelle de campus existants. La province lancera aussi un appel de propositions accompagné d'une annonce précisant les emplacements éventuels au début de 2014.

### **Approches innovantes en matière d'investissements dans l'infrastructure** **Diversification des modes de financement et de l'approvisionnement**

L'Ontario est un chef de file mondial en matière de projets de diversification des modes de financement et de l'approvisionnement (DMFA). Infrastructure Ontario (IO) et ses partenaires du secteur privé livrent invariablement des réalisations d'infrastructure publique, à temps et en respectant le budget imparti. Par l'entremise d'IO, le gouvernement de l'Ontario assure l'exécution de plus de 80 projets en utilisant la DMFA, d'une valeur d'environ 35 milliards de dollars. Cela comprend plus de 50 projets, achevés ou en cours, qui se caractérisent par des économies estimées à 3 milliards de dollars. Un examen des 30 projets achevés mené récemment a conclu que 29 d'entre eux avaient respecté le budget ou avaient coûté moins que prévu et que 28 projets avaient été achevés à temps ou avant l'échéance prévue, ou bien dans un délai de trois mois de l'échéance prévue.

---

#### **Un chef de file**

« Infrastructure Ontario est un chef de file mondial pour ce qui est de mettre à contribution l'expertise du secteur privé pour réaliser ses projets en respectant les délais et les budgets. »

*Her Majesty's Treasury* (Royaume-Uni), décembre 2012.

---

Dans la foulée, IO continuera chaque année à publier un bulletin de mise à jour qui décrit les futurs projets, leur envergure estimée et les échéances en matière d'approvisionnement, pour permettre aux entreprises de mieux organiser leurs ressources.

IO et ses partenaires joueront un rôle essentiel dans la réalisation d'importants projets d'infrastructure, tels que :

- ♦ le projet de transport en commun rapide d'Eglinton Crosstown;
- ♦ l'Hôpital Joseph Brant de Burlington;
- ♦ l'Hôpital Memorial de Cambridge;
- ♦ l'Institut de cardiologie de l'Université d'Ottawa;
- ♦ le campus West 5th du Centre de soins de santé St-Joseph de Hamilton.

En outre, en fonction des progrès réalisés sur les projets des collèges Humber et Sheridan, IO mettra en oeuvre en partenariat avec le ministère de la Formation et des Collèges et Universités et avec le Collège Seneca le projet d'agrandissement des installations au moyen de la DMFA.

Le gouvernement prend des mesures pour perfectionner la DMFA en vue d'améliorer l'exécution de projets complexes et de grande envergure, surtout dans le domaine des grands réseaux de transports en commun intégrés dont la portée et les risques sont considérables. Grâce à ces perfectionnements, des entreprises de diverses envergures pourraient soumissionner et participer à de tels projets tout en s'engageant à respecter les échéances et le budget. Par ailleurs, les initiatives pilotes de DMFA devraient également accroître les occasions offertes aux apprentis.

Le rapport du Conference Board du Canada publié en août 2013 et celui du Trésor du Royaume-Uni publié en décembre 2012 citent en exemple IO qu'ils qualifient de leader mondial dans la réalisation de projets d'investissements publics en partenariat avec le secteur privé. Infrastructure Ontario travaillera avec les bureaux du commerce international de l'Ontario en vue de créer des créneaux d'exportation pour les entreprises de construction, les ingénieurs, les architectes et les services financiers de l'Ontario. Récemment, IO a été invité par la National Governors Association des États-Unis à servir de conseiller spécialiste en vue de l'épauler dans l'exécution de projets d'infrastructure publique avec des partenaires du secteur privé. Cela illustre la manière dont le gouvernement peut aider les entreprises ontariennes à développer leurs activités à l'étranger.

### **Maximiser la valeur des biens immobiliers du gouvernement**

La priorité principale du gouvernement consiste à investir dans les gens, pas dans l'immobilier. C'est la raison pour laquelle le gouvernement continue à réduire son empreinte immobilière en vue d'optimiser la valeur des ressources existantes.

Le gouvernement a concrétisé son projet de vendre le siège social de la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO) du boulevard Lake Shore à Toronto. Le produit ponctuel de cette vente serait déposé dans le nouveau Fonds Trillium destiné à financer les projets prioritaires d'infrastructure.

De plus, le gouvernement est en train d'étudier ses options relativement à l'immeuble du siège social d'Ontario Power Generation (OPG) au 700, avenue University à Toronto. OPG offre déjà en location la plupart des locaux de cet immeuble. La province et OPG examineront les occasions de dégager de la valeur associée à cette propriété au profit des Ontariennes et des Ontariens.

Le gouvernement continuera aussi à évaluer ses actifs conjointement avec IO en vue d'appuyer la création d'emplois, de protéger les services publics et de favoriser la croissance économique.

Le 10 septembre 2013, l'Ontario, à l'instar du gouvernement fédéral, a vendu sa participation dans 10 millions d'actions de la société General Motors (GM), ce qui s'est traduit par un supplément de revenus de 249 millions de dollars pour la province. Cette dernière continue de détenir une participation dans environ 36,7 millions d'actions de GM et continuera à surveiller la valeur de ces actions pour évaluer le meilleur moment de se dessaisir de ses parts. Les gains découlant de ce dessaisissement seraient placés dans le nouveau Fonds Trillium et serviraient à financer les projets d'infrastructure publique prioritaires.

## **Le Plan énergétique à long terme et l'énergie propre**

En 2003, aucun plan à long terme n'avait été élaboré pour le système d'électricité de l'Ontario et, au cours de la décennie précédente, peu d'investissements ont été faits dans l'infrastructure électrique de la province. La capacité de production n'était pas suffisante pour répondre à la demande de façon fiable et les lignes de transport étaient vieilles.

Au cours des 10 dernières années, les lignes de transport et de distribution sur plus de 7 500 kilomètres ont été modernisées à raison d'un investissement de plus de 10 milliards de dollars comprenant le projet de renforcement de la ligne de transport de Bruce à Milton. Par ailleurs, environ 12 000 mégawatts (MW) provenant de centrales neuves et remises en état ont été ajoutés au réseau, ce qui correspond à des investissements de plus de 21 milliards de dollars. Dorénavant, les Ontariennes et Ontariens pourront se sentir assurés que leur ampoule s'allumera quand ils appuieront sur l'interrupteur.

Le gouvernement met à jour régulièrement son Plan énergétique à long terme de 20 ans, afin de prévoir les besoins en énergie et de planifier les mesures de conservation et les nouvelles sources d'approvisionnement visant à répondre aux besoins en électricité de la province. Cet été, le gouvernement a amorcé des consultations dans le cadre du processus d'examen portant sur la mise à jour de son Plan énergétique à long terme.

---

### **Élimination des centrales au charbon**

La province est en train d'éliminer les centrales au charbon et, en ce qui concerne les centrales de Lambton et Nanticoke, la date de fermeture de 2014 a été avancée, pour passer à la fin de 2013. Le 23 octobre 2013, la province a marqué la fin de la combustion du charbon à la centrale de production de Lambton.

L'élimination des centrales au charbon en Ontario est la plus importante mesure de réduction des émissions de gaz à effet de serre à être prise en Amérique du Nord dans un tel délai. Cela équivaut au retrait de sept millions de voitures de la circulation. Depuis 2005, diverses initiatives ont aidé les familles et les entreprises ontariennes à conserver plus de 1 900 MW d'électricité, ce qui est équivalent à la consommation énergétique de plus de 600 000 domiciles. Non seulement la conservation d'énergie permet aux familles et aux entreprises d'économiser, mais elle allège également les pressions sur le système d'électricité et contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre.



Les principes fondamentaux de la mise à jour du Plan énergétique à long terme devraient inclure une concentration sur les axes suivants : la conservation, un système d'électricité propre et fiable, la rentabilité et la mobilisation communautaire. La nouvelle version du Plan énergétique à long terme s'attachera de nouveau à faciliter la transition de l'étape de planification au choix de l'emplacement de nouveaux projets d'infrastructure électrique ainsi qu'à minimiser les coûts pour les consommateurs d'électricité.

Le moment choisi et la quantité de nouvelles ressources à prévoir seront déterminés en fonction de la version actualisée du Plan énergétique à long terme. En pensant d'abord et avant tout à la conservation, la version révisée du Plan énergétique à long terme permettra d'éviter les coûts de production. Les prévisions actualisées concernant la demande, la conservation et l'approvisionnement permettent de reporter à plus tard la construction de deux nouveaux réacteurs à Darlington. Par conséquent, des dépenses de l'ordre de milliards de dollars seront évitées. Le gouvernement a aussi pris des mesures dans un certain nombre de domaines :

- ♦ En mai 2013, le ministère de l'Énergie a apporté des modifications au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG) dont, notamment, le retrait de l'approvisionnement futur de grands projets renouvelables (supérieurs à 500 kilowatts) et l'élaboration avec l'Office de l'électricité de l'Ontario (OEO) d'un nouveau processus compétitif qui tiendra compte des commentaires des intervenants et des collectivités.
- ♦ En octobre 2013, le gouvernement a annoncé son intention d'améliorer le choix pour les emplacements de projets d'infrastructure énergétique de grande envergure en mettant en oeuvre les recommandations formulées par l'OEO et la Société indépendante d'exploitation du réseau d'électricité (SIERE). Les nouvelles règles veilleront à ce que les infrastructures soient situées au bon endroit dès le début, amélioreront la participation au palier municipal et la consultation du public, et garantiront une plus grande prévisibilité pour le secteur énergétique.

Le gouvernement a également pris des mesures afin d'atténuer la hausse des tarifs d'électricité au profit des familles et des entreprises de l'Ontario.

- ♦ En juin 2013, le gouvernement a annoncé une mise à jour de l'Entente d'investissement dans l'énergie avec un consortium coréen en vertu de laquelle la capacité prévue de 2 500 MW passera à 1 369 MW, et l'engagement contractuel total du projet diminuera de 3,7 milliards de dollars.
- ♦ Des changements ont été apportés au Programme de TRG. Le ministère de l'Énergie a prévu une réduction des coûts d'environ 1,9 milliard de dollars à la suite de la baisse des tarifs survenue entre le Programme de TRG 2.0 et le Programme de TRG 3.0.
- ♦ Dans le cadre de la négociation de nouveaux accords d'achat d'énergie auprès de producteurs privés d'électricité en activité, l'Ontario s'assurera d'obtenir la meilleure valeur qui soit pour les contribuables. Si on ne doit pas faire appel à des producteurs privés pour répondre aux besoins énergétiques, de nouveaux contrats ne seront pas signés.

### ***Climat concurrentiel et propice à l'innovation pour le transport de l'électricité***

Dans le cadre du Plan énergétique à long terme, le ministère de l'Énergie collaborera avec IO et Hydro One afin d'examiner des façons d'appliquer le modèle éprouvé d'IO en matière de diversification des modes de financement et d'approvisionnement (DFMA) pour l'approvisionnement concurrentiel relatif aux projets d'envergure portant sur les réseaux de transport d'électricité. Cela permettrait à ces projets de mettre à profit l'expertise et l'innovation du secteur privé pour abaisser les coûts de construction et atténuer les pressions futures sur les tarifs au profit des consommateurs ontariens.

---

### **Mesures pour contenir les coûts d'électricité**

Le gouvernement a pris des mesures importantes pour contenir les coûts d'électricité et réduire l'incidence de ces coûts sur les contribuables, notamment :

- en réduisant la capacité prévue aux termes de l'entente avec un consortium coréen, qui passera de 2 500 MW à 1 369 MW, diminuant l'engagement en vertu de cette entente de 3,7 milliards de dollars;
  - en apportant des changements au Programme de tarifs de rachat garantis (TRG), qui se traduiront par une réduction des coûts d'environ 1,9 milliard de dollars;
  - en négociant de nouveaux accords d'achat d'énergie auprès de producteurs privés d'électricité déjà en activité uniquement pour répondre aux besoins du système et s'assurer d'obtenir la meilleure valeur qui soit pour les contribuables;
  - en reportant à plus tard la construction de deux nouveaux réacteurs à Darlington, ce qui permettra d'éviter des coûts s'élevant à des milliards de dollars.
-

***Appuyer la participation des Autochtones à l'infrastructure énergétique***

Dans le budget de 2009, le gouvernement avait annoncé la création du Programme de garanties d'emprunt pour les Autochtones (PGEA), qui visait à appuyer les investissements faits par les Autochtones dans des projets d'infrastructure pour soutenir la production et le transport d'énergie renouvelable. En 2012, la province a augmenté l'enveloppe consacrée à ce programme, qui est passée de 250 millions de dollars à 400 millions de dollars.

Le gouvernement demeure déterminé à appuyer les investissements en capital par les collectivités autochtones dans des projets de production et de transport d'électricité en Ontario. Le PGEA est tout indiqué pour appuyer les investissements importants que les Autochtones font dans des projets de grande envergure. Pour l'heure, des demandes ont été reçues pour des projets correspondant à plus de 1 250 MW en nouvelles sources d'énergie renouvelable. À ce jour, trois garanties d'emprunt ont été approuvées, dont notamment celle qui est destinée à appuyer une partie de l'investissement de six membres des Premières Nations des United Chiefs and Councils of Mnidoo Mnising dans le projet d'éoliennes de McLean's Mountain.

### **3. Soutenir un climat d'affaires dynamique et propice à l'innovation**

Les fondamentaux économiques de l'Ontario sont solides et ses industries sont bien placées pour profiter des possibilités de croissance qui se présentent dans l'économie mondiale. L'Ontario a une économie bien diversifiée dans laquelle évoluent des secteurs clés tels que l'agriculture, la foresterie, les mines, la fabrication et les services. Ces secteurs présentent des occasions de croissance et un plus grand nombre de possibilités d'investissement leur permettant d'améliorer leur compétitivité.

Le gouvernement a mis en place un régime d'imposition des entreprises concurrentiel, allégé le fardeau réglementaire, et amélioré la sécurité et l'efficacité des marchés financiers, tout en réduisant le déficit plus que prévu. En outre, le taux effectif marginal d'imposition, qui est un important déterminant des investissements des entreprises, a été réduit de moitié. Toutefois, dans bien des cas, les investissements faits par les entreprises dans les technologies qui rehaussent la productivité et l'innovation, comme la R-D, de nouvelles machines ou des logiciels, continuent d'être insuffisants.

#### **Les entreprises de l'Ontario pourraient investir davantage**

Les entreprises de l'Ontario ont consolidé leur position financière malgré la conjoncture économique mondiale difficile. Selon bon nombre d'analystes et la Banque du Canada, les entreprises canadiennes affichent généralement des bilans solides et sont maintenant bien placées pour intensifier leurs investissements afin d'accroître l'innovation et la productivité.

### **Procurer aux entreprises davantage d'occasions d'investissement**

Selon un récent rapport du Service des études économiques de la CIBC, les entreprises canadiennes sont extrêmement bien placées pour accroître leurs investissements. L'Indicateur synthétique de la solidité des entreprises canadiennes de la Banque CIBC, qui fait appel à neuf paramètres clés pour calculer la santé financière des entreprises, est près de son plus haut niveau de tous les temps. On note notamment une amélioration des ratios d'endettement sur les capitaux propres des entreprises, qui sont historiquement bas, de solides positions de trésorerie et le taux de faillite le plus bas jamais enregistré. En particulier, la trésorerie des entreprises canadiennes a atteint un niveau quasi record par rapport aux actifs.

Service des études économiques de la CIBC, *Why Corporate Canada Will Surprise on the Upside in 2014*, octobre 2013.

« Nos études précédentes avaient démontré que malgré la vigueur du dollar, les bas taux d'intérêt et un environnement stable propice à l'investissement, bon nombre de nos entreprises investissaient substantiellement moins que d'autres dans la recherche et le développement (R&D), et le matériel et l'outillage (incluant les technologies de l'information et des communications [TIC]), qui sont des éléments essentiels à une amélioration de la productivité. Notre nouvelle étude semble indiquer qu'une proportion importante d'entreprises canadiennes estiment à tort que leur niveau d'investissement est concurrentiel, d'où un retard qui tend à s'accroître par rapport à leurs pairs. »

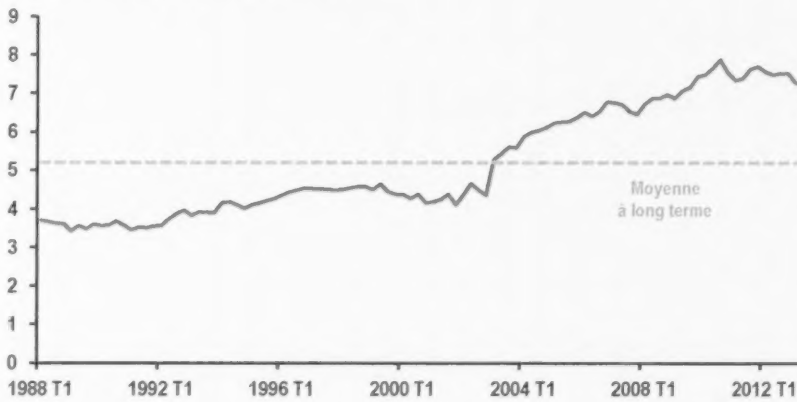
Deloitte Canada. *L'avenir de la productivité : L'heure du réveil pour les entreprises canadiennes*, 2013, p. 1.

---

**GRAPHIQUE 1.3**

**Les bilans des entreprises canadiennes sont supérieurs à la moyenne à long terme**

En pourcentage du total des actifs



Source : Statistique Canada

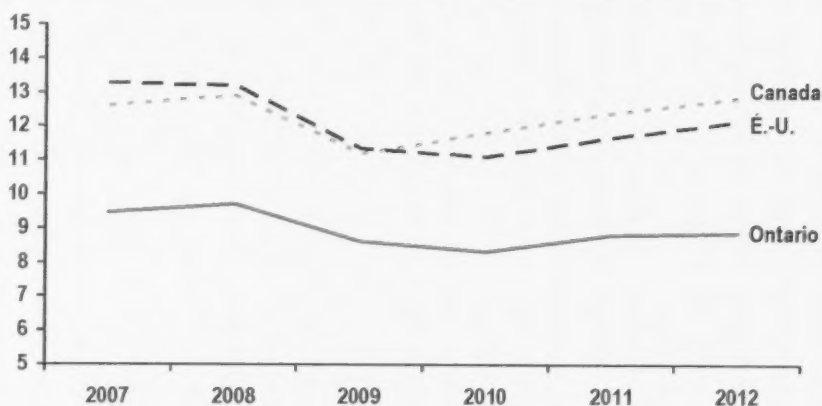
Les bilans positifs affichés par les entreprises leur donnent la marge de manoeuvre nécessaire pour étendre leurs activités. Cependant, l'Ontario est à la traîne des États-Unis et du reste du Canada en ce qui a trait à la part du PIB que représentent les investissements des entreprises. Les entreprises ontariennes sont en mesure d'investir davantage et de créer plus de bons emplois bien rémunérés. Le gouvernement est déterminé à travailler en concertation avec l'industrie afin que ses membres mettent à profit ce capital pour stimuler la croissance économique.



GRAPHIQUE 1.4

Les investissements des entreprises ontariennes à la traîne par rapport à ceux des entreprises canadiennes et américaines

Investissements dans les immobilisations de production en pourcentage du PIB



*Note :* Comprendent les produits de propriété intellectuelle.

*Sources :* Statistique Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis et ministère des Finances de l'Ontario.

De solides investissements de la part des entreprises revêtent une très grande importance pour la croissance de la productivité de la main-d'oeuvre parce qu'ils augmentent la quantité de capital par travailleur, mais surtout parce qu'ils permettent d'implanter de nouvelles technologies dans le milieu de travail. L'instauration de nouvelles technologies favorise l'innovation, les gains d'efficacité ainsi que l'accroissement de la production et de la compétitivité.

## **Encourager les entreprises à investir davantage**

Le gouvernement collaborera avec des intervenants de l'industrie et avec des instituts de recherche afin de trouver des solutions pour accroître la compétitivité et la productivité d'un plus grand nombre d'entreprises ontariennes et pour les aider à créer des emplois, à innover et à exporter.

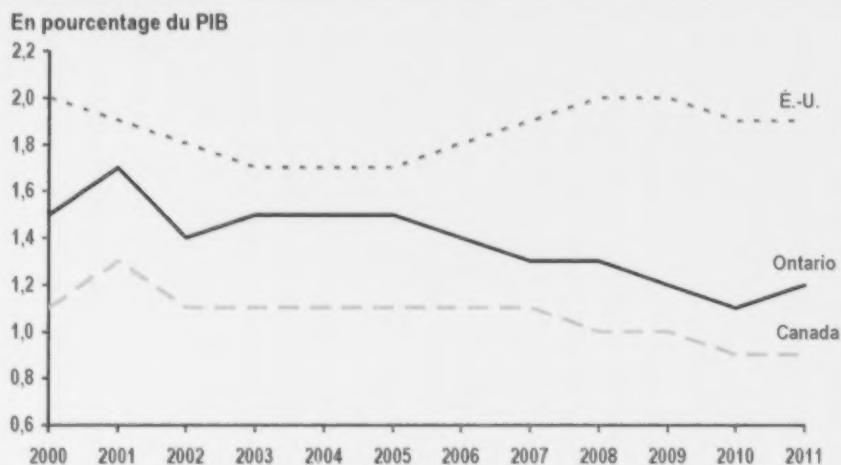
En outre, le gouvernement s'associera à l'industrie pour mesurer les investissements dans l'innovation, la formation et la technologie, en faire rapport et mettre en vedette les entreprises les plus performantes en fonction de critères de référence internationaux. Pour démontrer son engagement, le gouvernement commencera à comparer des entreprises gouvernementales, notamment la LCBO, la Société des loteries et des jeux de l'Ontario, Ontario Power Generation et Hydro One. Les ministères responsables présenteront chaque année un rapport sur le rendement de ces entreprises.

La province examinera également diverses approches, notamment celles adoptées par d'autres territoires de compétence, pour encourager les entreprises à investir davantage, par exemple :

- ◆ le remplacement des crédits d'impôt pour la recherche et le développement (R-D) existants par un incitatif qui récompenserait les investissements supplémentaires en R-D. Ce nouveau crédit encouragerait les entreprises à accroître leurs dépenses en R-D ou à étendre leurs activités de recherche en Ontario. La plupart des États américains offrent des crédits d'impôt en fonction des investissements supplémentaires dans la R-D. Les investissements en R-D réalisés par les entreprises en Ontario et au Canada demeurent bien inférieurs aux investissements de cette nature réalisés aux États-Unis, en pourcentage du PIB des deux pays;
- ◆ la mise en place d'incitatifs fiscaux, par exemple :
  - ◆ un impôt spécial sur le revenu des sociétés que l'on pourrait éliminer ou réduire par des investissements dans du nouveau matériel ou d'autres dépenses liées aux investissements admissibles;
  - ◆ une cotisation sociale qui pourrait être éliminée ou réduite par des investissements dans la formation des employés ou le financement de programmes de formation. Le Québec, la France et un certain nombre d'États américains imposent des cotisations sociales qui encouragent ou soutiennent les dépenses dans la formation.

GRAPHIQUE 1.5

**Les dépenses des entreprises ontariennes en R-D sont inférieures à celles des entreprises américaines**



Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis, National Science Foundation et Statistique Canada

**Programme des sites certifiés prêts à l'investissement**

Dans une économie mondiale hautement concurrentielle, les entreprises doivent être en mesure d'agir rapidement au moment de prendre des décisions d'investissement. Faisant fond sur le succès remporté par l'Ontario pour attirer de nouveaux investissements commerciaux, le gouvernement a lancé un programme de précertification des sites industriels prêts à l'investissement. On assure ainsi que les sites sont dotés des services appropriés dont les entreprises ont besoin pour démarrer leurs activités.

**L'Ontario propice aux affaires**

Le gouvernement continue d'étoffer l'initiative L'Ontario propice aux affaires afin de rendre la province plus intéressante pour le développement des affaires tout en protégeant l'intérêt public.

Il a réduit le nombre de règlements, allégeant ainsi la charge imposée aux entreprises et aux intervenants de plus de 17 % (ce qui représente plus de 80 000 exigences réglementaires).

## **Former des partenariats pour la réussite**

### ***Mettre à profit les partenariats avec les diverses industries de l'Ontario***

La diversité des industries est un important facteur de la solidité et de la résilience de l'économie. L'Ontario possède un grand nombre d'industries diversifiées; certaines sont déjà bien établies tandis que d'autres sont en émergence et bien placées en vue de leur croissance future.

Le gouvernement forme des partenariats avec tous les secteurs clés de l'économie, cerne les possibilités et propose des solutions aux défis qui se posent. Il devra miser sur les avantages concurrentiels de la province pour créer des emplois et stimuler l'économie.

## Raffermir les secteurs économiques de l'Ontario

	Faits saillants	Initiatives clés
Aérospatiale	 Au 2 <sup>e</sup> rang du secteur de l'aérospatiale au Canada	► Collaborer avec des partenaires des milieux industriels et universitaires pour aider à former un regroupement aérospatial de pointe autour du parc Downsview à Toronto.
Agroalimentaire	 Au 6 <sup>e</sup> rang du secteur de la transformation des aliments et des boissons en Amérique du Nord	► Appuyer les agriculteurs en leur offrant une aide financière dans le cadre de programmes d'innovation et de gestion des risques d'entreprises tout en collaborant avec des partenaires, comme la société Dr. Oetker, pour accroître la valeur ajoutée des produits agricoles ontariens.
Automobile	 Une des plus importantes entités infranationales de l'ALENA pour l'assemblage de véhicules	► Travailler avec de grandes sociétés du secteur automobile pour appuyer les usines d'assemblage qui seront le pivot d'un regroupement de l'automobile en Ontario, y compris l'aide récemment apportée à la société Ford à Oakville.
Chimie	 Sarnia-Lambton est le plus important centre du secteur de la chimie au Canada	► Appuyer la fabrication de nouveaux produits novateurs, y compris des engrais, des résines synthétiques et des produits chimiques de base, organiques et non organiques.
Technologie propre	 Le secteur ontarien de la technologie propre compte 10 100 emplois et 200 entreprises	► Collaborer avec l'industrie sur la recherche-développement et la fabrication de technologies, processus et produits d'origine biologique. En outre, la Stratégie pour le secteur de l'eau contribuera à raffermir le secteur de l'eau et aidera les entreprises innovantes à faire face à la concurrence internationale et à apporter des solutions aux graves problèmes d'eau qui menacent le monde entier.
Services financiers	 Toronto est au 2 <sup>e</sup> rang sur le plan de l'emploi dans les services financiers en Amérique du Nord	► Collaborer avec l'industrie et les autres ordres de gouvernement pour appliquer une stratégie visant la compétitivité et la croissance du secteur des services financiers. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral ont signé une entente de principe pour établir un organisme coopératif de réglementation des marchés des capitaux et ont commencé à travailler sur la mise en place du nouveau système.
Foresterie	 En 2012, les exportations de produits forestiers étaient évaluées à 3,5 G\$	► Appuyer la transformation du secteur forestier pour l'orienter vers des produits ayant une plus grande valeur ajoutée afin de préserver et de créer des emplois dans le cadre des programmes de financement actuels et des réformes apportées au régime de tenure forestière et d'établissement des prix touchant les ressources des forêts de la Couronne.
TIC	 Au 3 <sup>e</sup> rang du secteur des TIC en Amérique du Nord	► Aider la société Ericsson à élargir son centre de R-D à Ottawa et travailler avec Communitech pour appuyer ses activités d'entrepreneuriat à Kitchener-Waterloo.
Sciences de la vie	 Au 2 <sup>e</sup> rang du secteur des sciences de la vie en Amérique du Nord	► Favoriser les progrès dans les soins de santé et leur commercialisation en établissant le Conseil de l'innovation en santé avec des partenaires des secteurs public et privé et financer la recherche en génomique et en médecine individualisée en collaboration avec l'Ontario Genomics Institute.
Mines	 Parmi les 10 plus grands producteurs de nickel et de platine au monde	► Offrir des incitatifs et des déductions spéciales dans le cadre du régime fiscal s'appliquant aux mines afin d'encourager l'investissement.
Diversissement et création	 Au 1 <sup>er</sup> rang du secteur du divertissement et de la création au Canada et au 3 <sup>e</sup> rang en Amérique du Nord	► Stimuler la production et la distribution de musique au moyen du nouveau Fonds ontarien de promotion de la musique et appuyer l'industrie cinématographique pour veiller à ce que l'Ontario demeure un lieu de prédilection pour la production de films.

### **Développer l'industrie agroalimentaire de l'Ontario**

L'industrie agroalimentaire innovatrice de l'Ontario, qui comprend un secteur agricole vaste et diversifié, une industrie de transformation des aliments concurrentielle et un important secteur des services alimentaires, soutient plus de 740 000 emplois dans la province. L'Ontario possède le sixième secteur de transformation des aliments en importance en Amérique du Nord ainsi qu'une solide culture de sécurité alimentaire très en demande dans les marchés mondiaux, et notamment dans les économies émergentes en expansion rapide.

La première ministre Kathleen Wynne a récemment mis au défi l'industrie agroalimentaire de doubler ses exportations et de créer 120 000 emplois d'ici 2020. Le gouvernement travaillera plus étroitement avec les principaux secteurs de l'industrie afin de cerner les occasions d'accroître le commerce, les investissements dans l'innovation, la formation et la productivité ainsi que la coopération intersectorielle, qui sont tous des facteurs que le Conseil pour l'emploi et la prospérité juge essentiels à la croissance économique future. Pour sa part, le gouvernement maintiendra un régime d'imposition des entreprises concurrentiel, adoptera des règlements plus adaptés et moins lourds, et améliorera la sécurité et l'efficacité des marchés financiers.

Le gouvernement a proposé un projet de loi sur les aliments locaux qui, s'il était adopté, célébrerait et appuierait les produits de qualité cultivés, cueillis et préparés en Ontario. Ce projet de loi s'inscrit dans le cadre d'une stratégie de promotion des produits alimentaires locaux visant à faire connaître ces produits à la population ontarienne, à accroître l'accès aux produits locaux et leur demande en Ontario, à aider les agriculteurs et à créer des emplois.



### **Des entreprises agroalimentaires investissent en Ontario Conestoga Meat Packers**

L'Ontario aide l'entreprise Conestoga Meat Packers à accroître sa capacité tout en créant 100 emplois et en maintenant 425 emplois à Breslau, dans la région de Kitchener-Waterloo.

Cette usine de transformation du porc est approvisionnée par une coopérative de 120 éleveurs de porcs du Sud de l'Ontario, qui en est également le propriétaire. Grâce au soutien du Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario, Conestoga Meat Packers investit plus de 10 millions de dollars dans de nouvelles installations de refroidissement et du nouveau matériel de réfrigération qui augmenteront sa capacité d'environ un tiers.

### **Dr. Oetker Canada**

En 2011, Dr. Oetker a annoncé son intention d'étendre ses activités dans le Sud-Ouest de l'Ontario et de construire sa première installation de production de pizzas surgelées en Amérique du Nord à London, ce qui se traduira par la création de plus 125 emplois. Cela permettra à la société de produire 50 millions de pizzas surgelées par année pour les marchés canadien et américain en achetant plus de 24 millions de livres d'ingrédients de première qualité auprès des agriculteurs et fabricants de produits alimentaires ontariens.

---

Le gouvernement est résolu à moderniser la réglementation du secteur du vin, de la bière et des spiritueux de l'Ontario en explorant les occasions de créer des emplois et d'améliorer l'expérience client tout en veillant au maintien des normes de consommation responsable les plus élevées. Au cours des prochains mois, la province collaborera avec ses partenaires de l'industrie pour proposer des mesures qui permettront de réaliser ces objectifs de façon équitable et équilibrée.

### **Développer le secteur automobile de l'Ontario**

L'industrie automobile, y compris l'assemblage de véhicules et la production de pièces, est une pierre angulaire du secteur de la fabrication en Ontario et représente plus de 14 % des emplois de ce secteur. Le gouvernement est déterminé à travailler avec les principales sociétés du secteur automobile pour assurer un avenir solide à cette industrie en Ontario.

### **Développer le secteur automobile de l'Ontario**

La société Ford a annoncé l'injection de plus de 700 millions de dollars dans ses installations d'Oakville afin de moderniser les processus de fabrication de son usine d'assemblage pour la rendre plus efficiente et concurrentielle. Cet investissement, soutenu par une subvention du gouvernement pouvant atteindre 70,9 millions de dollars, contribuera à maintenir plus de 2 800 emplois et à ancrer les nouvelles activités de recherche et développement dans la province.

La société General Motors (GM) a annoncé qu'elle garderait sa chaîne de montage à Oshawa en activité jusqu'en 2016, puisqu'elle permet à GM de faire face à la reprise de la demande de ses véhicules en Amérique du Nord. Cette année, l'usine s'est classée au deuxième rang du palmarès de J.D. Power pour ce qui est de la qualité globale parmi toutes les chaînes de montage en Amérique du Nord et du Sud.

---

### **Accroître la compétitivité des secteurs de l'aérospatiale et de la fabrication**

Le gouvernement soutient les partenariats entre les collèges, les universités et les chefs de file de l'industrie afin d'offrir des programmes d'apprentissage pratiques sur le terrain qui permettront de former la prochaine génération de travailleurs dans le secteur de la fabrication de pointe. Le secteur aérospatial est bien établi en Ontario; en effet, 13 des plus importantes sociétés de ce domaine exploitent des activités dans la province. Le gouvernement soutiendra la relocalisation au parc Downsview des programmes de formation en aérospatiale du Collège Centennial, ce qui permettra l'expansion future du secteur de l'aérospatiale, qui comprend l'entreprise Bombardier. Ce projet permettra de subvenir à la demande prévue de travailleurs qualifiés de l'aérospatiale en Ontario, d'accroître la compétitivité future de cette industrie dans la province et de jeter les bases solides de la collaboration au sein du secteur et entre les collèges et les universités.

La province soutiendra également un centre de l'innovation industrielle permanent au Collège Niagara. Depuis 2011, la direction de l'innovation et de la recherche de ce collège fournit de l'aide aux petites et moyennes entreprises de fabrication qui n'ont pas la capacité interne ou le matériel nécessaire pour effectuer des activités de recherche et développement. Des installations de pointe permanentes situées dans la région de Niagara permettront aux fabricants de l'Ontario d'avoir accès à des services, à du matériel, à des recherches et à de l'expertise fournis par le corps professoral et les étudiants du Collège Niagara.

Le gouvernement continue d'encourager les partenariats entre les entreprises, les collèges et les universités afin de mettre en place des programmes de formation pertinents pour l'industrie. Par exemple, le Réseau ontarien des entrepreneurs (ROE) regroupe une série de centres d'innovation et d'aide aux petites entreprises dans la province qui, depuis 2007, ont soutenu le perfectionnement de plus de 48 000 étudiants, chercheurs, entrepreneurs et employés du secteur privé. Le ROE administre également le tout nouveau Programme de bons pour la collaboration qui permettra aux sociétés admissibles d'accéder au savoir-faire et aux connaissances des établissements d'enseignement universitaire et collégial et des centres de recherche hospitaliers de l'Ontario.

### **Développer le secteur des services financiers**

Le secteur des services financiers demeure un moteur de la croissance pour l'Ontario et constitue le deuxième secteur en importance, après celui de la fabrication, sur le plan de la production. Cette année encore, ce secteur a connu un rythme de création d'emplois plus rapide que celui de l'ensemble de l'économie. Il contribue aussi à la croissance globale de l'économie en soutenant, d'une part, des emplois auxiliaires dans l'industrie des services aux entreprises et, d'autre part, l'épargne, l'accès au capital et les investissements. Le secteur des services financiers joue un rôle de chef de file dans l'ouverture de l'économie ontarienne vers l'extérieur, en effectuant des échanges et des investissements partout dans le monde. Les exportations de services financiers du Canada ont connu une solide croissance de 6 % durant la première moitié de 2013 comparativement à l'année précédente. Les investissements directs étrangers (IDE) du secteur des services financiers dans d'autres pays ont augmenté de 5 % en 2012. Ce secteur représente 40 % des IDE sortants totaux du Canada et demeure le plus important au pays à ce titre, suivi de ceux des mines et de la fabrication.

Toronto est la capitale financière du Canada et un centre financier de calibre mondial. La ville abrite un grand nombre de banques, de maisons de courtage, de sociétés d'assurance et de caisses de retraite importantes. En tant que centre financier international, Toronto occupe un rang important et se classe septième dans le monde selon le magazine *The Banker* et onzième selon l'indice Global Financial Centres Index du Royaume-Uni. Le gouvernement continue de travailler avec le secteur des services financiers, la Toronto Financial Services Alliance et d'autres ordres de gouvernement pour mettre en oeuvre une stratégie favorisant la croissance et la compétitivité du secteur.

L'Ontario est un champion de longue date de la création d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières. La province considère qu'un organisme coopératif de réglementation des valeurs mobilières est essentiel au maintien et à la croissance de l'industrie des services financiers au pays. La mise en place d'un tel organisme accroîtrait l'efficacité et la compétitivité des marchés financiers du Canada sur la scène mondiale en rationalisant et en allégeant la réglementation pour les participants aux marchés. Cela renforcerait la capacité du Canada à cerner et à gérer les risques qui menacent son système financier à l'échelle nationale. Cela offrirait également une meilleure protection aux investisseurs en intégrant davantage les activités d'observation et d'application de la loi, permettant ainsi aux ménages d'épargner et d'investir en toute confiance. La persévérance de l'Ontario et les démarches entreprises par la province auprès des autres gouvernements afin de créer un tel organisme ont abouti à l'annonce récente d'un accord de principe entre la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Canada en vue d'établir un régime coopératif en matière de réglementation des marchés financiers.

#### **Consolidation du secteur minier**

Le secteur minier joue un rôle important dans l'économie de l'Ontario. La province se classe parmi les 10 premiers producteurs mondiaux de platine, de nickel et de cobalt et est aussi un important producteur d'or, d'argent, de cuivre et de zinc. Elle est également active dans l'industrie diamantaire, tant sur le plan de la production et de la taille que de la mise en marché. Ce secteur est bien placé pour répondre à la demande mondiale de métaux et de minéraux, qui découle principalement de la croissance économique dans les marchés émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil.

### **Cercle de feu**

La région du Cercle de feu en Ontario, située à environ 535 kilomètres au nord-est de Thunder Bay, renferme d'importants gisements minéraux. Selon de récentes estimations, la valeur des gisements connus de chrome et de nickel du Cercle de feu pourrait atteindre 50 milliards de dollars.

L'éventuel développement du Cercle de feu présente d'énormes possibilités de développement économique qui généreront une nouvelle richesse, des avantages sociaux et des emplois pour le Nord de la province, y compris les communautés des Premières Nations.

L'Ontario a nommé Frank Iacobucci, ancien juge à la Cour suprême du Canada, négociateur principal pour l'Ontario dans les pourparlers avec les chefs du conseil tribal de Matawa concernant le développement des ressources dans le Cercle de feu.

L'Ontario joue un rôle de premier plan dans la planification du développement de cette région en collaboration avec des promoteurs de projets commerciaux et avec les Premières Nations. Le gouvernement fédéral doit assumer ses responsabilités en tant que partenaire et financer l'infrastructure régionale nécessaire au développement du Cercle de feu.

---

### **Développer le secteur du cinéma et de la musique de l'Ontario**

L'industrie du cinéma et de la télévision a enregistré des résultats record en 2012, injectant 1,28 milliard de dollars dans l'économie ontarienne. Pour la deuxième année de suite, l'Ontario s'est classé au premier rang au Canada en ce qui a trait aux dépenses de production, et au troisième rang en Amérique du Nord, après la Californie et New York.

La province offre un vaste éventail d'avantages, notamment des équipes techniques et de création de premier plan, des studios et des installations de postproduction de calibre mondial, un dynamique bassin de talents, une grande variété d'emplacements ainsi que des mesures de soutien financier. Le gouvernement est déterminé à faire en sorte que l'Ontario demeure un endroit de prédilection dans le secteur de la production cinématographique.

Comme il l'avait annoncé dans le budget de 2013, le gouvernement allouera 9 millions de dollars sur trois ans, à compter de 2013-2014, afin de soutenir les programmes d'études en cinéma, télévision et nouveaux médias du Canadian Film Centre.

Dans le budget de 2013, le gouvernement avait annoncé la création d'un Fonds ontarien de promotion de la musique doté de 45 millions de dollars sur trois ans, lequel a été lancé en octobre. Ce fonds d'envergure provinciale appuiera les sociétés ontariennes du monde de la musique et stimulera la production et la distribution d'oeuvres musicales au moyen de quatre volets : le développement des entreprises du secteur de la musique, le développement de l'industrie de la musique, le développement des talents et la promotion des concerts. Les subventions accordées dans le cadre du Fonds aideront l'industrie à innover, à investir et à saisir les possibilités qui s'offrent sur le marché mondial de la musique, dans le but d'accroître les activités d'enregistrement dans la province. Le Fonds misera sur l'infrastructure, la masse critique et les atouts concurrentiels de l'Ontario pour stimuler la croissance économique et la création d'emplois.

**Soutenir le secteur des technologies de l'information et des communications**

Les grappes industrielles sont des concentrations d'entreprises, d'entrepreneurs et d'établissements d'enseignement dans un secteur donné et sont associées à l'innovation et à des résultats positifs pour l'économie. Il existe plusieurs grappes dans la province, de celle des secteurs minier et forestier dans le Nord, à celle des services financiers à Toronto, en passant par les grappes de technologies de l'information et des communications (TIC) à Ottawa, à Toronto et à Kitchener-Waterloo.



### **Corridor des technologies de l'information et des communications (TIC) en Ontario**

Le secteur des TIC en Ontario est concentré en trois grappes, soit Toronto, Ottawa et Kitchener-Waterloo. C'est dans ce corridor que l'on retrouvait près de 80 % des emplois en TIC dans la province en 2012 et que sont concentrés les activités de recherche et développement (R-D) et les placements en capital de risque. Le gouvernement entend soutenir la croissance dans ce secteur.

- En janvier 2013, la province a annoncé l'octroi de 15 millions de dollars pour l'établissement d'un nouveau complexe d'innovation à Ottawa dans le but de soutenir la grappe des TIC et l'économie du savoir plus large dans la ville.
- En partenariat avec Communitech, le carrefour de l'innovation de la région de Waterloo, le gouvernement alloue 15 millions de dollars sur trois ans pour accélérer l'entrepreneuriat dans la région en donnant accès à des capitaux de démarrage, à du mentorat et à des conseils aux entreprises.
- De concert avec le gouvernement fédéral, le nouveau fonds de capital de risque de l'Ontario, pouvant atteindre 300 millions de dollars, soutiendra les investissements dans de nouvelles entreprises innovantes, dont celles qui sont en activité dans le secteur des TIC.
- Le gouvernement élabore une nouvelle stratégie en matière de mégadonnées afin de développer les compétences spécialisées dont l'industrie a besoin pour accélérer l'adoption de systèmes informatiques avancés et établir des collaborations solides entre les institutions publiques et les industries critiques qui s'appuient sur les mégadonnées, notamment dans le secteur de la fabrication de pointe.
- Le gouvernement offre des soutiens aux travailleurs récemment mis à pied pour leur permettre de continuer à contribuer à la productivité et à l'innovation de l'Ontario.

Le gouvernement encourage également les entreprises à faire des placements sûrs pour développer les grappes de TIC en Ontario.

---

L'Ontario est un chef de file mondial dans le secteur des TIC et continuera à soutenir un environnement de calibre mondial et une main-d'oeuvre hautement qualifiée pour attirer de nouveaux investissements. En septembre 2013, la multinationale suédoise Ericsson a inauguré un nouveau laboratoire de recherche-développement à Ottawa avec l'appui de la province. Ces nouvelles installations mettront à profit l'expertise de la région d'Ottawa dans le secteur des communications sans fil.

### **Réussites en matière d'innovation en Ontario**

- La société Polar (anciennement Polar Mobile), établie à Toronto, est un chef de file de renommée mondiale dans le développement d'applications mobiles pour les médias, notamment CBS, Sports Illustrated et Bloomberg BusinessWeek. Polar a reçu du soutien du Centre MaRS et du Fonds ontarien de capital-risque.
- OpenText est la plus grande société de logiciels du Canada. Établie à Waterloo, elle est à la fine pointe du secteur de la gestion de contenu pour des entreprises telles que Siemens et Unilever. OpenText bénéficie de fonds provinciaux aux fins de l'expansion de sa main-d'œuvre à Waterloo, à Richmond Hill et à Ottawa.
- En juin 2013, Intel a lancé une zone à l'intention des développeurs (Intel Developer Zone) dans le Carrefour Communitex à Waterloo. Cette zone offrira aux entrepreneurs locaux accès à du mentorat en matière de technologie afin de les soutenir dans la mise au point de nouveaux produits et services.

---

Le gouvernement continuera de collaborer avec ses partenaires issus de tous les secteurs pour contribuer à faire croître l'économie.

## **Stratégie d'expansion commerciale Visées mondiales**

La stratégie d'expansion commerciale Visées mondiales élargira la portée du commerce de l'Ontario, notamment vers les marchés émergents en expansion rapide qui représentent une part de plus en grande de l'économie mondiale.

Cette stratégie aidera les entreprises de l'Ontario, et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises, à étendre le succès remporté sur les marchés internationaux et à créer des emplois dans la province.

Misant sur la collaboration avec les exportateurs, les associations sectorielles, les chercheurs, l'industrie et le gouvernement fédéral, cette stratégie :

- ♦ fera la promotion des nombreuses forces des entreprises exportatrices de la province et élargira leur marché au-delà des frontières de l'Ontario pour s'ouvrir à d'autres provinces, aux États-Unis et à d'autres nations, y compris les principales économies développées comme l'Union européenne, qui est l'un des marchés les plus importants et les plus riches du monde;
- ♦ continuera à travailler avec le gouvernement fédéral pour mettre la touche finale à un accord de commerce et d'investissement historique avec l'Union européenne. Cet accord se traduirait par un accès accru aux marchés européens pour les fabricants et fournisseurs de services de l'Ontario, par une augmentation des ventes de biens et services et, conséquemment, par une hausse de la création d'emplois. L'Ontario se soucie toutefois des retombées possibles d'un tel accord pour les industries pharmaceutique, laitière et du vin et des spiritueux et a fait part de ces préoccupations au gouvernement fédéral. (Voir le chapitre IV, *Importance d'un partenariat solide avec le gouvernement fédéral*, pour de plus amples détails.)
- ♦ élargira la portée des exportations ontariennes vers les économies émergentes à forte croissance, notamment en travaillant avec le gouvernement fédéral pour conclure de nouvelles ententes visant à accroître l'accès aux marchés de l'Amérique du Sud et de l'Asie, dont l'Inde, le Japon et la Corée du Sud;
- ♦ développera l'avantage concurrentiel de la province à l'étranger en faisant la promotion des biens et des services de qualité offerts par les entreprises ontariennes, notamment par l'entremise de l'ouverture à São Paulo, au début de l'année prochaine, du 11<sup>e</sup> Centre de marketing de l'Ontario pour aider les entreprises à explorer les occasions d'exportation et établir des liens avec des acheteurs et des investisseurs internationaux au Brésil;
- ♦ rationalisera les ressources et programmes d'exportations offerts aux entreprises pour que ces dernières puissent avoir un meilleur accès au soutien dont elles ont besoin pour se lancer sur le marché mondial;

- ◆ dirigera des missions commerciales afin de promouvoir l'Ontario sur la scène mondiale comme une source concurrentielle de produits et de solutions innovantes, un emplacement stratégique propice aux investissements et un chef de file sur le plan de la recherche collaborative et de l'innovation dans les secteurs prioritaires pour les principaux marchés dans le monde, notamment l'Asie, l'Union européenne, la Russie, le Moyen-Orient, l'Amérique latine et les États-Unis. L'Ontario a récemment dirigé des missions commerciales à Paris, à Stuttgart, à Tokyo, à San Francisco et en Israël;
- ◆ établira des liens entre Infrastructure Ontario et les bureaux du commerce international de la province pour créer des occasions d'exportations pour les entreprises ontariennes qui ont participé aux projets de DMFA. Cela aidera les entreprises de construction, les ingénieurs et les architectes établis en Ontario à se tailler une place sur les marchés internationaux;
- ◆ a permis à l'Ontario d'accueillir récemment un important forum sur l'exportation mondiale qui a permis aux entreprises des principales industries de pointe de l'Ontario de s'informer sur les possibilités d'exportation dans les marchés de la région Asie-Pacifique. Un forum similaire axé sur l'Amérique latine est prévu pour le printemps 2014.

## **Investir dans l'entrepreneuriat et l'innovation**

Les petites entreprises qui connaissent du succès constituent l'une des sources les plus importantes de la création d'emplois. Bon nombre sont fondées et dirigées par des entrepreneurs qui génèrent de nouvelles idées et proposent de nouveaux produits et services. Les nouvelles entreprises axées sur l'innovation et l'exportation sont un important moteur de la croissance dans la nouvelle économie.

La province a déposé des mesures législatives visant à accroître le montant de la masse salariale annuelle exemptée de l'impôt-santé des employeurs, qui passerait de 400 000 \$ à 450 000 \$ à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, afin d'appuyer les petites entreprises. Cette mesure représenterait une hausse pouvant atteindre 975 \$ par employeur de l'allègement fiscal accordé aux employeurs dont la masse salariale se chiffre à 5 millions de dollars ou moins.

Afin de mieux répondre aux besoins des entrepreneurs et des propriétaires de petites entreprises, le Réseau ontarien des entrepreneurs (ROE) a regroupé trois réseaux de soutien en un seul guichet. Ce nouveau réseau facilitera la mise en contact des entrepreneurs des quatre coins de la province avec des organisations telles que Communitech de Waterloo. En outre, les centres d'excellence de l'Ontario, qui sont membres du ROE, ont récemment signé une entente avec leurs homologues chinois pour mettre sur pied un réseau Ontario-Chine des entrepreneurs et des investisseurs.

Le gouvernement crée le Conseil ontarien de l'innovation en santé (COIS), qui réunira des spécialistes dans le domaine des soins de santé, de la recherche, du milieu des affaires et du secteur sans but lucratif ainsi que des représentants de groupes de patients. Le Conseil aura pour mission de cerner les possibilités aux fins de la mise en oeuvre de stratégies pratiques et fondées sur des données probantes qui amélioreront encore davantage la qualité des soins offerts à un coût moindre pour le système de santé et contribueront à la croissance de l'économie ontarienne en favorisant la création d'emplois hautement spécialisés. Le COIS entreprendra des initiatives qui pourraient éventuellement faire de l'Ontario un chef de file mondial des soins de santé évolués et créer un climat d'affaires dynamique qui rehausserait la capacité de l'Ontario en matière d'innovation et de commercialisation.

Afin d'accroître l'accès au capital pour les entrepreneurs, la province continue de travailler avec le gouvernement fédéral pour proposer un nouveau fonds de capital-risque pouvant atteindre 300 millions de dollars en partenariat avec le secteur privé.

En août 2013, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) a publié un rapport d'étape sur son examen du financement collectif et d'autres moyens pour les petites entreprises de réunir des capitaux sans émettre de prospectus. Dans ce rapport, la Commission cernait quatre méthodes de mobilisation de capitaux, dont le financement collectif, et demandait à son personnel de les étoffer aux fins d'un examen plus détaillé.

### **Soutenir les collectivités**

Le gouvernement aide les collectivités à créer des emplois grâce à des investissements dans les entreprises et à son soutien à des projets régionaux mis en oeuvre par des administrations municipales ou d'autres associations de développement économique. Le Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO) et le Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario (FDSOO) appuient les entreprises, les municipalités et les organismes sans but lucratif pour des projets de développement économique mis sur pied dans le Sud de la province. La Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario (SGFPNO) offre du soutien pour le développement des affaires et la formation ainsi qu'une aide pour d'importants investissements aux fins de l'infrastructure dans les petites collectivités rurales du Nord.

Voici certains des résultats obtenus jusqu'à présent :

- ◆ Depuis sa mise en oeuvre en octobre 2012, le FDSOO a permis d'attirer des investissements totalisant 285 millions de dollars. Ces investissements ont permis de créer et de protéger plus de 7 000 emplois.

---

#### **Fonds de développement du Sud-Ouest de l'Ontario (FDSOO) International Beams Inc.**

- La société International Beams a investi 16,2 millions de dollars dans sa première usine ontarienne à Tillsonburg, créant ainsi 55 emplois. Le FDSOO a appuyé cet investissement en consentant un prêt de 2,4 millions de dollars. La nouvelle scierie se spécialisera dans les produits du bois destinés aux secteurs de la construction commerciale et résidentielle.

#### **North American Stamping Group Inc.**

- Cette société canadienne de soudure et d'emboutissage de pièces de métal pour véhicules automobiles a reçu une subvention de 1,5 million de dollars du FDSOO à l'appui de nouvelles installations de 12,3 millions de dollars à Woodstock, ce qui a permis de créer 50 emplois et d'en protéger 210.
-



- ◆ Depuis octobre 2003, le SGFPNO a permis d'attirer des investissements de plus de 3,2 milliards de dollars. Ces investissements ont permis de créer et de protéger 22 915 emplois (dont des stages en milieu de travail et d'éducation coopérative).
- 

**Société de gestion du Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario  
Cementation Canada Inc. (SGFPNO)**

- Cementation, une société d'ingénierie et de travaux miniers souterrains à North Bay, a obtenu 575 000 \$ de la SGFPNO pour un projet d'expansion de ses activités de construction minière de 1,2 million de dollars. Le projet a créé 10 emplois.

**Collège Sault**

- Le Collège Sault à Sault Ste. Marie a reçu 2 millions de dollars de la SGFPNO pour le projet de réaménagement de son campus de 25,5 millions de dollars et un centre d'aviation qui permettra de développer son programme de technologie aéronautique. Le projet a créé 24 emplois.
- 

- ◆ Depuis 2008, le FDEO a permis d'attirer des investissements totalisant près de 650 millions de dollars. Ces investissements ont contribué à la création et à la protection de plus de 15 100 emplois dans l'Est de l'Ontario.
- 

**Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (FDEO)  
Newterra Group Ltd.**

- Newterra Group Ltd., une entreprise manufacturière de systèmes perfectionnés de traitement de l'eau, a reçu une subvention de 1,2 million de dollars du FDEO pour soutenir des travaux de modernisation d'une valeur de 8,2 millions de dollars de son Centre of Excellence for Advanced Water Treatment à Brockville. Ce projet crée 121 emplois et en protège 82.

**MetalCraft Marine Inc.**

- MetalCraft Marine a reçu une subvention de 0,4 million de dollars pour soutenir un centre de fabrication de navires de calibre mondial d'une valeur de 4,2 millions de dollars qui produira des navires hybrides. L'entreprise, établie à Kingston, a créé près de 40 emplois.
-

## Section 3 : Gestion responsable

### La voie choisie par l'Ontario pour atteindre l'équilibre

Le gouvernement est en voie d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018 d'une manière équitable et responsable. À cette fin, il fera de nouveaux investissements stratégiques pour stimuler la croissance, créer des emplois, renforcer les services et aider les familles. Dans le monde entier, la reprise à la suite de la récession mondiale demeure incertaine et nombre de familles éprouvent encore un sentiment d'incertitude par rapport à la sécurité de leur emploi et leur avenir financier.

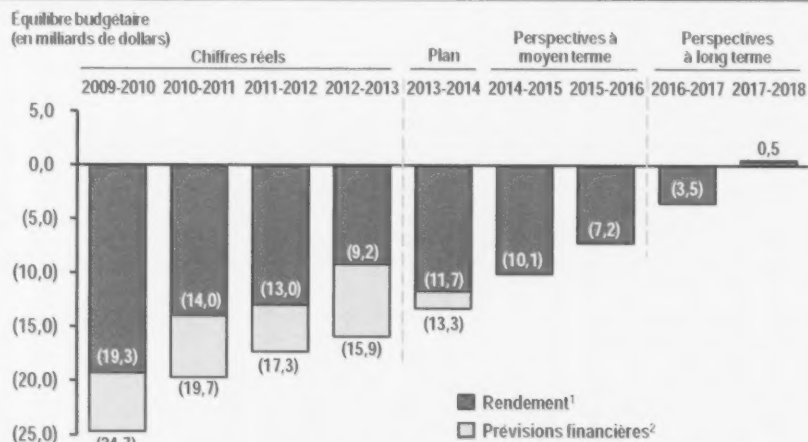
Si la conjoncture mondiale se détériore, donnant lieu à une nouvelle diminution de la croissance des revenus, le gouvernement continuera à viser en priorité de protéger les investissements dans les emplois, la croissance et les familles, et ce, avant de s'attaquer aux objectifs à court terme. Une plus forte croissance et de nouveaux emplois sont les moyens les plus sûrs et équitables de rétablir l'équilibre budgétaire. Ces investissements seront essentiels pour contribuer à favoriser la croissance nécessaire tant pour appuyer les familles ontariennes que pour générer les revenus indispensables pour appuyer l'élimination du déficit.

Pour la quatrième année de suite, le gouvernement a dépassé les objectifs de diminution du déficit qu'il avait établis après la récession mondiale de 2009 grâce aux mesures rigoureuses qu'il a mises en oeuvre pour réduire les dépenses. Selon les *Comptes publics de l'Ontario* de 2012-2013 publiés en septembre, le déficit de 2012-2013 se chiffrait à 9,2 milliards de dollars, soit 0,6 milliard de dollars de moins que ce qui avait été prévu lors de la publication du budget de 2013. Dans ce document, il est prévu que le déficit de 2013-2014 s'établira à 11,7 milliards de dollars, ce qui est conforme aux prévisions énoncées dans le budget de 2013 et une amélioration de plus de 1,0 milliard de dollars par rapport aux prévisions budgétaires de 2012 pour l'exercice 2013-2014.

L'Ontario fait toujours face à l'incertitude de l'économie mondiale qui ralentit la croissance économique et, par conséquent, limite les perspectives de revenus pour la province. À cet effet, le gouvernement : dégagera d'autres économies à la suite d'un examen des dépenses; continuera à mettre en oeuvre 60 % des recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario; envisagera d'autres outils, au besoin, pour faire en sorte que le déficit soit éliminé d'ici 2017-2018. (Pour de plus amples renseignements, consulter le chapitre VI, *Fiscalité*.)

GRAPHIQUE 1.6

# Plan de l'Ontario de 2013 visant à éliminer le déficit



<sup>1</sup> Représente les prévisions du budget de 2013 pour la période allant de 2013-2014 à 2017-2018. Pour la période allant de 2009-2010 à 2012-2013, les résultats réels sont présentés.

<sup>2</sup> Les prévisions pour la période 2010-2011 à 2013-2014 reposent sur le budget de 2010. Les prévisions pour 2009-2010 sont tirées du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2009*.

## Un gouvernement efficient et responsable

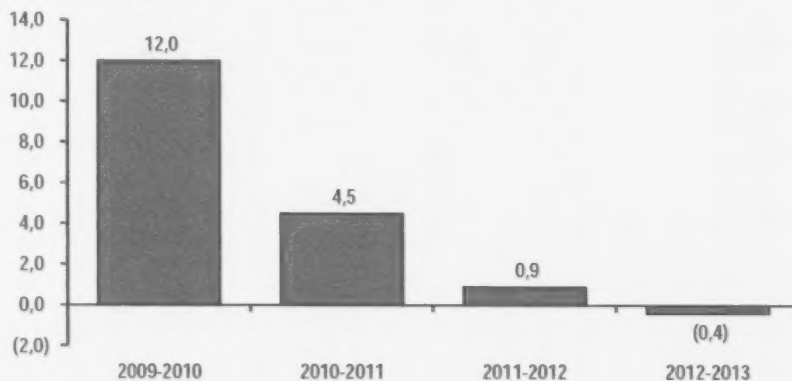
En 2011-2012, la croissance des dépenses de programmes d'une année à l'autre a été contenue à moins de 1 %. Selon les *Comptes publics de l'Ontario* de 2012-2013, le total des dépenses et le total des charges de programmes ont diminué en 2012-2013 par rapport à l'exercice précédent pour la première fois en plus de dix ans.

Comme l'indiquait la Commission de réforme des services publics de l'Ontario présidée par Don Drummond en 2012, pour éliminer le déficit d'ici 2017-2018, il est essentiel de ralentir le rythme de croissance des charges de programmes au moyen de mesures financières rigoureuses.

GRAPHIQUE 1.7

### Variation des charges de programmes d'une année à l'autre

Taux de croissance annuel  
(en pourcentage)



Source : ministère des Finances de l'Ontario

C'est en Ontario que les charges de programmes par habitant sont actuellement les plus basses parmi les provinces canadiennes et l'Ontario est aussi la province qui compte le moins d'employés du secteur public par habitant. En 2012, la dernière année pour laquelle on dispose de données, l'Ontario comptait 6,5 employés du secteur public par millier de personnes, alors que la moyenne nationale était de 9,7 employés par millier de personnes.

Dans le budget de 2013, le gouvernement a mis en place des mesures ciblées qui continueront à freiner le taux de croissance des charges de programmes d'une manière équitable et équilibrée tout en s'assurant que les services publics essentiels bénéficient de financement. Voici certaines mesures clés :

- ◆ Respecter le processus de négociation collective. Les négociations collectives améliorent la capacité des employeurs et des agents de négociation responsables d'augmenter la productivité, de maintenir les services et d'assurer la viabilité financière. Toute augmentation modeste de traitement qui est le résultat de négociations doit être absorbée par les employeurs dans les limites de l'enveloppe budgétaire et du plan financier de l'Ontario en vigueur, et ce, au moyen de gains d'efficience et de productivité ou par d'autres mesures compensatoires, afin que les niveaux de services continuent à satisfaire les besoins de la population. Tous les partenaires du secteur public doivent continuer à travailler ensemble pour maîtriser les coûts actuels et futurs liés aux rémunérations.
- ◆ Limiter à 2 % en moyenne à moyen terme le taux de croissance annuelle des dépenses en matière de santé, qui représentent actuellement 42 % des dépenses de programmes de la province. Le gouvernement continuera d'aller de l'avant avec son Plan d'action en matière de soins de santé afin de transformer le système de santé et d'optimiser les ressources.
- ◆ Favoriser les initiatives de réforme des prestations visant à améliorer l'accès et l'efficacité pour les Ontariennes et Ontariens, à réduire les coûts administratifs à long terme et à réaliser des économies au sein des programmes.
- ◆ Examiner la rémunération des cadres dirigeants du secteur parapublic.

## **Donner suite aux recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario**

La province poursuit la mise en oeuvre de 60 % des recommandations de la Commission de réforme des services publics de l'Ontario. La Commission a fourni de précieux conseils au gouvernement sur la meilleure façon possible de dispenser des services publics efficaces et efficients et de parvenir à un équilibre budgétaire durable. Voici quelques-unes des mesures prises récemment pour donner suite à ces recommandations :

- ◆ **Ministère de la Santé et des Soins de longue durée :**
  - ◆ Continuer à s'écarter du modèle de financement global pour les hôpitaux en augmentant la portion globale de leur budget selon un financement par patient et par activité – pour la faire passer de 46 % en 2012-2013 à 51 % en 2013-2014.
  - ◆ Maximiser le recours au personnel infirmier praticien, dans le but d'accroître l'efficacité tout en maintenant l'excellence des soins, et ce, en continuant d'augmenter les investissements dans les soins à domicile et les services communautaires. De tels investissements appuieront les 26 cliniques dirigées par du personnel infirmier praticien, en Ontario. Ces cliniques sont une initiative propre à l'Ontario visant à offrir aux familles un accès plus facile et plus rapide aux soins primaires au sein de leur collectivité. À pleine capacité, ces cliniques devraient desservir plus de 40 000 patients à travers l'Ontario.
  - ◆ Accroître l'accès aux services de physiothérapie subventionnés dispensés dans des cliniques qui offriront à plus de 200 000 patients et personnes âgées un meilleur accès à des services de physiothérapie, des programmes d'exercice et des cours de prévention des chutes de grande qualité.
  - ◆ Élargir le champ d'exercice des pharmaciens afin de leur permettre de donner le vaccin antigrippal, de prescrire des médicaments contre le tabagisme et de montrer comment utiliser un inhalateur contre l'asthme ou comment injecter de l'insuline.



- ◆ Ministère de la Santé et des Soins de longue durée et ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse :
  - ◆ Continuer à mettre en oeuvre une série de recommandations du Comité d'experts pour la santé des enfants afin d'assurer à tous les enfants un bon départ sur le chemin d'une vie saine au sein d'une communauté saine. Le gouvernement a commencé à donner suite aux recommandations du Comité dès le budget de 2013, par les mesures suivantes :
    - ◆ offrir aux nouvelles mères qui en ont besoin un meilleur soutien à l'allaitement;
    - ◆ s'engager à déposer des mesures législatives, après avoir consulté les secteurs de l'industrie alimentaire et des services de santé, pour aider les parents et leurs enfants à faire des choix plus sains en affichant le nombre de calories sur les menus des grandes chaînes de restaurants;
    - ◆ élargir le Programme de bonne nutrition des élèves en servant des repas et des collations plus nutritifs aux enfants et aux jeunes dans les écoles élémentaires et secondaires et dans les organismes communautaires partout en Ontario;
    - ◆ élargir le Programme ontarien d'activités après l'école afin d'offrir à 650 enfants et jeunes de plus la possibilité de participer à des programmes qui encouragent la pratique des sports ainsi qu'un mode de vie sain et actif.
- ◆ Ministère de la Formation et des Collèges et Universités :
  - ◆ S'attaquer au problème de l'excédent de personnel enseignant en Ontario dans le cadre des modifications au programme de formation des enseignants annoncées en juin dernier. Le programme amélioré prolongera le temps d'apprentissage qui passera de deux à quatre semestres et augmentera la durée des stages en classe qui passera d'un minimum de 40 jours à un minimum de 80 jours, à compter de septembre 2015. En plus de ces modifications, les admissions seront réduites de 50 %.
  - ◆ Établir des conventions de mandat pluriannuelles avec les universités et les collèges, afin de différencier davantage le système et de réduire au minimum le double emploi. Le ministère de la Formation et des Collèges et Universités a récemment publié l'ébauche de son Projet de cadre stratégique de l'Ontario pour la différenciation.

- ◆ **Ministère des Finances :**
  - ◆ Réduire graduellement le Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario (FPMO) pour le ramener à 500 millions de dollars d'ici 2016. Globalement, le soutien provincial accordé aux municipalités continue d'augmenter, les prises en charge provinciales faisant plus que compenser la réduction du financement du FPMO.
  - ◆ Établir un Comité d'examen des programmes de soutien opérationnels qui examinera et évaluera les programmes ontariens de soutien aux entreprises, y compris les crédits d'impôt.
- ◆ **ServiceOntario :**
  - ◆ Diriger les clients vers des mécanismes plus pratiques et moins coûteux. Grâce aux nouvelles fonctionnalités, la population ontarienne a accès à plus de services gouvernementaux en ligne, ce qui en améliore l'accès tout en exploitant au maximum les capacités de ServiceOntario. L'Ontario est la première province au Canada à offrir le service de renouvellement du permis de conduire par Internet.
- ◆ **Ministère des Services sociaux et communautaires :**
  - ◆ Prendre les mesures initiales afin de mettre en oeuvre les recommandations proposées par la Commission d'examen du système d'aide sociale de l'Ontario préconisant l'élimination des obstacles et encourageant la participation au marché du travail. En septembre 2013, l'Ontario a mis en oeuvre un certain nombre de mesures de réforme, dont notamment celles portant sur l'augmentation des liquidités que les personnes seules participant au programme Ontario au travail sont autorisées à retenir, soit jusqu'à 2 500 \$ (comme, par exemple, de l'argent comptant et des comptes en banque), sans que leur admissibilité au programme ne soit touchée.
- ◆ **Ministère des Services à l'enfance et à la jeunesse :**
  - ◆ Poursuivre la mise en oeuvre des réformes du secteur des services de bien-être de l'enfance par l'introduction en avril 2013 d'un nouveau modèle de financement et d'un nouveau mode de responsabilisation qui comprendra éventuellement un modèle pour mesurer les résultats obtenus par les enfants et les jeunes et pour en rendre compte.
  - ◆ Fournir à 800 enfants et jeunes de plus qui vivent dans des collectivités rurales, éloignées et mal desservies un accès à des consultations de santé mentale par vidéoconférence à compter de cet automne.

Misant sur ses initiatives antérieures visant à accroître l'efficacité et la responsabilisation, le gouvernement entend dégager d'autres économies à la suite d'un examen des dépenses.

L'examen abordera des propositions supplémentaires qui ont été recommandées par la Commission tout en examinant les moyens d'accélérer la mise en oeuvre d'autres mesures.

### **Rémunération dans le secteur public**

Puisque plus de la moitié des dépenses gouvernementales est consacrée aux salaires et avantages sociaux, la gestion des coûts de la rémunération dans le secteur public est un élément important du plan visant à éliminer le déficit et à protéger les services de première ligne sur lesquels comptent les familles de l'Ontario. Tel qu'il est indiqué dans le budget de 2013, les coûts liés à la rémunération doivent être gérés à l'intérieur du contexte financier actuel de l'Ontario.

Le gouvernement continue de respecter le processus de négociation collective. Les négociations collectives améliorent la capacité des employeurs et des agents de négociation responsables d'augmenter la productivité, de maintenir les services et d'assurer la viabilité financière. Toute augmentation de traitement modeste qui est le résultat de négociations doit être absorbée par les employeurs dans les limites de l'enveloppe budgétaire et du plan financier de l'Ontario en vigueur, et ce, au moyen de gains d'efficience et de productivité ou d'autres mesures compensatoires, afin que les niveaux de services continuent à satisfaire les besoins de la population. Tous les partenaires du secteur public doivent continuer à travailler ensemble pour maîtriser les coûts actuels et futurs liés aux rémunérations.

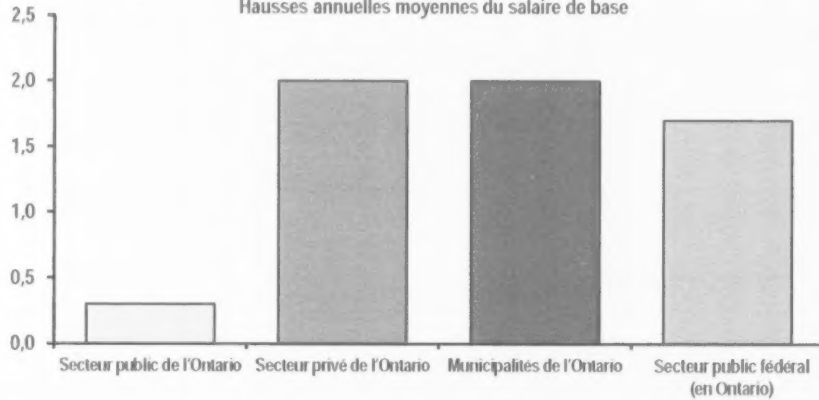
Les négociations collectives ont donné des résultats. En effet, les règlements conclus dans le secteur public de l'Ontario sont inférieurs à la moyenne des règlements conclus dans le secteur privé, au palier municipal et dans le secteur public fédéral.

GRAPHIQUE 1.8

### Règlements salariaux en Ontario

En pourcentage

Hausses annuelles moyennes du salaire de base



*Nota :* Les données renvoient aux conventions couvrant plus de 150 employés ratifiées entre le 17 juillet 2012 et le 2 octobre 2013.

*Sources :* ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario et ministère du Travail de l'Ontario.

## **Rémunération des cadres et des députés provinciaux**

Le gouvernement a gelé les salaires de certains cadres désignés des hôpitaux, des universités, des collèges, des conseils scolaires et des compagnies d'électricité appartenant à l'Ontario.

Tous les aspects des régimes de rémunération sont gelés, et les salaires de base ne peuvent pas être augmentés. En outre, les enveloppes globales de rémunération au rendement chez certains employeurs désignés sont gelées. Ces mesures de restriction seront en place jusqu'à ce que le déficit ait été éliminé. Le salaire des députés provinciaux continuera d'être gelé, ce qui portera à cinq ans la durée totale du gel en cours.

Le gouvernement modernise les structures de rémunération des cadres supérieurs du secteur parapublic. Ces mesures tiennent compte d'études sectorielles sur la rémunération dans le but de moderniser les structures de rémunération, et notamment d'envisager des repères intersectoriels appropriés, des grilles de salaires et des plafonds sans exception afin de tenir les cadres responsables des résultats et de l'atteinte des objectifs visés par le gouvernement et par leur conseil d'administration.

Les pratiques actuelles en matière de rémunération des fonctionnaires nommés sont aussi en cours d'examen, y compris les conseillers spéciaux et les personnes nommées à des organismes réglementés et d'autres organismes à court terme en conformité avec la directive visant les nominations.

## **Modifications du système de santé**

Depuis le lancement du Plan d'action de l'Ontario en matière de soins de santé, le gouvernement a réalisé d'importants progrès dans la transformation des services de santé en un système de haute qualité et durable afin de gérer la croissance des dépenses en matière de santé. Tout en garantissant que les Ontariennes et les Ontariens tirent le maximum de chaque dollar consacré à la santé, la stratégie de l'Ontario propose des options de soins de santé à proximité du domicile, améliore les mesures de soutien pour les personnes âgées et encourage les modes de vie sains.

Le financement du système de santé ne peut pas continuer à croître au même rythme que par le passé. La province est déterminée à gérer la croissance du financement des soins de santé, pour la maintenir à moyen terme à 2 % en moyenne par année, tout en continuant à améliorer l'intégration, à offrir de nouvelles méthodes de prestation de services, à mettre en oeuvre de nouveaux modèles de financement et à offrir plus de services en milieu communautaire aux patients ayant des besoins complexes.

Même si un défi de taille se profile à l'horizon, des progrès considérables ont déjà été réalisés, notamment les suivants :

- ◆ Mettre en oeuvre un modèle de financement des hôpitaux transparent et centré sur les patients pour encourager la prestation efficiente des services.
- ◆ Continuer d'orienter le financement là où l'on peut démontrer que les ressources sont optimisées et que la qualité est améliorée.
- ◆ Renforcer la coordination des soins pour les patients ayant de grands besoins – jusqu'à maintenant, l'Ontario a créé 37 maillons santé, un nouveau modèle favorisant la collaboration entre fournisseurs de soins de santé et qui est susceptible de réduire les visites inutiles ou répétées à l'hôpital pour les patients ayant des besoins complexes.
- ◆ Financer deux nouveaux centres de naissance dirigés par des sages-femmes et déléguer les interventions de routine pratiquées dans les hôpitaux aux cliniques communautaires spécialisées sans but lucratif, en commençant par les soins de la vue. Ces cliniques peuvent servir plus de patients plus rapidement et à moindre coût, tout en produisant d'excellents résultats.
- ◆ Continuer à mettre en oeuvre les principales recommandations du rapport du D<sup>r</sup> Samir Sinha, *Vivre bien et plus longtemps*, en augmentant les investissements dans les services de soins dispensés à domicile et en milieu communautaire pour mieux répondre aux besoins des patients et réduire les soins dispensés en milieu hospitalier qui sont nettement plus coûteux. Faisant fond sur cet engagement, le gouvernement augmentera le financement global destiné aux services de soins à domicile et en milieu communautaire de plus de 5 % en moyenne par année au cours des trois prochaines années.
- ◆ Négocier et mettre en oeuvre une nouvelle Entente sur les services de médecin avec l'Ontario Medical Association. En vigueur jusqu'en mars 2014, cette entente représente des économies cumulatives nettes sur deux ans d'environ 295 millions de dollars en services de médecins et de 100 millions de dollars d'économies pour le système de santé général dans le souci de maîtriser les dépenses en matière de santé. Ces économies permettent de faire des investissements dans de meilleurs soins pour la population de l'Ontario, y compris des soutiens pour des consultations en ligne entre patients, médecins et spécialistes.
- ◆ Investir dans l'ajout de 30 000 visites à domicile par des fournisseurs de soins primaires.
- ◆ Financer l'ajout de 3 millions d'heures de préposés aux services de soutien personnel au cours des trois prochaines années pour aider les personnes âgées à accomplir leurs activités quotidiennes et à vivre en santé chez elles. Cet investissement améliorera la qualité de vie de 90 000 personnes âgées en plus.



### **Efficiencia et modernisation des conseils scolaires**

Dans le budget de 2013, la province a annoncé la mise en oeuvre d'une stratégie comportant des mesures d'économies et de modernisation pour atteindre la viabilité à long terme en matière de financement des conseils scolaires.

Le ministère de l'Éducation invite les parties intéressées à y participer et collabore avec les conseils scolaires pour son élaboration.

Le ministère a mené pendant plusieurs années des examens opérationnels de l'ensemble des 72 conseils scolaires à travers la province, en commençant en 2007. Les examens opérationnels avaient pour but d'améliorer la capacité de gestion au sein des conseils scolaires, en encourageant la bonne gestion des ressources publiques et en encourageant l'adoption et le partage de pratiques exemplaires.

### **Gérer la taille de la fonction publique de l'Ontario**

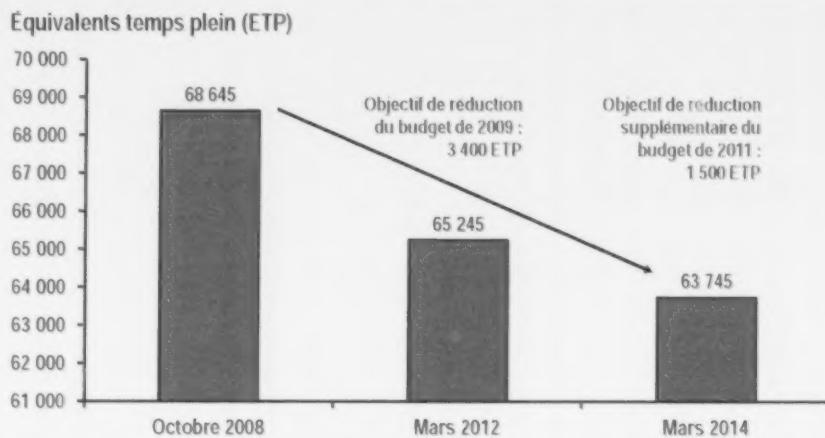
Le gouvernement reconnaît le rôle important que joue la fonction publique de l'Ontario (FPO) dans la prestation des services essentiels aux citoyens et dans l'avancement de la province.

Dans son budget de 2009, le gouvernement avait annoncé des mesures visant à réduire de 5 % la taille de la FPO, ce qui équivaut à quelque 3 400 équivalents temps plein, sur trois ans, par attrition et d'autres mesures. Cet objectif a été atteint le 31 mars 2012.

Dans le budget de 2011, le gouvernement avait augmenté cet objectif en s'engageant à faire des réductions supplémentaires de 1 500 équivalents temps plein d'ici le 31 mars 2014. Il est sur la bonne voie pour remplir cet engagement.

GRAPHIQUE 1.9

Niveaux de dotation de la fonction publique de l'Ontario



Source : ministère des Services gouvernementaux de l'Ontario

## **Accroître la responsabilisation**

### ***Responsabilité des organismes***

Le gouvernement a renforcé la Directive sur l'établissement et l'obligation de rendre compte en adoptant une démarche axée sur les risques pour la surveillance des organismes réglementés. Le gouvernement a aussi pris des mesures relatives aux recommandations formulées dans le Rapport de la conseillère spéciale en matière d'organismes pour améliorer la gouvernance des organismes réglementés.

La nouvelle Directive exige que les ministères entreprennent annuellement une évaluation des risques pour les organismes réglementés. Par ailleurs, les ministères mèneront des examens du mandat de certains organismes opérationnels afin d'évaluer leur efficacité. Au cours des prochaines années, les ministères entreprendront des examens du mandat de tous les organismes réglementés en vue d'appuyer la concrétisation des priorités du gouvernement. Le gouvernement perfectionne aussi la formation des personnes nommées en matière de gouvernance des conseils de sorte à accroître la responsabilisation.

Pour prouver son engagement, le gouvernement commencera à établir des points de référence pour les entreprises publiques comme la Régie des alcools de l'Ontario (LCBO), la Société des loteries et des jeux de l'Ontario (OLG), Ontario Power Generation, Hydro One et d'autres organismes. Les ministères feront rapport annuellement sur le rendement des entreprises dont ils ont la responsabilité.

### **Directeur de la responsabilité financière**

Le gouvernement reconnaît la nécessité de la transparence et de la responsabilité financières afin que l'Assemblée législative et la population ontarienne disposent des renseignements nécessaires pour comprendre la situation financière de la province. Le texte de loi créant le poste de directeur de la responsabilité financière a reçu la sanction royale en septembre, ce qui fait de l'Ontario la première province au Canada à avoir établi ce genre de poste. Aux termes de la *Loi de 2013 créant le poste de directeur de la responsabilité financière*, le directeur de la responsabilité financière est investi du mandat suivant :

- ◆ fournir à tous les députés de l'Assemblée une analyse indépendante de la situation financière de la province, notamment du budget de l'Ontario, et étudier les tendances de l'économie provinciale et nationale;
- ◆ à la demande d'un comité législatif ou d'un député, effectuer d'autres types de recherches, y compris analyser et estimer les coûts ou avantages financiers pour la province de toute proposition qui se rapporte à une question relevant de la Législature, comme un projet de loi d'intérêt public ou une proposition présentée par des députés.

## **Des choix équilibrés**

Un examen de la gestion des dépenses sera mené afin de trouver les moyens de réaliser des économies plus substantielles pour appuyer le plan du gouvernement visant à maîtriser les dépenses. Les conclusions de cet examen renseigneront le gouvernement sur la voie à suivre pour atteindre l'équilibre financier, tout en transformant les services publics en vue d'accroître les gains d'efficience et d'améliorer les résultats.

---

### **Examen des dépenses**

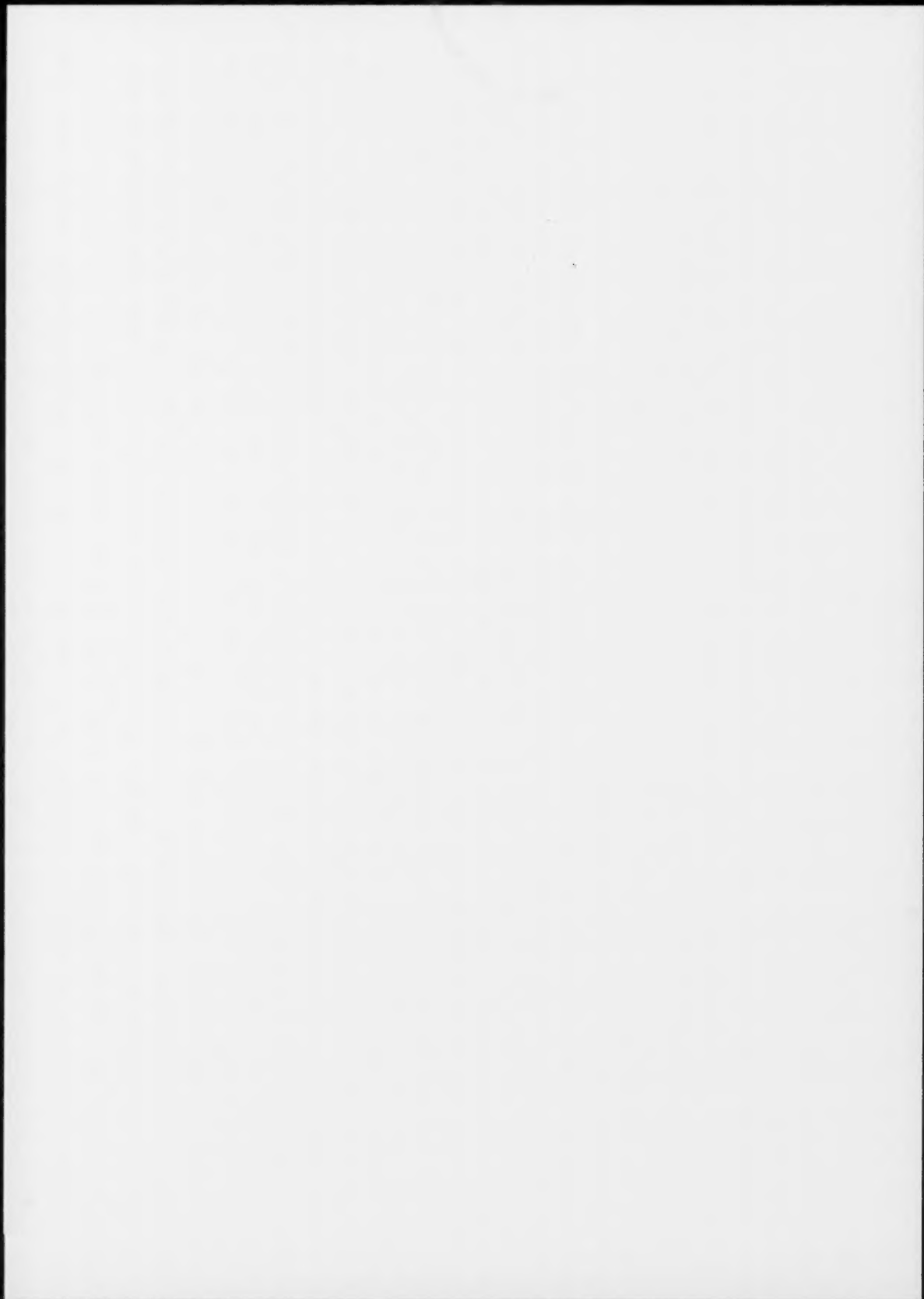
- Dans le cadre des démarches d'efficacité en vigueur, un examen de la gestion des dépenses éclairera l'élaboration du budget de 2014. Ce travail s'ajoute aux progrès considérables que le gouvernement a déjà accomplis pour freiner la croissance des dépenses. C'est en Ontario que les dépenses de programmes par habitant sont les plus basses de toutes les provinces du Canada.
  - L'examen des dépenses tiendra compte des recommandations de la Commission de réforme des services publics qui n'ont pas encore été totalement mises en oeuvre et celles dont la mise en oeuvre pourrait être accélérée, ainsi que d'autres stratégies visant à dégager plus d'économies en vue de libérer des ressources pour protéger les services publics essentiels. L'examen ne prendra pas en compte les recommandations de la Commission qui ont déjà été rejetées par le gouvernement étant donné qu'elles ne correspondent pas aux priorités des familles ontariennes.
- 

Le gouvernement examinera aussi l'utilité d'autres outils, au besoin, pour rétablir l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018, mais évitera les compressions générales qui risquent de mettre en péril les services publics essentiels ainsi que les hausses irresponsables d'impôts qui nuiraient à la création d'emplois.

PERSPECTIVES  
ÉCONOMIQUES







## Points saillants

- ☑ Selon les projections du gouvernement, la croissance du PIB réel devrait être de 1,3 % en 2013 et se raffermir pour atteindre 2,1 % en 2014.
  - ✦ Les projections pour 2013 et pour 2014 sont inférieures de 0,2 point de pourcentage aux prévisions du budget de 2013.
- ☑ Selon les projections du secteur privé, la croissance moyenne du PIB réel devrait être de 1,4 % en 2013 et se chiffrer à 2,2 % en 2014.
  - ✦ Depuis le budget de 2013, les prévisions du secteur privé en ce qui a trait à la croissance du PIB réel de l'Ontario ont baissé de 0,2 point de pourcentage en 2013 et en 2014.
- ☑ Le nombre d'emplois nets créés depuis le creux de la récession en juin 2009 s'élève à 475 600.



## Aperçu

L'économie de l'Ontario continue de croître, bien qu'à un rythme modéré. L'incertitude économique à l'échelle mondiale a contribué à une croissance contenue des exportations et des investissements des entreprises, ralentissant le rythme global de la croissance de l'économie dans la province. À mesure que la croissance mondiale se raffermira, les exportations de l'Ontario reprendront de la vigueur et stimuleront les investissements des entreprises. Les dépenses des ménages, qui représentent près de 60 % de l'activité économique, devraient aussi augmenter modestement.

Aux fins de l'établissement du plan financier de l'Ontario, le ministère des Finances suppose que le produit intérieur brut (PIB) réel croîtra de 1,3 % en 2013, de 2,1 % en 2014 et de 2,5 % en 2015 et 2016<sup>1</sup>. En comparaison, au moment du dépôt du budget de 2013, on avait prévu que la croissance du PIB réel serait de 1,5 % en 2013, de 2,3 % en 2014 et de 2,4 % en 2015 et en 2016.

**TABLEAU 2.1 Perspectives économiques de l'Ontario**  
(en pourcentage)

	2010	2011	2012	2013p	2014p	2015p	2016p
Croissance du PIB réel	3,3	1,8	1,5	1,3	2,1	2,5	2,5
Croissance du PIB nominal	5,1	4,8	3,0	2,5	3,8	4,3	4,3
Croissance de l'emploi	1,7	1,8	0,8	1,5	1,4	1,6	1,5
Inflation de l'IPC	2,5	3,1	1,4	1,1	1,8	2,0	2,0

p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

<sup>1</sup> Selon les données disponibles le 24 octobre 2013.

Bien que des prévisions de croissance modérée, mais soutenue, constituent une prémisse raisonnable pour la planification, l'économie mondiale présente des risques considérables. Une reprise émergente, mais fragile, aux États-Unis pourrait être minée par un climat de discord politique persistant qui a nourri l'incertitude et donné lieu à une fermeture partielle du gouvernement américain pendant 16 jours en octobre. On pourrait assister à une nouvelle fermeture si une entente n'est pas conclue d'ici le 15 janvier 2014 et à un nouveau conflit sur le plafond de la dette, qui sera encore une fois atteint en février 2014.

En outre, le retrait progressif des mesures de relance monétaire exceptionnelles de la Réserve fédérale américaine pourrait entraîner une volatilité accrue des marchés des capitaux. En Europe, on observe des signes qui, bien que modestes, laissent présager une amélioration de la situation économique, même si un certain nombre de pays continuent de faire face à d'importantes difficultés budgétaires.

## Évolution récente de l'économie

L'économie de l'Ontario continue de créer des emplois. Durant les neuf premiers mois de 2013, il y a eu une augmentation du nombre d'emplois de 105 600 (+1,6 %) comparativement à la même période l'année précédente. Les postes à temps plein et dans le secteur privé représentent la majorité des gains réalisés dans le secteur de l'emploi jusqu'ici cette année.

Le taux de chômage continue à diminuer en Ontario et a baissé de 0,4 point de pourcentage depuis le début de l'année, pour s'établir à 7,3 % en septembre 2013, soit un niveau bien inférieur au sommet de 9,4 % atteint au plus fort de la récession en juin 2009.

Durant le deuxième trimestre de 2013, le PIB réel de l'Ontario a progressé de 0,6 %. Les importants gains enregistrés dans le secteur des exportations internationales et les dépenses soutenues des ménages ont contribué à stimuler l'économie de l'Ontario durant le deuxième trimestre.

Si l'on se fie aux perspectives des économistes du secteur privé, que viennent corroborer les récentes données économiques, il semblerait que l'économie de l'Ontario soit en bonne voie de continuer à croître durant la deuxième moitié de 2013 et pendant le reste de la période de prévision.



## Rendement économique de l'Ontario depuis la récession

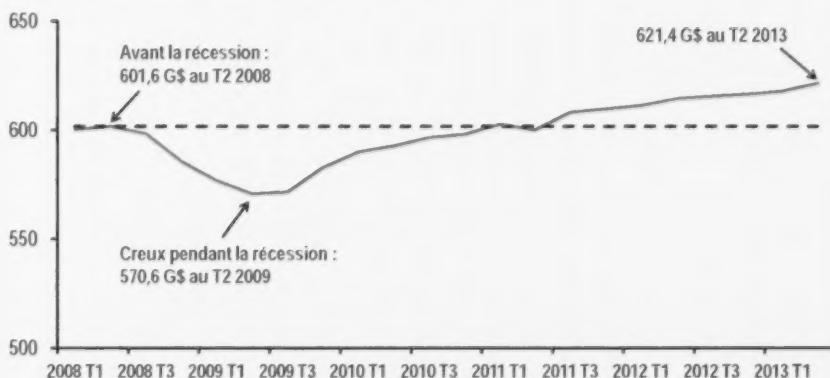
L'économie ontarienne a été durement frappée par la récession mondiale, le produit intérieur brut (PIB) de l'Ontario ayant chuté de 5,2 % entre le deuxième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2009. Le niveau d'emploi a baissé de 4,0 %, soit une perte nette de 266 000 emplois, entre septembre 2008 et le creux de la récession en juin 2009.

Les investissements publics dans l'infrastructure en vue de stimuler l'économie, les investissements des entreprises dans les immobilisations de production et une forte croissance dans la construction résidentielle ont soutenu la reprise en Ontario. Les principaux indicateurs économiques, y compris le PIB réel et l'emploi, sont bien au-delà des niveaux d'avant la récession. Le PIB réel de l'Ontario a augmenté de 8,9 % depuis le creux de la récession et, au deuxième trimestre de 2013, il était supérieur de 3,3 % au taux record enregistré avant la récession. Mais, compte tenu du rythme modeste de la reprise, bien des ménages et des entreprises se sentent toujours vulnérables en raison de l'incertitude qui règne au sein de l'économie mondiale et des retombées que cela pourrait avoir sur leur avenir.

GRAPHIQUE 2.1

### PIB réel de l'Ontario depuis la récession de 2008-2009

(en milliards de dollars de 2007)



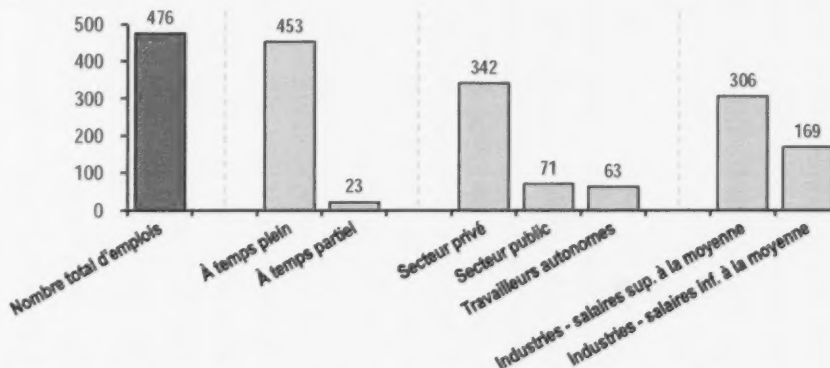
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Depuis le creux survenu pendant la récession en juin 2009, 475 600 emplois nets ont été créés. Plus de 95 % des gains dans le secteur de l'emploi depuis la fin de la récession sont attribuables aux 452 900 emplois à temps plein récupérés, tandis que le nombre d'emplois nets à temps partiel a augmenté de 22 800. La majorité des nouveaux emplois nets a été créée dans le secteur privé et dans des industries où le salaire est supérieur à la moyenne. En septembre 2013, l'Ontario comptait 209 800 emplois de plus que lors du sommet atteint avant la récession en septembre 2008. Le taux de chômage en Ontario a aussi baissé, passant du sommet de 9,4 % enregistré pendant la récession en juin 2009 à 7,3 % en septembre 2013.

GRAPHIQUE 2.2

Les emplois créés sont surtout des emplois à temps plein dans le secteur privé offrant un salaire supérieur à la moyenne

Emplois créés depuis juin 2009  
(en milliers)



*Note :* Les industries offrant un salaire supérieur à la moyenne sont celles où le salaire est supérieur aux gains horaires moyens de toutes les industries.

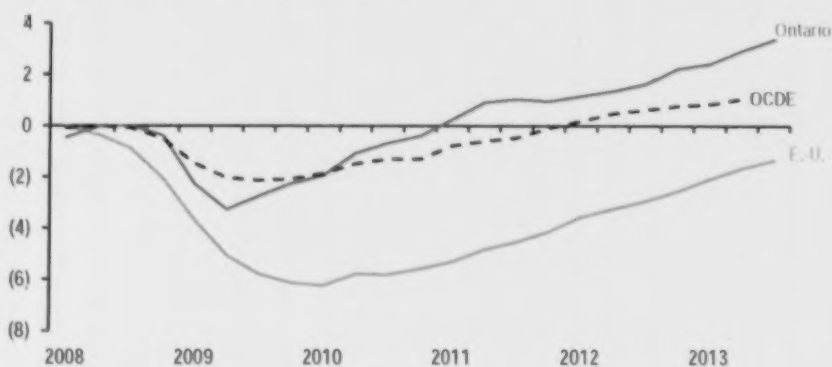
*Sources :* Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Depuis juin 2009, l'Ontario crée des emplois à un rythme supérieur à celui de la plupart des économies développées, y compris les États-Unis, et à la moyenne dans les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). De plus, depuis juin 2009, le rythme de la création d'emplois en Ontario est plus rapide que dans tous les États des Grands Lacs et le reste du pays pris ensemble.

GRAPHIQUE 2.3

La reprise de l'emploi en Ontario devance celle aux É.-U. et la moyenne des pays de l'OCDE

Emploi  
(variation en pourcentage depuis le sommet atteint)



Sources : Statistique Canada, U.S. Bureau of Labor Statistics et OCDE

## **Évolution et perspectives de l'économie mondiale**

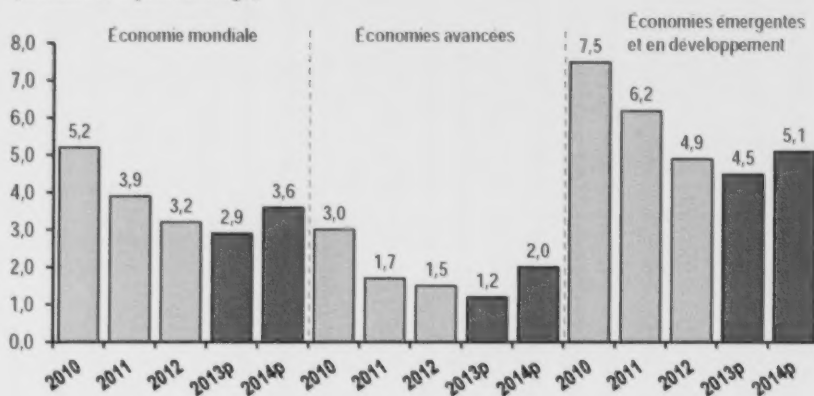
L'économie mondiale continue de croître à un rythme modéré. Cependant, on s'attend à ce que la croissance du PIB réel, qui atteignait 3,2 % en 2012, passe à 2,9 % cette année. Aux États-Unis, les hausses d'impôt et les compressions de dépenses ont freiné considérablement la croissance dans son ensemble, tandis qu'en Europe, l'économie commence à peine à sortir d'une récession qui a sévi pendant six trimestres. Le rythme de croissance dans les principales économies émergentes a également ralenti, en partie en raison d'une volatilité financière accrue, reflétant en cela la réduction progressive prévue des mesures de relance monétaire exceptionnelles aux États-Unis.

La croissance économique mondiale devrait reprendre de la vigueur en 2014. Aux États-Unis, on s'attend à ce que l'économie se raffermisse graduellement. En Europe, on prévoit la poursuite d'une modeste reprise, bien que la faiblesse de la demande, les hauts taux de chômage et les difficultés budgétaires continuent de présenter des risques importants. Quant à la croissance en Chine, elle devrait continuer d'être relativement robuste, malgré la transition vers une économie davantage axée sur la consommation. On prévoit également un raffermissement de l'économie dans d'autres marchés émergents, qui profiteront de la hausse de la demande à l'échelle mondiale.

GRAPHIQUE 2.4

## La croissance de l'économie mondiale reprendra

Croissance du PIB réel  
(variation en pourcentage)



p = projection du Fonds monétaire international  
Source : Fonds monétaire international (octobre 2013)

## L'économie américaine

L'économie américaine a connu un rythme de croissance inégal durant la première moitié de 2013, puisqu'elle a dû composer avec des hausses d'impôt, des compressions budgétaires et la volatilité des marchés des capitaux. Toutefois, l'élan qui sous-tend l'économie de nos voisins du Sud s'est révélé résilient. Les gains dans le secteur de l'emploi, qui se chiffrent jusqu'ici cette année en moyenne à environ 180 000 emplois par mois, ont soutenu une hausse de la consommation des ménages. Les ventes de véhicules automobiles ont rebondi, et le marché du logement demeure à la hausse.

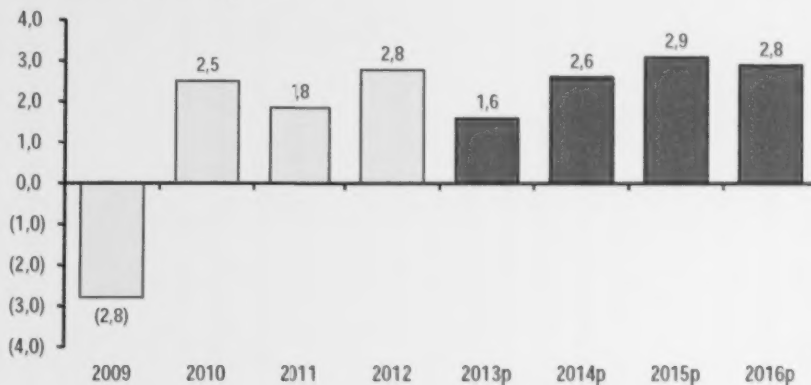
Les taux d'intérêt à long terme ont augmenté depuis avril, dénotant en cela le retrait prévu des mesures de relance monétaire de la Réserve fédérale américaine. Le rendement des bons du Trésor sur 10 ans a augmenté, passant d'un creux de 1,7 % en avril à un sommet de 3,0 % au début du mois de septembre. Les taux d'intérêt ont en partie reculé, maintenant que l'on s'attend à ce que la Réserve fédérale retarde le début de son désengagement graduel.

Le prix des maisons aux États-Unis dépasse maintenant d'environ 16 % les récents creux enregistrés. Les gains soutenus sur le plan de l'emploi ainsi que la hausse des prix des logements et du cours des actions ont concouru à redresser la situation financière des consommateurs. L'avoir net des ménages a plus que regagné le terrain perdu durant la récession, ce qui contribue à soutenir les dépenses de consommation et l'investissement résidentiel.

GRAPHIQUE 2.5

## Raffermissement de la reprise aux É.-U.

Croissance du PIB réel  
(variation en pourcentage)



p = projection.

Sources : U.S. Bureau of Economic Analysis et *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2013).

Le PIB réel des États-Unis devrait s'accroître de 1,6 % cette année et afficher une croissance moyenne de 2,8 % entre 2014 et 2016. On prévoit que la situation de l'emploi s'améliorera quelque peu, le taux de chômage devant passer de 7,5 % en 2013 à 6,1 % d'ici 2016.

Même si les marchés d'exportation de l'Ontario se sont diversifiés au cours des dernières années, les États-Unis demeurent de loin le partenaire commercial le plus important de l'Ontario. Le marché américain était la destination d'environ 78 % des exportations internationales de marchandises de la province en 2012. Les exportations ontariennes de véhicules et de pièces d'automobiles vers les États-Unis ont totalisé 54,5 milliards de dollars et représentaient environ 34 % des exportations de marchandises de l'Ontario en 2012. On s'attend à ce que les ventes dans le secteur de l'automobile aux États-Unis atteignent 15,6 millions de véhicules en 2013, soit une hausse de 8,0 % par rapport à 2012, et totalisent 16,4 millions de véhicules d'ici 2016, ce qui devrait créer un marché favorable pour les exportations de l'Ontario.



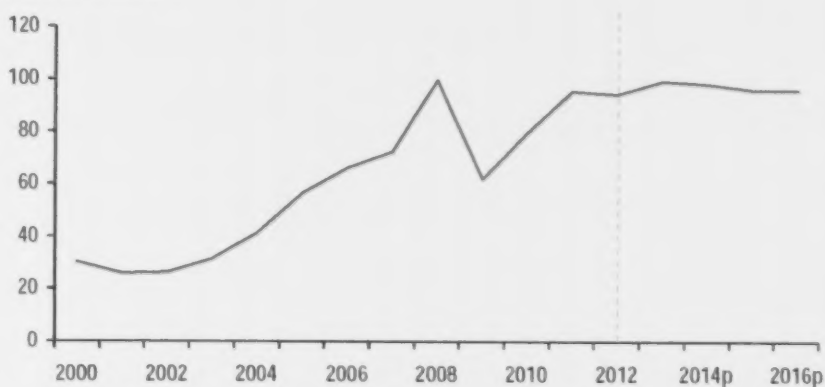
## Le prix du pétrole

Le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) s'est établi en moyenne à 98 \$US le baril cette année, ce qui représente une hausse par rapport au prix de 94 \$US en 2012. La production pétrolière devrait fortement augmenter en Amérique du Nord à moyen terme en raison des innovations technologiques dans le secteur. Toutefois, malgré cette hausse de production, l'affermissement de la demande mondiale, conjugué aux coûts élevés de la récupération des hydrocarbures, maintiendra les prix du pétrole à des niveaux relativement élevés au cours de la période de prévision. On prévoit qu'en 2014, le prix du pétrole s'établira en moyenne à 98 \$US le baril, tandis que les prévisions du secteur privé se situent dans une fourchette allant de 93 \$US à 108 \$US le baril.

GRAPHIQUE 2.6

### Le prix du pétrole devrait rester élevé

Pétrole brut West Texas Intermediate (WTI)  
(en \$US le baril)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.  
Sources : U.S. Energy Information Administration et ministère des Finances de l'Ontario.

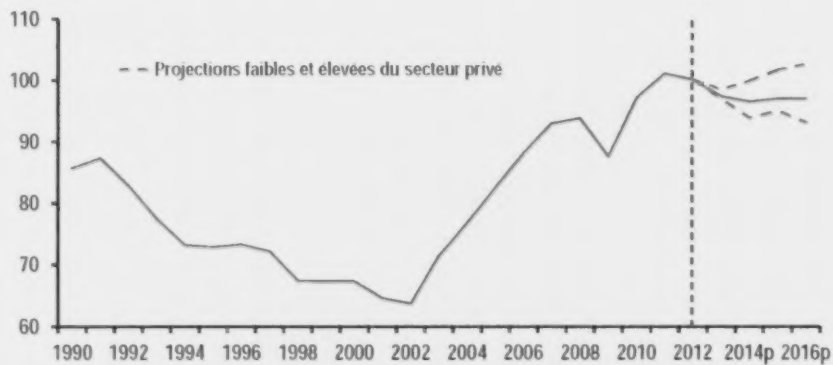
## Le dollar canadien

La valeur du dollar canadien a glissé et est passée d'un niveau frisant la parité en 2012 à une moyenne de 98 cents américains jusqu'ici en 2013. Le dollar devrait rester juste sous le niveau de parité à moyen terme, bien qu'il y ait une grande divergence d'opinions quant aux perspectives en regard de la devise canadienne. Les prévisions du secteur privé pour le taux de change Canada-États-Unis en 2016 se situent dans une fourchette allant de 103 cents américains à 93 cents américains.

GRAPHIQUE 2.7

Le dollar canadien devrait demeurer près de la parité

En cents américains



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario

Sources : Banque du Canada, enquête auprès des prévisionnistes du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2013) et ministère des Finances de l'Ontario.

## Marchés des capitaux

Les taux d'intérêt à court terme sont demeurés relativement bas parce que les banques centrales aux quatre coins du globe poursuivent des politiques accommodantes dans le but de soutenir la croissance. Les taux d'intérêt à long terme ont commencé à augmenter en anticipation du retrait graduel des mesures de relance monétaire exceptionnelles. Étant donné l'incertitude entourant le calendrier et la cadence des rajustements, il est probable que les taux d'intérêt à plus long terme demeurent volatiles. Cependant, on prévoit que les taux d'intérêt à court et à long terme continueront d'augmenter à moyen terme.

Les économistes du secteur privé s'attendent à ce que le taux d'intérêt des bons du Trésor canadiens de trois mois s'établisse en moyenne à 1,0 % cette année, passe à 1,1 % en 2014 et atteigne 2,8 % d'ici 2016. Le taux de rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada devrait augmenter graduellement pour passer de 2,3 % en 2013 à 3,8 % en 2016.

GRAPHIQUE 2.8

Les taux d'intérêt devraient augmenter graduellement

En pourcentage



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario  
Sources : Banque du Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau qui suit résume les prévisions liées principalement aux facteurs externes dont le ministère des Finances se sert pour faire ses prévisions concernant la croissance économique de l'Ontario.

**TABEAU 2.2 Perspectives liées aux facteurs externes**

	2010	2011	2012	2013p	2014p	2015p	2016p
Croissance du PIB réel mondial (en pourcentage)	5,2	3,9	3,2	2,9	3,6	4,0	4,1
Croissance du PIB réel des États-Unis (en pourcentage)	2,5	1,8	2,8	1,6	2,6	2,9	2,8
Pétrole brut West Texas Intermediate (\$ US/baril)	79	95	94	99	98	96	96
Dollar canadien (cents américains)	97,1	101,1	100,1	97,4	96,5	97,0	97,0
Taux des bons du Trésor de trois mois <sup>1</sup> (en pourcentage)	0,6	0,9	0,9	1,0	1,1	1,9	2,8
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement <sup>1</sup> (en pourcentage)	3,2	2,8	1,9	2,3	3,0	3,3	3,8

p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario fondée sur des sources externes.

<sup>1</sup> Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : Perspectives de l'économie mondiale du FMI (octobre 2013), U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2013), U.S. Energy Information Administration, Banque du Canada, enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2013) et ministère des Finances de l'Ontario.

Le tableau 2.3 présente les estimations actuelles des répercussions qu'auraient les modifications des principaux facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario, en supposant que les autres facteurs externes restent inchangés. L'écart relativement grand des répercussions découle du degré d'incertitude entourant les réactions de l'économie à ces changements dans les conditions externes.

**TABEAU 2.3 Répercussions de modifications durables aux principaux facteurs externes sur la croissance du PIB réel de l'Ontario**  
(variation en points de pourcentage)

	Première année	Deuxième année
Dépréciation du dollar canadien de 0,05 \$US	+0,1 à +0,8	+0,2 à +0,9
Hausse du prix du pétrole brut de 10 \$US le baril	-0,1 à -0,3	-0,1 à -0,3
Augmentation de la croissance du PIB réel des É.-U. de 1 point de pourcentage	+0,3 à +0,7	+0,4 à +0,8
Hausse des taux d'intérêt canadiens de 1 point de pourcentage	-0,1 à -0,5	-0,2 à -0,6

Source : ministère des Finances de l'Ontario

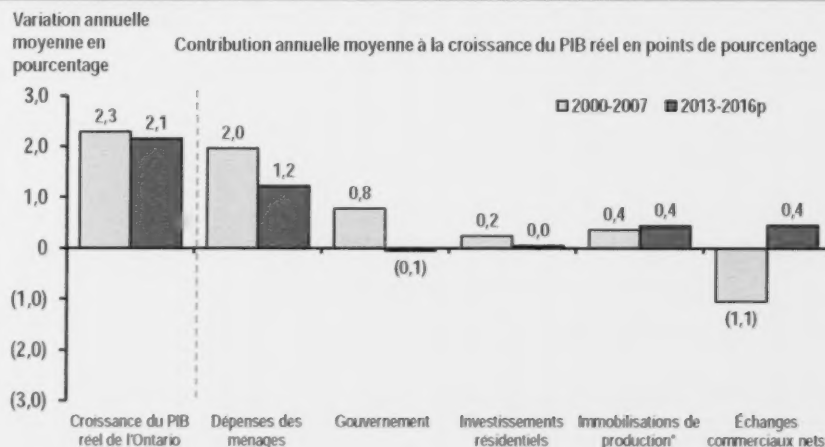
## Perspectives de croissance économique en Ontario

Le ministère des Finances prévoit que l'économie ontarienne continuera de croître à un rythme soutenu et que le PIB réel affichera une hausse de 1,3 % en 2013, de 2,1 % en 2014 et de 2,5 % en 2015 et 2016. En comparaison, lors du budget de 2013, on avait prévu que la croissance du PIB réel s'élèverait à 1,5 % en 2013, à 2,3 % en 2014, à 2,4 % en 2015 et en 2016.

Durant la période de prévision, la croissance économique sera soutenue par les gains dans le secteur des exportations et les investissements des entreprises. Les dépenses des ménages augmenteront de façon modérée, parallèlement à leur revenu.

**GRAPHIQUE 2.9**

**Les dépenses des ménages, les investissements des entreprises et les échanges commerciaux stimuleront la croissance économique**



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

\* Pour la période 2013-2016, comprend la propriété intellectuelle et les stocks.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

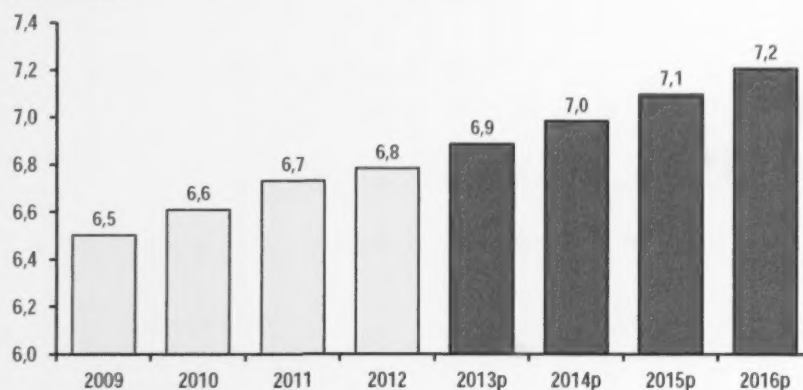


La création d'emplois devrait s'améliorer à moyen terme, avec des gains d'en moyenne 1,5 % par année durant la période de prévision. D'ici 2016, l'Ontario aura créé près de 1 million d'emplois nets par rapport à 2003. Grâce à la croissance marquée sur le plan de l'emploi, le taux de chômage diminuera progressivement pour passer d'une moyenne de 7,5 % en 2013 à 6,6 % d'ici 2016.

GRAPHIQUE 2.10

### L'emploi devrait s'accroître à moyen terme

Emplois  
(en millions)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.  
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

On prévoit que l'indice des prix à la consommation (IPC) de l'Ontario augmentera de 1,1 % en 2013, après avoir connu une hausse de 1,4 % en 2012. On prévoit que l'inflation des prix à la consommation sera de 1,8 % en 2014, pour s'élever ensuite à 2,0 % en 2015, le point médian de la fourchette cible de la Banque du Canada pour l'inflation de l'IPC au Canada.

La croissance des dépenses réelles des ménages devrait se maintenir cette année à un taux de 1,5 %, suivant en cela la hausse du revenu réel. Au cours de la période 2014-2016, la croissance des dépenses réelles des ménages devrait s'établir, en moyenne, à 2,2 % par année.

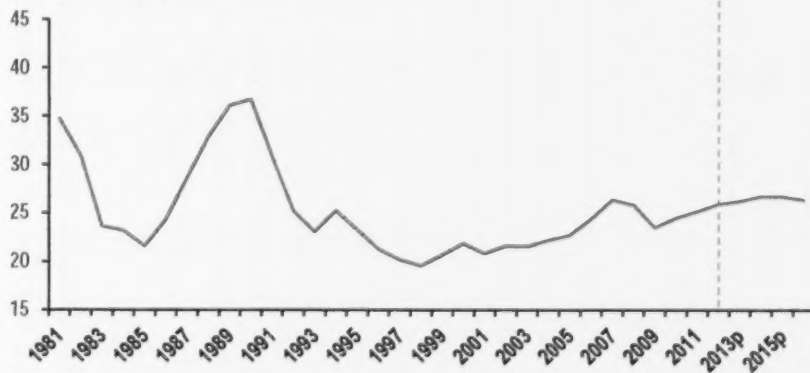
Les mises en chantier de logements devraient atteindre 59 000 en 2013, ce qui constitue une baisse par rapport au récent sommet de 77 000 enregistré en 2012. On prévoit que les ventes de logements existants demeureront essentiellement les mêmes en 2013, après avoir reculé de 2,1 % en 2012. La demande de logements neufs en Ontario continuera d'être soutenue par la croissance démographique. Il devrait y avoir en moyenne 62 500 mises en chantier de logements par année entre 2013 et 2016.

Le prix de revente moyen des maisons en Ontario devrait augmenter de 3,0 % en 2013. À partir de maintenant, on s'attend à ce qu'un marché de revente équilibré contribue à stabiliser le prix moyen des maisons. Même si on prévoit que les taux d'intérêt augmenteront à moyen terme, les coûts hypothécaires devraient demeurer abordables. Cependant, la hausse de l'endettement risque de placer certains ménages dans une position vulnérable lorsque les taux d'intérêt augmenteront.

GRAPHIQUE 2.11

## Le logement devrait demeurer abordable en Ontario

Coûts hypothécaires en proportion du revenu disponible par ménage  
(en pourcentage)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

Nota : Les coûts hypothécaires reposent sur le taux hypothécaire moyen de cinq ans, un amortissement de 25 ans et une mise de fonds de 25 %.

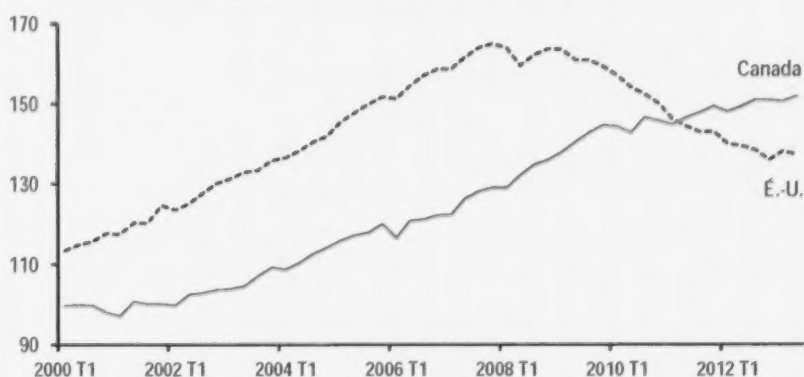
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada, Association canadienne de l'immobilier et ministère des Finances de l'Ontario.

Le ratio de la dette au revenu des ménages au Canada s'élevait à 163,4 % au deuxième trimestre de 2013. Après rajustement selon la méthode de calcul en vigueur aux États-Unis, il atteignait 151,8 %, ce qui est supérieur au ratio comparable de 137,3 % dans ce pays. Bien que le taux d'augmentation ait ralenti, le niveau d'endettement des ménages au Canada demeure élevé et freinera la demande des consommateurs au cours des prochaines années.

GRAPHIQUE 2.12

### L'endettement des ménages canadiens demeure élevé

Endettement des ménages en pourcentage du revenu disponible par ménage



*Note :* Aux fins de comparabilité, les données du Canada comprennent les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages. De plus, la définition de revenu disponible a été modifiée pour y inclure ces institutions, ainsi que les autres transferts et paiements.

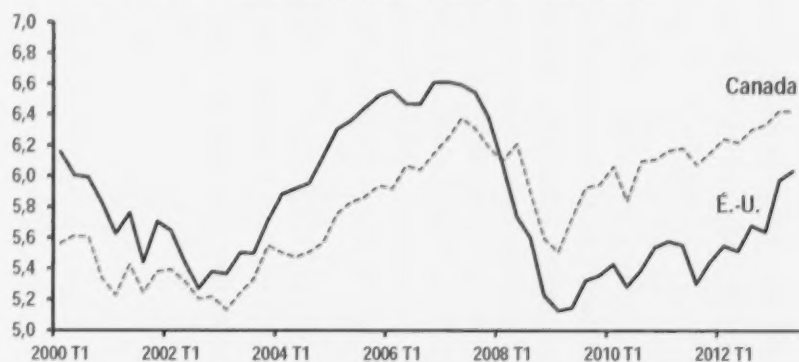
*Sources :* Statistique Canada, Réserve fédérale américaine et U.S. Bureau of Economic Analysis.

Facteur important, la hausse de la dette des ménages s'accompagne d'une augmentation encore plus grande de leur actif. Le ratio valeur nette-revenu des ménages au Canada a enregistré un sommet durant la première moitié de 2013, avec une valeur nette équivalente à plus de six fois le niveau de revenu disponible annuel. Le ratio valeur nette-revenu des ménages canadiens continue d'être supérieur au ratio comparable des États-Unis.

GRAPHIQUE 2.13

## Hausse de la valeur nette des ménages

Ratio de la valeur nette des ménages par rapport au revenu disponible



*Nota :* Aux fins de comparabilité, les données du Canada comprennent les ménages et les institutions sans but lucratif au service des ménages. De plus, la définition de revenu disponible a été modifiée pour y inclure ces institutions, ainsi que les autres transferts et paiements.

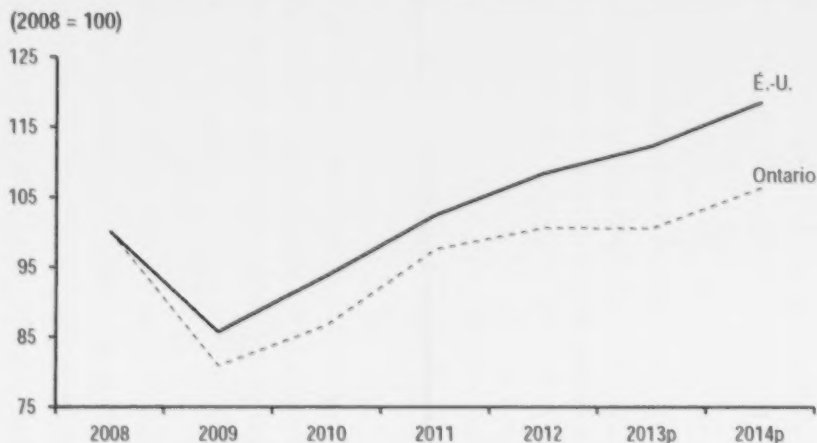
*Sources :* Statistique Canada et Réserve fédérale américaine.

Les investissements des entreprises contribuent à la croissance économique, à la création d'emplois et à la prospérité dans la province. Toutefois, l'Ontario est à la traîne des États-Unis et du reste du Canada en ce qui a trait à la part du PIB que représentent les investissements des entreprises.

Depuis le début de la reprise, les investissements de l'Ontario dans les machines et le matériel, qui constituent un déterminant clé de la productivité de la main-d'oeuvre, accusent un retard par rapport à la croissance des investissements aux États-Unis. Bien que les investissements réels de l'Ontario dans ce secteur aient augmenté, l'écart par rapport à ceux des États-Unis s'est creusé.

GRAPHIQUE 2.14

Les entreprises ontariennes sont en retard sur les entreprises américaines au chapitre des investissements dans les machines et le matériel



p = projection

Nota : Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel portent notamment sur la propriété intellectuelle.  
Sources : Statistique Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* (septembre 2013) et ministère des Finances de l'Ontario.

Au cours des dernières années, les exportations de l'Ontario ont connu une évolution considérable, tant sur le plan de leur composition que sur celui de leur destination. Entre 2007 et 2012, les exportations de services, notamment les services financiers, professionnels, scientifiques et informatiques, ont bondi de plus de 19 %. Les exportations vers d'autres provinces ont augmenté d'environ 13 %. Au cours de la même période, les exportations de marchandises vers les États-Unis ont baissé de plus de 14 %, tandis que les exportations à destination de pays autres que les États-Unis ont progressé de 23 %.

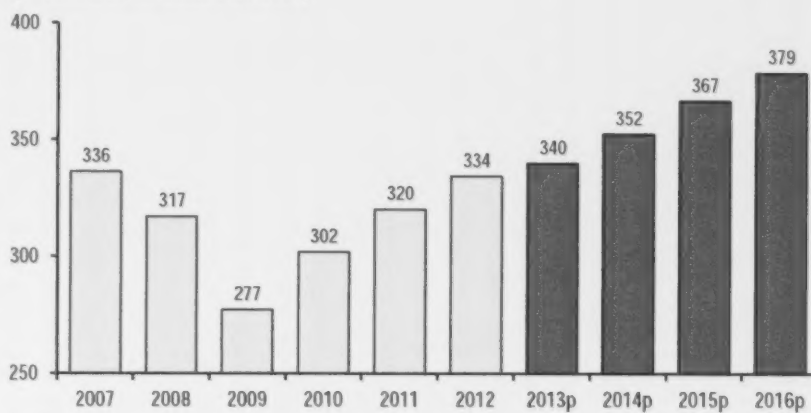
Cet important virage des exportations ontariennes devrait se poursuivre. L'économie du savoir, qui est en expansion dans la province, contribuera à l'augmentation des exportations de services. Ces dernières représentent environ 33 % des exportations totales et devraient croître à un rythme plus rapide que les exportations de marchandises. En outre, on s'attend à ce que les exportations vers les autres provinces, qui représentent environ 35 % des exportations totales de l'Ontario, se raffermissent à mesure que l'on assiste à une accélération de la croissance dans le reste du Canada. Les exportateurs de l'Ontario développent également de nouveaux marchés dans les économies émergentes en expansion rapide telles que la Chine, l'Inde et l'Indonésie. Parallèlement, la reprise soutenue de la consommation et des investissements des entreprises aux États-Unis, y compris les ventes de véhicules automobiles, favorisera également les exportations internationales de l'Ontario. Les exportations réelles devraient augmenter en moyenne de 3,2 % par année entre 2013 et 2016, soit à un rythme supérieur à celui de 2,4 % prévu pour les importations. Cela entraînera une amélioration des échanges commerciaux nets de l'Ontario et contribuera à la croissance économique générale.



GRAPHIQUE 2.15

### Les exportations devraient augmenter

(en milliards de dollars de 2007)



p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.  
Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

## Détails des perspectives économiques de l'Ontario

Le tableau suivant fournit des précisions sur les perspectives économiques du ministère des Finances pour les années 2013 à 2016.

**TABEAU 2.4 Économie de l'Ontario, de 2011 à 2016**  
(variation en pourcentage)

	Chiffres réels		Projection			
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>Produit intérieur brut réel</b>	1,8	1,5	1,3	2,1	2,5	2,5
Consommation des ménages	2,3	1,4	1,5	2,1	2,2	2,2
Construction résidentielle	3,9	6,7	0,2	(0,9)	1,0	2,4
Construction non résidentielle	8,0	0,4	(0,6)	3,4	3,2	3,5
Machines et matériel	17,5	4,8	0,5	5,6	5,4	5,3
Exportations	6,1	4,4	1,7	3,7	4,0	3,3
Importations	7,4	4,3	1,6	2,7	3,0	2,2
<b>Produit intérieur brut nominal</b>	4,8	3,0	2,5	3,8	4,3	4,3
<b>Autres indicateurs économiques</b>						
Ventes au détail	3,6	1,6	1,9	3,8	3,8	3,8
Mises en chantier de logements (en milliers)	67,8	76,7	59,0	58,0	65,0	68,0
Reventes de logements	2,6	(2,1)	0,5	2,0	2,0	2,0
Revenu primaire des ménages	4,2	3,2	2,9	3,6	4,4	4,7
Rémunération des employés	4,3	3,1	2,9	3,7	4,2	4,4
Excédent net d'exploitation – sociétés	14,1	(2,0)	(3,6)	4,6	4,2	4,4
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	1,8	2,0	2,0
Emploi	1,8	0,8	1,5	1,4	1,6	1,5
Création d'emplois (en milliers)	121	52	104	97	114	110
Taux de chômage (en pourcentage)	7,8	7,8	7,5	7,3	7,0	6,6
<b>Facteurs externes importants</b>						
Produit intérieur brut réel américain	1,8	2,8	1,6	2,6	2,9	2,8
Pétrole brut WTI (en \$US le baril)	95	94	99	98	96	96
Dollar canadien (en cents américains)	101,1	100,1	97,4	96,5	97,0	97,0
Taux des bons du Trésor de trois mois <sup>1</sup>	0,9	0,9	1,0	1,1	1,9	2,8
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement <sup>1</sup>	2,8	1,9	2,3	3,0	3,3	3,8

<sup>1</sup> Taux d'intérêt du gouvernement du Canada (en pourcentage)

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, U.S. Bureau of Economic Analysis, Blue Chip Economic Indicators (octobre 2013), U.S. Energy Information Administration et ministère des Finances de l'Ontario.

## Prévisions du secteur privé

Le ministère des Finances consulte des économistes du secteur privé et suit leurs prévisions afin de former les hypothèses de planification du gouvernement. De plus, dans le cadre du processus d'élaboration du document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2013*, le ministre des Finances a rencontré des économistes du secteur privé pour discuter de leur point de vue sur l'économie. Tous les économistes du secteur privé envisagent une croissance continue pour l'économie ontarienne au cours de la période de prévision. Selon la moyenne des prévisions du secteur privé, l'économie ontarienne devrait afficher une croissance de 1,4 % en 2013, de 2,2 % en 2014 et de 2,6 % en 2015 et en 2016. Le ministère des Finances, soucieux de faire preuve de prudence dans sa planification financière, a prévu une croissance du PIB légèrement inférieure à celle des économistes du secteur privé.

**TABLEAU 2.5 Prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario**  
(en pourcentage)

	2013	2014	2015	2016
BMO Marchés des capitaux (octobre)	1,4	2,2	–	–
Central 1 Credit Union (octobre)	1,2	1,9	2,6	2,8
Centre for Spatial Economics (août)	1,3	1,4	2,4	2,4
Marchés mondiaux CIBC (octobre/avril)	1,4	2,3	2,3	2,1
Conference Board du Canada (juillet)	1,2	2,2	2,8	2,6
Groupe Desjardins (octobre/juin)	1,4	2,3	2,8	2,5
IHS Global Insight (juillet)	1,5	2,4	2,7	2,7
Valeurs mobilières Banque Laurentienne (septembre)	1,5	2,3	2,5	–
Banque Nationale (octobre)	1,2	2,1	–	–
RBC Groupe financier (septembre)	1,3	2,8	–	–
Groupe Banque Scotia (octobre)	1,4	2,0	–	–
Groupe financier Banque TD (octobre)	1,5	2,3	2,7	–
Université de Toronto (août)	1,3	2,4	2,9	2,9
<b>Moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé</b>	<b>1,4</b>	<b>2,2</b>	<b>2,6</b>	<b>2,6</b>
<b>Hypothèse de planification de l'Ontario</b>	<b>1,3</b>	<b>2,1</b>	<b>2,5</b>	<b>2,5</b>

Sources : enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario (octobre 2013) et ministère des Finances de l'Ontario

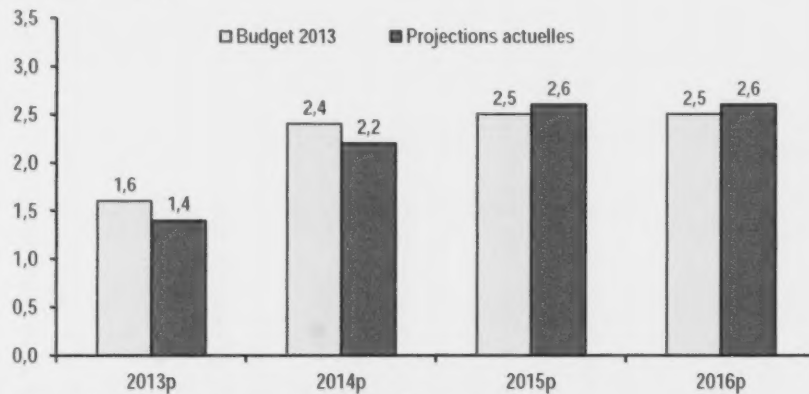
## Changement dans les perspectives économiques

Selon les perspectives actuelles moyennes du secteur privé, la croissance du PIB réel de l'Ontario se situe à 1,4 % en 2013, ce qui est légèrement moins élevé que le taux de 1,6 % prévu lors de la publication du budget de 2013. Ces perspectives plus modestes sont le reflet d'une croissance plus lente aux États-Unis. Les prévisions pour 2014 ont elles aussi été révisées quelque peu à la baisse comparativement à celles faites au moment du dépôt du budget de 2013.

GRAPHIQUE 2.16

### Révision à la baisse des perspectives de croissance du secteur privé en 2013 et 2014

Projections de croissance du PIB réel de l'Ontario  
(en pourcentage)



p = projection moyenne selon l'enquête sur les prévisions du secteur privé.  
Source : enquête sur les prévisions du ministère des Finances de l'Ontario.

## Comparaison avec le budget de l'Ontario de 2013

Voici les principaux changements des prévisions comparativement à celles faites dans le cadre du budget de 2013 :

- ♦ baisse de la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2013 et en 2014, suivie d'une croissance plus marquée en 2015;
- ♦ inflation de l'IPC plus modérée cette année et la suivante;
- ♦ croissance plus solide de l'emploi en 2013;
- ♦ croissance plus faible du PIB nominal en 2013 et en 2014, témoignant d'une baisse de la croissance du PIB réel et du ralentissement généralisé de l'inflation.

**TABLEAU 2.6 Changements aux principales hypothèses économiques du ministère des Finances : comparaison entre le budget de 2013 et l'exposé économique d'automne (EEA) de 2013**

(augmentation en pourcentage)

	2013p		2014p		2015p	
	Budget 2013	EEA 2013	Budget 2013	EEA 2013	Budget 2013	EEA 2013
Produit intérieur brut réel	1,5	1,3	2,3	2,1	2,4	2,5
Produit intérieur brut nominal	3,0	2,5	4,1	3,8	4,2	4,3
Ventes au détail	2,5	1,9	3,8	3,8	3,8	3,8
Mises en chantier de logements (en milliers)	61,0	59,0	60,0	58,0	65,0	65,0
Revenu primaire des ménages	2,8	2,9	3,9	3,6	4,2	4,4
Rémunération des employés	2,8	2,9	3,7	3,7	4,3	4,2
Excédent net d'exploitation – sociétés	3,3	(3,6)	5,0	4,6	4,0	4,2
Emploi	1,2	1,5	1,4	1,4	1,5	1,6
Création d'emplois (en milliers)	83	104	98	97	107	114
Indice des prix à la consommation	1,5	1,1	2,0	1,8	2,0	2,0
<b>Facteurs externes importants</b>						
Produit intérieur brut réel américain	2,1	1,6	2,7	2,6	3,1	2,9
Pétrole brut WTI (en \$US le baril)	94	99	98	98	99	96
Dollar canadien (en cents américains)	98,0	97,4	99,5	96,5	100,0	97,0
Taux des bons du Trésor de trois mois <sup>1</sup> (en pourcentage)	1,0	1,0	1,2	1,1	1,9	1,9
Taux des obligations de 10 ans du gouvernement <sup>1</sup> (en pourcentage)	2,0	2,3	2,6	3,0	3,2	3,3

p = projection de planification du ministère des Finances de l'Ontario.

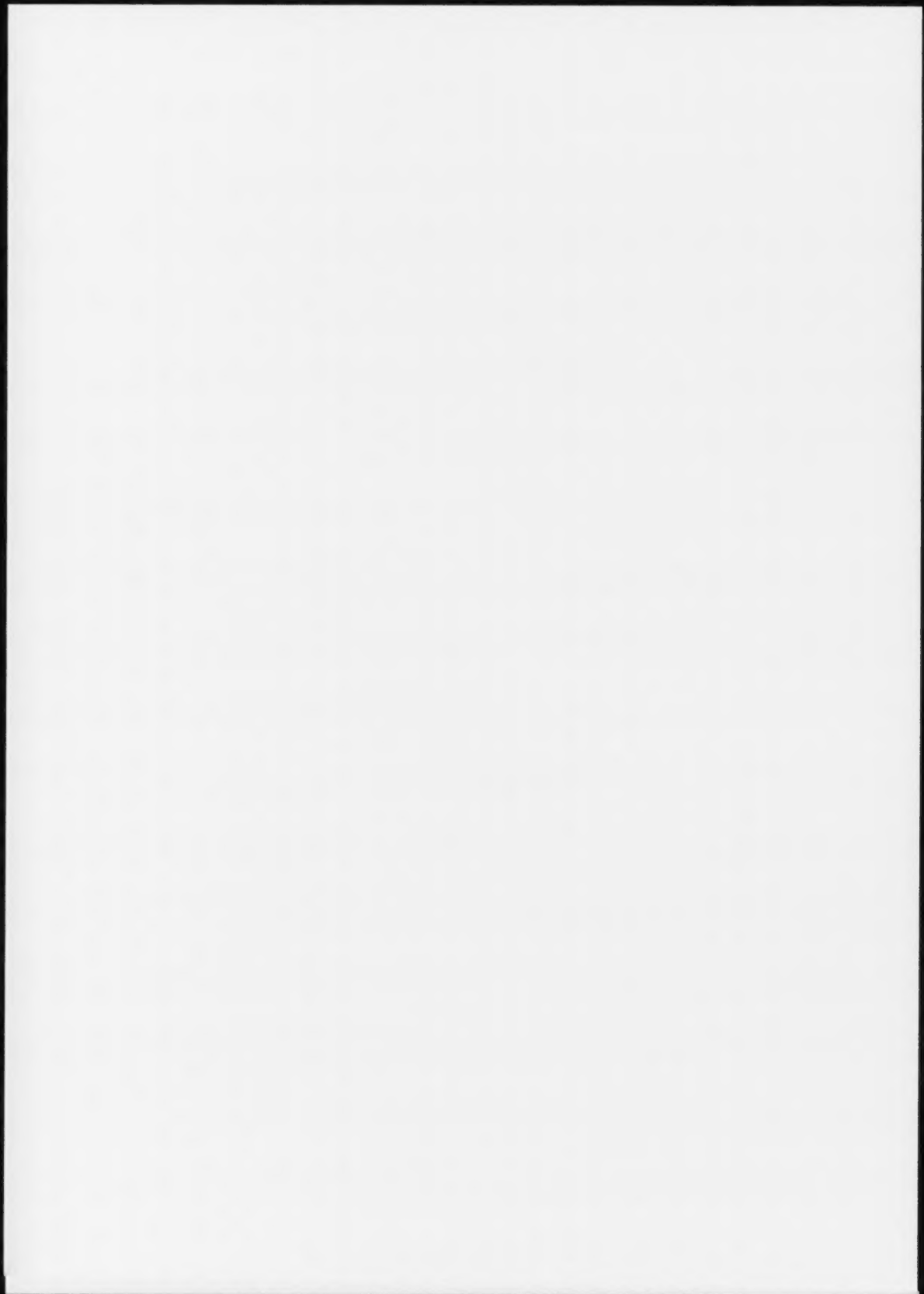
<sup>1</sup> Taux d'intérêt du gouvernement du Canada.

Sources : Statistique Canada, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, U.S. Energy Information Administration, Bureau of Economic Analysis, *Blue Chip Economic Indicators* (octobre 2013) et ministère des Finances de l'Ontario.

PERSPECTIVES  
FINANCIÈRES







## Points saillants

- ☑ Déficit de 2012-2013 – 9,2 milliards de dollars, soit 0,6 milliard de dollars de moins que ce qui avait été prévu lors de la publication du budget de 2013.
- ☑ Déficit prévu pour 2013-2014 – 11,7 milliards de dollars, ce qui est conforme aux prévisions du budget de 2013 et inférieur de plus de 1,0 milliard de dollars aux prévisions budgétaires de 2012.
- ☑ Malgré le ralentissement de la croissance économique en 2013 et 2014, les perspectives de revenus pour 2013-2014 sont conformes aux prévisions du budget de 2013.
- ☑ Perspectives des dépenses de programmes en 2013-2014 – 117,0 milliards de dollars, un résultat inchangé par rapport aux prévisions du budget de 2013 et aux projections du budget de 2012.



## Section A : Aperçu

Le gouvernement est en voie d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018 d'une manière équitable et responsable. À cette fin, il fera de nouveaux investissements stratégiques pour stimuler la croissance, créer des emplois, renforcer les services et aider les familles. Dans le monde entier, la reprise à la suite de la récession mondiale demeure incertaine et nombre de familles éprouvent encore un sentiment d'incertitude par rapport à la sécurité de leur emploi et leur avenir financier.

Si la conjoncture mondiale se détériore, donnant lieu à une nouvelle baisse des revenus, le gouvernement continuera à viser en priorité à protéger les investissements dans les emplois, la croissance et les familles, et ce, avant d'atteindre ses objectifs à court terme. Une plus forte croissance et de nouveaux emplois sont les moyens les plus sûrs et équitables de rétablir l'équilibre budgétaire. Ces investissements seront essentiels pour contribuer à favoriser la croissance nécessaire tant pour appuyer les familles ontariennes que pour générer les revenus indispensables pour appuyer l'élimination du déficit.

Pour la quatrième année de suite, le gouvernement a dépassé les objectifs de diminution du déficit qu'il avait établis après la récession mondiale de 2009 grâce aux mesures rigoureuses qu'il a mises en oeuvre pour réduire les dépenses. Selon les *Comptes publics de l'Ontario* de 2012-2013 publiés en septembre, le déficit de 2012-2013 se chiffrait à 9,2 milliards de dollars, soit 0,6 milliard de dollars de moins que ce qui avait été prévu lors de la publication du budget de 2013.

Le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2013* prévoit que le déficit de 2013-2014 s'établira à 11,7 milliards de dollars, ce qui est conforme aux prévisions du budget de 2013 et inférieur de plus de 1,0 milliard de dollars aux prévisions pour 2013-2014 énoncées dans le budget de 2012. Les dépenses de programmes en 2013-2014 devraient se chiffrer à 117,0 milliards de dollars, un résultat inchangé par rapport aux prévisions budgétaires de 2013 et aux projections du budget de 2012.

L'Ontario fait toujours face à l'incertitude de l'économie mondiale qui ralentit la croissance économique et, par conséquent, limite les perspectives de revenus pour la province. Depuis la publication du budget de 2013, la croissance plus lente aux États-Unis a assombri les perspectives de croissance économique en Ontario.



## Section B : Rendement financier de 2013-2014

On prévoit actuellement que le déficit de 2013-2014 sera de 11,7 milliards de dollars, soit un montant conforme aux projections du budget de 2013 et inférieur de plus de 1,0 milliard de dollars aux prévisions pour 2013-2014 énoncées dans le budget de 2012. Malgré le ralentissement de la croissance économique en 2013 et en 2014, les revenus sont conformes aux projections budgétaires de 2013.

De même, les charges sont conformes aux projections énoncées dans le budget de 2013, témoignant de l'engagement du gouvernement de gérer les dépenses. Les perspectives visant les charges de programmes en 2013-2014 demeurent essentiellement inchangées par rapport aux projections du budget de 2013 et sont aussi conformes aux projections publiées dans le budget de 2012, soit de 117,0 milliards de dollars en 2013-2014.

Alors que l'économie est dans une période soutenue de croissance modérée, le gouvernement demeure en voie de rétablir l'équilibre budgétaire d'ici 2017-2018 d'une manière équitable et responsable. On a prévu pour 2013-2014 une réserve de 1,0 milliard de dollars afin de protéger le plan financier contre les variations défavorables des revenus et des charges de la province. Si, d'ici la fin de l'exercice, il n'est pas nécessaire de puiser dans la réserve, elle sera affectée à la réduction du déficit.

**TABLEAU 3.1 Résultats financiers en cours d'exercice 2013-2014**  
(en millions de dollars)

	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Variations en cours d'exercice
Revenus	116 845	116 834	(11)
Charges			
Programmes	116 983	116 970	(13)
Intérêt sur la dette	10 605	10 605	–
Total des charges	127 588	127 575	(13)
Réserve	1 000	1 000	–
Excédent/(Déficit)	(11 743)	(11 741)	2

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

## Variations des revenus en 2013-2014 depuis la publication du budget de 2013

Les revenus prévus pour 2013-2014, soit 116 834 millions de dollars, sont de 11 millions de dollars inférieurs aux prévisions budgétaires de 2013.

**TABEAU 3.2 Sommaire des variations de revenus depuis la publication du budget de 2013**

(en millions de dollars)

	2013-2014
<b>Revenus</b>	
Impôt des sociétés	750
Impôt sur le revenu des particuliers	(700)
Contribution-santé de l'Ontario	(70)
Taxe de vente	(250)
Droits de cession immobilière	80
Tous les autres impôts et taxes	(70)
<b>Total des revenus fiscaux</b>	<b>(260)</b>
<b>Autres revenus non fiscaux</b>	
Gains sur la vente d'actions de GM	249
<b>Total des autres revenus non fiscaux</b>	<b>249</b>
<b>Total des variations de revenus depuis la publication du budget de 2013</b>	<b>(11)</b>

*Nota* : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

### Détails des variations de revenus en cours d'exercice 2013-2014

Les principales variations des projections de revenus depuis la publication du budget de 2013 comprennent les suivantes :

- Les revenus tirés de l'**impôt des sociétés** affichent une hausse de 750 millions de dollars, soit de 6,7 %, en raison de résultats plus robustes enregistrés en 2012 et pour les années antérieures qui découlent du traitement des déclarations de revenus depuis la publication du budget de 2013.
- Les revenus tirés de l'**impôt sur le revenu des particuliers** affichent une diminution de 700 millions de dollars, soit de 2,5 %, en raison des résultats inférieurs aux prévisions en 2012 et pour les années antérieures qui découlent du traitement des déclarations de revenus depuis la publication du budget de 2013.
- Les revenus provenant de la **Contribution-santé de l'Ontario** affichent une baisse de 70 millions de dollars, soit de 2,2 %, en raison des résultats inférieurs aux prévisions en 2012 et pour les années antérieures qui découlent du traitement des déclarations de revenus depuis la publication du budget de 2013.



- ◆ Les revenus tirés de la **taxe de vente** accusent une baisse de 250 millions de dollars, soit de 1,3 %, principalement en raison d'une révision à la baisse des estimations fédérales des crédits auxquels l'Ontario a droit en 2013 en vertu de la taxe de vente harmonisée.
- ◆ Les revenus tirés des **droits de cession immobilière** sont supérieurs de 80 millions de dollars, soit de 5,8 %, en raison des rentrées de fonds plus élevées à ce jour qui sont attribuables à la vigueur du marché du logement de l'Ontario dont le rendement a dépassé les attentes.
- ◆ Les **autres impôts et taxes** affichent une baisse de 70 millions de dollars en raison surtout des revenus tirés de l'impôt sur l'exploitation minière moins élevés que prévu, cette situation étant principalement attribuable aux remboursements considérables de l'année antérieure et aux acomptes provisionnels plus faibles.
- ◆ La hausse de 249 millions de dollars des **autres revenus non fiscaux** correspond aux gains tirés de la vente, annoncée le 10 septembre 2013, de 10 millions d'actions de la société General Motors que détient la province. Le gouvernement est déterminé à se servir du produit de cette vente pour faire des investissements stratégiques dans l'infrastructure de l'Ontario. Le gouvernement propose d'établir le Fonds Trillium pour veiller à l'investissement stratégique de ces fonds au moment opportun.

## Variations des charges en 2013-2014 depuis la publication du budget de 2013

Les perspectives des charges totales pour 2013-2014, qui se chiffrent à 127 575 millions de dollars, sont inférieures de 13 millions à ce qui était prévu dans le budget de 2013.

**TABEAU 3.3 Sommaire des variations de charges depuis la publication du budget de 2013**  
(en millions de dollars)

	2013-2014
Variations des charges de programmes	
Commission de transport Ontario Northland	75,0
Mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt	32,0
Programme ontarien de secours aux sinistrés	18,0
Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 : stratégie visant la promotion et l'héritage	8,5
Plan de renouvellement du ministère des Richesses naturelles	(13,0)
Fonds de prévoyance	(58,5)
Fonds de transition	(75,0)
Total des variations des charges de programmes	(13,0)
Intérêt sur la dette	-
Total des variations de charges depuis la publication du budget de 2013	(13,0)

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

### Détails des variations de charges en cours d'exercice 2013-2014

Les principales variations des projections des charges depuis la publication du budget de 2013, incluant les montants provenant des **fonds de prévoyance**, comprennent les suivantes :

- ◆ Un montant supplémentaire de 32,0 millions de dollars pour couvrir les charges liées aux **mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt** jusqu'à la fin de la saison des incendies de 2013.
- ◆ Une hausse de 18,0 millions de dollars à titre d'aide financière destinée à un certain nombre de municipalités et de victimes touchées par les inondations du printemps dans le Centre, l'Est et le Nord de l'Ontario par l'entremise du **Programme ontarien de secours aux sinistrés** du ministère des Affaires municipales et du Logement.
- ◆ Une augmentation de 8,5 millions de dollars pour contribuer à mettre en valeur l'Ontario et léguer à l'ensemble de la population ontarienne un héritage impérissable en ce qui a trait aux **Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015**.

Les principales variations des charges prévues depuis la publication du budget de 2013, incluant les montants provenant du **fonds de transition**, comprennent les suivantes :

- ♦ Une hausse de 75,0 millions de dollars pour la **Commission de transport Ontario Northland** en vue d'en appuyer les activités courantes en 2013-2014 et d'en assurer la sécurité pendant que les consultations auprès des intervenants et les activités de transformation se poursuivent.

Les autres principales variations des charges prévues depuis la publication du budget de 2013 comprennent les suivantes :

- ♦ Une baisse de 13,0 millions de dollars résultant de la réaffectation interne de fonds des charges de fonctionnement aux immobilisations corporelles, qui sont amorties pendant toute la vie utile des actifs. Cet investissement fait partie du **plan de renouvellement du ministère des Richesses naturelles** et vise surtout à améliorer l'infrastructure des parcs de l'Ontario.
- ♦ Les charges liées à **l'intérêt sur la dette** sont inchangées par rapport aux prévisions du budget de 2013.



## Section C : Détails des finances de l'Ontario

### Tableaux et graphiques financiers

Les pages suivantes renferment des renseignements sur les finances de la province, qui incluent des données financières historiques, des indicateurs financiers clés et des détails sur le plan financier et les perspectives de l'Ontario.

**TABLEAU 3.4 Résumé financier**  
(en millions de dollars)

	Chiffres réels 2012-2013	2013-2014		Variations en cours d'exercice
		Plan budgétaire	Perspectives actuelles	
Revenus	113 369	116 845	116 834	(11)
Charges				
Programmes	112 248	116 983	116 970	(13)
Intérêt sur la dette	10 341	10 605	10 605	–
Total des charges	122 589	127 588	127 575	(13)
Réserve	–	1 000	1 000	–
Excédent/(Déficit)	(9 220)	(11 743)	(11 741)	2

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**TABLEAU 3.5 Revenus**  
(en millions de dollars)

	2010-2011	2011-2012	Chiffres réels 2012-2013	Persp. actuelles 2013-2014
<b>Revenus fiscaux</b>				
Impôt sur le revenu des particuliers	23 711	24 548	25 574	26 878
Taxe de vente <sup>1</sup>	18 813	20 159	20 957	21 606
Impôts des sociétés	9 067	9 944	12 093	12 019
Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires <sup>2</sup>	5 659	5 765	5 511	5 694
Impôt-santé des employeurs	4 733	5 092	5 137	5 318
Contribution-santé de l'Ontario	2 934	2 916	3 067	3 156
Taxe sur l'essence	2 358	2 380	2 390	2 377
Droits de cession immobilière	1 247	1 432	1 484	1 462
Taxe sur le tabac	1 160	1 150	1 142	1 123
Taxe sur les carburants	702	710	710	719
Taxe sur la bière et le vin	397	561	560	574
Paielements tenant lieu d'impôts (électricité)	321	367	324	366
Autres impôts et taxes	562	574	469	423
	<b>71 664</b>	<b>75 598</b>	<b>79 418</b>	<b>81 715</b>
<b>Gouvernement du Canada</b>				
Transfert canadien en matière de santé	10 184	10 705	11 315	12 067
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	4 330	4 469	4 591	4 727
Péréquation	972	2 200	3 261	3 169
Programmes d'infrastructure	1 712	362	116	145
Programmes du marché du travail	1 201	904	897	905
Logement social	493	489	483	468
Fonds pour la réduction des temps d'attente	97	97	97	97
Autres paiements fédéraux	4 052	2 079	901	897
	<b>23 041</b>	<b>21 305</b>	<b>21 661</b>	<b>22 475</b>
<b>Entreprises publiques</b>				
Société des loteries et des jeux de l'Ontario	1 956	1 882	1 816	2 020
Régie des alcools de l'Ontario	1 562	1 659	1 721	1 747
Ontario Power Generation Inc./Hydro One Inc.	1 048	872	932	712
	<b>4 566</b>	<b>4 413</b>	<b>4 469</b>	<b>4 479</b>
<b>Autres revenus non fiscaux</b>				
Remboursements	1 036	831	932	973
Droits – Permis de conduire et immatric. des véhicules	1 080	1 075	1 125	1 273
Redevance de liquidation de la dette (électricité)	944	952	939	957
Recouvrements – Contrats d'approv. en électricité	1 288	1 372	1 323	1 274
Ventes et locations	1 015	1 193	1 188	1 075
Autres droits, permis et licences	715	776	760	821
Réduction nette du passif – Conventions d'achat d'électricité	339	317	263	243
Redevances	145	200	226	242
Divers autres revenus non fiscaux <sup>3</sup>	1 342	1 741	1 065	1 307
	<b>7 904</b>	<b>8 457</b>	<b>7 821</b>	<b>8 165</b>
<b>Total des revenus</b>	<b>107 175</b>	<b>109 773</b>	<b>113 369</b>	<b>116 834</b>

<sup>1</sup> À compter du 1<sup>er</sup> juillet 2010, la taxe de vente a été remplacée pour la plupart par une taxe sur la valeur ajoutée et combinée avec la taxe sur les produits et services fédérale pour créer une taxe de vente harmonisée (TVH) administrée par le gouvernement fédéral. Les revenus provenant de la taxe de vente ne comprennent pas le crédit de taxe de vente de l'Ontario ni le volet énergie du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers.

<sup>2</sup> Les revenus tirés des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ne comprennent pas le volet impôts fonciers du crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers, ni la Subvention aux personnes âgées propriétaires pour l'impôt foncier.

<sup>3</sup> Les divers autres revenus non fiscaux en 2011-2012 sont supérieurs aux chiffres d'autres exercices en raison de revenus ponctuels, dont le remboursement par Chrysler d'un prêt que l'Ontario lui avait accordé et des recouvrements plus élevés que normalement des dépenses de ministères de l'exercice précédent.

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**TABLEAU 3.6 Total des charges**  
(en millions de dollars)

Charges des ministères	2010-2011	2011-2012	Chiffres réels 2012-2013	Perspect. actuelles 2013-2014
Affaires autochtones <sup>1</sup>	65	67	65	64,7
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales <sup>1</sup>	895	1 038	1 017	1 034,5
Procureur général	1 594	1 705	1 683	1 751,3
Commission de régie interne <sup>2</sup>	194	271	197	200,0
Services à l'enfance et à la jeunesse	3 882	3 943	3 999	4 160,9
Affaires civiles et Immigration	104	108	111	103,9
Services sociaux et communautaires	8 920	9 347	9 720	10 173,0
Sécurité communautaire et Services correctionnels	2 216	2 171	2 282	2 326,1
Services aux consommateurs	18	19	20	24,0
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation <sup>1</sup>	876	973	963	911,1
Éducation <sup>1</sup>	21 871	22 944	23 044	24 147,6
Énergie <sup>1</sup>	724	498	341	339,6
Environnement <sup>1</sup>	512	529	491	495,2
Bureaux du corps exécutif	32	31	30	30,8
Finances <sup>1</sup>	1 050	932	847	1 043,8
Office des affaires francophones	5	5	5	5,0
Services gouvernementaux <sup>1</sup>	1 030	1 105	1 145	1 064,4
Santé et Soins de longue durée	44 414	46 503	47 582	48 854,9
Infrastructure <sup>1</sup>	305	331	66	221,7
Travail	186	184	280	305,4
Affaires municipales et Logement <sup>1</sup>	881	824	827	789,6
Richesses naturelles <sup>1</sup>	718	713	688	702,5
Développement du Nord et Mines	704	726	718	799,6
Tourisme, Culture et Sport <sup>1</sup>	1 086	1 180	1 431	1 197,3
Formation, Collèges et Universités <sup>1</sup>	6 704	7 121	7 355	7 665,1
Transports	2 263	2 339	2 479	2 767,1
Intérêt sur la dette <sup>3</sup>	9 480	10 082	10 341	10 605,0
Autres charges <sup>1</sup>	10 457	7 053	4 862	6 791,0
Économies de fin d'exercice <sup>4</sup>	—	—	—	(1 000,0)
<b>Total des charges</b>	<b>121 186</b>	<b>122 742</b>	<b>122 589</b>	<b>127 575,0</b>

<sup>1</sup> Le détail des autres charges des ministères se trouve au tableau 3.7, Autres charges.

<sup>2</sup> Le montant de 2011-2012 tient compte des dépenses engagées pour les élections générales de 2011.

<sup>3</sup> L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 234 millions de dollars en 2011-2012, à 232 millions de dollars en 2012-2013 et à 271 millions de dollars en 2013-2014.

<sup>4</sup> Comme pour les exercices précédents, les économies de fin d'exercice témoignent de la sous-utilisation des fonds traditionnellement constatée en fin d'exercice et attribuable à différents facteurs comme les économies réalisées dans les programmes ou encore des modifications au démarrage ou aux plans de mise en oeuvre de projets.

*Nota* : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.



**TABLEAU 3.7 Autres charges**  
 (en millions de dollars)

Charges des ministères	2010-2011	2011-2012	Chiffres réels 2012-2013	Perspect. actuelles 2013-2014
Affaires autochtones				
Investissements ponctuels – Règlements	6	28	–	–
Agriculture et Alimentation/Affaires rurales				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	1 496	247	19	136,3
Aide provisoire	9	–	–	–
Développement économique, Commerce et Emploi/Recherche et Innovation				
Investissements de durée limitée dans l'infrastructure	–	–	–	50,0
Éducation				
Économies ponctuelles, liées à la main-d'œuvre	–	–	(1 296)	–
Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario <sup>1</sup>	522	523	895	939,0
Énergie				
Prestation ontarienne pour l'énergie propre	300	1 033	994	1 040,0
Environnement				
Investissements de durée limitée	–	–	78	–
Finances				
Soutien de transition au titre de la taxe de vente harmonisée	3 039	1 440	–	–
Fonds de partenariat avec les municipalités de l'Ontario	684	598	592	568,9
Fonds de prévoyance pour le fonctionnement	–	–	–	442,7
Coûts des contrats d'approvisionnement en électricité	1 288	1 375	1 323	1 274,0
Fonds de transition	–	–	–	75,0
Services gouvernementaux				
Prestations de retraite et autres avantages sociaux futurs	1 182	1 300	1 519	1 516,0
Infrastructure				
Fonds de prévoyance pour les immobilisations	–	–	–	98,8
Affaires municipales et Logement				
Investissements de durée limitée dans les logements sociaux et abordables des municipalités	668	59	158	155,2
Investissements de durée limitée	21	9	42	21,0
Richesses naturelles				
Mesures urgentes de lutte contre les incendies de forêt	100	209	180	102,7
Tourisme, Culture et Sport				
Investissements de durée limitée – Programme de sport	288	37	–	–
Investissements ponctuels	22	3	–	–
Investissements de durée limitée à l'appui des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015	16	59	358	293,4
Formation, Collèges et Universités				
Investissements de durée limitée	816	133	–	78,0
<b>Total des autres charges</b>	<b>10 457</b>	<b>7 053</b>	<b>4 862</b>	<b>6 791,0</b>

<sup>1</sup> Les chiffres tiennent compte des recommandations du CCSP concernant la passation en charges des cotisations aux régimes de retraite. Les cotisations de contrepartie de l'Ontario au Régime sont passées de 1 316 millions de dollars en 2010-2011 à 1 452 millions de dollars en 2013-2014.

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**TABLEAU 3.8 Dépenses liées à l'infrastructure en 2013-2014**  
(en millions de dollars)

Secteur	Total des dépenses liées à l'infrastructure – Chiffres réels 2012-2013	Perspectives actuelles 2013-2014		
		Investiss. dans les immobilis. <sup>1</sup>	Transferts et autres dépenses – infrastructure <sup>2</sup>	Dépenses totales liées à l'infrastructure
Transports				
Transports en commun	2 382	2 892	485	3 377
Routes provinciales	2 104	2 228	–	2 228
Autres – Transports <sup>3</sup>	694	652	84	736
Santé				
Hôpitaux	3 897	2 672	205	2 877
Autres – Santé	246	139	166	305
Éducation	1 725	1 938	65	2 003
Enseignement postsecondaire				
Collèges	342	413	1	414
Universités	112	–	155	155
Eau/Environnement	273	59	108	168
Infrastructure municipale et locale	590	297	468	765
Justice	658	300	93	393
Autre	430	986	199	1 185
<b>Total partiel</b>	<b>13 454</b>	<b>12 577</b>	<b>2 028</b>	<b>14 604</b>
Moins : contributions d'autres partenaires <sup>4</sup>	1 665	1 040	–	1 040
<b>Total sans les contributions des partenaires</b>	<b>11 790</b>	<b>11 537</b>	<b>2 028</b>	<b>13 565</b>
Moins : autres apports en capital <sup>5</sup>	508	373	115	488
<b>Total des dépenses provinciales<sup>6</sup></b>	<b>11 282</b>	<b>11 164</b>	<b>1 913</b>	<b>13 077</b>

<sup>1</sup> Les investissements dans les immobilisations comprennent les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles se chiffrant à 271 millions de dollars.

<sup>2</sup> Consistent principalement en transferts pour immobilisations aux municipalités et aux universités, et en dépenses pour la réparation de biens d'immobilisations.

<sup>3</sup> Comprennent les activités de planification liées aux routes, l'acquisition de biens, les aires de service autoroutières et d'autres programmes d'infrastructure (p. ex., aménagement de routes d'hiver et d'aéroports dans les régions éloignées).

<sup>4</sup> Contributions de tiers aux investissements dans les immobilisations des écoles, collèges, hôpitaux et organismes provinciaux consolidés.

<sup>5</sup> Surtout les transferts du gouvernement fédéral pour les investissements dans les immobilisations. Le montant pour 2012-2013 tient compte des 135 millions de dollars qui représentent les contributions fédérales des années précédentes au titre d'investissements dans l'autoroute Herb Gray (anciennement l'autoroute de Windsor-Essex).

<sup>6</sup> Le total des dépenses provinciales liées à l'infrastructure comprend des investissements dans les immobilisations s'élevant à 9,6 milliards de dollars en 2012-2013.

*Nota* : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

**TABLEAU 3.9 Principales statistiques financières et économiques établies sur dix exercices<sup>1</sup>**

(en millions de dollars)

	2004-2005	2005-2006 <sup>2</sup>	2006-2007
Revenus	84 192	90 738	97 120
Charges			
Programmes	76 379	81 421	86 020
Intérêt sur la dette <sup>4</sup>	9 368	9 019	8 831
Total des charges	85 747	90 440	94 851
Réserve	—	—	—
Excédent/(Déficit)	(1 555)	298	2 269
Dette nette <sup>5</sup>	140 921	152 702	153 742
Déficit accumulé	125 743	109 155	106 776
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché <sup>6</sup>	529 576	551 819	574 303
Revenu primaire des ménages <sup>6</sup>	347 617	363 623	383 803
Population – Juillet (en milliers)	12 390	12 528	12 662
Dette nette par habitant (en dollars)	11 374	12 189	12 142
Revenu des ménages par habitant (en dollars) <sup>6</sup>	28 056	29 025	30 312
Intérêt sur la dette en pourcentage des revenus	11,1	9,9	9,1
Dette nette en pourcentage du PIB <sup>6</sup>	26,6	27,7	26,8
Déficit accumulé en pourcentage du PIB <sup>6</sup>	23,7	19,8	18,6

<sup>1</sup> Les revenus et les charges ont été redressés pour tenir compte d'une modification comptable neutre sur le plan financier découlant de la présentation révisée des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires, conformément aux explications présentées dans le budget de l'Ontario de 2010, de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'organismes du gouvernement qui est décrite dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2011* et de la reclassification, neutre sur le plan financier, d'un certain nombre de mesures fiscales, notamment des transferts ou des subventions, qui est décrite dans le budget de 2012.

<sup>2</sup> Depuis 2005-2006, la présentation de la situation financière de la province englobe les hôpitaux, les conseils scolaires et les collèges. Le total des charges des exercices antérieurs à 2005-2006 n'a pas été redressé pour tenir compte de ce fait.

<sup>3</sup> Depuis 2009-2010, les investissements dans les immobilisations corporelles moins importantes appartenant à la province sont inscrits à l'actif et amortis dans les charges. Sont comptabilisées selon la même méthode toutes les immobilisations appartenant à des organismes dont les résultats sont consolidés.

<sup>4</sup> L'intérêt sur la dette ne comprend pas les intérêts capitalisés durant la construction d'immobilisations corporelles, se chiffrant à 203 millions de dollars en 2010-2011, à 234 millions de dollars en 2011-2012, à 232 millions de dollars en 2012-2013 et à 271 millions de dollars en 2013-2014.

<sup>5</sup> Depuis 2009-2010, la dette nette comprend la dette nette des hôpitaux, des conseils scolaires et des collèges conformément aux normes du Conseil sur la comptabilité dans le secteur public. À des fins de comparaison, la dette nette a été redressée de 2005-2006 à 2008-2009 pour se conformer à cette nouvelle présentation. La dette nette a aussi été redressée en 2004-2005 et 2005-2006 pour tenir compte de la valeur des corridors de transmission électrique que Hydro One Inc. a transférés à la province.

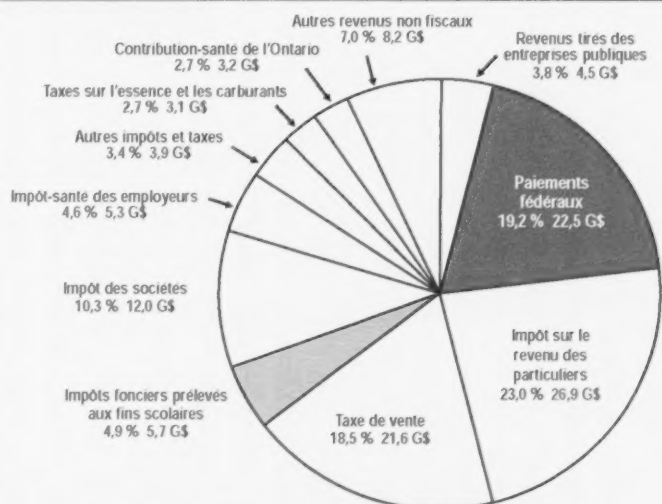
<sup>6</sup> Les montants du produit intérieur brut et du revenu des ménages pour 2007 à 2012 sont fondés sur la nouvelle norme SCNC 2012 (Système de comptabilité nationale du Canada) adoptée par Statistique Canada pour les comptes économiques, qui comporte des améliorations sur le plan conceptuel et celui de la méthodologie et de la classification. Les montants du produit intérieur brut et du revenu des ménages pour les années antérieures à 2007 sont des estimations du ministère des Finances de l'Ontario.

Sources : Statistique Canada et ministère des Finances de l'Ontario.

						Chiffres réels	Perspect. actuelles
2007-2008	2008-2009	2009-2010 <sup>3</sup>	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	
104 115	97 532	96 313	107 175	109 773	113 369		116 834
94 601	95 375	106 856	111 706	112 660	112 248		116 970
8 914	8 566	8 719	9 480	10 082	10 341		10 605
103 515	103 941	115 575	121 186	122 742	122 589		127 575
-	-	-	-	-	-		1 000
600	(6 409)	(19 262)	(14 011)	(12 969)	(9 220)		(11 741)
156 616	169 585	193 589	214 511	235 582	252 088		272 106
105 617	113 238	130 957	144 573	158 410	167 132		178 873
597 912	604 111	594 644	625 108	655 125	674 899		691 921
401 305	412 197	410 859	423 685	441 639	455 947		469 226
12 764	12 833	12 998	13 135	13 264	13 412		13 538
12 270	13 164	14 894	16 331	17 762	18 796		20 099
31 440	31 996	31 610	32 256	33 297	33 995		34 660
8,6	8,8	9,1	8,8	9,2	9,1		9,1
26,2	28,1	32,6	34,3	36,0	37,4		39,3
17,7	18,7	22,0	23,1	24,2	24,8		25,9

GRAPHIQUE 3.1

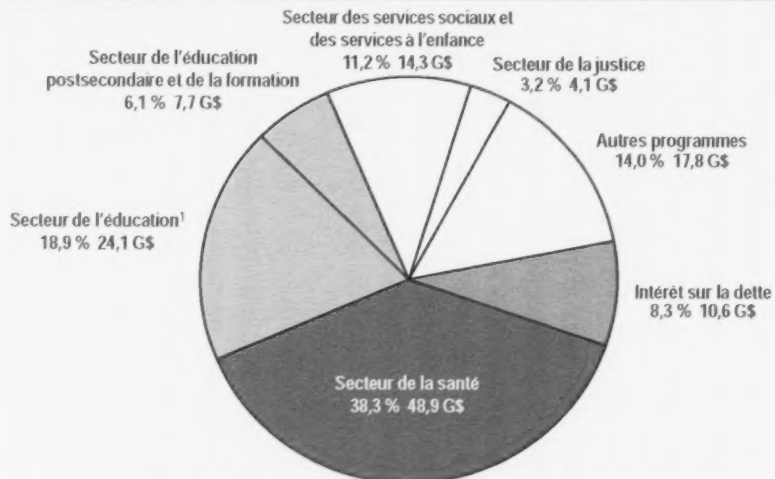
# Composition des revenus, 2013-2014



*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

GRAPHIQUE 3.2

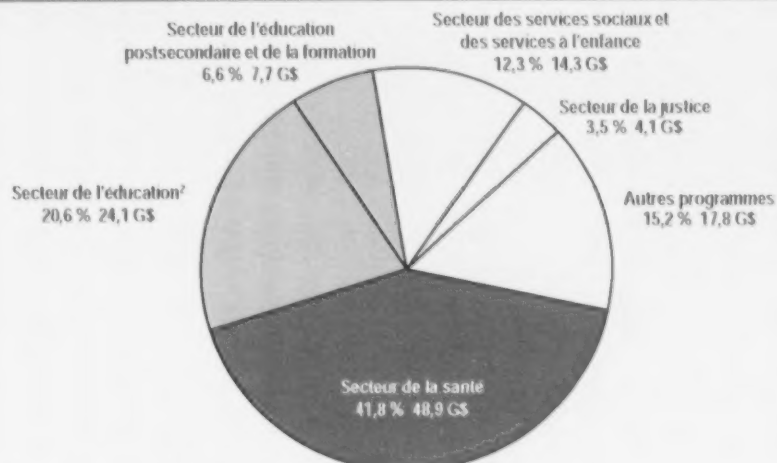
## Composition des charges totales, 2013-2014



<sup>1</sup> Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Les charges à ce titre sont comprises dans les autres programmes.  
 Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

GRAPHIQUE 3.3

# Composition des charges de programmes<sup>1</sup>, 2013-2014



<sup>1</sup> Charges de programmes = charges totales moins intérêt sur la dette.

<sup>2</sup> Exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario. Les charges à ce titre sont comprises dans les autres programmes.  
 Note : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.



IMPORTANCE  
D'UN PARTENARIAT SOLIDE  
AVEC LE GOUVERNEMENT  
FÉDÉRAL





## Points saillants

L'Ontario a besoin d'un partenaire fédéral déterminé à appuyer le plan de la province pour l'emploi et la croissance économique et à maintenir les services publics auxquels les Ontariennes et Ontariens sont en droit de s'attendre. Ce partenaire fédéral doit être prêt à :

### Collaborer pour renforcer l'économie

- ☒ Collaborer avec les provinces et territoires pour renforcer les initiatives visant les investissements stratégiques dans l'infrastructure ainsi que l'acquisition de compétences et la formation professionnelle.
- ☒ Assurer un financement fédéral spécifiquement destiné à l'infrastructure des transports et des transports en commun.

### Renforcer le système de revenu de retraite

- ☒ Aider à assurer aux travailleurs d'aujourd'hui un niveau de vie comparable après leur retraite en appuyant la bonification du Régime de pensions du Canada.

### Investir dans la santé des collectivités de l'Ontario

- ☒ Faire des investissements prévisibles à long terme dans le logement social et le logement abordable.

### Établir un régime fiscal équitable

- ☒ Travailler de concert avec les provinces et territoires pour que les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux soient plus équitables, plus efficaces et mieux adaptés aux défis économiques et démographiques auxquels font face les provinces et territoires.

### Collaborer avec les provinces et territoires

- ☒ S'abstenir de toute autre modification unilatérale des programmes touchant les provinces et territoires, et tout particulièrement les mesures qui entraînent une réduction du soutien financier, y compris le transfert ou la dévolution de responsabilités.
- ☒ Reconnaître que la province ne peut pas combler les écarts creusés par le gouvernement fédéral chaque fois que ce dernier décide d'apporter des modifications sans tenir compte des pressions qu'elles occasionnent pour l'Ontario.



## Les mérites d'un solide partenariat

L'édification d'une société juste et prospère exige la collaboration de tous les ordres de gouvernement. Nous en avons la preuve chaque fois que l'Ontario travaille avec d'autres ordres de gouvernement pour créer des emplois et rendre les entreprises plus concurrentielles, depuis les initiatives fructueuses entreprises avec le gouvernement fédéral, comme le soutien au secteur de l'automobile et l'harmonisation de la taxe de vente, jusqu'aux progrès réalisés en collaboration avec la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral en vue d'établir un organisme coopératif de réglementation des marchés de capitaux. La création de partenariats efficaces donne des résultats positifs pour la population ontarienne.

Des conversations sérieuses et productives ont eu lieu au niveau provincial et territorial sous le leadership de l'Ontario. En tant qu'hôte du Conseil de la fédération en 2013, l'Ontario a présidé aux discussions sur toute une gamme de priorités visant l'édification d'une économie forte et d'une société juste pour l'ensemble de la population canadienne. Lors de la rencontre à Niagara-on-the-Lake, les premiers ministres provinciaux et territoriaux ont discuté de la façon de créer des emplois et de promouvoir la croissance économique par des mesures de collaboration portant sur l'acquisition de compétences et la formation professionnelle, les investissements stratégiques dans l'infrastructure, l'immigration, le commerce international et l'énergie.

Malheureusement, le gouvernement fédéral, dans le but d'équilibrer son budget, a récemment procédé à une série de modifications aux programmes et au financement qui ont des conséquences néfastes pour l'Ontario et d'autres provinces et territoires. Ces décisions fédérales comprennent souvent une réduction du soutien financier et des modifications aux programmes fédéraux qui transfèrent de nombreuses responsabilités aux provinces et aux territoires, sans les consulter ni les compenser de manière adéquate. Un certain nombre d'initiatives fédérales actuellement envisagées pourraient, si elles étaient mises en oeuvre, aggraver l'érosion des responsabilités fédérales et éventuellement compromettre les finances de l'Ontario.

L'Ontario, tout comme le reste du Canada, fait face à une conjoncture postrécession, caractérisée par une économie en rapide évolution, une concurrence accrue pour les travailleurs spécialisés, le vieillissement de la population et des collectivités aux besoins de plus en plus diversifiés. Les défis qui se posent aux provinces et aux territoires exigent une coordination intergouvernementale et non un processus unilatéral où les décisions sont prises au sommet.

L'Ontario cherche à s'appuyer sur les réussites passées en matière de coordination fédérale, provinciale et territoriale pour établir des partenariats fondés sur la consultation et la compréhension mutuelles, et axés sur une utilisation judicieuse des deniers publics ainsi que sur un équilibre judicieux des ressources et des

responsabilités au sein de la fédération. L'Ontario attend du gouvernement fédéral qu'il fournisse le soutien à long terme nécessaire pour édifier un Ontario plus fort, pour un Canada plus fort.

## **Un partenaire fédéral déterminé à collaborer pour renforcer l'économie**

### **Investissement à long terme dans l'infrastructure publique**

L'Ontario applaudit le fait que le nouveau plan Chantiers Canada, annoncé dans le budget fédéral de 2013, concentrera les investissements sur des projets qui favorisent la productivité et la croissance économiques.

Compte tenu de l'importance de l'Ontario pour l'économie nationale et de ses besoins en matière d'infrastructure stratégique, il est impératif que la province reçoive une part équitable des 14 milliards de dollars prévus à l'échelle nationale dans le cadre du Fonds Chantiers Canada, un volet central du nouveau plan Chantiers Canada. Le gouvernement provincial est déterminé à collaborer avec le gouvernement fédéral pour mettre en oeuvre un plan qui non seulement appuie les priorités de l'Ontario au chapitre de l'infrastructure stratégique et répond aux besoins particuliers de ses collectivités, mais qui entraîne aussi des retombées économiques pour le Canada.

### **Investissement dans les transports en commun**

L'Ontario encourage le gouvernement fédéral à fournir un soutien financier prévisible à long terme pour appuyer une stratégie des transports et des transports en commun au lieu d'opter pour un soutien financier ponctuel. Un investissement dans l'infrastructure des transports et des transports en commun est crucial, en raison des effets dévastateurs de l'engorgement routier sur l'économie. L'engorgement routier détourne les travailleurs qualifiés, réduit la productivité de la main-d'oeuvre, entrave la circulation des biens et nuit à la capacité des entreprises d'exercer et d'étendre leurs activités.

Les transports en commun relient les gens à la vie économique et leur donnent accès à des programmes éducatifs et à divers services hors de leur quartier. L'amélioration des transports en commun peut aussi contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la qualité de vie. Compte tenu du vieillissement de la population, le nombre de personnes qui compteront sur les transports en commun dans leur vie quotidienne pourrait augmenter, et les réseaux de transport en commun devront donc être encore plus accessibles et mieux intégrés.

La province demeure préoccupée de l'insuffisance des investissements fédéraux dans les projets de transports et de transports en commun en Ontario. Il importe à l'avenir que le gouvernement fédéral travaille de concert avec l'Ontario pour aborder les priorités communes dans un esprit de collaboration.

## **Formation et marché du travail**

L'Ontario a besoin d'un partenariat solide avec le gouvernement fédéral pour veiller à ce que la population ontarienne, y compris les groupes qui ont du mal à se tailler une place sur le marché du travail, reçoive la formation professionnelle et les services d'aide à l'emploi nécessaires à leur réussite. Il lui faut donc un financement continu, stable et équitable, ainsi que la souplesse voulue pour cibler les clients et concevoir des programmes qui répondent le mieux aux besoins du marché du travail ontarien. Le gouvernement ontarien ne détournera certainement pas des fonds considérables de programmes qui donnent de bons résultats au profit d'un programme uniforme qui n'est peut-être pas le mieux adapté à l'Ontario.

Dans son budget de 2013, le gouvernement fédéral annonçait son intention de renégocier trois importantes ententes fédérales-provinciales de financement concernant le marché du travail, soit l'Entente sur le marché du travail, l'Entente sur le développement du marché du travail et l'Entente sur le marché du travail visant les personnes handicapées. La proposition actuelle portant sur l'Entente sur le marché du travail détournerait 60 % des 500 millions de dollars du financement national des ententes sur le marché du travail pour les affecter à la Subvention canadienne pour l'emploi d'ici 2017-2018. La nouvelle Subvention canadienne pour l'emploi exigerait également une contribution de contrepartie de la part des provinces et territoires ainsi que des employeurs.

L'Ontario craint sérieusement que la proposition du gouvernement fédéral ne limite la capacité de l'Ontario d'offrir des services aux personnes les plus vulnérables, en particulier celles qui n'ont pas droit aux services d'emploi financés par l'a.-e., comme les immigrants, les Autochtones, les personnes handicapées et les bénéficiaires de l'aide sociale. Un grand nombre de personnes qui ont besoin d'aide pour améliorer leurs compétences et réintégrer le marché du travail seraient laissées pour compte puisque la Subvention canadienne pour l'emploi n'appuierait que les travailleurs ontariens qui ont un employeur disposé à financer leur formation. Il est essentiel pour la croissance économique à long terme de l'Ontario et du Canada que l'on favorise la participation pleine et entière de toute la population ontarienne au marché du travail.

Pour pouvoir maintenir ses programmes actuels et mettre en oeuvre intégralement la Subvention canadienne pour l'emploi, l'Ontario devrait soustraire environ 232 millions de dollars par année des fonds affectés à d'autres programmes. Toutes les provinces et tous les territoires partagent la crainte que la Subvention canadienne pour l'emploi puisse menacer le succès des programmes actuels de formation, particulièrement ceux qui aident les personnes vulnérables.



L'Ontario est fier que son leadership au sein du Conseil de la fédération ait permis à toutes les provinces et à tous les territoires de faire front commun pour soulever leurs préoccupations au sujet du programme de la Subvention canadienne pour l'emploi, ce qui a poussé le gouvernement fédéral à réexaminer les modalités du programme. L'Ontario est bien résolu à négocier de nouvelles ententes de financement concernant le marché du travail qui répondent aux besoins de ses travailleurs et de ses employeurs. Le gouvernement ontarien se réunira bientôt avec le gouvernement fédéral et tous les autres gouvernements provinciaux et territoriaux pour discuter du renouvellement des ententes actuelles de financement avec le gouvernement fédéral ainsi que de la proposition fédérale relative à la Subvention canadienne pour l'emploi.

## **Appuyer les secteurs de pointe de l'Ontario**

### ***Accès aux marchés mondiaux***

L'Ontario collabore avec le gouvernement fédéral à la négociation de nouvelles ententes commerciales qui amélioreraient l'accès des exportateurs aux marchés étrangers et bénéficieraient aux consommateurs canadiens. Le Canada négocie actuellement un Partenariat transpacifique avec un certain nombre de pays ainsi que des accords de libre-échange avec des pays comme l'Inde, le Japon et la Corée du Sud.

Le 18 octobre 2013, le gouvernement fédéral a annoncé que les parties avaient convenu d'un accord de principe relativement à l'Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l'Union européenne. Cet accord devrait entraîner un meilleur accès aux marchés européens pour les secteurs ontariens de la fabrication et des services, une augmentation des ventes de biens et services et, par conséquent, l'accroissement de la création d'emplois.

De nombreux secteurs de l'économie ontarienne profiteraient de l'AECG, notamment les secteurs de la fabrication de pointe, de l'automobile, des services financiers, des métaux et des mines, et de la technologie de l'information et des communications. L'accord devrait créer quelque 30 000 emplois en Ontario.

L'AECG sera favorable à l'économie et aux consommateurs de l'Ontario, mais la province a fait part au gouvernement fédéral de certaines préoccupations avant que ce marché ne passe de l'entente de principe à une entente définitive. La province a notamment demandé au gouvernement fédéral de garantir que les provinces et territoires seront pleinement compensés pour toute augmentation des coûts découlant des dispositions de l'entente concernant la propriété intellectuelle relative aux produits pharmaceutiques. L'Ontario a également besoin que le gouvernement fédéral apporte son soutien au secteur des vins et spiritueux et qu'il travaille avec la province pour appuyer la croissance de cette industrie.

### **Soutien au secteur agroalimentaire**

L'AECG aura des effets néfastes sur divers secteurs agricoles, comme la production laitière, la viticulture et la production et transformation de fromages. L'Ontario s'attend à ce que l'accord assure une compensation adéquate et réelle à ses exploitants agricoles et ses travailleurs du secteur agroalimentaire en reconnaissance de leur travail ardu, exigence qu'il a communiquée au gouvernement fédéral.

L'Ontario explore d'autres approches novatrices en matière de gestion des risques des producteurs, comme le fonds ontarien de gestion des risques des entreprises d'élevage de boeufs de grain, qui permet aux producteurs et aux transformateurs d'assumer un rôle plus important et d'avoir leur mot à dire pour assurer la stabilité des prix. L'Ontario a consenti des fonds de démarrage et encourage le gouvernement fédéral à verser des fonds de contrepartie afin de réduire les pressions budgétaires sur l'Ontario et le Canada.

### **Le Cercle de feu**

La région du Cercle de feu en Ontario, située à environ 535 kilomètres au nord-est de Thunder Bay, recèle d'importants gisements de minéraux. Selon des estimations récentes, la valeur des ressources minérales des gisements de chromite et de nickel découverts dans le Cercle de feu pourrait atteindre 50 milliards de dollars.

Le gouvernement provincial travaille à assurer le développement intelligent et durable du Cercle de feu en collaboration avec toutes les parties intéressées. L'Ontario assume un rôle de leadership dans le développement de la région, mais le gouvernement fédéral, les municipalités, les Premières Nations et le secteur minier doivent aussi apporter leur concours. La province demande instamment au gouvernement fédéral d'apporter un soutien suffisant afin de faciliter l'aménagement de l'infrastructure régionale dans le Cercle de feu.

Pour réussir, le développement du Cercle de feu exige une bonne préparation et une solide planification, ainsi que la pleine participation du gouvernement fédéral. Ce développement raffermira l'économie du Nord, assurera des avantages à long terme aux communautés autochtones et renforcera l'infrastructure communautaire.

Le gouvernement provincial est résolu à collaborer avec les communautés des Premières Nations de la région du Cercle de feu. Il s'est engagé dans son budget de 2013 à consacrer 5 millions de dollars pour préparer les communautés du Cercle de feu et renforcer leurs capacités, et il a entamé un processus historique de négociation communautaire à l'échelle régionale avec les Premières Nations de Matawa, lequel est mené par l'intermédiaire des négociateurs désignés, l'honorable juge Frank Iacobucci et l'honorable Bob Rae.

### **Soutien à l'énergie propre**

L'Ontario est un chef de file nord-américain en matière d'énergie propre comme en font foi son engagement de remplacer les centrales à charbon par des sources de production d'électricité plus propres, le Programme de tarifs de rachat garantis ainsi que les importantes mesures d'approvisionnement en énergie renouvelable et les divers programmes de conservation mis en place. Depuis son adoption par la province, la *Loi de 2009 sur l'énergie verte* a attiré des milliards de dollars en investissements du secteur privé, créé 31 000 emplois et favorisé l'établissement de plus de 30 sociétés d'énergie propre. Dans un rapport publié en août 2012, intitulé *Tendances en matière d'émissions du Canada*, le gouvernement fédéral reconnaissait la participation importante de l'Ontario aux efforts déployés par le Canada pour réduire les gaz à effet de serre en vertu de l'Accord de Copenhague. Il continue cependant d'apporter un soutien considérable à des formes d'énergie autres que les énergies renouvelables, ce qui ne répond pas aux besoins de la province. Un appui plus soutenu de la part du gouvernement fédéral à l'égard des énergies propres permettrait à l'Ontario de faire la transition vers une économie à faible empreinte carbone.

L'Ontario souhaite que le gouvernement fédéral le soutienne et instaure le cadre réglementaire nécessaire à la mise en place d'un réseau est-ouest qui faciliterait le transport de l'électricité d'une province à l'autre. Une plus grande intégration régionale des réseaux d'électricité favoriserait la mise en oeuvre de nouveaux projets d'énergie renouvelable à plus grande échelle, ce qui profiterait aussi bien à l'économie de la province qu'à celles des autres régions du Canada.

Pour favoriser des communautés plus saines et plus vigoureuses dans les régions éloignées du Nord, le gouvernement ontarien entend demander que le gouvernement fédéral participe aux mesures proposées prévoyant le partage des coûts des investissements visant à relier au réseau ontarien d'électricité certaines communautés éloignées des Premières Nations. Une telle mesure réduirait la dépendance de ces collectivités aux génératrices diesel pour s'approvisionner en électricité.

## **Un partenaire fédéral déterminé à renforcer le système de revenu de retraite**

Les économies et les placements à long terme sont des éléments essentiels permettant aux Ontariennes et aux Ontariens de se préparer financièrement à leur retraite. De nos jours, nombre d'entre eux ont de la difficulté à économiser suffisamment pour leur retraite et s'inquiètent de leur sécurité financière future.

Le gouvernement provincial est déterminé à offrir un système de revenu de retraite solide et sûr pour que les Ontariennes et Ontariens puissent profiter pleinement de leurs années de retraite. Il aidera les travailleurs ontariens à planifier leur retraite, qu'ils comptent uniquement sur le revenu de retraite fourni par l'entremise du Régime de pensions du Canada (RPC), qu'ils mettent de l'argent de côté indépendamment pour leur retraite ou qu'ils aient accès à un régime de retraite d'employeur.

Le RPC est à la base du système de revenu de retraite au pays. Il est essentiel de bonifier le RPC si l'on veut que les Ontariennes et Ontariens, particulièrement les personnes à revenu moyen, puissent jouir d'une plus grande sécurité financière à leur retraite.

Au cours de la rencontre du Conseil de la fédération qui a eu lieu cet été, les premiers ministres provinciaux ont réitéré leur engagement envers le principe selon lequel il importe de bonifier les régimes publics et privés de retraite au Canada à mesure que l'économie s'améliore. Les premiers ministres ont enjoint les ministres des Finances des provinces et territoires d'étudier des modalités précises pour améliorer le système de revenu de retraite, y compris le RPC, le Régime de rentes du Québec et les régimes de pensions agréés collectifs (RPAC).

L'Ontario continuera à jouer un rôle de premier plan pour faire progresser la bonification du RPC et arriver à une entente entre les provinces et le gouvernement fédéral. Si les discussions fédérales-provinciales-territoriales sur la bonification du RPC aboutissaient à une impasse, le gouvernement provincial mettra en oeuvre une solution propre à l'Ontario.

Voir le chapitre V, *Sécurité du revenu de retraite*, pour de plus amples renseignements.

## **Un partenaire fédéral déterminé à investir dans la santé des collectivités de l'Ontario**

### **Investissement dans le logement social et le logement abordable**

L'Ontario travaille à élaborer une entente avec le gouvernement fédéral en vue de prolonger le Programme d'investissement dans le logement abordable, lequel est financé conjointement par les gouvernements fédéral et provincial. Une telle prolongation permettrait d'améliorer l'accès à de nouveaux logements abordables et de rénover ceux qui ont été bâtis depuis le milieu des années 1990, mais ne permettrait pas de réparer le parc de logements sociaux plus anciens, dont certains ont plus de 50 ans.

La province demande au gouvernement fédéral de faire des investissements prévisibles à long terme dans les logements sociaux. Le manque de logements abordables et décents constitue un obstacle à la santé, à l'éducation et à l'emploi.

### **Immigrants et réfugiés**

La province reconnaît le rôle important de l'immigration dans l'économie de l'Ontario. C'est pourquoi elle a élaboré la toute première Stratégie de l'Ontario en matière d'immigration.

Le gouvernement fédéral est sur le point d'annoncer le nombre de places auxquelles l'Ontario a droit dans le cadre du Programme des candidats des provinces (PCP) pour 2014. Une augmentation serait sans contredit une mesure positive qui reconnaîtrait le rôle important que l'Ontario joue sur le plan de l'immigration au Canada. Dans la Stratégie de l'Ontario en matière d'immigration, le gouvernement ontarien demande au gouvernement fédéral d'accroître le nombre de candidats afin de pouvoir accueillir 5 000 immigrants dans le cadre de ce programme en 2014. La province devrait également jouir de la même latitude et des mêmes pouvoirs que les autres provinces pour être en mesure de s'adapter à l'évolution des besoins du marché et de stimuler la croissance économique.



La prise en charge des demandeurs du statut de réfugié est une responsabilité fédérale. Cependant, à la suite des modifications apportées au Programme fédéral de santé intérimaire, lequel offre une protection d'assurance-santé aux réfugiés, de nombreux demandeurs du statut de réfugié n'ont plus accès aux soins primaires de base. Cette mesure, qui a été prise unilatéralement par le gouvernement fédéral, pourrait accroître les dépenses provinciales en matière de santé. Le prix à payer pour veiller à ce que les demandeurs du statut de réfugié de l'Ontario reçoivent une protection d'assurance équivalente à celle qu'offre l'Assurance-santé de l'Ontario pourrait atteindre 20 millions de dollars par année. La province demande instamment au gouvernement fédéral de renverser ces modifications au Programme fédéral de santé intérimaire et de réinstaurer la protection d'assurance-santé pour tous les demandeurs du statut de réfugié.

### **Communautés des Premières Nations**

Le gouvernement fédéral a un lourd bilan en ce qui concerne le sous-financement dans les réserves des Premières Nations. Bien que l'Ontario applaudisse les investissements annoncés dans le budget fédéral de 2013 pour appuyer la réussite des étudiants inuits et des Premières Nations au palier postsecondaire, ces investissements n'améliorent en rien la situation actuelle des écoles des réserves pour les élèves de la maternelle à la 12<sup>e</sup> année. La province croit ardemment que tous les enfants, qu'ils vivent ou non dans une réserve, devraient bénéficier des mêmes programmes d'éducation, et qu'il incombe au gouvernement fédéral de faire en sorte que ces programmes soient disponibles et accessibles.

Le gouvernement fédéral devrait financer l'éducation des Premières Nations à un niveau au moins équivalent au financement par élève versé par la province pour les programmes des paliers élémentaire et secondaire. Une collaboration avec les collectivités autochtones pour améliorer leurs résultats au chapitre de l'éducation et de l'économie pourrait avoir des retombées positives pour la province dans son ensemble.

---

« La Commission est d'avis qu'une importante amélioration du système d'éducation dans les réserves des Premières nations de la province s'impose d'urgence. L'écart entre le niveau de scolarisation des membres des Premières nations vivant dans des réserves et ceux des autres Canadiennes et Canadiens est considérable et ne cesse de se creuser. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario. *Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012, p. 209.

---

## **Investir dans la santé de la population ontarienne**

La décision, prise unilatéralement par le gouvernement fédéral, de limiter le taux de croissance du Transfert canadien en matière de santé aura un effet considérable sur la capacité de l'Ontario de dispenser des services publics de qualité. Au lieu de maintenir le taux de croissance du Transfert canadien en matière de santé à 6 %, le transfert est censé augmenter selon le taux de croissance nominal de l'économie à compter de 2017-2018.

Cette mesure fédérale aura pour effet de retrancher 8,2 milliards de dollars du système de santé en Ontario d'ici 2023-2024, lorsqu'il sera temps de renégocier le transfert. On estime que l'effet cumulatif de cette mesure reviendrait à réduire le financement fédéral des services de santé de 550 \$ par Ontarienne et Ontarien d'ici 2023. Les fonds fédéraux qui sont ainsi retirés du système pourraient pourtant être utilisés pour aider l'Ontario dans ses efforts constants pour réduire le temps d'attente pour les services de chirurgie et de diagnostic, accélérer l'embauche de médecins et de personnel infirmier qui assurent à la population ontarienne un accès aux soins primaires et améliorer les investissements dans les initiatives de soins à domicile afin d'aider les personnes âgées à préserver leur santé et leur autonomie.

En raison du vieillissement de la population, le système de services de santé doit traiter des patients plus vulnérables qui ont besoin de soins plus complexes, de sorte que le financement fédéral des services de santé est plus important que jamais. Cette situation ainsi que les autres défis auxquels font face les provinces et territoires démontrent clairement que l'ensemble actuel de programmes de transfert et d'arrangements fiscaux fédéraux doit absolument être amélioré et modernisé.



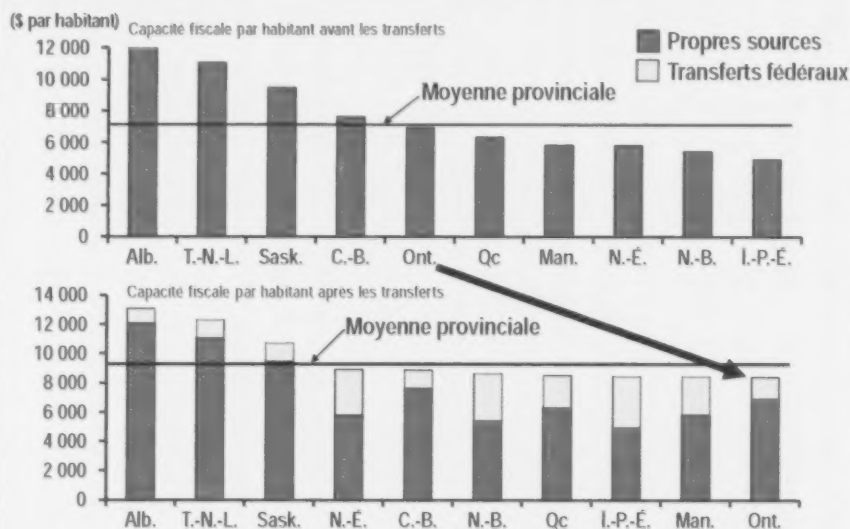
## Un partenaire fédéral déterminé à établir un régime fiscal équitable

L'Ontario insiste pour que le gouvernement fédéral collabore avec les provinces et territoires pour moderniser les arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux, c'est-à-dire pour rendre la structure fiscale du Canada plus équitable, plus efficiente et mieux adaptée aux défis économiques et démographiques auxquels font face les provinces et territoires.

Il est de plus en plus évident que les arrangements fiscaux adoptés par le gouvernement fédéral ne sont ni équitables ni adaptés aux besoins de la population ontarienne. Parmi les provinces, l'Ontario se classe au 5<sup>e</sup> rang pour ce qui est de la capacité de tirer des revenus de ses résidents. Toutefois, l'Ontario se retrouve en dernière position quand on tient compte des transferts fédéraux, y compris le Transfert canadien en matière de santé, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux et le Programme de péréquation, car le régime désuet d'arrangements fiscaux ne correspond plus aux réalités économiques actuelles (voir graphique 4.1).

GRAPHIQUE 4.1

En 2013-2014, l'Ontario est au 5<sup>e</sup> rang pour la capacité fiscale mais au dernier rang après les transferts fédéraux



*Note :* Les chiffres portant sur la capacité fiscale sont ceux qui sont utilisés aux fins du calcul des paiements de péréquation de 2013-2014. Les données sur les revenus sont une moyenne pondérée des exercices 2009-2010, 2010-2011 et 2011-2012. Le calcul comprend la totalité des revenus bruts de l'exploitation des richesses naturelles. Les valeurs par habitant sont fondées sur des prévisions démographiques non pondérées. Les transferts comprennent les montants accordés en 2013-2014 dans le cadre du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, de la péréquation, des accords sur les ressources extracôtières et de la protection des transferts.

*Source :* Les calculs du ministère des Finances de l'Ontario fondés sur les données de Finances Canada.

Les faits démontrent de plus en plus que le régime actuel d'arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux ne favorise pas la population de la province, loin s'en faut. Selon les estimations du rapport du Mowat Centre, *Filling the Gap*, l'écart entre l'impôt que la population de l'Ontario verse au gouvernement fédéral et ce qu'elle en reçoit sous forme de transferts et de services se chiffrait à 11,1 milliards de dollars, soit 1,9 % de l'économie ontarienne, en 2009-2010<sup>1</sup>.

---

« Les programmes qui sont discriminatoires à l'endroit de la population ontarienne comprennent les investissements fédéraux dans le développement économique, le financement de l'infrastructure, le logement abordable et le logement social, le soutien au secteur de l'énergie et le financement de la formation de la main-d'oeuvre. En n'assurant pas un traitement uniforme de la population canadienne, chacun de ces programmes contribue au déséquilibre structurel accru auquel fait face l'Ontario au sein de la fédération et impose des pressions indues à l'Ontario et à ses administrations municipales, ainsi qu'aux organismes communautaires et aux particuliers qui doivent alors colmater les brèches. »

Noah Zon. *Filling the Gap: Measuring Ontario's Balance with the Federation*, Mowat Centre, mars 2013, p. 8.

---

Le Programme de péréquation est un bon exemple d'arrangement fiscal qui défavorise l'Ontario et doit être modernisé. L'Ontario continue de faire la contribution nette la plus importante au programme malgré le rapide essor des économies de l'Ouest canadien, qui sont axées sur l'exploitation des richesses naturelles. La différence entre ce que la population de l'Ontario verse au Programme de péréquation par le truchement de l'impôt fédéral et ce que la province reçoit en retour s'élève à 3,1 milliards de dollars, soit environ 226 \$ par personne, en 2013-2014 (voir le graphique 4.2). Au cours des 10 dernières années, l'Ontario a versé près de 50 milliards de dollars au Programme de péréquation.

L'Ontario souscrit aux principes du Programme de péréquation, mais il ne peut appuyer un système de transfert qui met en péril les services publics de la province et fournit des niveaux inéquitables de soutien à différentes régions du Canada. L'Ontario a droit à sa juste part dans le cadre du Programme de péréquation.

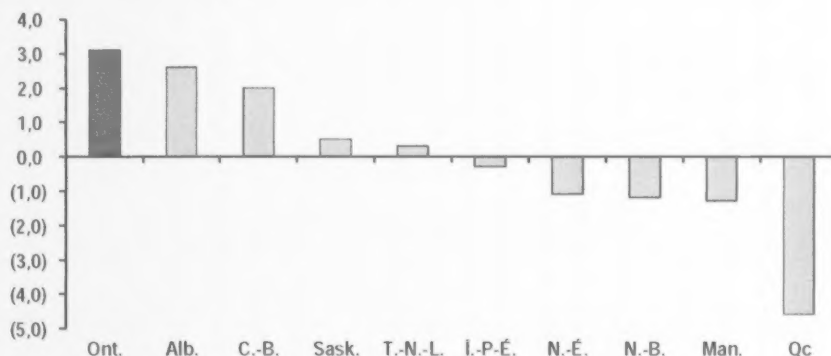
---

<sup>1</sup> L'analyse du Mowat Centre est fondée sur les données de Statistique Canada (Comptes économiques provinciaux), lesquelles n'ont pas été mises à jour depuis 2010.

GRAPHIQUE 4.2

# Contribution nette au programme de péréquation par province, en 2013-2014

(en milliards de dollars)



*Nota :* La contribution nette représente les paiements de péréquation reçus moins l'apport des contribuables par le truchement de l'impôt fédéral.

*Source :* ministère des Finances de l'Ontario.

« Bien que la province reçoive des paiements de péréquation, les Ontariennes et Ontariens continuent de contribuer davantage au programme que ce qu'ils en reçoivent. Cette situation met en lumière le problème que posent les arrangements au sein de la fédération. En effet, d'autres provinces bénéficient de façon disproportionnée des transferts fédéraux, et la population de l'Ontario en paie le coût. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario. *Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012, p. 454.

## **Conséquences des mesures prises unilatéralement par le gouvernement fédéral**

Le gouvernement fédéral a pris un certain nombre de décisions qui ont pour effet de transférer de nombreuses responsabilités à l'Ontario sans prévoir une compensation appropriée ni engager un dialogue sérieux. De nombreux exemples des mesures prises unilatéralement par le gouvernement fédéral sont exposés dans le présent chapitre – depuis les modifications proposées à l'Entente sur le marché du travail et l'instauration de la Subvention canadienne pour l'emploi jusqu'à l'imposition de limites au taux de croissance du Transfert canadien en matière de santé et l'appauvrissement du Programme fédéral de santé intérimaire. Grosso modo, les mesures fédérales comprennent généralement ce qui suit :

- ◆ des modifications au soutien financier destiné à des programmes particuliers ou aux transferts fédéraux aux provinces qui ont pour effet d'abaisser la contribution fédérale en deçà des niveaux auparavant convenus;
- ◆ des modifications apportées aux critères d'admissibilité des programmes fédéraux ou des transferts fédéraux aux particuliers – p. ex., prestations aux personnes âgées – qui ont une incidence sur la façon dont la population ontarienne bénéficie de ces services et prestations ainsi que sur la demande de services provinciaux;
- ◆ des modifications touchant les assiettes fiscales communes qui entraînent la réduction des revenus fiscaux des provinces et ont une incidence sur les politiques fiscales provinciales;
- ◆ des modifications apportées aux lois et règlements, surtout dans le domaine des services fédéraux-provinciaux intégrés, comme le système de justice pénale, qui créent des pressions indues sur les programmes et services provinciaux qui doivent se conformer aux règles fédérales.

Ces mesures prises unilatéralement par le gouvernement fédéral ont un effet direct sur les collectivités ontariennes ainsi que sur les finances de la province et la prestation de services publics essentiels.

### **Mesures fédérales ayant une incidence sur les collectivités de l'Ontario**

Le soutien du gouvernement fédéral aux services policiers par l'entremise du Fonds de recrutement de policiers a pris fin le 31 mars 2013. Ce programme provisoire fournissait un financement annuel de 31,4 millions de dollars pour permettre de recruter jusqu'à 329 policiers dans les communautés de tout l'Ontario, y compris 40 policiers des Premières Nations. Comme le gouvernement fédéral ne s'est pas engagé à prolonger ce financement, le budget de l'Ontario de 2013 prévoyait une somme additionnelle de 4 millions de dollars pour continuer à financer les 40 agents

de police embauchés dans le cadre de ce programme afin d'assurer la sécurité des communautés des Premières Nations. L'Ontario demande instamment au gouvernement fédéral d'assurer le financement intégral et permanent des agents embauchés dans le cadre du Fonds de recrutement de policiers.

Le gouvernement fédéral a récemment annoncé qu'il élèverait de deux ans l'âge minimal d'admissibilité à la Sécurité de la vieillesse (SV) et au Supplément de revenu garanti (SRG), mesure qui sera graduellement mise en oeuvre de 2023 à 2030. On estime que cette mesure fédérale augmente de quelque 44 000 le nombre de personnes âgées vouées à la pauvreté et pourrait entraîner la perte de 4,4 milliards de dollars en prestations de SV et de SRG pour 630 000 Ontariennes et Ontariens âgés de 65 à 67 ans en 2030. Ce qui veut dire qu'une personne âgée à faible revenu qui a 66 ans en 2030 pourrait perdre des prestations d'une valeur pouvant atteindre 23 000 \$.

On peut également s'attendre à ce que la décision du gouvernement fédéral de modifier les critères d'admissibilité aux prestations destinées aux personnes âgées exerce des pressions financières sur les programmes provinciaux et municipaux, comme l'aide sociale, qui apportent un soutien aux adultes et aux personnes âgées à faible revenu.

### **Mesures fédérales ayant une incidence sur les finances et les services publics de l'Ontario**

Le nouveau plan Chantiers Canada, plus précisément le programme du Fonds Chantiers Canada, pourrait inclure des modalités de financement susceptibles de faire dévier les priorités en matière de dépenses. L'Ontario attend du gouvernement fédéral qu'il fasse preuve d'une plus grande souplesse lorsqu'il négocie des ententes de financement. Le gouvernement ontarien attend avec intérêt de travailler avec le gouvernement fédéral sur des options qui réduiraient le fardeau financier et administratif pour l'Ontario.

Certaines mesures fédérales, comme celles qui sont comprises dans la *Loi sur la sécurité des rues et des communautés*, feront augmenter les coûts de la province dans le secteur judiciaire, ce qui limitera la capacité de l'Ontario de fournir les services publics sur lesquels comptent ses résidents. L'Ontario demande instamment au gouvernement fédéral de verser des fonds supplémentaires pour que soient entièrement pris en charge les coûts provinciaux qui pourraient découler des modifications apportées aux politiques fédérales, notamment dans le système de justice pénale.

La province avait accepté de partager des assiettes fiscales communes avec le gouvernement fédéral dans la perspective que cette mesure éliminerait les complexités inutiles pour les contribuables et réduirait les frais administratifs. Cependant, les mesures prises unilatéralement par le gouvernement fédéral et qui ont une incidence sur une assiette fiscale peuvent entraîner une réduction considérable des revenus provinciaux. Par exemple, des propositions sont envisagées au niveau fédéral en vue d'instaurer le fractionnement du revenu pour les familles et de doubler les limites des contributions aux comptes d'épargne libres d'impôt lorsque l'équilibre du budget fédéral sera atteint, ce qui est prévu pour 2015-2016. Ces propositions, si elles sont mises en oeuvre unilatéralement par le gouvernement fédéral, pourraient avoir une incidence considérable sur les progrès de la province vers l'élimination du déficit. La province attend du gouvernement fédéral qu'il consulte l'Ontario tant sur les objectifs politiques que sur les modalités d'application de toute proposition fédérale qui a un effet important sur une assiette fiscale commune.

---

« Le gouvernement fédéral a proposé des modifications concernant le fractionnement du revenu et les comptes d'épargne libres d'impôt qui modifieraient l'assiette commune utilisée aux fins de l'impôt sur le revenu des particuliers, car la province apporterait probablement ces modifications afin de maintenir les similitudes avec les règles fédérales. À elles seules, les modifications proposées pourraient réduire les revenus de l'Ontario de 1,3 milliard de dollars par année. »

Commission de réforme des services publics de l'Ontario. *Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012, p. 458.

---



### **Gestion des risques découlant des mesures fédérales**

Le gouvernement ontarien est toujours en bonne voie d'équilibrer le budget d'ici 2017-2018 de manière équitable et responsable. La province ne peut pas combler les écarts creusés par le gouvernement fédéral chaque fois que ce dernier décide d'apporter des modifications sans tenir compte des pressions qu'elles occasionnent pour l'Ontario. Les transferts de durée limitée et les modifications apportées unilatéralement aux assiettes fiscales communes et aux programmes fédéraux accroissent la volatilité dans le plan financier de l'Ontario et pourraient entraîner des perturbations dans les services. L'Ontario attend du gouvernement fédéral qu'il appuie ses efforts plutôt que d'entraver le plan de l'Ontario pour l'emploi et la croissance économique et de menacer les services auxquels les Ontariennes et Ontariens sont en droit de s'attendre.

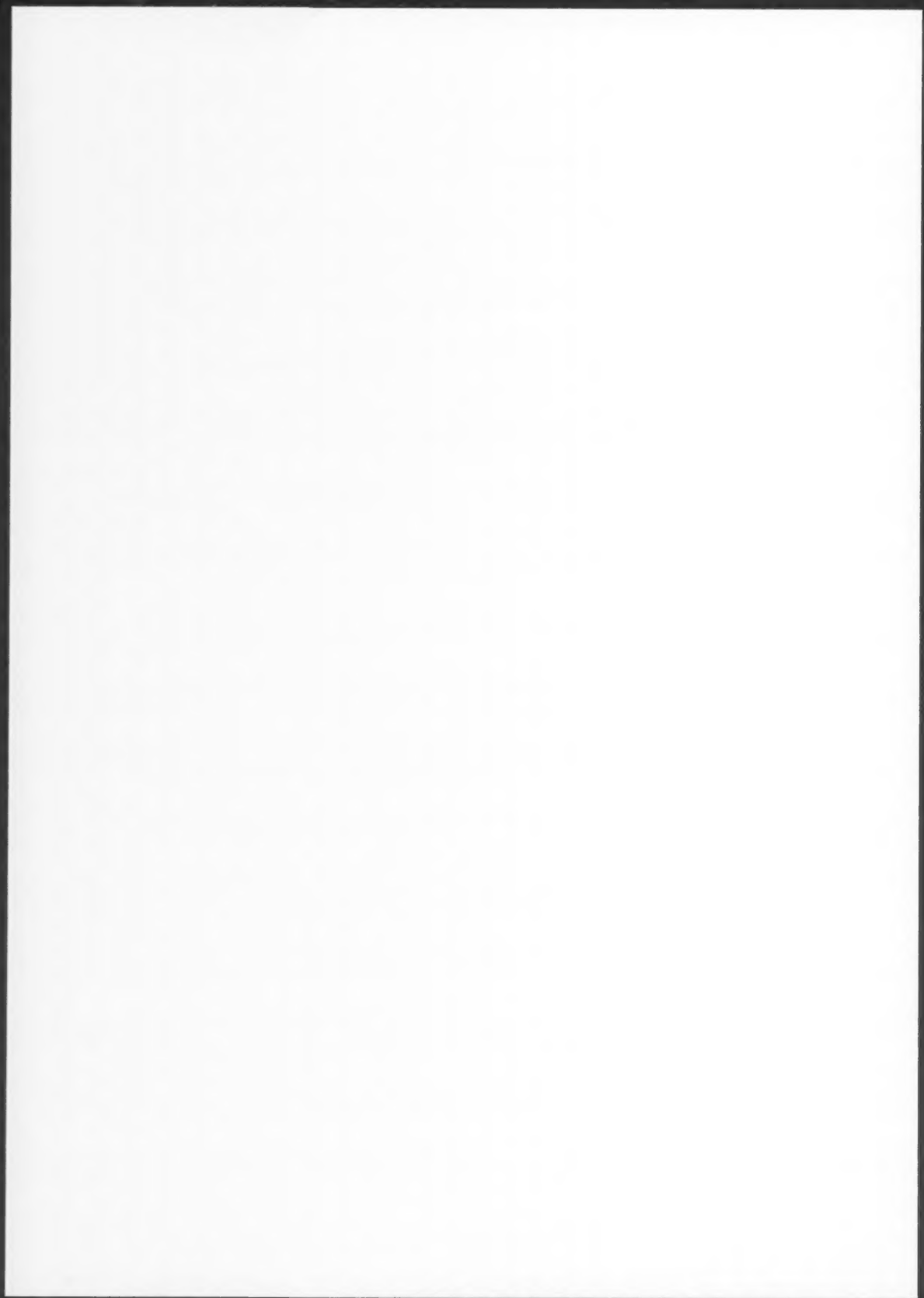
À la réunion du Conseil de la fédération tenue cet été à Niagara-on-the-Lake, les premiers ministres provinciaux ont demandé instamment au gouvernement fédéral de s'abstenir de toute autre modification unilatérale des programmes touchant les provinces et territoires, et tout particulièrement les mesures qui entraînent une réduction du soutien financier, y compris le transfert ou la dévolution de responsabilités. Les ministres des Finances dresseront un inventaire des transferts de responsabilités et d'autres mesures unilatérales prises par le gouvernement fédéral ayant des conséquences pour les provinces et territoires afin de les soumettre à l'examen des premiers ministres provinciaux à la prochaine réunion du Conseil de la fédération qui aura lieu à Toronto en novembre.





SÉCURITÉ  
DU REVENU  
DE RETRAITE





## Points saillants

Le gouvernement de l'Ontario jouera un rôle de premier plan et dans le cadre d'une stratégie audacieuse visant à améliorer le système de revenu de retraite de l'Ontario. À cette fin, il :

- ☑ s'emploiera à conclure une entente avec le gouvernement fédéral et les autres provinces sur la bonification du Régime de pensions du Canada (RPC), afin de protéger les retraités de la classe moyenne, à défaut de quoi il entreprendra des démarches en vue d'instaurer une solution propre à l'Ontario;
- ☑ collaborera avec les parties intéressées, à l'hiver 2014, relativement à un cadre visant les prestations cibles pour les régimes de retraite interentreprises (RRI) admissibles;
- ☑ collaborera avec les parties intéressées, à l'automne 2013, pour déterminer comment mettre en oeuvre les régimes de pension agréés collectifs (RPAC) en Ontario;
- ☑ élaborera des règlements qui permettront aux régimes à cotisations déterminées de verser des revenus de retraite directement aux retraités;
- ☑ mettra la touche finale aux nouveaux règlements sur les scissions des régimes de retraite et les transferts d'actifs entre les régimes, lesquels devraient entrer en vigueur en janvier 2014 une fois approuvés, le cas échéant;
- ☑ consultera le groupe de travail technique mis sur pied dans la foulée du budget de 2013 relativement aux questions de conception, de gouvernance et de transition, pour la mise en oeuvre d'un cadre régissant la mise en commun des actifs des régimes de retraite du secteur public en 2014;
- ☑ s'engagera à favoriser l'apport de modifications aux régimes de retraite du secteur de l'électricité, notamment au regard du partage des coûts, de la gouvernance et d'autres dispositions, pour faire en sorte que ces régimes soient plus abordables;
- ☑ modernisera les règles relatives à l'investissement des régimes de retraite de l'Ontario, notamment en apportant des modifications visant à éliminer les obstacles aux investissements dans les projets ontariens d'infrastructure publique, créant du coup une nouvelle source importante de capital pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.



## **Renforcer le système de revenu de retraite de l'Ontario**

L'épargne et les placements à long terme sont essentiels pour aider les Ontariennes et Ontariens à se préparer financièrement à leur retraite. Beaucoup d'Ontariennes et d'Ontariens ont de la difficulté à économiser suffisamment pour leur retraite et s'inquiètent de leur sécurité financière future.

Le gouvernement est déterminé à offrir un système de revenu de retraite solide et sûr pour que les Ontariennes et Ontariens puissent profiter pleinement de leurs années de retraite. Il aidera les travailleurs ontariens à planifier leur retraite, qu'ils comptent sur les revenus fournis par l'entremise du Régime de pensions du Canada (RPC), qu'ils mettent de l'argent de côté indépendamment pour leur retraite ou qu'ils aient accès à un régime de retraite d'employeur.

Le RPC est à la base du système de revenu de retraite du Canada. Il est essentiel de le bonifier pour faire en sorte que les Ontariennes et Ontariens, particulièrement les personnes à revenu moyen, jouissent d'une plus grande sécurité financière à leur retraite.

Le gouvernement trace la voie en s'employant à conclure une entente avec les autres provinces et le gouvernement fédéral relativement à la bonification du RPC, à défaut de quoi il entreprendra des démarches en vue d'instaurer une solution propre à l'Ontario.

Le gouvernement mettra également en oeuvre des modèles novateurs d'épargne-retraite tels que les régimes de pension agréés collectifs (RPAC) pour favoriser l'épargne-retraite dans la province. Avant de déposer des mesures législatives, il mènera des consultations sur un cadre régissant les RPAC afin de fournir aux travailleurs, et en particulier à ceux des petites et moyennes entreprises, un véhicule d'épargne-retraite simplifié et peu coûteux.

Pour les Ontariennes et Ontariens ayant un régime de retraite autogéré, comme le régime enregistré d'épargne-retraite (REER), l'Ontario s'emploiera à réduire le coût des investissements tout en fournissant aux particuliers l'aide dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées sur les épargnes. Le gouvernement examinera les recommandations de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO), qui se penche sur la structure des frais liés aux fonds communs de placement, et envisagera de prendre, au besoin, des règlements régissant spécifiquement les conseillers et planificateurs financiers.

Reconnaissant les difficultés récentes de capitalisation, le gouvernement aidera également les participants aux régimes de retraite à prestations déterminées. Il continuera à mettre en oeuvre de nouvelles règles ou à réviser les règles existantes pour faire en sorte que les régimes à prestations déterminées du secteur privé demeurent financièrement solides et que ceux du secteur public demeurent abordables et durables.

---

« Une importante minorité de ménages canadiens ne sont pas préparés pour maintenir leur niveau de vie à leur retraite. Ce manque de préparation est attribuable à plusieurs facteurs : certains ménages ne sont pas préparés parce que les prestations publiques s'érodent avec le temps; d'autres n'épargnent pas suffisamment (ou n'ont pas mis assez d'argent de côté); d'autres encore sont incapables de compenser la récupération importante des prestations universelles. La seule façon de réagir à ces problèmes multidimensionnels, c'est de trouver des solutions multidimensionnelles. »

McKinsey & Company. *Are Canadians Ready for Retirement?*, 2012, p. 20.

---



## Motifs pour passer à l'action

Les études et les analyses des experts en régimes de retraite, des universitaires et des instituts de recherche indiquent que les travailleurs d'aujourd'hui n'économisent peut-être pas assez pour leur retraite. Cela se produit pour différentes raisons :

- ♦ La proportion des travailleurs bénéficiant de la couverture d'un régime de retraite d'employeur est faible. Moins de 35 % des travailleurs de l'Ontario ont un régime de retraite offert par leur employeur. La couverture est encore plus faible dans le secteur privé, où seulement 28 % des travailleurs sont participants à un régime d'employeur. Les régimes à prestations déterminées, en particulier, sont en baisse, et ceux qui existent connaissent des problèmes de capitalisation attribuables à la faiblesse historique des taux d'intérêt et aux pressions démographiques.
- ♦ Les Ontariennes et Ontariens qui n'ont pas accès à un régime de retraite d'employeur doivent compter sur les REER et d'autres véhicules d'épargne. La plupart des gens sont incapables de mettre suffisamment d'argent de côté dans ces régimes. Pour certains qui ont réussi à épargner, le rendement du capital investi demeure inférieur aux moyennes à long terme, et les frais liés aux véhicules traditionnels d'investissement, comme les fonds communs de placement, sont souvent très coûteux.

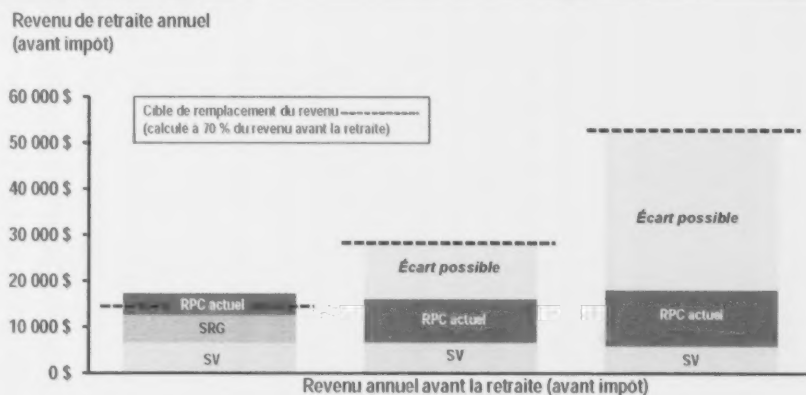
Ces préoccupations sont soulevées alors que les gens vivent plus longtemps et passent une plus grande partie de leur vie à la retraite. L'accroissement de la longévité gruge les économies que les retraités doivent utiliser pour toucher un revenu pendant une période de retraite qui peut durer plusieurs décennies. Par conséquent, le risque d'épuiser ses économies en raison de la longévité est devenu un sujet de préoccupation pour beaucoup de retraités.

En 1998, les réformes ont permis d'assurer la pérennité du RPC. Le moment est maintenant venu de faire en sorte qu'il soit adéquat.

Les experts des questions de retraite suggèrent aux particuliers de prévoir des revenus représentant entre 50 % et 70 % de leurs revenus avant retraite lorsqu'ils sont à la retraite. La recherche démontre que le risque de ne pas pouvoir atteindre cet objectif est plus grand pour les ménages à revenu moyen.

Le graphique 5.1 montre comment des niveaux différents de revenus touchés pendant les années de travail peuvent entraver la capacité d'une personne à atteindre cet objectif. Le revenu de retraite que fournissent la Sécurité de la vieillesse (SV) et le Supplément de revenu garanti (SRG), conjugué aux prestations existantes du RPC, remplace déjà près ou plus de 100 % des revenus des travailleurs à faible revenu. En revanche, les personnes touchant des revenus moyens entre 40 000 \$ et 75 000 \$ sont incapables de toucher un revenu représentant 70 % de leur revenu avant retraite par l'entremise du RPC et de la SV, et doivent compter sur d'autres sources de revenu pour combler cet écart, notamment les régimes de retraite d'employeur, les véhicules d'épargne assortis d'une aide fiscale comme les REER, l'avoir propre foncier, etc.

GRAPHIQUE 5.1

 Cibles de revenu de retraite et écarts possibles  
(personne seule)


	A 20 000 \$	A 40 000 \$	A 75 000 \$
Cible de revenu	14 000 \$	28 000 \$	52 500 \$
Écart possible	0 \$	11 891 \$	34 358 \$

Nota : 1) Les montants du RPC sont calculés pour des personnes qui ont travaillé pendant 40 ans et qui ont commencé à percevoir des prestations de retraite à l'âge de 65 ans après une carrière stable ou elles gagnaient respectivement 20 000 \$, 40 000 \$ et 75 000 \$, exprimés en dollars de 2013. 2) La prestation de Sécurité de la vieillesse est réduite lorsque le revenu net dépasse 70 954 \$.

Source : ministère des Finances de l'Ontario.

Les personnes touchant des revenus plus élevés sont davantage en mesure d'épargner et d'accumuler de la richesse que les personnes à revenu moyen. La plupart des travailleurs ne sont pas participants à un régime de retraite d'employeur. Leurs économies sont relativement faibles, et les REER demeurent sous-utilisés par beaucoup de personnes à revenu moyen. Les travailleurs à revenu moyen ont besoin de plus d'aide pour conserver à leur retraite un niveau de vie comparable.

## **Tracer la voie de la réforme du système de revenu de retraite**

Reconnaissant le problème que pose l'épargne-retraite, l'Ontario a déjà pris des mesures importantes afin de réformer le système de revenu de retraite.

En 2008, le rapport de la Commission d'experts en régimes de retraite établissait un plan global pour la réforme des régimes de retraite et encourageait la tenue de discussions nationales sur les améliorations à apporter au système. Le rapport comprenait des recommandations pour moderniser et renforcer les lois sur les régimes de retraite en Ontario par l'entremise de la *Loi sur les régimes de retraite*, qui n'avait pas été mise à jour depuis plus de 20 ans. En guise de réponse, l'Assemblée législative a adopté deux projets de loi sur la réforme des régimes de retraite, et un grand nombre des nouveaux règlements nécessaires pour en mettre en oeuvre les dispositions ont été approuvés par le gouvernement ou sont sur le point de l'être.

En 2010, l'Ontario a publié un document de travail sur les mesures possibles pour améliorer le système de revenu de retraite, grâce notamment à la bonification entièrement capitalisée du RPC doublée de mesures novatrices visant à élargir la couverture par les régimes de retraite et à favoriser les options d'épargne moins coûteuses.

En 2012, le gouvernement a prolongé de trois années l'allègement de la capitalisation du déficit de solvabilité pour les régimes de retraite du secteur privé accordé en 2009, afin d'aider les employeurs à gérer les coûts de leurs régimes de retraite et à assurer la viabilité de ceux-ci à long terme. Les régimes à prestations déterminées du secteur public qui ont pris des mesures pour assurer leur viabilité ont également bénéficié d'un allègement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité.

Dans le budget de 2013, l'Ontario a indiqué qu'il continuerait à jouer un rôle de premier plan dans la défense d'une bonification entièrement capitalisée du RPC, et qu'il proposerait des modèles novateurs comme les RPAC et un cadre pour régir les régimes à prestations cibles.

Même si un travail important a été accompli, l'Ontario doit renforcer son système de revenu de retraite. Le gouvernement a bien l'intention de s'appuyer sur les efforts qu'il a déployés jusqu'à maintenant et d'adopter une stratégie audacieuse pour accroître l'épargne-retraite.

## Une stratégie visant à accroître l'épargne-retraite

La mise en oeuvre d'une stratégie nouvelle et audacieuse exige la collaboration de tous : particuliers, employeurs, syndicats, services financiers et de placement, et tous les ordres de gouvernement. Elle doit également prévoir un éventail d'outils pour s'attaquer à un problème complexe et varié.

L'Ontario continuera de jouer un rôle de premier plan en adoptant une approche durable et équilibrée pour mettre en oeuvre sa stratégie visant à améliorer le système de revenu de retraite de l'Ontario :

- ◆ **Pour les Ontariennes et Ontariens n'ayant pas de régime de retraite d'employeur :** Le gouvernement élaborera des modèles novateurs de régimes de retraite en Ontario afin de favoriser l'épargne-retraite. Pour faire en sorte que tous les Canadiens et Canadiennes aient un revenu raisonnable pendant toutes leurs années de retraite, l'Ontario :
  - ◆ s'emploiera à conclure une entente avec les autres provinces et le gouvernement fédéral sur la bonification du RPC, à défaut de quoi il entreprendra des démarches en vue d'instaurer une solution propre à l'Ontario;
  - ◆ facilitera le recours aux régimes à prestations cibles en clarifiant les règles régissant les régimes de retraite interentreprises (RRI) qui versent de telles prestations et en établissant un cadre pour régir les régimes à prestations cibles à employeur unique;
  - ◆ encouragera l'élargissement de l'épargne-retraite en menant des consultations sur un cadre relativement aux RPAC, un outil d'épargne-retraite peut coûteux et transférable, avant de déposer des mesures législatives régissant leur mise en oeuvre.
- ◆ **Pour les Ontariennes et Ontariens ayant des régimes de retraite autogérés :** L'Ontario s'emploiera à améliorer l'efficacité et la stabilité des marchés financiers afin de réduire les coûts d'investissement pour les particuliers et à fournir les outils qui favoriseront la prise de décisions éclairées concernant leurs épargnes.
- ◆ **Pour les Ontariennes et Ontariens ayant des régimes de retrait à prestations déterminées :** L'Ontario continuera de collaborer avec les employeurs et les travailleurs pour accroître la viabilité des régimes de retraite à prestations déterminées. Après avoir pris des mesures pour aider les promoteurs de régimes à gérer leurs obligations en matière de capitalisation compte tenu des taux d'intérêt historiquement faibles, le gouvernement continue de faire des efforts pour s'assurer que les régimes de retraite à prestations déterminées du secteur privé demeurent financièrement solides et que ceux du secteur public demeurent abordables et durables.

## **1. Pour les Ontariennes et Ontariens n'ayant pas de régime de retraite d'employeur**

L'Ontario est déterminé à accroître le revenu de retraite en améliorant les régimes de retraite publics existants et à trouver de nouvelles options pour épargner.

### ***Bonification du Régime de pensions du Canada***

Le RPC est un régime de retraite public obligatoire, efficient et efficace, auquel les employeurs et les salariés cotisent à parts égales. Les travailleurs autonomes versent l'intégralité des cotisations. Il fournit aux Canadiennes et aux Canadiens des prestations de retraite sûres, indexées au coût de la vie et versées la vie durant. Il est entièrement transférable à l'échelle du Canada, soutenant une main-d'oeuvre moderne et mobile.

Comme le RPC est un régime de retraite public obligatoire, sa bonification contribuerait à fournir un niveau supérieur de revenu de retraite prévisible pour tous les travailleurs, y compris les travailleurs autonomes, et à faire en sorte que tous les employeurs participent à l'accroissement de l'épargne-retraite. Conjuguée à d'autres mesures dans le cadre d'une stratégie globale, comme l'innovation dans le domaine des régimes de retraite, le soutien des régimes à prestations déterminées et les changements pour aider les particuliers à épargner, la bonification du RPC ferait une réelle différence dans l'amélioration de la sécurité du revenu de retraite des travailleurs d'aujourd'hui.

En plus d'assurer une sécurité financière aux bénéficiaires, le RPC a un effet positif global sur l'économie et permet aux Canadiennes et aux Canadiens de vivre leur retraite dans la dignité. Les revenus stables et prévisibles permettent aux retraités de dépenser davantage et de réinvestir ce revenu dans l'économie par la consommation de produits et de services.

Les ministres fédéral, provinciaux et territoriaux des Finances et le Conseil de la fédération, actuellement présidé par la première ministre Kathleen Wynne, ont des discussions suivies sur des améliorations possibles au système de revenu de retraite du Canada.

L'Ontario continuera de collaborer avec le gouvernement fédéral et les autres provinces pour bonifier le RPC en vue d'assurer des revenus plus adéquats et prévisibles aux futurs retraités, particulièrement les travailleurs à revenu moyen.

Un certain nombre d'objectifs aideront l'Ontario à déterminer la meilleure façon de bonifier le RPC. Ces objectifs visent à orienter la bonification vers les aspects du RPC où elle est le plus nécessaire et à établir un équilibre entre les besoins des futurs retraités et les retombées sur les entreprises et l'économie.

**Une bonification qui mettrait l'accent sur les travailleurs d'aujourd'hui**

La bonification du RPC devrait être « entièrement capitalisée » pour éviter les inégalités intergénérationnelles et pour accroître les futurs revenus de retraite des travailleurs d'aujourd'hui.

Une bonification entièrement capitalisée signifie que les prestations accrues du RPC seraient dévolues aux travailleurs à mesure qu'elles sont payées par l'entremise de cotisations. Les prestations du RPC augmenteraient progressivement, en fonction des cotisations que les travailleurs et leurs employeurs ont versées.

**Atténuer les retombées sur l'économie**

L'ampleur de la bonification du RPC doit tenir compte des retombées possibles sur les entreprises, les particuliers et l'économie.

La bonification du RPC ferait augmenter les cotisations des entreprises et des travailleurs. Une période de préavis et la mise en oeuvre progressive de la hausse des cotisations dans un délai raisonnable atténueraient les retombées sur l'économie, en donnant aux entreprises et aux travailleurs le temps de s'adapter. En outre, les cotisations supplémentaires perçues suite à la bonification du régime seraient réinvesties au Canada et à l'étranger, ce qui contribuerait à la création d'emplois et à la croissance économique.

À long terme, la hausse du revenu de retraite assurerait une meilleure qualité de vie aux retraités et une économie plus stable et plus solide.



### **Hausser les revenus de retraite des personnes qui en ont le plus besoin**

En raison de l'augmentation de l'espérance de vie, les particuliers doivent accumuler plus de fonds pour toucher un revenu suffisant pendant une période de retraite qui pourrait durer de 20 ans à 30 ans. La bonification du RPC devrait viser à augmenter les revenus de retraite des travailleurs qui risquent fort de ne pas pouvoir économiser suffisamment, soit les travailleurs à revenu moyen.

Le revenu de retraite versé en vertu de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti, combiné aux prestations actuelles du RPC, représente déjà près ou plus de 100 % des revenus des travailleurs à faible revenu.

La bonification du RPC devrait tenir compte de la couverture adéquate qu'offrent les programmes existants et limiter ou réduire au minimum les cotisations supplémentaires inutiles des petits salariés et des entreprises qui les emploient.

### **Trouver un terrain d'entente**

La bonification du RPC est essentielle pour faire en sorte que les travailleurs de l'Ontario soient capables de maintenir leur niveau de vie à leur retraite et profiter de cette période de leur vie. Cette initiative cruciale nécessite le consentement de sept des dix provinces, représentant deux tiers de la population des provinces, et un partenaire fédéral disposé à s'engager. Le gouvernement entreprendra des démarches en vue d'instaurer une solution propre à l'Ontario si les discussions fédérales-provinciales-territoriales sur la bonification du RPC sont infructueuses.

### **Régimes à prestations cibles**

Les régimes de retraite à prestations cibles représentent une approche plus souple pour épargner en prévision de la retraite et illustrent également l'engagement de l'Ontario à envisager des mesures novatrices en matière de régimes de retraite.

Les régimes à prestations cibles combinent les caractéristiques des régimes à prestations déterminées et de ceux à cotisations déterminées. Même s'ils visent un niveau de prestations précis capitalisé par des cotisations fixes, les prestations peuvent être réduites pour faire face à tout déficit de solvabilité de la caisse de retraite.

« [D]ans un contexte où les RREU se raréfient, le RRPCGM [régime de retraite à prestations cibles de gouvernance mixte] est, à vrai dire, une stratégie visant à persuader les employeurs à offrir de nouveau des régimes de retraite et à faire en sorte que les participants et les retraités ne se retrouvent pas avec de hautes aspirations, mais sans protection en matière de pensions. »

Rapport de la Commission d'experts en régimes de retraite. *Un juste équilibre : Une retraite sûre – Un régime abordable – Des règles équitables*, 2008, p. 203.

---

Grâce à une structure de coûts plus prévisibles, les régimes à prestations cibles offriraient aux employeurs qui pourraient ne pas être en mesure de gérer les risques d'un régime à prestations déterminées une autre option pour aider les employés à épargner pour leur retraite.

Dans le budget de 2013, on annonçait que l'Ontario apporterait des modifications liées aux prestations cibles dans les RRI admissibles et on s'engageait également à élaborer un cadre pour régir les régimes de retraite à prestations cibles à employeur unique.

L'Ontario mènera des consultations sur un cadre visant les prestations cibles pour les RRI admissibles pendant l'hiver 2014.

### **Régimes de pension agréés collectifs**

Les régimes de pension agréés collectifs (RPAC) sont une nouvelle forme de comptes d'épargne-retraite individuels bénéficiant d'une aide fiscale. Ils ont pour but de faciliter l'épargne en prévision de la retraite en fournissant aux salariés et aux travailleurs autonomes un autre véhicule d'épargne à faible coût (possible grâce à une conception simple et à des économies d'échelle), géré par des professionnels et transférable d'un employeur à un autre. Les régimes de pension agréés collectifs sont particulièrement bénéfiques pour les petites et moyennes entreprises qui n'ont peut-être pas la capacité d'offrir des régimes de retraite traditionnels.

À l'automne 2013, l'Ontario collaborera avec les parties intéressées pour déterminer la façon dont les RPAC devraient être mis en oeuvre dans la province avant de déposer la loi.

## **2. Pour les Ontariennes et Ontariens ayant des régimes de retraite autogérés**

### ***Éducation des investisseurs***

Pour aider les particuliers à faire des choix éclairés en matière d'épargne et d'investissement, le gouvernement de l'Ontario fera la promotion de la littératie financière par l'entremise d'organismes comme la Commission des services financiers de l'Ontario, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (CVMO) et le Fonds pour l'éducation des investisseurs, un organisme sans but lucratif mis sur pied par la CVMO.

Le site Web du Fonds pour l'éducation des investisseurs contient l'information financière la plus populaire du genre au Canada. Son contenu, qui est axé sur les consommateurs, propose des outils uniques qui renseignent les investisseurs de l'Ontario pour qu'ils puissent prendre de meilleures décisions sur la retraite, l'épargne-éducation, l'investissement, les frais et commissions ainsi que le remboursement des dettes.

### ***Marchés des capitaux plus efficaces***

Les marchés des capitaux du Canada sont réglementés par 13 organes de réglementation provinciaux et territoriaux mettant en application 13 lois différentes sur les valeurs mobilières. L'Ontario a joué un rôle de premier plan pour obtenir l'appui du gouvernement fédéral, des provinces et des territoires en vue de la création d'un organisme commun de réglementation des valeurs mobilières qui administrera une seule série de règlements. Outre l'Ontario, la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral ont accepté en principe d'établir un organisme coopératif en matière de réglementation des marchés afin de favoriser des marchés financiers plus efficaces et compétitifs à l'échelle internationale, de renforcer la capacité à cerner et à gérer les risques systémiques, de mieux protéger les investisseurs et de permettre au Canada de parler d'une seule voix pour exercer son influence dans les initiatives de réglementation internationales.

De concert avec la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral, l'Ontario met sur pied l'organisme coopératif et encouragera les autres provinces et les territoires à participer.

### ***Réduire les coûts et protéger les investisseurs***

L'Ontario s'emploie également à réduire les coûts d'investissement pour les particuliers. La CVMO a mené de vastes consultations sur la structure des frais liés aux fonds communs de placement (y compris les commissions de suivi) au Canada afin de déterminer s'il y a des problèmes de protection ou d'équité et s'il y a lieu d'adopter des règlements. La CVMO passe en revue les commentaires glanés dans les tables rondes publiques, d'autres réunions et des lettres, et tient compte du point de vue des défenseurs des investisseurs, de l'industrie des placements et d'autres participants au marché. Le gouvernement attend avec intérêt les recommandations de la CVMO sur cette question.

### ***Des conseils financiers judicieux pour les Ontariennes et Ontariens***

Les gens doivent avoir accès à des conseils financiers éclairés et dispensés par des professionnels pour s'assurer que leurs décisions en matière d'investissement leur permettent d'atteindre leurs objectifs financiers. À l'heure actuelle, la planification financière ne fait l'objet ni d'une surveillance réglementaire générale, ni d'une auto-réglementation. Le gouvernement étudiera les mérites d'une réglementation des planificateurs financiers mieux adaptée et examinera le cadre réglementaire approprié pour y arriver.

### ***Permettre aux régimes à cotisations déterminées de payer directement les retraités***

À l'heure actuelle, les particuliers qui prennent leur retraite et bénéficient d'un régime à cotisations déterminées doivent transférer leur compte dans une institution financière. Le fait de permettre aux administrateurs de régimes de verser un revenu de retraite directement aux retraités fournirait une autre option aux participants aux régimes à cotisations déterminées. Ces retraités pourraient profiter de l'expertise en investissement et d'économies associées au fait de laisser leurs actifs dans leur régime.

Le gouvernement élaborera des règlements qui permettraient aux régimes à cotisations déterminées de verser les revenus de retraite directement aux retraités.

### **3. Pour les Ontariennes et Ontariens ayant des régimes de retraite à prestations déterminées**

#### ***Améliorer la viabilité à long terme***

L'Ontario a fait un certain nombre de réformes dans le but d'accroître la souplesse en matière de capitalisation et d'atténuer les retombées du repli du marché en 2008 sur les régimes de retraite à prestations déterminées. Le gouvernement prévoit mettre en oeuvre d'autres changements en matière de capitalisation, y compris des limites sur la suspension des cotisations et la capitalisation accélérée de la bonification des prestations, afin d'accroître la viabilité à long terme de ces régimes.

#### ***S'attaquer aux problèmes liés aux transferts des actifs et aux scissions des régimes de retraite***

La réglementation et différentes décisions des tribunaux ont rendu difficile, coûteux et fastidieux le transfert des actifs entre les régimes de retraite lors de la restructuration d'une entreprise ou du dessaisissement par le gouvernement. Les particuliers touchés par de telles transactions se retrouvent souvent avec des régimes de retraite scindés. Un régime scindé signifie qu'une personne retirera deux pensions à sa retraite : la première qu'elle aura accumulée chez son ancien employeur et la seconde qu'elle aura accumulée chez son autre employeur. Il est possible que la somme des deux pensions soit inférieure à ce qu'elle aurait été si les deux régimes avaient été fusionnés en un seul régime de retraite dont le nouvel employeur aurait été le répondant.

Le gouvernement a affiché un projet de règlement concernant les transferts des actifs et les scissions des régimes de retraite, lequel :

- ♦ permettrait à certains régimes de conclure des ententes afin d'offrir aux particuliers admissibles la possibilité de regrouper leurs prestations dans le régime subséquent;
- ♦ faciliterait la restructuration des régimes de retraite tout en protégeant les prestations pour les retraités et les participants au régime.

Les commentaires seront pris en considération pour l'élaboration des nouveaux règlements régissant le transfert des actifs et les scissions des régimes de retraite qui devraient entrer en vigueur en janvier 2014.

### ***Assurer la viabilité des régimes de retraite du secteur public***

À l'instar des régimes de retraite du secteur privé, de nombreux régimes du secteur public sont aux prises avec des problèmes de viabilité.

La Commission de réforme des services publics de l'Ontario a recommandé que le gouvernement collabore avec les employeurs et employés promoteurs de régimes de retraite conjoints (RRC) dans le secteur public afin de limiter les hausses du taux de cotisation et de s'attaquer aux éventuels déficits de solvabilité en réduisant les prestations futures. Elle recommandait également des mesures pour contenir les coûts et accroître la viabilité des régimes de retraite à employeur unique du secteur public.

#### **Régimes de retraite conjoints**

La plupart des grands régimes du secteur public sont des RRC dans lesquels les employeurs et les participants aux régimes sont conjointement responsables des cotisations et des déficits de solvabilité. Les quatre RRC consolidés dans les états financiers de la province sont le Healthcare of Ontario Pension Plan, le Régime de retraite du Syndicat des employés de la fonction publique de l'Ontario, le Régime de retraite des Collèges d'arts appliqués et de technologie et le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario.

Le budget de 2012 notait que les taux de cotisation de bon nombre de ces régimes avaient augmenté considérablement à cause de récents problèmes de capitalisation. Le gouvernement a donc procédé à une consultation au sujet d'un cadre législatif qui gèlerait les taux de cotisation jusqu'à l'élimination du déficit.

Après s'être engagé, le gouvernement s'est entendu avec les responsables des quatre RRC consolidés dans les états financiers de la province pour geler les taux de cotisation des employeurs pour une période de cinq ans. Ces ententes permettront d'éviter jusqu'à 1,5 milliard de dollars en cotisations patronales. Si un nouveau déficit de solvabilité se produit pendant la période de gel (du 31 décembre 2012 au 30 décembre 2017), les régimes devront réduire les prestations de retraite futures, jusqu'à une certaine limite, au lieu d'augmenter les cotisations pour faire face au manque à gagner. Ces ententes négociées ont éliminé la nécessité d'un cadre législatif.



### Régimes de retraite à employeur unique

Depuis mai 2011, le gouvernement accorde un allègement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité à quelques régimes de retraite à employeur unique (RREU) du secteur public. En contrepartie, ces régimes de retraite doivent négocier des modifications qui en amélioreraient la viabilité et l'abordabilité à long terme.

Le régime d'allègement temporaire de la capitalisation du déficit de solvabilité des RREU du secteur public mis en place par le gouvernement a été fructueux. Depuis l'annonce de son instauration, 25 régimes ont bénéficié d'un allègement et commencé à négocier des modifications, dont 19 dans le secteur universitaire. Au moment du dépôt du budget de 2013, l'allègement avait réduit d'environ 240 millions de dollars annuellement les paiements de solvabilité que doivent faire 17 de ces régimes. À mesure que les huit autres régimes commencent à se prévaloir de l'allègement, la réduction totale des paiements de solvabilité exigés continuera d'augmenter.

Presque tous les régimes de retraite universitaires ont négocié des augmentations des taux de cotisation des participants ou des réductions des prestations futures. Dans au moins 12 de ces régimes, les coûts des cotisations en cours sont assumés à parts égales, ou à peu près, par les participants et les employeurs.

Dans le budget de 2013, le gouvernement annonçait son engagement indéfectible à soutenir la pérennité et l'abordabilité des RREU du secteur public :

- ◆ en continuant d'instaurer le partage à parts égales du coût des cotisations;
- ◆ en examinant les possibilités de faire de la prise en charge conjointe le modèle de gouvernance et de capitalisation privilégié des régimes de retraite dans le secteur public;
- ◆ en établissant un cadre qui, si des conditions précises sont remplies, permettrait le transfert d'actifs de RREU aux RRC et la conversion de RREU en RRC.

Pour donner suite à cet engagement et à l'examen des outils supplémentaires annoncés pour faire progresser ces priorités, la province entend fournir un allègement supplémentaire de la capitalisation du déficit de solvabilité aux RREU du secteur public qui ont pris des mesures pour améliorer leur abordabilité et leur viabilité. En outre, le gouvernement a l'intention de permettre le recours à des lettres de crédit par les employeurs répondants de RREU admissibles qui ont entamé des discussions avec les participants et les retraités pour convertir le RREU en un RRC. Un régime d'université sera en place



Après son annonce dans le budget de 2013, le gouvernement a mis sur pied un groupe technique ayant une expertise dans les questions de conception, de gouvernance et de transition liées à la mise en oeuvre d'une nouvelle entité de surveillance de la gestion commune des actifs des RREU du secteur public. Ses conseils aideront le gouvernement à déterminer comment procéder à la mise en oeuvre en 2014. Cette initiative fait suite à l'annonce qu'avait faite le gouvernement en 2012 de son intention d'établir un cadre de mise en commun des actifs des régimes de retraite du secteur public, au rapport subséquent du conseiller en investissement pour les régimes de retraite de la province, M. Bill Morneau, recommandant que le gouvernement mette sur pied une entité à cette fin et aux recommandations de la Commission de trouver des économies à réaliser dans les RREU du secteur public.

#### **Rendre les régimes de retraite du secteur de l'électricité plus abordables**

Comparativement aux autres régimes de retraite du secteur public, ceux du secteur de l'électricité exigent généralement une plus petite cotisation des employés tout en fournissant des prestations généreuses. Par conséquent, les employeurs du secteur de l'électricité assument une grande part des cotisations aux régimes de retraite. Ce déséquilibre est refilé aux consommateurs.

De plus en plus de sociétés, comme Hydro One, ont négocié le partage à parts égales des cotisations lors de la dernière ronde de négociations collectives.

Cependant, la question de l'abordabilité de ces régimes ne pourra pas se régler par de petites augmentations des cotisations des employés avec le temps. Des changements doivent être faits rapidement. Le gouvernement est déterminé à favoriser l'apport de changements sur le plan du partage des coûts et de la gouvernance, et la mise en oeuvre d'autres dispositions qui feront en sorte que ces régimes soient plus abordables.

### **Modernisation des règles d'investissement des régimes de retraite**

En 2000, l'Ontario avait aligné les règles d'investissement s'appliquant aux régimes de retraite enregistrés sur le cadre que le gouvernement fédéral avait mis en place à l'époque. Depuis, la province a adopté des modifications parallèles à celles du gouvernement fédéral.

Conformément aux recommandations de la Commission ontarienne d'experts en régimes de retraite, le gouvernement a continué de revoir les règles d'investissement pour s'assurer qu'elles sont applicables aux régimes de retraite de l'Ontario. Certaines limites imposées par les règles actuelles peuvent avoir une incidence sur la capacité des régimes à bien gérer les risques et à contribuer à l'économie de l'Ontario.

Il est interdit aux régimes de retraite de posséder plus de 30 % des actions avec droit de vote d'une société. Cette règle vise à empêcher les régimes de retraite de contrôler les sociétés dans lesquelles ils investissent, faisant d'eux, essentiellement, des investisseurs « passifs ».

Cependant, cette limite peut entraver les investissements dans les projets d'infrastructure de l'Ontario par les régimes de retraite, qui pourraient représenter une nouvelle source de capital importante pour soutenir la croissance économique et la création d'emplois en Ontario.

Une autre règle limite à 10 % le pourcentage des actifs d'un régime de retraite qui peut être investi dans une seule personne ou entité ou un groupe d'entités ou de sociétés apparentées. Elle vise à réduire le risque de concentration et à favoriser la diversification des actifs. Cependant, cette limite peut avoir pour effet d'empêcher les investissements dans des actifs qui pourraient convenir au passif d'un régime particulier. Par exemple, les régimes de retraite ayant un passif à long terme lié aux prestations indexées sur l'inflation souhaiteraient peut-être mieux gérer le risque d'investissement en détenant plus de valeurs indexées sur l'inflation.

### **Changements réglementaires proposés**

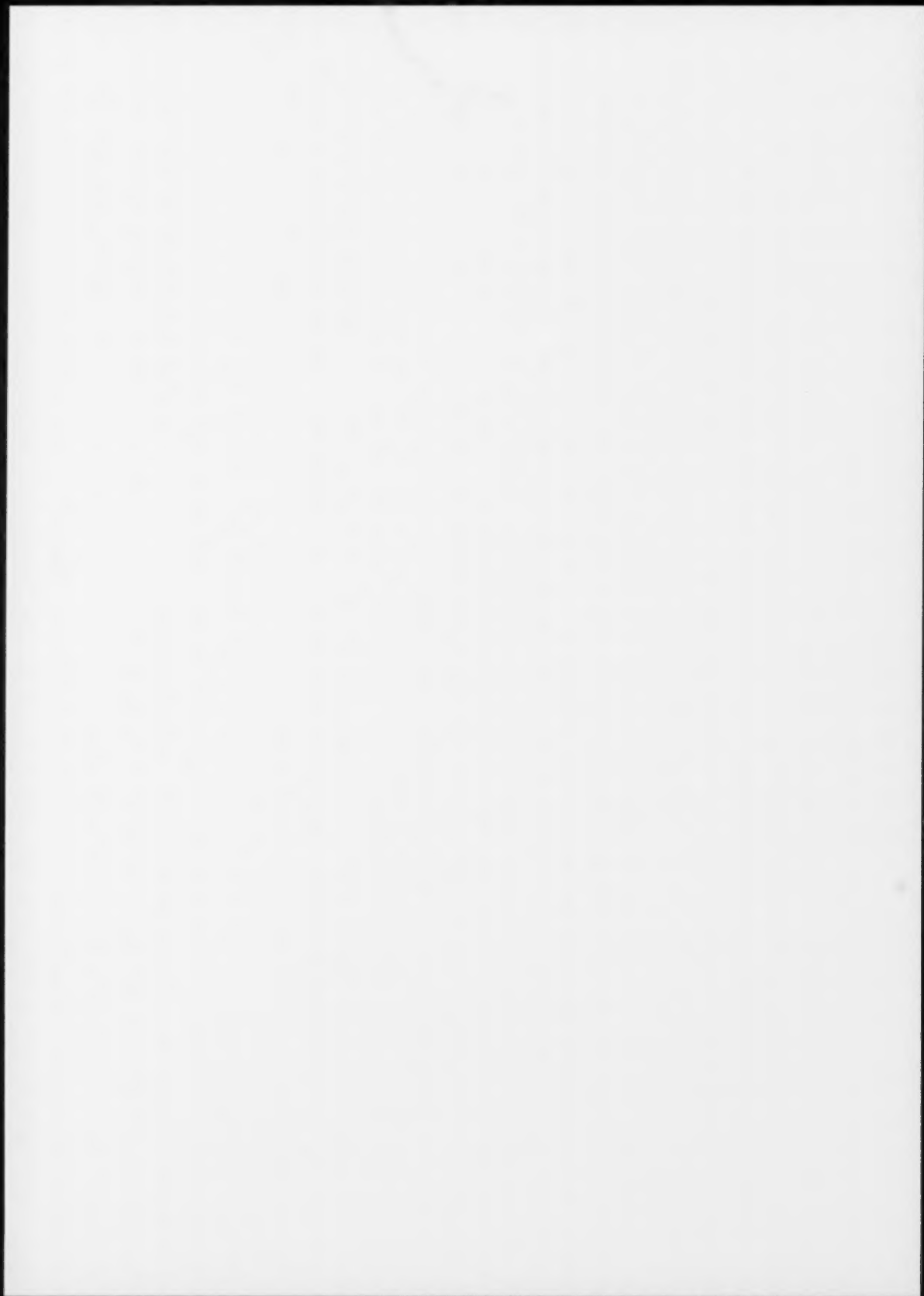
Pour moderniser les règles d'investissement, le gouvernement de l'Ontario apportera des modifications aux règlements d'application de la *Loi sur les régimes de retraite*, à savoir :

- ♦ permettre aux régimes de retraite d'investir dans l'infrastructure de l'Ontario en soustrayant les investissements dans certains projets infrastructurels à l'application de la règle limitant à 30 % les actions avec droit de vote d'une société qu'un régime de retraite peut posséder;
- ♦ donner aux administrateurs des régimes une plus grande marge de manoeuvre pour entreprendre des stratégies d'investissement afin de permettre une meilleure concordance avec le passif du régime, en exemptant de la règle actuelle certaines valeurs émises par le gouvernement et indexées sur l'inflation (p. ex., les U.S. Treasury Inflation-Protected Securities).



# FISCALITÉ





## Points saillants

- ☒ Le gouvernement travaille en concertation avec les autres membres de l'Assemblée législative à l'élaboration d'un crédit d'impôt non remboursable qui encouragerait le don d'aliments frais excédentaires à ceux qui en ont besoin.
- ☒ Dans le budget de 2013, on avait annoncé que les trois métiers d'agents de centre d'appels ne seraient plus admissibles au crédit d'impôt pour la formation en apprentissage à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014. Afin d'aider les apprentis embauchés avant l'annonce du budget de 2013 à terminer leur programme, le gouvernement mettra sur pied un programme de soutien provisoire. Les employeurs pourront aussi avoir accès aux programmes de développement économique régional et au Fonds d'aide à l'emploi pour les jeunes.
- ☒ Le gouvernement consultera les municipalités, les contribuables et d'autres parties concernées du Nord à propos des réformes à l'impôt foncier provincial (IFP) et proposera en 2014 des solutions visant à accroître l'équité fiscale dans le Nord de l'Ontario. Pendant la période d'examen, les taux d'IFP de 2014 seront gelés aux taux de 2013.
- ☒ Le gouvernement reportera au 1<sup>er</sup> janvier 2015 l'établissement d'un mécanisme de surveillance du tabac en feuilles, et ce, afin d'obtenir les observations d'un vaste éventail d'intervenants.
- ☒ L'Ontario propose d'améliorer l'équité du traitement fiscal applicable aux dividendes en apportant des changements à ses crédits d'impôt pour dividendes afin que ces derniers aient la même valeur pour tous les contribuables, quel que soit leur niveau de revenu.
- ☒ Le gouvernement a déposé des mesures législatives prévoyant un allègement fiscal accru pour les petits employeurs du secteur privé en augmentant l'exonération au titre de l'impôt-santé des employeurs.





## Introduction

### Aperçu

Un régime fiscal équitable et compétitif allège le fardeau pour les particuliers et incite les entreprises à investir et à créer des emplois en Ontario. Au cours des dernières années, le gouvernement de l'Ontario a pris d'importantes mesures pour favoriser la compétitivité et l'équité du cadre fiscal pour les gens et les entreprises.

Pour les gens, le gouvernement de l'Ontario a :

- ♦ instauré le crédit d'impôt pour l'aménagement du logement axé sur le bien-être afin de permettre aux personnes âgées de rester plus longtemps dans leur logement, et ce, en toute sécurité;
- ♦ étoffé les crédits d'impôt foncier et de taxe de vente;
- ♦ diminué le taux d'imposition de la première tranche de revenus des particuliers, qui est passé de 6,05 % à 5,05 %.

Pour les entreprises, le gouvernement de l'Ontario a :

- ♦ réduit les taux de l'impôt sur le revenu des sociétés (IRS) de l'Ontario et éliminé l'impôt sur le capital;
- ♦ remplacé la taxe de vente au détail par la taxe de vente harmonisée (TVH), qui est une taxe sur la valeur ajoutée plus moderne;
- ♦ réduit considérablement les taux élevés de l'impôt scolaire applicable aux entreprises (ISE), ce qui représente des économies annuelles de plus de 200 millions de dollars pour les entreprises de l'Ontario;
- ♦ rationalisé l'administration de l'IRS et de la taxe de vente, ce qui permet aux entreprises d'économiser plus de 635 millions de dollars par année en frais d'observation.

L'Ontario fait pendant à une mesure présentée dans le budget fédéral de 2013 et prolonge la déduction pour amortissement accéléré pour les machines et le matériel de fabrication et de transformation acquis en 2014 ou en 2015, afin d'aider les fabricants ontariens à se développer et à embaucher plus de gens.

Le gouvernement provincial travaille en concertation avec les autres membres de l'Assemblée législative en vue d'établir un nouveau crédit d'impôt non remboursable qui encouragerait le don d'aliments frais excédentaires à ceux qui en ont besoin.

L'Ontario propose également des changements au calcul de ses crédits d'impôt pour dividendes à compter de 2014 en vue de rendre le régime fiscal plus équitable.

## **Soutien pour les gens**

### **Prestation Trillium de l'Ontario**

La Prestation Trillium de l'Ontario (PTO) réunit en un seul versement mensuel le crédit de taxe de vente de l'Ontario, le crédit d'impôt de l'Ontario pour les coûts d'énergie et les impôts fonciers ainsi que le crédit pour les coûts d'énergie dans le Nord de l'Ontario, à l'intention des Ontariennes et des Ontariens à revenu faible ou moyen. On estime qu'en 2013 une aide de 2,5 milliards de dollars sera versée grâce à la PTO.

À l'écoute des Ontariennes et des Ontariens, le gouvernement a modifié la PTO de sorte qu'à partir de 2014 chaque bénéficiaire pourra recevoir sa prestation en versements mensuels ou en un seul versement à la fin de la période de prestations. Les paiements mensuels de la PTO sont versés de juillet à juin de l'année suivante.

À compter de 2014, les bénéficiaires pourront indiquer qu'ils désirent obtenir leur PTO en un seul versement en cochant une case sur leur déclaration de revenus. Pour la PTO de 2014, les bénéficiaires qui ne cochent pas la case en question sur leur déclaration de revenus de 2013 recevront des versements mensuels de juillet 2014 à juin 2015. Ceux qui cochent cette case recevront un seul versement en juin 2015.

En faisant un seul versement à la fin de la période de prestations, on s'assure que chaque bénéficiaire reçoit le plein montant de sa prestation, qu'il choisisse les paiements mensuels ou un seul versement. Dans les deux cas, les paiements continueront à tenir compte des événements qui se produisent pendant l'année, tels qu'une naissance, un décès ou un déménagement à l'extérieur de la province, et qui peuvent avoir une incidence sur la prestation totale d'un bénéficiaire.

### **Crédit d'impôt pour les dons d'aliments frais**

Selon l'Ontario Association of Food Banks, chaque année, les agriculteurs de l'Ontario jettent plus de 11 millions de kilogrammes d'aliments frais, notamment en les enfouissant dans leurs champs. Le gouvernement travaille en concertation avec les autres membres de l'Assemblée législative en vue d'établir un nouveau crédit d'impôt non remboursable qui encouragerait le don d'aliments frais excédentaires à ceux qui en ont besoin.

## Crédits d'impôt pour dividendes

Les particuliers investisseurs paient l'impôt sur le revenu des particuliers (IRP) sur les dividendes provenant de gains qui ont déjà été frappés de l'impôt des sociétés. En vue d'éviter cette « double imposition », des crédits d'impôt pour dividendes fédéraux et provinciaux sont accordés pour compenser les particuliers actionnaires pour l'impôt sur le revenu payé par les entreprises canadiennes dans lesquelles ils ont investi.

Dans son budget de 2013, le gouvernement fédéral a annoncé que des changements seraient apportés au traitement fiscal du revenu tiré de dividendes de petites entreprises afin de tenir compte des taux d'imposition inférieurs s'appliquant à ces entreprises à l'échelle du pays. Conformément à l'accord de perception fiscale conclu avec le gouvernement fédéral, l'Ontario apportera automatiquement ces changements. En raison de la surtaxe de l'Ontario, ces changements auraient des incidences inévitables pour les contribuables ayant différents revenus. Le gouvernement propose de prendre des mesures en vue d'améliorer l'équité pour les investisseurs avant que les changements fédéraux ne prennent effet.

Les personnes à revenu élevé paient la surtaxe de l'Ontario qui s'applique à leur impôt de base sur le revenu. Contrairement à d'autres taux d'IRP, la surtaxe s'applique une fois que les crédits non remboursables (tels que les crédits d'impôt pour dividendes) ont été déduits de leur impôt de base sur le revenu. Par conséquent, ces crédits d'impôt réduisent uniquement l'impôt de base pour les contribuables qui ne paient pas la surtaxe, mais ils réduisent l'impôt de base et la surtaxe pour les personnes qui ont un revenu élevé. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario profitent donc plus aux contribuables dont le revenu est élevé, jusqu'à 56 % de plus, qu'à ceux qui ne paient pas la surtaxe.

---

Par exemple, le crédit d'impôt de l'Ontario accordé pour des dividendes de 1 000 \$ provenant d'une grande société canadienne se chiffre à environ 88 \$ pour une personne âgée à revenu moyen et à environ 138 \$ pour un investisseur à revenu élevé.

---

En vue d'améliorer l'équité pour les investisseurs, le gouvernement propose de modifier la façon de calculer la surtaxe de l'Ontario en regard des crédits d'impôt pour dividendes. Grâce aux changements proposés, les crédits d'impôt pour dividendes auraient la même valeur pour tous les contribuables, peu importe leur revenu. Le gouvernement continuera à examiner le régime fiscal afin de déceler d'autres changements possibles pour le rendre plus équitable.

Ces changements prendraient effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Quelque 925 000 personnes à revenu généralement faible ou moyen paieraient en moyenne 145 \$ de moins d'IRP de l'Ontario et 110 000 personnes à revenu élevé paieraient en moyenne 1 180 \$ de plus. Cela représenterait des économies nettes d'environ 4 millions de dollars par année pour les investisseurs.

---

### **Détails des changements proposés aux crédits d'impôt pour dividendes**

Les taux des crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario ont été établis de façon à tenir compte de l'impôt payé par les sociétés lorsqu'on détermine l'impôt devant être payé par le particulier investisseur. Ces taux tiennent aussi compte de la surtaxe de l'Ontario s'appliquant aux contribuables dont le revenu est élevé. Cette surtaxe étant calculée en pourcentage de l'impôt de base de l'Ontario une fois que les crédits d'impôt pour dividendes ont été déduits, les crédits d'impôt réduisent à la fois le montant de base de l'impôt et la surtaxe.

Il y a deux taux de crédits d'impôt pour dividendes pour tenir compte des différents taux d'IRS qui s'appliquent au revenu des sociétés :

- Des taux d'IRS de l'Ontario inférieurs s'appliquent aux sociétés privées sous contrôle canadien, soit 4,5 % sur la première tranche de 500 000 \$ de revenu d'une entreprise exploitée activement. Les dividendes versés à partir de ce revenu (dividendes non déterminés) sont admissibles à un taux plus faible de crédits d'impôt pour dividendes pour tenir compte du taux d'IRS inférieur.
- D'autres dividendes qui sont payés à partir du revenu imposé aux taux d'IRS de l'Ontario de 10 % ou de 11,5 % (dividendes déterminés) sont admissibles à un taux de crédits d'impôt pour dividendes plus élevé.

**Dividendes non déterminés** : Les dividendes payés à partir du revenu imposé au taux applicable aux petites entreprises (4,5 % en Ontario) sont admissibles à un crédit d'impôt pour dividendes de 4,5 %. Les personnes qui paient la surtaxe bénéficient d'un allègement fiscal plus important, qui peut atteindre 56 %. Le taux total de leur crédit d'impôt est d'environ 7 %, ce qui est supérieur à l'IRS théoriquement payé. Les crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario étant calculés en tant que pourcentages des crédits fédéraux, les changements du gouvernement fédéral auraient l'effet involontaire de faire passer le taux du crédit d'impôt de l'Ontario de 4,5 % à 3,7 % si l'Ontario n'apportait pas de changements.

---

**Dividendes déterminés :** Les dividendes payés à partir du revenu des autres sociétés imposées à des taux d'IRS plus élevés (10 % ou 11,5 % en Ontario) sont admissibles à un crédit d'impôt pour dividendes de 6,4 %. Les contribuables qui paient la surtaxe ont donc un avantage total pouvant atteindre 10 % en raison de l'interaction du crédit avec la surtaxe. Cependant, les contribuables qui ne paient pas la surtaxe et qui reçoivent un crédit d'impôt de 6,4 % seulement ne sont pas compensés suffisamment.

En vue de rendre le régime plus équitable pour les investisseurs, le gouvernement propose de :

- calculer la surtaxe de l'Ontario avant de déduire les crédits d'impôt pour dividendes de l'impôt de l'Ontario;

Taux effectifs des crédits d'impôt pour dividendes de l'Ontario			
Dividendes tirés :	Contribuables	2013	2014 (proposé)
Du revenu des petites entreprises	Pas de surtaxe	4,5 %	} 4,5 %
	Surtaxe	7,0 %	
Du revenu d'autres entreprises	Pas de surtaxe	6,4 %	} 10 %
	Surtaxe	10 %	

- ramener le taux des crédits d'impôt pour les dividendes non déterminés au taux de 2013, soit 4,5 %;
- faire passer le taux des crédits d'impôt pour les dividendes déterminés de 6,4 % à 10 %.

## **Soutien aux entreprises**

### **Déduction pour amortissement accéléré pour les machines et le matériel de fabrication et de transformation**

Pour encourager davantage les entreprises ontariennes de fabrication à investir, la province prend une mesure identique à celle qui a été présentée dans le budget fédéral de 2013 et prolonge la déduction pour amortissement accéléré pour les machines et le matériel de fabrication et de transformation acquis en 2014 ou en 2015. Cette mesure procurera quelque 265 millions de dollars pour appuyer les entreprises de fabrication sur trois ans, à compter de 2013-2014.

### **Examen des programmes de soutien aux entreprises**

Dans le budget de 2013, le gouvernement provincial avait annoncé son intention d'établir un groupe technique chargé de l'examen et de l'évaluation des programmes de soutien aux entreprises de l'Ontario en fonction de critères établis, dont ceux qui sont recommandés par le Conseil pour l'emploi et la prospérité : l'innovation, la productivité et l'accroissement des exportations. Toutes les formes de soutien aux entreprises seront prises en considération. Il s'agit notamment des crédits d'impôt, des subventions et des autres programmes de soutien direct. Le gouvernement provincial devrait obtenir le rapport final à temps pour la préparation du budget de 2014.



## Un régime fiscal efficient et équitable

S'appuyant sur les changements apportés aux crédits d'impôt pour dividendes afin de rendre le régime fiscal de l'Ontario plus équitable, le gouvernement examinera l'interaction de la surtaxe avec les autres crédits d'impôt sur le revenu des particuliers afin de déterminer si elle occasionne un traitement inéquitable des contribuables. Toute décision concernant le traitement de la surtaxe sera prise dans le but de créer un régime fiscal plus équitable.

Comme il est indiqué dans le chapitre I, section A, le gouvernement étudiera diverses approches, y compris celles adoptées dans d'autres territoires de compétence, pour encourager les entreprises à investir davantage dans le nouveau matériel, dans la recherche-développement et dans la formation.

Le 28 octobre 2013, l'Institute for Competitiveness and Prosperity a rendu public un document intitulé *Taxing for Growth: A close look at tax policy in Ontario*. Dans ce rapport, on préconise la mise en place d'un régime fiscal efficace, équitable et efficient en Ontario et on propose de nombreux changements pouvant être apportés pour atteindre ces objectifs. On recommande entre autres d'examiner des incitatifs fiscaux ciblés à l'intention des particuliers ainsi que l'efficience du régime d'imposition des entreprises. Le gouvernement étudiera ces recommandations, parmi d'autres, pour s'assurer que le régime fiscal de l'Ontario est progressif, équitable et conçu pour favoriser l'emploi et la croissance.

## **Impôt foncier**

### **Réforme de l'impôt foncier provincial**

L'impôt foncier provincial (IFP) est un impôt foncier qui s'applique aux territoires non érigés en municipalité, qui sont situés à l'extérieur des limites municipales.

La province est chargée d'établir les taux d'IFP, qui n'ont pas été haussés depuis plusieurs décennies. Par conséquent, ces taux sont considérablement inférieurs aux taux de l'impôt foncier des municipalités avoisinantes.

Par exemple, des propriétaires fonciers dans des municipalités du Nord paient en moyenne environ 2 200 \$ d'impôt foncier municipal chaque année, tandis que l'impôt foncier provincial sur les biens résidentiels est de moins de 150 \$ en moyenne dans les collectivités environnantes. En fait, l'IFP se chiffre à moins de 325 \$ pour 90 % des biens résidentiels. Même si l'on tient compte des autres impôts locaux, les taux d'impôt foncier des territoires non érigés en municipalité sont beaucoup moins élevés que ceux des municipalités.

Une partie de cet écart entre les impôts peut être attribuable aux différences quant aux services fournis. Toutefois, les municipalités du Nord se sont dites sérieusement préoccupées par les iniquités qu'elles ont constatées pour les contribuables dont le bien-fonds se trouve à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire. Des municipalités ont de plus laissé entendre que les taux d'IFP très bas encouragent l'aménagement dans des territoires non érigés en municipalité juste à l'extérieur de leurs frontières, territoires qui continuent à dépendre des services offerts par les municipalités en question.

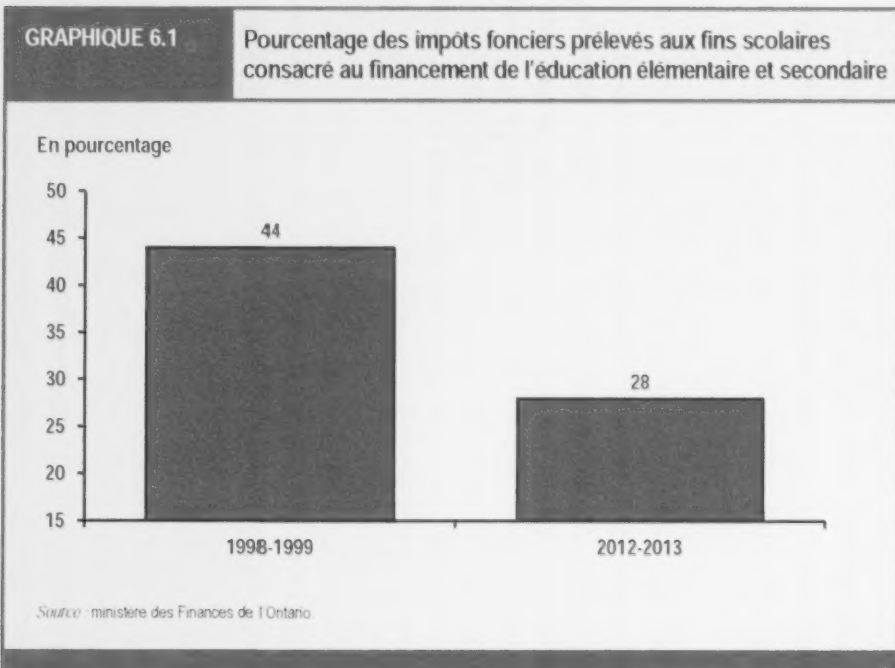
Le gouvernement provincial s'est engagé à se pencher sur les préoccupations des municipalités du Nord de façon juste et équilibrée. Il procédera à des consultations auprès des municipalités, des contribuables et d'autres intervenants du Nord au sujet de la réforme de l'IFP et proposera en 2014 des solutions pour assurer l'équité fiscale dans le Nord. Pendant la période d'examen, les taux d'IFP de 2014 seront gelés aux taux de 2013.

## Impôts fonciers prélevés aux fins scolaires

Dans le cadre de ses efforts pour protéger l'assiette des revenus de la province, le gouvernement explorera différentes options pour mettre un frein à l'érosion des fonds tirés des impôts fonciers qui soutiennent les écoles élémentaires et secondaires de l'Ontario.

Comme l'indiquait la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, les politiques adoptées par la province concernant les taux des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires ont entraîné une baisse marquée de la part des coûts d'éducation élémentaire et secondaire en Ontario qui sont financés par ces impôts.

Selon la Commission, depuis que la province a commencé à assumer la responsabilité des taux d'imposition scolaire en 1998, le pourcentage des dépenses consacrées à l'éducation qui est financé par les impôts fonciers prélevés aux fins scolaires a diminué pour passer de 44 % à 30 % en 2010-2011. Il convient de noter qu'à la suite du rapport de la Commission, ce pourcentage a continué à diminuer et s'établissait à 28 % en 2012-2013.



Jusqu'ici, la province a augmenté les transferts aux conseils scolaires de 3,8 milliards de dollars pour compenser la baisse du soutien tiré de l'impôt foncier prélevé aux fins scolaires.

## **Impôt scolaire applicable aux biens résidentiels**

Selon la Commission de réforme des services publics de l'Ontario, le déclin de la part du financement de l'éducation qui provient des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires est principalement attribuable aux politiques adoptées par la province en regard des taux d'imposition. Depuis 1998, la province a réduit les taux de l'impôt scolaire et compensé entièrement les hausses découlant de la réévaluation. En fait, l'impôt scolaire applicable aux biens résidentiels a été réduit de moitié depuis 1998.

Suivant la recommandation de la Commission, la province passera en revue ses politiques en regard des taux de l'impôt scolaire applicable aux biens résidentiels afin d'explorer les options visant à mettre un frein à l'érosion des fonds tirés de l'impôt foncier qui soutiennent les écoles élémentaires et secondaires de l'Ontario.

Il est également important de noter que la province accorde actuellement au total plus de 1 milliard de dollars par année en allègement de l'impôt foncier municipal et de l'impôt prélevé aux fins scolaires pour les personnes ayant un revenu faible ou moyen. Cet allègement représente une portion importante des revenus prélevés chaque année au titre de l'impôt scolaire applicable aux biens résidentiels, qui totalisent 2,9 milliards de dollars.

## **Impôt scolaire applicable aux entreprises**

La Commission de réforme des services publics de l'Ontario a aussi soulevé des préoccupations à l'égard des distorsions économiques attribuables au large éventail des taux de l'impôt scolaire applicable aux entreprises (ISE) qui sont pratiqués à l'échelle de la province. Cette variation des taux de l'ISE découle des iniquités historiques en matière d'évaluation et d'imposition qui existaient avant que la province ne prenne en charge les taux d'imposition scolaire. Pour remédier à ces iniquités et ces distorsions, la Commission a recommandé de mettre en oeuvre une politique visant à établir un taux unique de l'ISE qui s'appliquerait à l'ensemble de la province.

Depuis 2007, la province a fait des progrès marqués pour remédier aux iniquités liées au taux de l'ISE en abaissant les taux élevés de l'ISE pour les ramener à un taux cible qui était bien en dessous du taux moyen de l'ISE. Cependant, la province n'a pas augmenté les faibles taux de l'ISE en fonction du taux cible.

Vu l'importance que revêt la réduction de l'écart entre les taux de l'ISE, la province examinera la recommandation de la Commission en vue de l'adoption d'un taux d'ISE uniforme.

## Autres mesures

### Exonération de l'impôt-santé des employeurs

Comme cela a été proposé dans le budget de 2013, en vue d'appuyer les petites entreprises, le plafond de la masse salariale ontarienne annuelle pour l'exonération de l'impôt-santé des employeurs (ISE) passerait de 400 000 \$ à 450 000 \$ pour les employeurs du secteur privé. Ce changement prendrait effet le 1<sup>er</sup> janvier 2014 et accorderait à un employeur ayant une masse salariale ontarienne annuelle de 5 millions de dollars ou moins un allègement fiscal supplémentaire pouvant atteindre 975 \$.

Grâce à ce changement, plus de 60 000 petits employeurs paieraient moins d'ISE, dont plus de 12 000 qui ne paieraient plus cet impôt et n'auraient plus à engager de frais pour sa remise. En 2014, on estime que 88 % des employeurs du secteur privé de l'Ontario n'auraient pas à payer l'ISE.

L'exonération serait rajustée pour tenir compte de l'inflation tous les cinq ans en fonction de l'indice des prix à la consommation de l'Ontario.

En vue de mieux cibler les petits employeurs, l'exonération serait éliminée pour les employeurs (y compris les groupes d'employeurs associés) dont la masse salariale ontarienne annuelle est de plus de 5 millions de dollars. Cela augmenterait l'ISE payé d'un montant pouvant atteindre 7 800 \$ par année pour plus de 5 000 employeurs de plus grande taille. Les organismes de bienfaisance enregistrés, y compris ceux dont la masse salariale est supérieure à 5 millions de dollars, continueraient à bénéficier de l'exonération.

En raison de ces changements, les coûts de l'allègement supplémentaire du fardeau des petites entreprises au titre de l'ISE seraient en grande partie compensés par la hausse de l'ISE payé par les plus grands employeurs.

Le gouvernement a déposé le projet de loi 105, *Loi de 2013 visant à soutenir les petites entreprises*, en vue d'instaurer ces changements. Pour que les changements proposés puissent entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, il faudrait que la loi soit approuvée par l'Assemblée législative d'ici la fin de 2013.

## **Crédit d'impôt pour la formation en apprentissage**

Le crédit d'impôt pour la formation en apprentissage (CIFA) est un crédit d'impôt remboursable pour les entreprises représentant entre 35 % et 45 % des salaires et traitements versés aux apprentis admissibles dans des métiers désignés des secteurs de la construction, de l'industrie, de la force motrice et des services. Le CIFA, combiné aux autres programmes d'apprentissage provinciaux, contribue à accroître le nombre de travailleurs qualifiés en encourageant les entreprises à embaucher et à former des apprentis dans les métiers spécialisés.

Afin de mieux cibler le CIFA et d'aider à améliorer les taux d'achèvement des programmes pour les métiers admissibles, on a annoncé dans le budget de 2013 qu'à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014, le CIFA ne s'appliquerait plus aux dépenses engagées pour trois métiers d'agents de centre d'appels.

Après le 31 mars 2014, les employeurs qui embauchent des apprentis inscrits dans ces trois métiers pourront toujours présenter une demande relative à d'autres incitatifs pour les apprentis tels que la prime de 1 000 \$ accordée pour chaque apprenti lors de l'achèvement de la formation en apprentissage. De plus, les employeurs d'agents de centre d'appels pourront présenter une demande dans le cadre de programmes de développement économique régional et du Fonds d'aide à l'emploi pour les jeunes, qui a été mis sur pied en septembre 2013.

Le gouvernement accordera du soutien de transition aux employeurs admissibles qui ont embauché des apprentis admissibles des trois métiers touchés avant le 3 mai 2013, et ce soutien se poursuivra pendant une période allant jusqu'à 24 mois après la date d'embauche des apprentis. Ce financement aidera ces apprentis à compléter leur formation.

Ce soutien sera accordé dans le cadre d'un programme de subventions. D'autres détails seront fournis par le ministère de la Formation et des Collèges et Universités.

---

## Mesures favorisant l'intégrité du revenu

Le gouvernement est déterminé à faire en sorte que tous les contribuables paient leur juste part d'impôts et de taxes. À cette fin, il met en oeuvre un certain nombre d'initiatives pour s'attaquer à l'économie souterraine et à l'évasion fiscale de la part des sociétés. Plus précisément, en concertation avec le gouvernement fédéral, l'Ontario soutient l'étoffement des activités visant la conformité qui pourraient générer des revenus fiscaux de plus de 700 millions de dollars au cours des quatre prochaines années. En outre, dans le cadre de l'application de ses propres lois fiscales, l'Ontario effectue des audits approfondis des comptes dans les secteurs à haut risque et est en voie de réaliser des gains de 65 millions de dollars au titre des revenus fiscaux en 2013-2014. Le gouvernement entend aussi proposer d'autres mesures touchant l'économie souterraine afin d'accroître la sensibilisation à cette question, de favoriser l'échange d'information entre les territoires de compétence et de renforcer l'ensemble des activités d'application de la loi.

---

« ...la province doit aussi renforcer les activités d'administration et d'exécution en vue d'améliorer l'intégrité du régime fiscal [...] Il faut s'élever contre les entreprises ontariennes qui ont recours à une planification fiscale abusive pour obtenir un avantage concurrentiel. [...] En s'attaquant au problème de l'économie souterraine, on établit des règles du jeu équitables pour les contribuables et les entreprises. »

Commission de réforme sur les services publics de l'Ontario. *Des services publics pour la population ontarienne : Cap sur la viabilité et l'excellence*, 2012, pages 411 et 413.

---



## Stratégie antitabac de l'Ontario

Dans le budget de 2013, le gouvernement a réitéré son engagement à l'endroit de la stratégie Ontario sans fumée, qui vise à protéger la santé de la population de la province en luttant contre le tabagisme. L'Ontario est résolu à afficher le taux d'usage du tabac le plus faible au Canada et à réduire la quantité de produits du tabac illégaux à bas prix vendus aux jeunes.

Le renforcement des partenariats avec les communautés des Premières Nations pour des questions liées au tabac fait toujours partie des priorités du gouvernement. Des progrès ont été réalisés quant à des projets pilotes instaurés l'année dernière avec la Première Nation des Chippawas de la Thames et le Conseil des Mohawks d'Akwesasne. Ces discussions ont mis l'accent sur les travaux de recherche et d'analyse qui aideront l'Ontario et les communautés des Premières Nations participant au projet pilote à déterminer les approches communautaires appropriées à l'égard de la réglementation du tabac dans les réserves. Cette possibilité sera peut-être offerte à d'autres communautés des Premières Nations.

Le gouvernement amorce un examen officiel du système d'allocation actuel des cigarettes non marquées. Le projet de loi 186, *Loi de 2011 appuyant la stratégie Ontario sans fumée par la réduction du tabac de contrebande*, vise à modifier la *Loi de la taxe sur le tabac* en vue d'autoriser le gouvernement à conclure avec le conseil d'une bande des arrangements et des accords à l'égard du tabac dans une réserve. Les communautés des Premières Nations seront invitées à participer à la modernisation du système d'allocation actuel, qui a des inconvénients.

En raison de l'impact que cela aurait sur l'industrie du tabac et de la nécessité d'obtenir des commentaires de divers intervenants, le gouvernement a décidé de reporter au 1<sup>er</sup> janvier 2015 l'établissement d'un mécanisme de surveillance du tabac en feuilles.

Le gouvernement reconnaît aussi le besoin de se pencher sur le problème du tabac illégal grâce à une approche équilibrée axée sur l'application de la loi et les partenariats. À cet égard, le gouvernement continuera à travailler avec les organismes d'application de la loi en vue de saisir les produits illégaux et de poursuivre en justice les personnes qui enfreignent la loi. On continuera d'envisager de nouvelles mesures d'application de la loi.

EMPRUNTS ET  
GESTION DE LA DETTE





## Points saillants

- ☑ Le total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour la période de 2013 à 2016 a été réduit de 0,5 milliard de dollars par rapport au budget de 2013, en raison surtout du déficit moins élevé déclaré dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 2012-2013.
- ☑ Les emprunts à long terme sur les marchés publics devraient se chiffrer à 33,4 milliards de dollars pour 2013-2014, ce qui est conforme aux prévisions du budget de 2013.
- ☑ Les charges liées à l'intérêt sur la dette pour 2013-2014 devraient être de 10 605 millions de dollars, ce qui est conforme aux chiffres du budget de 2013.
- ☑ La dette nette et le déficit accumulé devraient être inférieurs de 0,7 milliard de dollars et de 1,1 milliard de dollars, respectivement, à ce qui était prévu dans le budget de 2013 en raison surtout du déficit moins élevé que prévu déclaré dans les *Comptes publics de l'Ontario* de 2012-2013.
- ☑ La dette nette devrait se chiffrer à 272,1 milliards de dollars au 31 mars 2014. On prévoit que le déficit accumulé sera de 178,9 milliards de dollars au 31 mars 2014. La différence de 93,2 milliards de dollars entre la dette nette et le déficit accumulé est attribuable à des investissements nets dans les immobilisations.
- ☑ Le gouvernement maintiendra une approche rigoureuse pour maîtriser les dépenses de programmes en vue de réduire le rapport dette nette-PIB de l'Ontario pour le ramener au niveau de 27 % enregistré avant la récession.
- ☑ Le gouvernement ferait de l'Ontario la première province canadienne à offrir des obligations vertes.



## **Emprunts à long terme sur les marchés publics**

Les besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour 2013-2014 s'établissent toujours à 33,4 milliards de dollars, conformément à ce qui était prévu dans le budget de 2013. Au 23 octobre 2013, la province avait mobilisé 21,9 milliards de dollars, soit 65 % de ses besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics de cette année. Ce montant englobe les ventes d'Obligations d'épargne de l'Ontario, qui se sont chiffrées à 0,4 milliard de dollars.

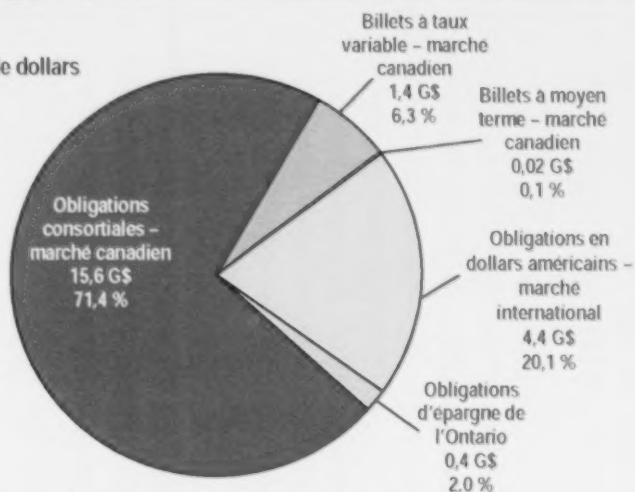
La moyenne pondérée de l'échéance de la dette provinciale à long terme contractée jusqu'ici en 2013-2014 est de 13,8 ans, par rapport à 12,4 ans pour 2012-2013 et à 13,0 ans pour 2011-2012. L'échéance de la dette peut être prolongée ou écourtée selon l'orientation future des taux d'intérêt et les préférences des investisseurs quant à ces échéances. Les charges liées aux frais d'intérêt sur la dette pour 2013-2014 devraient se chiffrer à 10 605 millions de dollars, ce qui est conforme aux chiffres du budget de 2013.

Jusqu'ici cette année, l'Ontario a émis des titres d'emprunt à long terme de 17,5 milliards de dollars sur le marché du dollar canadien, ce qui représente 80 % du total des emprunts à l'heure actuelle. La province s'attend maintenant à terminer l'exercice avec au moins 70 % de ses emprunts contractés sur le marché canadien, comme cela est indiqué dans le budget de 2013.

GRAPHIQUE 7.1

# Emprunts de 2013-2014

Émissions :  
21,9 milliards de dollars



Notes : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.  
Source : Office ontarien de financement

Ces emprunts en dollars canadiens ont été faits à l'aide des instruments suivants :

- ♦ des obligations consortiales;
- ♦ des obligations à taux variable;
- ♦ des billets à moyen terme;
- ♦ des Obligations d'épargne de l'Ontario.

Le marché du dollar américain est demeuré une importante source de financement pour l'Ontario cette année. Environ 4,4 milliards de dollars, ou 20 %, des emprunts ont été effectués à l'aide d'obligations planétaires en dollars américains.



**TABEAU 7.1 Plan d'emprunt 2013-2014**  
(en milliards de dollars)

	Plan budgétaire	Perspectives actuelles	Variation en cours d'exercice
Déficit	11,7	11,7	-
Investissement dans les immobilisations	11,1	11,2	0,1
Redressements sans effet sur la trésorerie	(3,9)	(3,9)	-
Prêts/Investissements nets	1,6	1,6	-
Dette arrivant à échéance	23,7	23,6	(0,1)
Règlement de la dette	0,3	0,3	-
Total des besoins en matière de financement	44,5	44,5	-
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(1,5)	(1,5)	-
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires	(5,8)	(5,8)	-
Échéance des rachats de dette	(3,7)	(3,7)	-
Total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics	33,4	33,4	-

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Les emprunts à long terme sur les marchés publics en 2013-2014 seront de 33,4 milliards de dollars, conformément à ce qui était prévu dans le budget de 2013.

Au cours de l'été et au début de l'automne, la hausse des taux d'intérêt à long terme a dépassé les prévisions du budget de 2013. Si ces taux recommencent à augmenter d'ici la fin de 2013-2014, cela pourrait exercer une pression à la hausse sur les frais d'intérêt sur la dette en fonction de l'échéance de la dette contractée.

La cote de solvabilité se rattachant à une dette contractée sur les marchés financiers a une incidence sur le coût des emprunts. Le gouvernement maintiendra une approche rigoureuse pour maîtriser les dépenses de programmes en vue de réduire le rapport dette nette-PIB de l'Ontario pour le ramener au niveau de 27 % enregistré avant la récession. Cela aidera à maintenir l'intérêt sur la dette à un niveau raisonnable et à protéger les générations futures de la hausse des frais d'intérêt, qui risqueraient de réduire les fonds destinés aux priorités du gouvernement.

En vue d'obtenir du financement pour investir davantage dans le transport en commun, le gouvernement ferait de l'Ontario la première province canadienne à offrir des obligations vertes pour le financement de projets de transport en commun. Les obligations vertes, qui ont été émises pour la première fois par la Banque mondiale en 2008, permettent de réunir des capitaux pour des projets ayant des bienfaits précis pour l'environnement. Elles seraient émises par l'Ontario pour des initiatives relatives au transport en commun écologique et d'autres projets d'infrastructure respectueux de l'environnement, en vue de miser sur la capacité de la province de recueillir des fonds à faible coût.

**TABLEAU 7.2 Perspectives du programme d'emprunt à moyen terme**  
(en milliards de dollars)

	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Déficit	11,7	10,1	7,2
Investissement dans les immobilisations	11,2	10,4	10,4
Redressements sans effet sur la trésorerie	(3,9)	(3,1)	(3,0)
Prêts/Investissements nets	1,6	0,4	1,8
Dette arrivant à échéance	23,6	21,7	20,4
Règlement de la dette	0,3	0,3	0,3
<b>Total des besoins en matière de financement</b>	<b>44,5</b>	<b>39,8</b>	<b>37,1</b>
Diminution/(Augmentation) des emprunts à court terme	(1,5)	(1,5)	–
Augmentation/(Diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(5,8)	(1,3)	–
Échéance des rachats de dette	(3,7)	–	–
<b>Total des emprunts à long terme sur les marchés publics</b>	<b>33,4</b>	<b>37,0</b>	<b>37,1</b>

*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Le total des besoins d'emprunt à long terme sur les marchés publics pour la période de 2013 à 2016 a été réduit de 0,5 milliard de dollars par rapport au budget de 2013, en raison surtout du déficit moins élevé déclaré dans les *Comptes publics de l'Ontario de 2012-2013*.

## **Dettes**

La dette totale, qui représente tous les emprunts sans y inclure les actifs financiers, devrait s'élever à 291,9 milliards de dollars au 31 mars 2014, comparativement à 281,1 milliards de dollars au 31 mars 2013.

La dette nette de l'Ontario équivaut à la différence entre le total des passifs et le total des actifs financiers. Elle devrait atteindre 272,1 milliards de dollars au 31 mars 2014, soit 0,7 milliard de dollars de moins que ce qui était prévu dans le budget de 2013. La dette nette se chiffrait à 252,1 milliards de dollars au 31 mars 2013.

On prévoit que le déficit accumulé sera de 178,9 milliards de dollars au 31 mars 2014, comparativement aux 179,9 milliards de dollars prévus dans le budget de 2013. La différence prévue de 93,2 milliards entre la dette nette et le déficit accumulé est attribuable à des investissements nets dans les immobilisations.

## Mise à jour sur le reliquat de la dette insurmontable

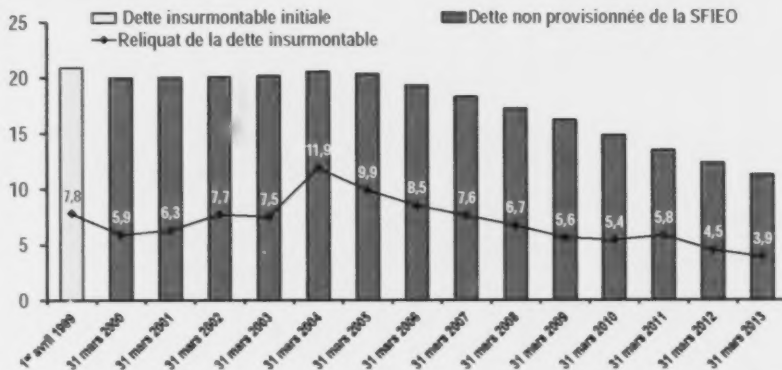
Les états financiers annuels de 2013 de la Société financière de l'industrie de l'électricité de l'Ontario (SFIEO) indiquent que les revenus sont de 1,0 milliard de dollars supérieurs aux charges, ce qui réduit la dette non provisionnée de la SFIEO (ou « dette insurmontable du secteur de l'électricité »), pour la faire passer de 12,3 milliards de dollars au 31 mars 2012 à 11,3 milliards de dollars au 31 mars 2013.

Conformément au Règlement de l'Ontario 89/12, le ministre des Finances a établi le reliquat de la dette insurmontable du secteur de l'électricité à 3,9 milliards de dollars au 31 mars 2013. Cela représente une diminution de 0,6 milliard de dollars par rapport au reliquat de la dette insurmontable de 4,5 milliards de dollars au 31 mars 2012 et une diminution de 8,0 milliards de dollars par rapport au sommet estimé à 11,9 milliards de dollars au 31 mars 2004.

GRAPHIQUE 7.2

### Reliquat de la dette insurmontable depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999

(en milliards de dollars)



*Nota :* Les montants de la dette non provisionnée proviennent des rapports annuels de la SFIEO de 1999-2000 à 2012 et des états financiers annuels de 2013.

*Sources :* Valeur du reliquat de la dette insurmontable pour le 1<sup>er</sup> avril 1999, telle qu'annoncée le 1<sup>er</sup> avril 1999. Valeurs de la période allant du 31 mars 2000 au 31 mars 2010 selon les estimations du ministère des Finances de l'Ontario dans le budget de 2012, et de la période allant du 31 mars 2011 au 31 mars 2013, telles que déterminées par le ministre des Finances conformément à un règlement pris en application de la *Loi de 1990 sur l'électricité*.

Pour établir le reliquat de la dette insurmontable au 31 mars 2013, on a déduit du montant de la dette insurmontable de 11,3 milliards de dollars la valeur estimative actuelle des futurs revenus devant être consacrés à la SFIEO de 7,4 milliards de dollars. On a obtenu ainsi un montant de 3,9 milliards de dollars au 31 mars 2013.

La *Loi de 1998 sur l'électricité* prévoit une redevance de liquidation de la dette que doivent verser les consommateurs jusqu'à ce que le reliquat de la dette insurmontable soit éliminé. On estime que le reliquat sera éliminé entre 2015 et 2018. On ne peut donner de date précise pour l'élimination du reliquat et de la redevance de liquidation en raison de l'incertitude entourant les résultats affichés par la SFIEO et les revenus qui y seront consacrés à l'avenir, éléments qui dépendent du rendement financier de l'Ontario Power Generation, de Hydro One et des services publics municipaux du secteur de l'électricité, ainsi que d'autres facteurs tels que les taux d'intérêt et la consommation d'électricité.

## Composition de la dette totale

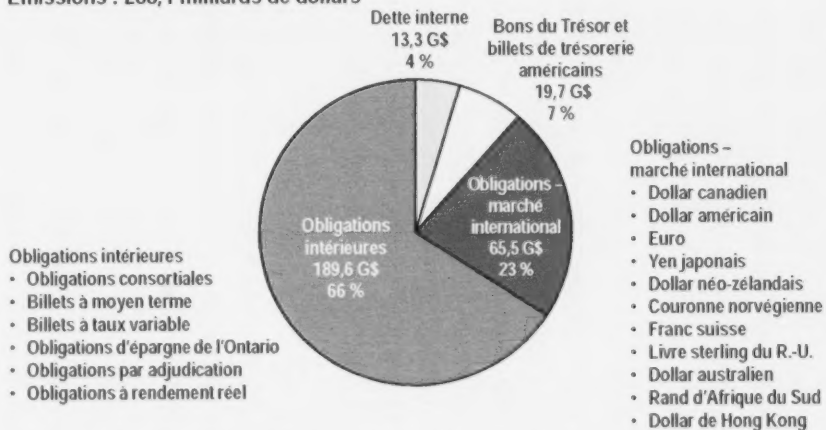
La dette totale est constituée d'obligations émises sur les marchés financiers publics et d'une dette interne, de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains.

Au 30 septembre 2013, la dette totale de l'Ontario s'établissait à 288,1 milliards de dollars. La dette publique totalisait 274,8 milliards de dollars; elle était constituée principalement d'obligations émises sur les marchés à long terme en dollars canadiens et, sur les marchés internationaux, en dollars américains et dans neuf autres devises. La province a aussi une dette interne de 13,3 milliards de dollars contractée en dollars canadiens. Celle-ci est constituée principalement de titres de créance qui sont détenus par le Régime de pensions du Canada. Cette dette contractée hors des marchés publics est non négociable.

GRAPHIQUE 7.3

### Composition de la dette totale au 30 septembre 2013

Émissions : 288,1 milliards de dollars



*Nota :* Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

*Source :* Office ontarien de financement.



## Rapports dette-PIB

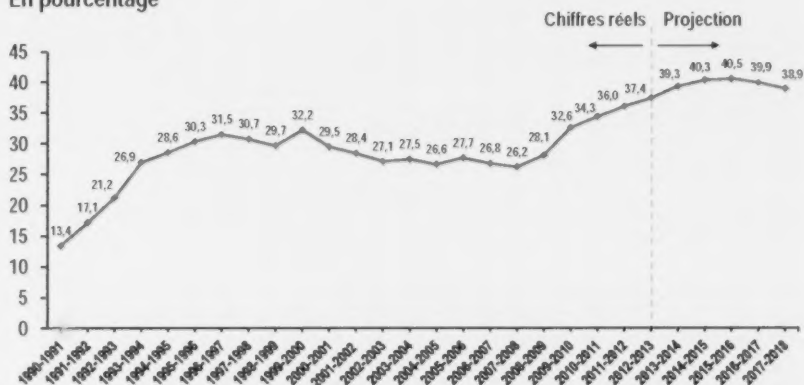
On s'attend à ce que les rapports dette-PIB de la province augmentent en raison des déficits projetés et des investissements dans les immobilisations. Les rapports se stabiliseront et commenceront à diminuer lorsque le déficit sera éliminé.

Le rapport dette nette-PIB devrait atteindre un sommet de 40,5 % en 2015-2016, comparativement au sommet de 40,4 % prévu dans le budget de 2013. Cette légère augmentation est attribuable à la croissance plus faible que prévu du PIB nominal.

GRAPHIQUE 7.4

### Rapport dette nette-PIB

En pourcentage

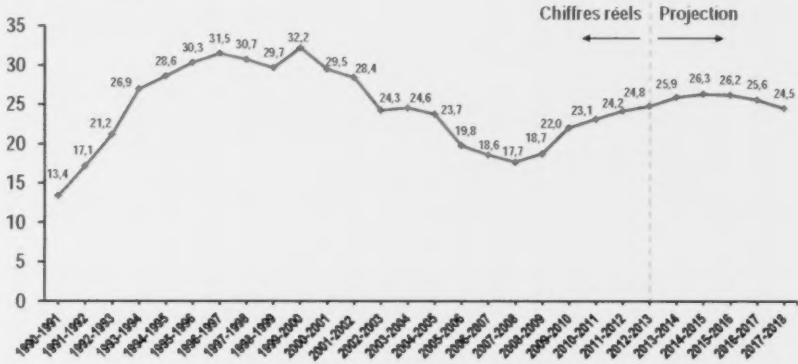


*Nota :* À compter de 2005-2006, la dette nette a été redressée pour y inclure la dette nette du secteur parapublic.  
*Source :* ministère des Finances de l'Ontario.

GRAPHIQUE 7.5

# Rapport déficit accumulé-PIB

En pourcentage



Source : ministère des Finances de l'Ontario

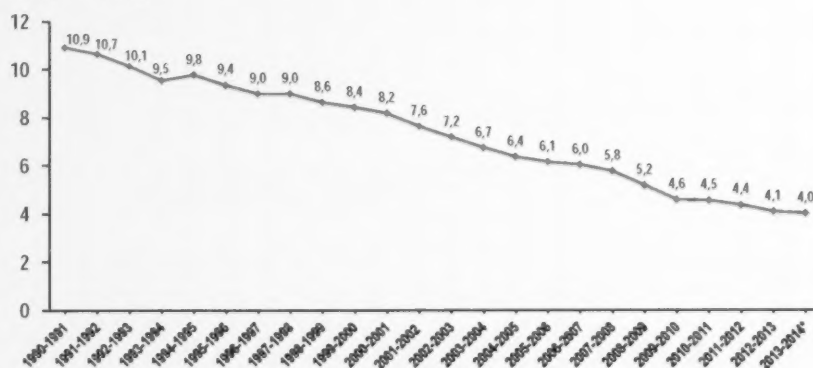
## Coût de la dette

Au 30 septembre 2013, le taux d'intérêt effectif (selon une moyenne pondérée) sur la dette totale était de 4,0 % comparativement à 4,1 % au 31 mars 2013. Cette diminution s'est produite parce que les taux d'intérêt de la dette contractée au cours de la première moitié de l'exercice étaient moins élevés que ceux de la dette arrivant à échéance, malgré le fait que la hausse des taux d'intérêt à long terme ait dépassé les prévisions du budget de 2013. Le rythme de diminution du taux d'intérêt effectif de la province a ralenti, mais si les taux d'intérêt à long terme continuent d'augmenter, cette tendance sera renversée et les taux d'intérêt effectifs pour la dette totale commenceront à augmenter.

GRAPHIQUE 7.6

Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée)  
de la dette totale

En pourcentage



\*Au 30 septembre 2013.

Sources : Comptes publics de l'Ontario (1991-2013) et Office ontarien de financement.

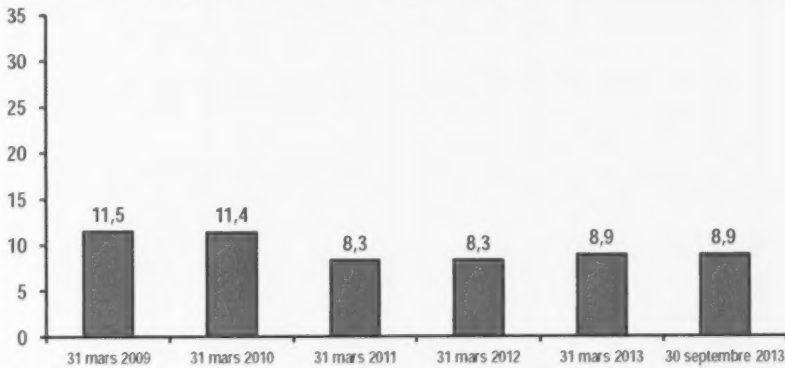
## Exposition aux risques

La province limite son exposition aux risques de taux d'intérêt (nets) à 35 % de la dette contractée pour les besoins de la province et son exposition aux risques de change, à 5 %. Au 30 septembre 2013, l'exposition de la province aux risques de taux d'intérêt (nets) était de 8,9 % et son exposition aux risques de change était de 0,4 %.

**GRAPHIQUE 7.7**

### Exposition aux risques associés aux changements de taux d'intérêt

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province  
(exposition aux risques associés aux changements de taux d'intérêt limitée à 35 %)



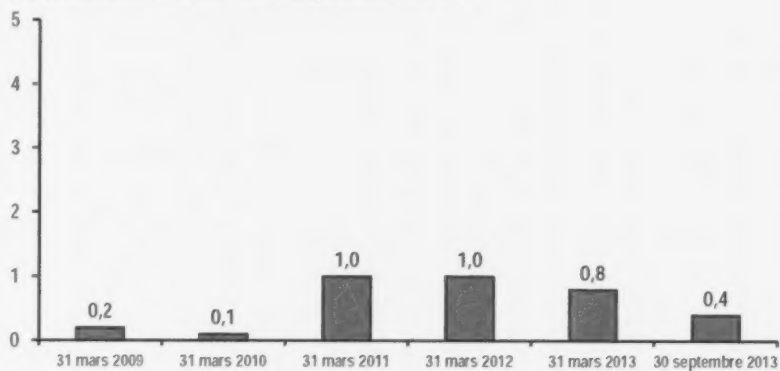
*Note :* Exclut la dette de la SFIEO

*Source :* Office ontarien de financement.

GRAPHIQUE 7.8

## Exposition aux risques de change

Pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province  
(exposition aux risques de change limitée à 5 %)



*Nota :* Exclut la dette de la SFIEO.

*Source :* Office ontarien de financement.

CONSULTATIONS  
PRÉALABLES AU BUDGET







## **Comment participer aux consultations préalables au budget de 2014**

Les consultations menées par le gouvernement l'année dernière ont connu un succès sans précédent.

Cette année, une fois de plus, le ministre des Finances tiendra des séances de consultation préalables au budget avec des particuliers et des organismes dans le cadre du dialogue suivi que le gouvernement entretient avec la population ontarienne.

En ayant recours à des technologies modernes, permettant notamment de tenir des assemblées générales virtuelles, le ministre des Finances communiquera une fois de plus avec un large éventail de personnes dans les collectivités de toute la province.

Plusieurs consultations se dérouleront en ligne, ce qui permettra aux participants d'exprimer leur opinion dans un nouveau forum interactif. Le ministre des Finances souhaite entendre les points de vue des Ontariennes et des Ontariens sur ce que le gouvernement pourrait faire de plus pour créer des emplois et assurer la croissance économique, tout en éliminant le déficit.

Vous trouverez ci-dessous des renseignements sur la façon de communiquer vos opinions et vos idées en vue de l'élaboration du budget de 2014.

### **Observations en ligne**

Les particuliers peuvent également soumettre leurs idées en vue de l'élaboration du budget de 2014 en remplissant le formulaire qui se trouve sur le site Web du ministère des Finances, à [www.fin.gov.on.ca](http://www.fin.gov.on.ca). Il suffit de cliquer sur « Consultations préalables au budget » dans le menu Cycle financier de l'Ontario.

### **Observations écrites**

Les particuliers et les organismes peuvent faire parvenir leurs observations directement au ministre des Finances par la poste, par courriel ou par télécopieur.

#### **Adresse postale**

L'honorable Charles Sousa  
Ministre des Finances  
a/s Secrétariat du budget  
Édifice Frost Nord, 3<sup>e</sup> étage  
95, rue Grosvenor  
Toronto ON M7A 1Z1

#### **Adresse de courriel**

[submissions@ontario.ca](mailto:submissions@ontario.ca)

#### **Télécopieur**

416 325-0969

## Description des graphiques

### **Graphique 1.1 : La reprise de l'emploi en Ontario devance celle des principaux concurrents**

Ce graphique à barres montre la variation en pourcentage du taux d'emploi en Ontario depuis juin 2009 comparativement aux États des Grands Lacs, à la moyenne des pays membres de l'OCDE, à la moyenne des États-Unis et au reste du Canada.

Le taux d'emploi s'est accru de 7,4 % en Ontario depuis juin 2009.

Il a diminué de 0,2 % dans l'Illinois et dans l'Ohio, et a augmenté de 0,6 % dans l'État de New York, de 0,7 % au Wisconsin, de 1,2 % dans l'Indiana, de 1,9 % en Pennsylvanie, de 2,6 % au Michigan et de 4,1 % au Minnesota; la moyenne s'est accrue de 3,1 % dans les pays membres de l'OCDE, de 4,4 % aux États-Unis et de 5,3 % dans le reste du Canada.

Retourner au graphique 1.1

### **Graphique 1.2 : La Stratégie de réduction de la pauvreté contribue à atténuer la pauvreté chez les enfants**

Ce graphique à barres montre que la Stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement contribue à atténuer la pauvreté chez les enfants. En 2011, le taux de pauvreté chez les enfants était de 22,2 % avant de calculer les mesures fiscales et les transferts; une fois les mesures fiscales et les transferts pris en compte, ce taux était passé à 15,9 %. La Stratégie de réduction de la pauvreté avait pour but de réduire encore davantage ce taux pour le porter à 13,6 %.

Retourner au graphique 1.2

### **Graphique 1.3 : Les bilans des entreprises canadiennes sont supérieurs à la moyenne à long terme**

Ce graphique linéaire simple montre le solde de caisse des entreprises non financières canadiennes exprimé en pourcentage du total des actifs entre le premier trimestre de 1988 et le deuxième trimestre de 2013. Ce solde est passé d'un niveau frisant 4 % à un sommet de 7,7 % au quatrième trimestre de 2011. Depuis, il a baissé à 7,3 %, mais est demeuré bien au-dessus de sa moyenne à long terme de 5,3 %.

Retourner au graphique 1.3

**Graphique 1.4 : Les investissements des entreprises ontariennes à la traîne par rapport à ceux des entreprises canadiennes et américaines**

Ce graphique linéaire simple montre les investissements dans les immobilisations de production exprimés en pourcentage du PIB en Ontario, au Canada et aux États-Unis entre 2007 et 2012. Les investissements dans les immobilisations de production en Ontario en tant que pourcentage du PIB sont inférieurs à ceux du Canada et des États-Unis pendant toute la période visée. Le pourcentage du PIB que représentent les investissements dans les immobilisations de production en Ontario se chiffrait à 9,5 % en 2007 et avait atteint 9,7 % en 2008. Il a ensuite été à la baisse au cours des deux années suivantes, chutant à 8,3 % en 2010, soit son point le plus bas. Ce pourcentage a augmenté et s'établissait à 8,9 % en 2012. Après avoir atteint un sommet de 13,3 % en 2007, les investissements dans les immobilisations de production exprimés en pourcentage du PIB aux États-Unis ont baissé de façon encore plus marquée, pour s'établir à 11,1 % en 2010. Ils ont par la suite rebondi pour atteindre 12,1 % en 2012. Les investissements dans les immobilisations de production au Canada en tant que pourcentage du PIB atteignaient 12,6 % en 2007 et avaient augmenté à 12,9 % en 2008. Ils ont enregistré une baisse pour se chiffrer à 11,2 % en 2010, mais ont repris de la vigueur au cours des trois années subséquentes pour atteindre 12,8 % en 2012, soit un niveau supérieur à celui des États-Unis et de l'Ontario pour cette année-là.

[Retourner au graphique 1.4](#)

**Graphique 1.5 : Les dépenses des entreprises ontariennes en R-D sont inférieures à celles des entreprises américaines**

Les entreprises de l'Ontario persistent à ne pas investir assez dans les activités susceptibles d'augmenter la productivité comme la recherche-développement (R-D). Les dépenses des entreprises en R-D exprimées en pourcentage du PIB accusent un retard par rapport à celles des États-Unis. Entre 2001 et 2011, elles ont affiché une baisse, passant de 1,7 % à 1,2 % en Ontario, alors qu'elles sont demeurées à 1,9 % aux É.-U.

[Retourner au graphique 1.5](#)

---

## **Raffermir les secteurs économiques de l'Ontario**

### ***Aérospatiale***

**Faits saillants** : Au 2<sup>e</sup> rang du secteur de l'aérospatiale au Canada

**Initiatives clés** : Collaborer avec des partenaires des milieux industriels et universitaires pour aider à former un regroupement aérospatial de pointe autour du parc Downsview à Toronto.

### ***Agroalimentaire***

**Faits saillants** : Au 6<sup>e</sup> rang du secteur de la transformation des aliments et des boissons en Amérique du Nord

**Initiatives clés** : Appuyer les agriculteurs en leur offrant une aide financière dans le cadre de programmes d'innovation et de gestion des risques d'entreprises tout en collaborant avec des partenaires, comme la société Dr. Oetker, pour accroître la valeur ajoutée des produits agricoles ontariens.

### ***Automobile***

**Faits saillants** : Une des plus importantes entités infranationales de l'ALENA pour l'assemblage de véhicules

**Initiatives clés** : Travailler avec de grandes sociétés du secteur automobile pour appuyer les usines d'assemblage qui seront le pivot d'un regroupement de l'automobile en Ontario, y compris l'aide récemment apportée à la société Ford à Oakville.

### ***Chimie***

**Faits saillants** : Sarnia-Lambton est le plus important centre du secteur de la chimie au Canada

**Initiatives clés** : Appuyer la fabrication de nouveaux produits novateurs, y compris des engrais, des résines synthétiques et des produits chimiques de base, organiques et non organiques.

### ***Technologie propre***

**Faits saillants** : Le secteur ontarien de la technologie propre compte 10 100 emplois et 200 entreprises

**Initiatives clés** : Collaborer avec l'industrie sur la recherche-développement et la fabrication de technologies, processus et produits d'origine biologique. En outre, la Stratégie pour le secteur de l'eau contribuera à raffermir le secteur de l'eau et aidera les entreprises innovantes à faire face à la concurrence internationale et à apporter des solutions aux graves problèmes d'eau qui menacent le monde entier.

---

### **Services financiers**

**Faits saillants :** Toronto est au 2<sup>e</sup> rang sur le plan de l'emploi dans les services financiers en Amérique du Nord

**Initiatives clés :** Collaborer avec l'industrie et les autres ordres de gouvernement pour appliquer une stratégie visant la compétitivité et la croissance du secteur des services financiers. L'Ontario, la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral ont signé une entente de principe pour établir un organisme coopératif de réglementation des marchés des capitaux et ont commencé à travailler sur la mise en place du nouveau système.

### **Foresterie**

**Faits saillants :** En 2012, les exportations de produits forestiers étaient évaluées à 3,5 G\$

**Initiatives clés :** Appuyer la transformation du secteur forestier pour l'orienter vers des produits ayant une plus grande valeur ajoutée afin de préserver et de créer des emplois dans le cadre des programmes de financement actuels et des réformes apportées au régime de tenure forestière et d'établissement des prix touchant les ressources des forêts de la Couronne.

### **TIC**

**Faits saillants :** Au 3<sup>e</sup> rang du secteur des TIC en Amérique du Nord

**Initiatives clés :** Aider la société Ericsson à élargir son centre de R-D à Ottawa et travailler avec Communtech pour appuyer ses activités d'entrepreneuriat à Kitchener Waterloo.

### **Sciences de la vie**

**Faits saillants :** Au 2<sup>e</sup> rang du secteur des sciences de la vie en Amérique du Nord

**Initiatives clés :** Favoriser les progrès dans les soins de santé et leur commercialisation en établissant le Conseil de l'innovation en santé avec des partenaires des secteurs public et privé et financer la recherche en génomique et en médecine individualisée en collaboration avec l'Ontario Genomics Institute.

### **Mines**

**Faits saillants :** Parmi les 10 plus grands producteurs de nickel et de platine au monde

**Initiatives clés :** Offrir des incitatifs et des déductions spéciales dans le cadre du régime fiscal s'appliquant aux mines afin d'encourager l'investissement.

### **Divertissement et création**

**Faits saillants :** Au 1<sup>er</sup> rang du secteur du divertissement et de la création au Canada et au 3<sup>e</sup> rang en Amérique du Nord

**Initiatives clés :** Stimuler la production et la distribution de musique au moyen du nouveau Fonds ontarien de promotion de la musique et appuyer l'industrie cinématographique pour veiller à ce que l'Ontario demeure un lieu de prédilection pour la production de films.

Retourner au graphique : Raffermer les secteurs économiques de l'Ontario

---

**Graphique 1.6 : Plan de l'Ontario de 2013 visant à éliminer le déficit**

Ce graphique à barres illustre le plan budgétaire de l'Ontario de 2013 visant à éliminer le déficit. Dans le document *Perspectives économiques et revue financière de 2009*, l'Ontario avait prévu un déficit de 24,7 milliards de dollars pour 2009-2010. Dans les faits, le déficit de 2009-2010 s'est établi à 19,3 milliards de dollars. Le budget de 2010 avait prévu des déficits de 19,7 milliards de dollars pour 2010-2011, de 17,3 milliards de dollars pour 2011-2012, de 15,9 milliards de dollars pour 2012-2013 et de 13,3 milliards de dollars pour 2013-2014. Les déficits réels ont été de 14,0 milliards de dollars en 2010-2011, de 13,0 milliards de dollars en 2011-2012 et de 9,2 milliards de dollars en 2012-2013.

Aux fins des perspectives à moyen et à long terme, le budget de 2013 a prévu un déficit de 11,7 milliards de dollars en 2013-2014, de 10,1 milliards de dollars en 2014-2015, de 7,2 milliards de dollars en 2015-2016 et de 3,5 milliards de dollars en 2016-2017, et un excédent de 0,5 milliard de dollars en 2017-2018.

Retourner au graphique 1.6

**Graphique 1.7 : Variation des charges de programmes d'une année à l'autre**

Ce graphique à barres montre que le taux de croissance annuel des dépenses de programmes se chiffrait à 12,0 % en 2009-2010, à 4,5 % en 2010-2011, à 0,9 % en 2011-2012 et à -0,4 % en 2012-2013.

Retourner au graphique 1.7

**Graphique 1.8 : Règlements salariaux en Ontario**

En moyenne, les règlements salariaux dans le secteur public ontarien ont été de 0,3 %. Il s'agit de règlements inférieurs à ceux du secteur privé, qui s'établissaient à 2,0 %, du secteur municipal, qui s'élevaient à 2,0 %, et du secteur public fédéral en Ontario, qui se chiffraient à 1,7 %.

Retourner au graphique 1.8

**Graphique 1.9 : Niveaux de dotation de la fonction publique de l'Ontario**

Ce graphique à barres montre que le nombre d'équivalents temps plein (ETP) était de 68 645 en octobre 2008, que la cible prévue dans le budget de 2009 pour mars 2012 était de 65 245 (objectif qui a été atteint), et que la cible prévue dans le budget de 2011 devant être atteinte en mars 2014 est de 63 745. Le graphique indique que l'objectif de réduction du budget de 2009 était de 3 400 ETP et que le budget de 2011 prévoyait une réduction supplémentaire de 1 500 ETP.

Retourner au graphique 1.9



**Graphique 2.1 : PIB réel de l'Ontario depuis la récession de 2008-2009**

Ce graphique linéaire simple montre le PIB réel de l'Ontario entre le premier trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2013. Avant la récession, le PIB réel de l'Ontario avait atteint un pic de 601,6 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2008 pour redescendre, pendant la récession, à un creux de 570,6 milliards de dollars au deuxième trimestre de 2009. Au deuxième trimestre de 2013, le PIB réel avait grimpé à 621,4 milliards de dollars.

Retourner au graphique 2.1

**Graphique 2.2 : Les emplois créés sont surtout des emplois à temps plein dans le secteur privé offrant un salaire supérieur à la moyenne**

Ce graphique à barres montre les emplois qui se sont créés en Ontario depuis juin 2009. Le nombre total d'emplois s'est accru de 476 000 postes depuis juin 2009, soit 453 000 emplois à temps plein et 23 000 emplois à temps partiel. La hausse du nombre d'emplois se chiffrait à 342 000 dans le secteur privé, à 71 000 dans le secteur public et à 63 000 parmi les travailleurs autonomes. Les secteurs affichant des salaires supérieurs à la moyenne ont enregistré une hausse de 306 000 emplois, tandis que les secteurs où les salaires sont inférieurs à la moyenne ont enregistré 169 000 emplois supplémentaires.

Retourner au graphique 2.2

**Graphique 2.3 : La reprise de l'emploi en Ontario devance celle aux É.-U. et la moyenne des pays de l'OCDE**

Ce graphique linéaire simple compare les variations en pourcentage du taux d'emploi par rapport au sommet atteint avant la récession en Ontario avec la moyenne affichée par les pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) et les États-Unis entre le premier trimestre de 2008 et le troisième trimestre de 2013.

Au troisième trimestre de 2013, l'emploi a repris en Ontario pour atteindre un niveau bien supérieur au sommet affiché avant la récession, tandis qu'aux États-Unis, le niveau se situe en deçà du sommet atteint avant la récession. Au deuxième trimestre de 2013, le taux d'emploi dans les pays membres de l'OCDE était légèrement supérieur au sommet atteint avant la récession.

Retourner au graphique 2.3

---

**Graphique 2.4 : La croissance de l'économie mondiale reprendra**

Ce graphique à barres montre la croissance du PIB réel de l'économie mondiale, des économies avancées et des économies émergentes et en développement de 2010 à 2014.

La croissance du PIB réel de l'économie mondiale était de 5,2 % en 2010, de 3,9 % en 2011 et de 3,2 % en 2012. Selon le Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance devrait être de 2,9 % en 2013 et de 3,6 % en 2014.

La croissance du PIB réel des économies avancées était de 3,0 % en 2010, de 1,7 % en 2011 et de 1,5 % en 2012. D'après le FMI, le taux de croissance devrait être de 1,2 % en 2013 et de 2,0 % en 2014.

La croissance du PIB réel des économies émergentes et en développement s'est établie à 7,5 % en 2010, à 6,2 % en 2011 et à 4,9 % en 2012. D'après le FMI, le taux de croissance devrait être de 4,5 % en 2013 et de 5,1 % en 2014.

Retourner au graphique 2.4

**Graphique 2.5 : Raffermissement de la reprise aux É.-U.**

Ce graphique à barres montre la croissance du PIB réel des États-Unis de 2009 à 2016. Le PIB réel des États-Unis a diminué de 2,8 % en 2009 et a augmenté de 2,5 % en 2010, de 1,8 % en 2011 et de 2,8 % en 2012. Selon *Blue Chip Economic Indicators*, le PIB réel des États-Unis devrait s'accroître de 1,6 % en 2013, de 2,6 % en 2014, de 2,9 % en 2015 et de 2,8 % en 2016.

Retourner au graphique 2.5

**Graphique 2.6 : Le prix du pétrole devrait rester élevé**

Ce graphique linéaire simple montre le prix du pétrole brut WTI de 2000 à 2016. Le prix du pétrole brut West Texas Intermediate (WTI) a augmenté, passant de 30 \$US le baril en 2000 à 94 \$US le baril en 2012. Le prix moyen du baril de pétrole devrait être de 99 \$US en 2013. Le ministère des Finances de l'Ontario prévoit que le prix du pétrole diminuera pour passer à 98 \$US le baril en 2014 et à une moyenne de 96 \$US le baril en 2015 et 2016.

Retourner au graphique 2.6

---

**Graphique 2.7 : Le dollar canadien devrait demeurer près de la parité**

Ce graphique linéaire simple montre le taux de change du dollar canadien de 1990 à 2016 ainsi que les projections faibles et élevées du secteur privé pour la période de 2013 à 2016. La valeur du dollar canadien est passée de 87 cents américains en 1991 à un creux de 64 cents américains en 2002. Elle a affiché une tendance à la hausse de 2003 à 2012 et était à parité avec le dollar américain en 2012. Le ministère des Finances prévoit que le dollar canadien demeurera juste sous la parité jusqu'en 2016, tandis que les projections du secteur privé vont d'une appréciation atteignant 103 cents américains à une dépréciation à un niveau de 93 cents américains en 2016.

[Retourner au graphique 2.7](#)

**Graphique 2.8 : Les taux d'intérêt devraient augmenter graduellement**

Ce graphique linéaire simple montre le taux de rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada et le taux d'intérêt des bons du Trésor de trois mois du gouvernement du Canada, de 1990 à 2016. Le rendement des obligations de 10 ans du gouvernement du Canada a connu une baisse entre 1990 et 2012, passant de plus de 10 % à un creux de 1,9 %. On prévoit qu'il s'élèvera graduellement pour s'établir à 3,8 % en 2016. Le taux des bons du Trésor de trois mois a baissé, passant de près de 13 % en 1990 à 0,9 % en 2012. On prévoit qu'il s'élèvera graduellement pour s'établir à 2,8 % en 2016.

[Retourner au graphique 2.8](#)

**Graphique 2.9 : Les dépenses des ménages, les investissements des entreprises et les échanges commerciaux stimuleront la croissance économique**

Ce graphique à barres montre la croissance annuelle moyenne du PIB réel et les contributions à la croissance du PIB réel entre 2000 et 2007 et les contributions prévues entre 2013 et 2016.

La croissance annuelle moyenne du PIB réel de l'Ontario a été de 2,3 % pour la période allant de 2000 à 2007 et on prévoit qu'elle sera de 2,1 % au cours de la période allant de 2013 à 2016.

Les dépenses des ménages ont contribué 2,0 points de pourcentage à la croissance pour la période allant de 2000 à 2007 et on prévoit qu'elles contribueront 1,2 point de pourcentage pour la période allant de 2013 à 2016.

Le gouvernement a contribué 0,8 point de pourcentage à la croissance entre 2000 et 2007 et on prévoit qu'il soustraira 0,1 point de pourcentage de la croissance entre 2013 et 2016.

Les investissements résidentiels ont contribué 0,2 point de pourcentage à la croissance de 2000 à 2007 et on prévoit que leur contribution sera nulle de 2013 à 2016.

Les investissements dans les immobilisations de production, comprenant la propriété intellectuelle et les stocks, ont contribué 0,4 point de pourcentage à la croissance de 2000 à 2007 et leur contribution devrait se maintenir à ce niveau entre 2013 et 2016.

Les échanges commerciaux nets ont soustrait 1,1 point de pourcentage de la croissance entre 2000 et 2007 et on prévoit qu'ils contribueront 0,4 point de pourcentage à la croissance entre 2013 et 2016.

Retourner au graphique 2.9

**Graphique 2.10 : L'emploi devrait s'accroître à moyen terme**

Ce graphique à barres montre le niveau d'emploi annuel en Ontario de 2009 à 2016. En Ontario, l'emploi est passé de 6,5 millions en 2009 à 6,8 millions en 2012. Le ministère des Finances de l'Ontario prévoit que l'emploi s'améliorera pour s'élever à 6,9 millions en 2013, à 7,0 millions en 2014, à 7,1 millions en 2015 et à 7,2 millions en 2016.

Retourner au graphique 2.10

**Graphique 2.11 : Le logement devrait demeurer abordable en Ontario**

Ce graphique linéaire simple montre les coûts hypothécaires en pourcentage du revenu disponible par ménage en Ontario de 1981 à 2016. La ligne indique un sommet de près de 37 % en 1990 et un creux de 20 % en 1998; depuis, on connaît une tendance à la hausse, la proportion s'élevant à 26 % en 2012. Le ministère des Finances de l'Ontario prévoit que la proportion devrait demeurer près de 27 % de 2013 à 2016.

[Retourner au graphique 2.11](#)

**Graphique 2.12 : L'endettement des ménages canadiens demeure élevé**

Ce graphique linéaire simple montre l'endettement des ménages en pourcentage du revenu disponible par ménage au Canada et aux États-Unis, du premier trimestre de 2000 au deuxième trimestre de 2013.

La ligne représentant le Canada révèle une augmentation constante, passant de 100 % au premier trimestre de 2000 à 152 % au deuxième trimestre de 2013. La ligne représentant les États-Unis dénote également une hausse, la proportion passant de 113 % au premier trimestre de 2000 à 165 % au quatrième trimestre de 2007. Depuis, elle a diminué pour s'établir à 137 % au deuxième trimestre de 2013. La proportion du Canada était inférieure à celle des États-Unis avant le deuxième trimestre de 2011, mais elle est depuis demeurée supérieure à celle des États-Unis.

*Nota :* À des fins de comparaison, les données canadiennes portent sur les ménages et sur les organismes à but non lucratif offrant des services aux ménages, et la définition de revenu disponible a été modifiée pour inclure celui des organismes à but non lucratif offrant des services aux ménages ainsi que d'autres transferts et paiements.

[Retourner au graphique 2.12](#)

---

**Graphique 2.13 : Hausse de la valeur nette des ménages**

Ce graphique linéaire simple montre la valeur nette des ménages en proportion du revenu disponible par ménage au Canada et aux États-Unis, du premier trimestre de 2000 au deuxième trimestre de 2013. La ligne représentant le Canada indique une baisse, allant de 6,4 % au deuxième trimestre de 2007 à 5,5 % au premier trimestre de 2009, et la ligne représentant les États-Unis indique aussi une baisse, allant de 6,6 % au premier trimestre de 2007 à 5,1 % au premier trimestre de 2009. Depuis lors, le ratio de la valeur nette des ménages par rapport au revenu disponible a augmenté pour les deux pays, celui du Canada s'élevant à 6,4 % et celui des États-Unis s'élevant à 6,0 % au deuxième trimestre de 2013.

*Nota :* À des fins de comparaison, les données canadiennes portent sur les ménages et sur les organismes à but non lucratif offrant des services aux ménages, et la définition de revenu disponible a été modifiée pour inclure celui des organismes à but non lucratif offrant des services aux ménages ainsi que d'autres transferts et paiements.

[Retourner au graphique 2.13](#)

**Graphique 2.14 : Les entreprises ontariennes sont en retard sur les entreprises américaines au chapitre des investissements dans les machines et le matériel**

Ce graphique linéaire simple illustre les investissements faits en Ontario et aux États-Unis entre 2008 et 2014 dans les machines et le matériel, ce qui comprend la propriété intellectuelle, indexés selon les chiffres de 2008 qui représentent le seuil de 100. L'indice pour les investissements dans les machines et le matériel a chuté en 2009 jusqu'à 80,9 pour l'Ontario et à 85,7 pour les États-Unis. Depuis lors, ces indices ont tous deux remonté, atteignant 100,6 pour l'Ontario et 108,4 pour les États-Unis en 2012. Selon les *Blue Chip Economic Indicators*, les investissements dans les machines et le matériel aux États-Unis en 2014 dépasseront de 18,5 % le niveau de 2008, alors que le ministère des Finances de l'Ontario prévoit que les investissements dans les machines et le matériel en Ontario en 2014 dépasseront de 6,3 % le niveau de 2008.

[Retourner au graphique 2.14](#)

**Graphique 2.15 : Les exportations devraient augmenter**

Ce graphique à barres montre le niveau annuel des exportations de l'Ontario (en dollars de 2007) de 2007 à 2016. Les exportations ont chuté, passant de 336 milliards de dollars en 2007 à un creux de 277 milliards de dollars en 2009. Les exportations ont ensuite augmenté graduellement pour s'établir à 334 milliards de dollars en 2012. Le ministère des Finances de l'Ontario prévoit qu'elles augmenteront encore pour atteindre 379 milliards de dollars d'ici 2016.

[Retourner au graphique 2.15](#)

**Graphique 2.16 : Révision à la baisse des perspectives de croissance du secteur privé en 2013 et 2014**

Ce graphique à barres montre la moyenne des prévisions du secteur privé relatives à la croissance du PIB réel de l'Ontario présentée dans le budget de 2013 et dans le document *Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario de 2013* (les perspectives actuelles).

La moyenne des prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2013 était de 1,6 % dans le budget de 2013 et est actuellement de 1,4 %.

La moyenne des prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2014 était de 2,4 % dans le budget de 2013 et est actuellement de 2,2 %.

La moyenne des prévisions du secteur privé concernant la croissance du PIB réel de l'Ontario en 2015 et en 2016 était de 2,5 % dans le budget de 2013 et est actuellement de 2,6 %.

Retourner au graphique 2.16

**Graphique 3.1 : Composition des revenus, 2013-2014**

Ce graphique montre le pourcentage des revenus totaux, ainsi que le montant correspondant en dollars, que représentent les principales catégories de revenus en 2013-2014. La source de revenus fiscaux la plus importante est l'impôt sur le revenu des particuliers, qui représente 26,9 milliards de dollars, soit 23,0 % des revenus totaux. Viennent ensuite les revenus tirés de la taxe de vente, qui représentent 21,6 milliards de dollars ou 18,5 % des revenus totaux, et ceux tirés de l'impôt des sociétés, qui atteignent 12,0 milliards de dollars, soit 10,3 % des revenus totaux. Les revenus provenant des impôts et des taxes représentent en tout 81,7 milliards de dollars, ou 69,9 % des revenus totaux. Les principales sources de revenus non fiscaux sont les transferts fédéraux, qui représentent 22,5 milliards de dollars ou 19,2 % des revenus totaux, le revenu tiré des entreprises publiques, qui représente 4,5 milliards de dollars ou 3,8 % des revenus totaux, et divers autres revenus non fiscaux, qui représentent 8,2 milliards de dollars ou 7,0 % des revenus totaux.

Retourner au graphique 3.1

---



**Graphique 3.2 : Composition des charges totales, 2013-2014**

Ce graphique montre le pourcentage des charges totales par secteur en 2013-2014, ainsi que le montant correspondant en dollars. C'est dans le secteur de la santé que les charges sont les plus importantes, s'élevant à 48,9 milliards de dollars, soit 38,3 % des charges totales. Les autres secteurs des charges totales comprennent le secteur de l'éducation, où les charges sont de 24,1 milliards de dollars, soit 18,9 % des charges totales; le secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation, qui représente 7,7 milliards de dollars ou 6,1 % des charges totales; le secteur des services sociaux et des services à l'enfance, qui correspond à 14,3 milliards de dollars ou 11,2 % des charges totales; le secteur de la justice, qui atteint 4,1 milliards de dollars ou 3,2 % des charges totales. Les autres programmes, quant à eux, représentent 17,8 milliards de dollars ou 14,0 % des charges totales. L'intérêt sur la dette, inclus dans les charges totales, s'élève à 10,6 milliards de dollars ou 8,3 % des charges totales.

*Nota :* Le secteur de l'éducation exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants, dont les charges sont incluses dans les autres programmes.

Retourner au graphique 3.2

**Graphique 3.3 : Composition des charges de programmes, 2013-2014**

Ce graphique montre le pourcentage des charges de programmes par secteur en 2013-2014, ainsi que le montant correspondant en dollars. Les charges de programmes représentent les charges totales moins l'intérêt sur la dette.

C'est dans le secteur de la santé que les charges de programmes sont les plus importantes; elles s'élèvent à 48,9 milliards de dollars, soit 41,8 % de ces charges.

Les autres secteurs des charges de programmes comprennent le secteur de l'éducation, qui représente 24,1 milliards de dollars ou 20,6 % de ces charges; le secteur de l'éducation postsecondaire et de la formation, qui correspond à 7,7 milliards de dollars ou 6,6 % de ces charges; le secteur des services sociaux et des services à l'enfance, qui se chiffre à 14,3 milliards de dollars ou 12,3 % de ces charges; le secteur de la justice, qui s'élève à 4,1 milliards de dollars ou 3,5 % de ces charges. Les autres programmes, quant à eux, représentent 17,8 milliards de dollars ou 15,2 % de ces charges.

*Nota :* Le secteur de l'éducation exclut le Régime de retraite des enseignantes et des enseignants, dont les charges sont incluses dans les autres programmes.

Retourner au graphique 3.3

**Graphique 4.1 : En 2013-2014, l'Ontario se classe au 5<sup>e</sup> rang pour la capacité fiscale, mais au dernier rang après les transferts fédéraux**

Ce graphique présente le classement des provinces selon leur capacité fiscale par habitant, pour 2013-2014, avant et après les transferts fédéraux. En 2013-2014, avant les transferts du gouvernement fédéral et compte tenu de ses propres sources de revenus, la capacité fiscale de l'Ontario par habitant se situe au cinquième rang par rapport à celle des autres provinces, mais une fois les transferts du gouvernement fédéral pris en compte, la province passe au dernier rang. Avant et après les transferts fédéraux, les trois provinces qui se situent en tête, selon leur capacité fiscale par habitant, sont l'Alberta, Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. Une fois les transferts fédéraux pris en compte, la Colombie-Britannique passe de la quatrième à la cinquième place, le Québec de la sixième à la septième place, le Manitoba de la septième à la neuvième place. Par ailleurs, la Nouvelle-Écosse passe de la huitième à la quatrième place, le Nouveau-Brunswick de la neuvième à la sixième place, et l'Île-du-Prince-Édouard de la dixième à la huitième place.

[Retourner au graphique 4.1](#)

**Graphique 4.2 : Contribution nette au programme de péréquation par province, en 2013-2014**

En 2013-2014, l'Ontario fait la contribution nette la plus importante au programme de péréquation, avant l'Alberta, la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et Terre-Neuve-et-Labrador. Les autres provinces, l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick, le Manitoba et le Québec, reçoivent du programme une contrepartie supérieure à ce que leurs contribuables y contribuent par le biais de l'impôt fédéral. Parmi les provinces qui reçoivent un paiement de péréquation, l'Ontario est la seule province dans laquelle les contribuables versent davantage au programme de péréquation que ce qu'ils en reçoivent.

[Retourner au graphique 4.2](#)

---

**Graphique 5.1 : Cibles de revenu de retraite et écarts possibles (personne seule)**

Actuellement, la Sécurité de la vieillesse (SV), le Supplément de revenu garanti (SRG) et le Régime de pensions du Canada (RPC) fournissent déjà aux travailleurs à faible revenu (c'est-à-dire ceux dont le revenu avant la retraite se chiffre à 20 000 \$), la totalité de leurs revenus de remplacement, lesquels sont calculés selon une cible de revenu de retraite équivalant à 70 % du revenu gagné avant la retraite. En revanche, les personnes touchant des revenus moyens de 40 000 \$ et de 75 000 \$ sont incapables d'atteindre leur cible de revenu de remplacement par l'entremise du RPC et de la SV seulement, et doivent compter sur d'autres sources de revenu pour combler cet écart, notamment les régimes de retraite d'employeur, les REER et l'avoir propre foncier.

Retourner au graphique 5.1

**Graphique 6.1 : Pourcentage des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires consacré au financement de l'éducation élémentaire et secondaire**

Ce graphique à barres montre que la part du financement de l'éducation qui provient des impôts fonciers prélevés aux fins scolaires a diminué pour passer de 44 % en 1998-1999 à 28 % en 2012-2013.

Retourner au graphique 6.1

**Graphique 7.1 : Emprunts de 2013-2014**

Au 23 octobre 2013, le programme d'emprunt de la province pour 2013-2014 totalisait 21,9 milliards de dollars, dont 15,6 milliards de dollars d'obligations consortiales, 1,4 milliard de dollars de billets à taux variable sur le marché canadien, 0,02 milliard de dollars de billets à moyen terme sur le marché canadien, 0,4 milliard de dollars d'obligations d'épargne de l'Ontario et 4,4 milliards de dollars d'obligations en dollars américains sur le marché international.

Retourner au graphique 7.1

**Graphique 7.2 : Reliquat de la dette insurmontable depuis le 1<sup>er</sup> avril 1999**

Au 31 mars 2013, le ministre des Finances a déterminé que le reliquat de la dette insurmontable était de 3,9 milliards de dollars, soit une diminution de 0,6 milliard de dollars comparativement au reliquat de la dette insurmontable qui se chiffrait à 4,5 milliards de dollars au 31 mars 2012. Il s'agit aussi d'une diminution totale estimée à quelque 8,0 milliards de dollars par rapport à un sommet estimé à 11,9 milliards de dollars au 31 mars 2004.

Retourner au graphique 7.2

---

**Graphique 7.3 : Composition de la dette totale au 30 septembre 2013**

Au 30 septembre 2013, la dette totale de la province était de 288,1 milliards de dollars et consistait en 189,6 milliards de dollars d'obligations intérieures, 13,3 milliards de dollars de dette interne, 19,7 milliards de dollars de bons du Trésor et de billets de trésorerie américains et 65,5 milliards de dollars d'obligations sur le marché international.

Retourner au graphique 7.3

**Graphique 7.4 : Rapport dette nette-PIB**

Le rapport dette nette-PIB devrait être de 39,3 % pour 2013-2014. Ce rapport devrait atteindre un sommet de 40,5 % en 2015-2016.

Retourner au graphique 7.4

**Graphique 7.5 : Rapport déficit accumulé-PIB**

Le rapport déficit accumulé-PIB devrait être de 25,9 % pour 2013-2014. Ce rapport devrait atteindre un sommet de 26,3 % en 2014-2015.

Retourner au graphique 7.5

**Graphique 7.6 : Taux d'intérêt effectif (moyenne pondérée) de la dette totale**

Au 30 septembre 2013, le taux d'intérêt effectif (calculé selon une moyenne pondérée) se chiffrait à 4,0 % de la dette totale de la province, comparativement à 4,1 % en 2012-2013 et à 4,4 % en 2011-2012. Le taux d'intérêt effectif diminue graduellement depuis 1990-1991 où un taux de 10,9 % était affiché.

Retourner au graphique 7.6

**Graphique 7.7 : Exposition aux risques associés aux changements de taux d'intérêt**

L'exposition de la province aux risques de changements de taux d'intérêt, calculée en pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province, était de 8,9 % au 30 septembre 2013, comparativement à 8,9 % au 31 mars 2013 et à 8,3 % au 31 mars 2012. Cette exposition est limitée à 35 % et exclut la dette de la SFIEO.

Retourner au graphique 7.7


**Graphique 7.8 : Exposition aux risques de change**

L'exposition aux risques de change de la province, qui est calculée en pourcentage de la dette contractée pour les besoins de la province, était de 0,4 % au 30 septembre 2013, comparativement à 0,8 % au 31 mars 2013 et à 1,0 % au 31 mars 2012. Cette exposition est limitée à 5 % et exclut la dette de la SFIEO.

Retourner au graphique 7.8

---





© IMPRIMEUR DE LA REINE POUR L'ONTARIO, 2013  
ISSN 1483-5983 (IMPRIMÉ) | ISSN 1496-2837 (PDF/HTML)